Robert Fossaert

1961

L'avenir du capitalisme

Un document produit en version numérique par Jean-Marie Tremblay, bénévole,
professeur de sociologie au Cégep de Chicoutimi

Courriel: jmt_sociologue@videotron.ca

Site web: <http://pages.infinit.net/sociojmt>

Dans le cadre de la collection: "Les classiques des sciences sociales"

Site web: http://www.uqac.quebec.ca/zone30/Classiques_des_sciences_sociales/index.html

Une collection développée en collaboration avec la Bibliothèque
Paul-Émile-Boulet de l'Université du Québec à Chicoutimi

Site web: <http://bibliotheque.uqac.quebec.ca/index.htm>

Cette édition électronique a été réalisée par Jean-Marie Tremblay, bénévole, professeur de sociologie au Cégep de Chicoutimi à partir de :

Robert Fossaert (économiste, sociologue français)

L'avenir du capitalisme

Une édition électronique réalisée à partir du texte de Robert Fossaert, *L'avenir du capitalisme*. Paris : Éditions du Seuil, 1961, 256 pages. Collection Esprit “ La cité prochaine ”.

[Autorisation accordée le 16 août 2003]

Courriel : robert.fossaert@wanadoo.fr

Site internet : <http://www.macrosociologie.com/macrosociologie/index.htm>

Polices de caractères utilisée :

Pour le texte: Times, 12 points.

Pour les citations : Times 10 points.

Pour les notes de bas de page : Times, 10 points.

Édition électronique réalisée avec le traitement de textes Microsoft Word 2001 pour Macintosh.

Mise en page sur papier format
LETTRE (US letter, 8.5'' x 11'')

Édition complétée le 27 août 2003 à Chicoutimi, Québec.

Table des matières

Introduction

Première partie : Le déclin de l'occident capitaliste

Chapitre I. Le socialisme dans plusieurs pays

- L'accumulation primitive socialiste. - Le dégel. - Le socialisme est un fait irréversible. - Un ou plusieurs socialismes ? - Politique internationale dans le camp socialiste.

Chapitre II. La promotion du tiers-monde

La promotion politique s'achève. - Les mouvements nationalistes... - ... et les nations nouvelles. - Développement économique et choix politiques. - La France en retard d'une guerre.

Chapitre III. La résistance du capitalisme

Le capitalisme dans le commerce mondial. - Un capitalisme sans colonies ? - La fin des surprofits impérialistes. - Les vieilles querelles. - Interdépendance politique des États capitalistes. - Les luttes de classes.

Chapitre IV. Les trois mondes en lutte

Interactions des trois mondes. - Comment le capitalisme a résisté. - Les guerres et LA guerre. - La coexistence froide.

Chapitre V. La fin du XXe siècle

Le revenu national par tête, indicateur de puissance. - Hypothèses économiques. - Tendances actuelles du développement économique. - Quelques corrections vraisemblables. - Projections pour la seconde moitié du XXe siècle. - La Terre surchargée ?

Chapitre VI. Déclin de l'occident ou du capitalisme ?

- L'impossible stagnation du Tiers-Monde. - La guerre économique ? - Conclusions anticipées sur l'adaptation du capitalisme - La gamme des possibles. - Du communisme au péril jaune... - Le nouveau monde. - Un principe de politique internationale.

Deuxième partie . [Les métamorphoses du capitalisme français](#)

Chapitre VII. [Du prolétaire au salarié](#)

- [La condition prolétarienne](#). - [Extension du salariat aux catégories non ouvrières](#). - [Aux frontières de la classe ouvrière](#). - [Prolétariat et division sociale du travail](#). - [Salaire et revenu des salariés](#). - [Le problème national des salaires](#). - [Changements essentiels ou non ?](#) - [Perspectives](#)

Chapitre VIII. [Un nouveau capitalisme ?](#)

- [Avatars de la propriété privée](#). - [Les centres de décision](#). - [Bourgeoisie et technocratie](#). - [L'État](#). - [Les besoins d'information](#) - [Un concert négatif](#). - [L'apologue de Saint-Simon](#).

Chapitre IX. [Anciennes et nouvelles classes sociales](#)

[L'enchevêtrement des modes de production](#). - [Classes et couches sociales](#). - [L'imbrication des classes sociales](#). - [Les vieux rapports de production...](#) - [... et leur avenir](#). - [Les classes sociales en France dans dix ou quinze ans](#). - [Évolution ou révolution ?](#)

Chapitre X. [Un capitalisme sans crises économiques ?](#)

- [La croissance économique](#). - [Moteurs apparents de la croissance](#). - [La politique anti-crisis](#) - [Interdépendances techniques et économiques](#). - [L'État et l'investissement](#). - [L'inflation, fièvre de croissance](#).

Chapitre XI. [L'aventure européenne](#)

- [L'économie dominante américaine](#). - [Libre-échange et crises](#). - [Le marché commun, besoin réel ?](#) - [Un saut dans l'inconnu](#). - [Mutations politiques et sociales](#). - [Le problème essentiel](#).

Chapitre XII. [La fuite devant la crise](#)

- [La monnaie](#). - [L'automatisation](#). - [Le coût de la guerre d'Algérie](#). - [La crise et les crises](#).

[Conclusion](#)

[Annexe](#)

Robert Fossaert

***L'avenir
du capitalisme***

*Éditions du Seuil, 1961, 256 pp.
Collection Esprit “la cité prochaine”*

[Retour à la table des matières](#)

L'avenir du capitalisme (1961)

Introduction

[Retour à la table des matières](#)

Depuis dix ans, la décolonisation est une expérience historique achevée, un mouvement implacable dont l'issue ne peut plus comporter de surprise. La France tâtonne et trébuche sur le chemin qui, de toutes façons, mène à l'indépendance de l'Algérie. Plus elle tarde à mettre en œuvre cette solution inéluctable, plus elle risque de succomber à quelque variante du fascisme.

Mais la guerre d'Algérie et la menace fasciste qui nous obsèdent, nous masquent en même temps d'autres problèmes dont les solutions exerceront, d'ici peu d'années, une influence majeure sur nos conditions de vie et sur le rôle de notre pays dans le monde. Malgré ses aventures Particulières, la France est appelée à partager le sort des nations industrielles capitalistes.

Pourra-t-elle expérimenter, comme les États-Unis, un type de civilisation fondé sur une consommation de masse ? Comment supportera-t-elle la concurrence économique et la pression politique de l'Union soviétique qui accède au rang de grande puissance industrielle socialiste ? Quelle place tiendra-t-elle dans un monde où les anciennes colonies vont chercher la voie d'un développement économique rapide et observer l'exemple fascinant que leur offre la Chine ?

Toutes ces questions - et il en est bien d'autres - sont interdépendantes. Elles forment des séries dont l'une débouche sur la guerre et l'autre sur ce qu'on appelle coexistence pacifique. À l'intérieur de cette dernière éventualité, de nouvelles séries se forment avec, pour terme, d'un côté la révolution socialiste provoquée par une catastrophe économique dit capitalisme et, de l'autre, une zone douteuse dont aucune ligne ne se dessine encore clairement et qui, cependant, me paraît être notre avenir le plus probable.

De façon encore confuse, ce jugement semble bien être partagé par la plupart des hommes de gauche, en Europe occidentale. Quand les socialistes allemands et autrichiens répudient leurs vieux programmes, quand les travaillistes anglais sont tentés d'en faire autant, quand les socialistes et les communistes italiens cherchent de « nouvelles ouvertures », c'est bien l'indice qu'un problème commun se pose à tous ces pays et que les projets ou les programmes anciens se révèlent inaptes à le résoudre. Partout, comme en France, la gauche sent que ses idées ont vieilli. Partout, de nouvelles recherches s'ébauchent.

Il faut voir dans ce livre une contribution à cet effort. Son objet peut se définir ainsi : dire quelles raisons économiques et politiques me conduisent à penser que la guerre et la crise ne sont pas fatales ; essayer d'explorer les perspectives d'évolution qui s'ouvrent dans cet intervalle entre deux catastrophes.

Un tel projet conduit nécessairement à une certaine dissymétrie dans l'exposé. En effet, l'avenir du capitalisme, vu de France, c'est à la fois le problème général des perspectives offertes à l'ensemble des nations industrielles capitalistes et le problème particulier de l'avenir français dans cet ensemble. Et chacun de ces problèmes relève de modes d'analyse différents : dans le premier cas, toute l'attention se porte sur de grands ensembles comme le secteur capitaliste ou le secteur socialiste du monde, dans le second, une étude plus fine des mécanismes économiques et des structures sociales devient indispensable. D'une partie à l'autre de ce livre, les phénomènes étudiés changent donc d'échelle, un peu comme lorsqu'on passe, dans la lecture d'un quotidien, des nouvelles internationales aux informations françaises. Il a paru préférable d'accepter ce décalage, plutôt que de le masquer par des artifices de forme.

Il restait enfin une autre difficulté à surmonter. En France, l'économie n'entre pas encore dans la culture de « l'honnête homme », fût-il de gauche. C'est pourquoi ce livre a été écrit, autant qu'il se pouvait, pour le lecteur non spécialiste. Les spécialistes regretteront peut-être que les références soient rares, les citations absentes et le langage technique souvent éliminé. Mais c'est à ce prix seulement que des problèmes économiques décisifs pour notre avenir peuvent sortir d'es cercles d'initiés et connaître un débat plus large.

L'avenir du capitalisme (1961)

Première partie

Le déclin de l'Occident capitaliste

[Retour à la table des matières](#)

Filles de la littérature, prêtes à s'annexer les mathématiques, les sciences sociales en sont aujourd'hui au même stade que la météorologie.

Leurs prévisions singulières reçoivent le plus souvent le démenti des faits. Mais leurs observations accumulées, leurs concepts encore fragiles, leurs systèmes d'hypothèses fournissent une méthode d'exploration des possibilités d'avenir inscrites dans le présent.

À vrai dire, il n'est pas sûr que cette méthode puisse être employée à l'état pur : quand elle s'applique aux sociétés humaines, à leur histoire et à leur devenir, la démarche scientifique s'accompagne nécessairement de résonances idéologiques ; le partage entre la physique et la métaphysique sociales ne s'est pas encore accompli. Les mots eux-mêmes sont chargés d'un potentiel inquiétant qui les rendrait inaptés à l'analyse s'il existait des vocables de remplacement. Mais comment ne pas employer des termes comme : socialisme, classes, nation, impérialisme, etc., - si l'on désire être entendu ? La sagesse est sans doute d'en conserver l'usage, mais d'en rappeler à chaque pas la signification.

Vue de France, l'histoire des prochaines décennies s'inscrit tout d'abord dans une question très générale : quelle sera l'évolution probable des nations industrielles capitalistes - ou, si l'on veut, de l'Occident capitaliste - pendant cette période ?

À cet égard, on peut discerner, dans la pratique et dans la pensée politiques contemporaines, plusieurs perspectives globales mêlant, à doses variées, des postulats hérités de vieilles métaphysiques religieuses ou politiques et des analyses de caractère scientifique.

La destruction complète de cette partie du monde au cours d'un conflit atomique. L'effondrement des systèmes politiques occidentaux à la faveur d'une crise révolutionnaire inéluctable. La stabilisation des économies et des régimes politiques dans une sorte de haut lieu de la civilisation battu par les révoltes de l'ancien monde colonial et soumis à la concurrence du socialisme soviétique. Enfin, le déclin de cette province du monde moderne, la réduction de son poids relatif dans les affaires internationales et la mutation plus ou moins saccadée, plus ou moins révolutionnaire, de ses structures politiques. Telles paraissent être les quatre principales perspectives concurrentes sur l'avenir de l'Occident.

Je tiens que la quatrième d'entre elles est la plus probable ; qu'il est impossible de le *démontrer* comme on démontre un théorème, mais que cette impossibilité s'étend également à toutes les autres ; qu'il est possible, en revanche, de le *montrer*, de rendre manifestes les raisons qui soutiennent ce jugement de vraisemblance.

Le déclin de l'Occident capitaliste est déjà inscrit dans l'histoire. En prenant les expressions qui les désignent sous bénéfice d'inventaire, on peut constater, en effet, que trois ordres de faits caractérisent le monde actuel : le socialisme s'est installé dans plusieurs pays, la promotion politique de l'ancien monde colonisé s'achève et, jusqu'à présent, le capitalisme a résisté à cette double poussée. Le passé récent, époque de guerres et de révolutions, a vu se former, au sein d'un monde tout entier soumis à l'emprise des nations industrielles capitalistes, deux catégories nouvelles d'États, le camp socialiste et le Tiers-Monde¹. L'analyse des relations, guerrières ou pacifiques, et des interactions qui se sont établies, au cours de cette période, entre les trois mondes actuels et l'examen prospectif des fruits que produiront dans dix, vingt ou trente ans, les tendances aujourd'hui décelables dans leurs structures économiques et politiques justifient précisément l'affirmation posée plus haut. Il reste à le montrer.

¹ Les pudeurs politiques de ce temps ont généralisé l'emploi des guillemets. Il conviendrait sans doute d'en user pour accompagner les expressions « camp socialiste » (puisque tel est le nom *que se donnent* les États qui le composent) et « Tiers-Monde » (puisque ce néologisme n'est Pas *reconnu* par les pays qu'il désigne). Mais, à ce compte la plupart des expressions employées dans ce livre devraient être encadrées de la sorte, tant le vocabulaire politique est périlleux.

L'avenir du capitalisme (1961)
Première partie : le déclin de l'Occident

Chapitre premier

Le socialisme dans plusieurs pays

[Retour à la table des matières](#)

Dans son acception la plus générale, sinon la plus répandue, le socialisme désigne une forme d'organisation sociale fondée sur l'appropriation collective des moyens de production. Peu importe, ici, que le caractère socialiste des États dotés d'un système social de ce type soit nié par d'autres courants, par d'autres mouvements se réclamant également de l'idéal socialiste. Non que ces critiques soient toutes dénuées de fondement, on le verra. Mais enfin, il faut prendre comme un fait la prépondérance, dans tous les pays de l'Est, de Berlin à Hanoï et de, Belgrade à Pékin, de l'appropriation collective des moyens de production. Ce n'est peut-être pas *le* socialisme, mais c'est assurément *un* socialisme. Prenons-le comme tel.

L'accumulation primitive socialiste

Jusqu'à présent, le socialisme s'est installé dans des *pays sous-développés*, c'est-à-dire dotés de structures sociales faiblement ou nullement capitalistes et d'économies non encore ou à peine engagées dans un processus de croissance. Le capitalisme, comme forme d'organisation sociale assurant la prépondérance de la propriété privée et favorisant la formation d'un capital industriel, n'était pas inconnu dans ces pays ; mais il n'y avait jamais atteint, avant l'établis-

sement du socialisme, sa pleine extension. La Russie présentait, avant la première guerre mondiale, quelques pôles de développement capitalistes, en croissance rapide, mais encore noyés dans une immense société paysanne de type semi-féodal. A un moindre degré, il en allait de même, en Europe centrale, entre les deux guerres. En Chine, le capitalisme s'était installé comme une puissance extérieure donnant à une société semi-féodale le caractère d'une colonie, ou mieux, d'une réserve à coloniser concurremment par les divers capitalismes. Seules, la Tchécoslovaquie et l'Allemagne orientale étaient engagées très avant dans l'industrialisation capitaliste lors de l'établissement du socialisme, encore que leurs paysanneries demeuraient, sauf en Bohême, très arriérées.

Cette particularité de l'avènement du socialisme a été lourde de conséquences. Tous les besoins individuels ou collectifs qu'entend satisfaire la société socialiste supposent une économie développée, moderne, en expansion. Mais la machine économique doit être construite : pays sous-développés, les États socialistes ont hérité de médiocres machines économiques, paysannes plus qu'industrielles et d'une faible productivité. L'U.R.S.S. a perdu au cours de la guerre civile la majeure partie de l'appareil industriel que lui léguait le tsarisme ; elle a dû transformer bon nombre de ses ouvriers, relativement peu nombreux, en soldats, en fonctionnaires du Parti et du nouvel État, en propagandistes et en agitateurs dispersés dans l'immensité russe. Pratiquement il lui a fallu créer, presque à partir de rien, une économie moderne. Et il a fallu la créer le plus rapidement possible pour asseoir le système socialiste dans un monde hostile.

L'accumulation du capital destiné à s'investir en usines, en machines, en moyens de transport suppose qu'une fraction de la richesse nouvelle créée chaque année soit détournée de la consommation. Cette fraction atteint son maximum lorsqu'il s'agit non pas d'étendre et de perfectionner un appareil industriel préexistant, mais bien de réaliser l'effort initial, l'accumulation primitive du capital. En U.R.S.S., cette accumulation ne pouvait s'opérer que par un prélèvement sur les maigres richesses créées par les paysans arriérés et par les rares industries encore en état de marche. Aucune aide ne pouvait être escomptée de l'extérieur. Aucun prélèvement de type colonial ne pouvait être exercé à l'extérieur. Ce qu'un pays capitaliste comme la France a mis près d'un siècle à réaliser, en employant hommes, femmes et enfants pendant douze à quatorze heures par jour pour un salaire de misère, en arrachant des centaines de milliers de paysans à la campagne pour en emplir les usines et les villes, en levant sur un vaste empire colonial un tribut de rapine ou de commerce frauduleux, la Russie et les autres États socialistes ont dû l'entreprendre à titre de première étape de la construction du socialisme. Le seul avantage relatif qu'a tiré l'U.R.S.S. de cette accumulation tardive, est d'avoir pu bénéficier de la sorte de la technique moderne mise au point par les pays industriels développés ; l'industrie soviétique a d'abord imité les modèles techniques que lui offrait l'Occident, avant d'être en mesure de réaliser, en certains domaines, des progrès originaux.

Pendant vingt ou trente ans en U.R.S.S., une large fraction du revenu national a été absorbée par l'investissement productif nécessaire à la création et à l'élargissement continu de l'appareil productif, par l'investissement social destiné à l'équipement sanitaire, culturel et aussi administratif, et enfin par

l'édification d'une force militaire puissante opposée à l'encerclement capitaliste. La part du revenu national réservée à la consommation ne s'est que faiblement accrue au cours de cette période, et elle s'est même réduite à certains moments critiques (début de la collectivisation agricole, période de la deuxième guerre mondiale). Et la répartition de cette part, peu égalitaire, a relativement favorisé diverses couches sociales : les koulaks dans les années 1920, puis les ouvriers de choc et les fonctionnaires du Parti et de l'appareil d'État, à partir des années 1930, laissant ainsi la majeure partie de la classe ouvrière et de la paysannerie dans une situation souvent misérable. L'épreuve s'est renouvelée une seconde fois après les destructions de la guerre, mais elle a été de plus courte durée pour les Soviétiques, car le potentiel économique subsistant en 1945 était supérieur à celui de 1920. En outre, une part du nouvel effort d'accumulation (pour la reconstruction) a été supportée par les nouvelles démocraties populaires, surtout sous la forme des tributs de guerre prélevés sur les nations ex-ennemies (les démontages d'usines et autres réparations), mais aussi sous la forme, plus complexe, des sociétés mixtes à participation soviétique qui, tout à la fois, mettaient en valeur les richesses roumaines, bulgares ou polonaises et en affectaient à l'U.R.S.S. une fraction non négligeable. C'est seulement par sa déclaration du 30 octobre 1956 que l'U.R.S.S. a finalement désavoué ce dernier système.

On peut considérer que la phase de l'accumulation primitive socialiste a été définitivement achevée vers 1950. De cette période date un tournant dans l'orientation générale de l'économie soviétique. L'U.R.S.S. a conquis son brevet de nation industrielle moderne. Et, tandis qu'en Occident, les partis communistes continuaient de présenter sa structure économique et sociale comme le modèle idéal de construction socialiste, l'U.R.S.S. elle-même allait bientôt, pour poursuivre sa croissance, se trouver dans l'obligation de se débarrasser de bon nombre d'institutions créées entre 1925 et 1950.

Cette transformation qui n'affecte pas seulement les organismes régissant l'économie, mais s'attaque également, avec plus ou moins de succès, aux tendances étatiques ou bureaucratiques qui s'étaient développées dans la phase d'accumulation primitive, est, aujourd'hui encore, loin d'être achevée. Au moment où elle s'est amorcée - vers 1950, et surtout après la mort de Staline en 1953 - le modèle socialiste soviétique continuait d'être imposé aux nouvelles démocraties populaires comme l'exemple à imiter en tous points.

L'élargissement du camp socialiste date des années 1945-1950. L'imitation du modèle socialiste réalisé par l'U.R.S.S. a été, pendant une dizaine d'années, la règle dominante en Europe centrale. Pourtant, dès les années 1950, la révolution chinoise qui s'était développée de façon autonome, contredisant non sans difficultés les théories et les souhaits de Staline, a entrepris d'édifier selon de nouveaux canons, son propre socialisme.

Lorsqu'à leur tour les démocraties populaires et la Chine ont entrepris leur propre effort d'accumulation, les conditions n'étaient plus les mêmes que dans l'U.R.S.S. des années 1920 ou 1930. Le socialisme avait été expérimenté et des leçons pouvaient être tirées de ses succès, comme de ses échecs. Toutes ne le furent pas et l'on vit notamment les démocraties populaires se lancer après 1950 dans l'aventure de la collectivisation agricole forcée. Néanmoins, la création d'une industrie moderne exigeait en Europe centrale moins d'efforts qu'en

U.R.S.S. : une paysannerie plus riche offrait une base plus large à l'accumulation sociale du capital ; souvent aussi l'équipement hérité du capitalisme était relativement important (sauf en Hongrie, en Bulgarie, en Yougoslavie et en Albanie) ; jamais il ne s'est agi de tout créer, ou presque, comme en U.R.S.S.

Jamais, sauf en Chine où, réserve faite de la province mandchoue et de Shangaï, un artisanat misérable et une immense paysannerie affamée, débilités par des siècles de stagnation économique et d'oppression, ravagés par trente années de guerres et de révolutions, composaient toute la richesse du pays. Pourtant, ici également, l'accumulation primitive put être entreprise dans des conditions favorables, peut-être les plus favorables de toutes celles que l'édification socialiste a rencontrées jusqu'à ce jour. En effet, la révolution chinoise, débarrassant le pays de ses parasites coloniaux et, surtout, des propriétaires fonciers, puis entraînant la paysannerie dans un premier effort de coopération, a réalisé un véritable miracle : depuis dix ans elle assure à toute la population chinoise la nourriture et le vêtement. C'est peu en regard des normes occidentales, ou même des normes russes de 1917. C'est, en Chine, une conquête sans précédent, qui assure au Parti chinois l'appui de la très grande majorité pour aller plus avant. Il est vrai que, depuis dix ans, ce Parti a précisément entraîné les millions de paysans à de rudes travaux en vue d'édifier une agriculture et surtout une industrie modernes et que, pour ce faire, il a profondément bouleversé les structures sociales anciennes en leur substituant, à une cadence rapide, des formes nouvelles d'organisation, surprenantes pour l'observateur occidental ou soviétique. Cependant, le potentiel révolutionnaire créé par cette première victoire, la capacité d'effort du peuple chinois sont sans commune mesure avec ceux que le socialisme a pu faire apparaître en Hongrie ou dans la République démocratique allemande. Le point où la tension supportée par un peuple que l'on conduit au socialisme devient insupportable, point de rupture que l'on a pu observer à Budapest en octobre 1956, est sans doute beaucoup plus reculé en Chine. Sera-t-il atteint par les marches forcées qu'ont engagées les dirigeants chinois ? L'a-t-il déjà été en 1957, lors de la campagne des *Cent Fleurs* ? La discrétion systématique dont s'entoure la Chine - comme l'U.R.S.S. le faisait naguère - ne permet pas d'en juger.

Le dégel

[Retour à la table des matières](#)

Les chances pour que ce point de rupture soit atteint en U.R.S.S. sont pratiquement négligeables, dans cette économie où la croissance soutenue du niveau de vie de l'ensemble de la population est maintenant possible et, depuis sept ou huit ans, effective. Elles sont faibles en Europe centrale, après les alertes de Berlin et de Budapest, à la fois parce que les limites de résistance des populations sont mieux connues et parce que les économies approchent de ce niveau de développement à partir duquel le progrès de la consommation cesse d'être un obstacle à l'industrialisation. Néanmoins, les rigueurs d'un

nouveau réarmement, les soubresauts provoqués par une collectivisation agraire hâtive (du genre de celle que l'Allemagne orientale a subitement accélérée en 1960) pourraient encore conduire à des heurts violents. Ce ne seraient pourtant, selon toute vraisemblance, que des accidents locaux vite réprimés. C'est surtout en Chine que l'avenir est plus incertain et peut laisser plus de place à des développements de grande ampleur.

Mais ces tensions ne sont pas les seules à se manifester à l'Est. Elles se combinent avec une évolution politique dont le XXe Congrès soviétique et l'Octobre polonais ont été les phases les plus marquantes (et que « l'hérésie yougoslave » avait, dans d'autres conditions, déjà préfigurée). Plusieurs des tendances caractéristiques du socialisme soviétique de la première époque sont aujourd'hui contredites par d'autres mouvements. La base de ces changements réside précisément dans les réalisations déjà inscrites à l'actif de ce socialisme. La transformation d'un peuple illettré en un peuple cultivé, la formation d'un nombre croissant de techniciens, la possession d'une économie moderne, le renversement du rapport des forces militaires entre le socialisme et le capitalisme modifient nécessairement les structures sociales et politiques, les modes de pensée et de vie. La bureaucratie politique et la bureaucratie technique (que l'U.R.S.S. possède en commun avec toutes les nations industrielles) ne sont pas identiques ; elles se mêlent dans le Parti et dans l'appareil d'État, en un composé peu homogène, sinon instable. Le Parti lui-même ne détient plus, malgré qu'il en ait, le monopole de l'expression politique : les assemblées d'usine, les syndicats, les assemblées kolkhoziennes, les associations spécifiques jouent timidement ou gauchement un rôle nouveau, un rôle critique. Ce sont là les premiers balbutiements du réapprentissage de la démocratie. Dans dix ans, tous les Soviétiques seront bacheliers. On ne mène plus un peuple cultivé comme on menait les paysans de 1920.

A des degrés divers, les démocraties populaires évoluent dans la même direction, le retard économique étant compensé par les poussées nationalistes anti-russes et par la sensibilité plus grande de l'intelligentsia aux influences occidentales. Seules la Chine et les démocraties populaires d'Asie, enfermées pour quelques années encore dans le premier effort d'accumulation demeurent étrangères à ce mouvement qu'elles s'efforcent même de freiner. Mais c'est là, selon toute vraisemblance, une bataille d'arrière-garde. La Chine en est - encore au Moyen Âge du socialisme. Cette période est achevée en U.R.S.S. où se dessine une renaissance ou, comme l'a dit Ehrenbourg, un dégel.

Le socialisme est un fait irréversible

[Retour à la table des matières](#)

Quelles que soient les lignes d'évolution qui se dégageront au sein des pays socialistes et notamment dans le plus développé d'entre eux, l'U.R.S.S., une chose est certaine : les transformations futures du système socialiste ne se traduiront jamais par un retour à des formes d'organisation sociale capitalistes. Le rétablissement de la propriété privée des moyens de production comme forme dominante de l'organisation économique n'aurait aucun sens pour les

ouvriers russes, polonais ou hongrois. Elle séduirait sans doute encore les paysans d'Europe centrale et peut-être même une partie des paysans soviétiques (encore qu'à cet égard l'occupation allemande de 1941 à 1943 ne se soit accompagnée d'aucune tentative de « décollectivisation »). Il est douteux, enfin, qu'elle puisse paraître attrayante aux paysans chinois. Et d'ailleurs, la crise agraire, qui, de 1930 à 1953, était volontairement ignorée, est désormais reconnue et combattue : les conditions techniques d'un développement massif de la production agricole par l'emploi de machines et d'engrais sont en train de se réaliser ; les conditions économiques d'un tel développement sont recherchées par les réformes khrouchtcheviennes (suppression des livraisons obligatoires, assouplissement du plan, relèvement des prix, liquidation des S.M.T.) ; enfin, la nouvelle génération paysanne n'a pas connu la brutale « dékoulakisation » des années 1930. Dès lors, l'intégration irréversible de la paysannerie dans le système socialiste, si elle n'est pas déjà réalisée en U.R.S.S., est en train de se parachever. L'Europe centrale suivra, sans qu'il lui faille attendre vingt-cinq ans comme l'U.R.S.S., car elle semble avoir évité les déportations massives de paysans et elle paraît en mesure de remplir à plus bref délai les conditions techniques et économiques de cette intégration. Cependant, au cours de la prochaine décennie, la paysannerie demeurera sans doute le point faible des démocraties populaires, notamment de la Pologne où une agitation religieuse trouve dans cette classe son principal point d'appui. On peut supposer qu'il faudra, à la Chine, beaucoup plus d'ingéniosité pour résoudre ce problème ; mais il serait vain dans l'état actuel de notre information, de construire une hypothèse à son propos.

Le socialisme est ainsi enraciné à l'Est par l'intérêt même des classes sociales nouvelles qu'il a formées et, en premier lieu, par celui de la classe ouvrière. Il l'est également, malgré les violences Inutiles qui l'ont accompagné (toutes ne le furent pas) et malgré les crimes commis en son nom sous le règne de Staline, par la qualité des résultats obtenus. Il a apporté aux problèmes de la faim, de la santé, de l'éducation et de la culture des solutions de masse. Il a démontré la possibilité d'une organisation planifiée de la croissance économique.

Dès lors les transformations futures de ces pays iront plus loin dans la recherche et l'aménagement des formes d'organisation sociale reposant sur une appropriation collective. C'est la gestion des entreprises, l'élaboration et l'exécution du Plan, le choix des orientations économiques ou sociales fondamentales qui pourront être remis en cause, non le statut de la propriété. C'est l'organisation politique, le rôle de l'État et de toutes les autres institutions sociales qui subiront des mutations. Mais le socialisme, comme système antagoniste du capitalisme demeurera la base commune à toutes ces évolutions. Antagoniste, c'est-à-dire d'une autre nature, potentiellement (sinon déjà effectivement) plus développé, plus avancé. La coexistence du capitalisme et de la féodalité a vu s'effondrer cette dernière, lentement ou par pans entiers. La coexistence du socialisme et du capitalisme a, dans son principe, les mêmes vertus. Telle est assurément l'opinion des mouvements socialistes, communistes ou non, de par le monde. Telle est également l'opinion à laquelle conduit l'observation du monde actuel.

Il serait cependant inexact de porter à l'absolu l'affirmation du caractère irréversible du socialisme. Outre l'hypothèse d'une guerre atomique effaçant

aussi bien ce dernier que le capitalisme, on ne peut exclure totalement, bien qu'elle soit peu vraisemblable, l'hypothèse d'un décrochage partiel : le stalinisme se prolongeant davantage, la Yougoslavie aurait peut-être été rejetée vers le monde capitaliste, encore que l'on voie mal par quels cheminements la nouvelle structure sociale aurait pu être totalement renversée. Demain, de nouveaux déchirements, de nouveaux conflits pourraient se produire. Mais surtout, on doit envisager la possibilité, à l'occasion d'un marchandage international, d'une régression passagère du socialisme dans certaines zones marginales. La réunification - de plus en plus douteuse - de l'Allemagne pourrait être à ce prix. Néanmoins, en tout état de cause, ces péripéties qui, avec le temps, voient leur probabilité, déjà faible, décroître encore, ne seraient pas de nature à supprimer la majorité des États socialistes. L'U.R.S.S. assurément, la Chine selon toute vraisemblance, les démocraties populaires également, sont et demeureront socialistes.

Un ou plusieurs socialismes ?

[Retour à la table des matières](#)

L'inégal niveau de développement des États au moment de leur accession au socialisme et leur accession en ordre dispersé, avec de longs décalages sont deux données évidentes. La disparité des rythmes de développement des États après l'accession au socialisme est également un fait d'expérience. De 1949 à 1960, la Chine s'est développée plus vite que l'U.R.S.S. de 1917 à 1929 (ou même, de 1929 à 1940). Les démocraties populaires d'Europe, bien qu'elles fassent toutes partie d'une même promotion, connaissent également des rythmes de progression inégaux. Souvent, les États les moins développés enregistrent - une fois surmontées des perturbations initiales liées au bouleversement des structures sociales et politiques - les taux de croissance les plus rapides. Néanmoins ce n'est pas une règle générale ; la diversité des ressources naturelles, la qualité des hommes (aussi bien celle de la masse de travailleurs que celle des techniciens ou des planificateurs), la fréquence relative des erreurs d'orientation politique jouent également un rôle essentiel. Par conséquent, si l'on peut admettre qu'en très longue période une certaine homogénéisation du niveau de développement économique est concevable au sein du camp socialiste, on doit retenir également que, pour les prochaines décennies, la diversité - et parfois même une diversité croissante - sera la règle.

L'aide que peuvent procurer aux retardataires les États socialistes les plus développés pourra-t-elle favoriser cette homogénéisation ? Les 336 entreprises industrielles construites ou à construire par l'U.R.S.S. en Chine au cours du plan septennal actuel attestent l'importance de cette aide. Certains États comme l'Allemagne orientale ou la Tchécoslovaquie tendent à devenir les ateliers d'équipement des autres pays socialistes. La Bohême joue le rôle dévolu aux Midlands ou à la Ruhr au siècle dernier. Mais l'affectation de l'aide aux pays

socialistes les moins développés entre en concurrence avec d'autres emplois du revenu national, pour les pays socialistes avancés.

L'aide aux pays non socialistes du Tiers-Monde qui occupe une place essentielle dans la stratégie mondiale du mouvement communiste distrairait nécessairement une part des capitaux et des biens d'équipement que pourraient absorber la Chine ou d'autres États socialistes.

La capacité d'aide de l'U.R.S.S. et des démocraties populaires les plus industrialisées, comme la République démocratique allemande, est également limitée par la compétition économique avec l'Occident. Le défi de Khrouchtchev aux U.S.A. implique une concentration des efforts en U.R.S.S. Le défi que l'Allemagne d'Ulbricht lance à celle d'Adenauer va dans le même sens. Le dépassement des États-Unis visé par l'U.R.S.S. a pour premier effet de priver la Chine d'une part de l'aide que pourrait lui procurer son alliée. Et cette part n'est pas la même, suivant que l'U.R.S.S. se fixe pour objectif les niveaux de production ou les niveaux de consommation américains. Dans ce dernier cas, le manque-à-gagner est, pour la Chine, à son maximum.

Enfin, les succès remportés par l'U.R.S.S. dans la course aux armements et dans l'exploration spatiale - s'ils ont affermi son prestige et entraîné le renversement du rapport des forces militaires entre l'Est et l'Ouest (renforçant de la sorte la sécurité du camp socialiste pour son édification économique) - ont également pour effet de mobiliser une fraction importante des ressources soviétiques. A l'Est, comme à l'Ouest, ces dépenses limitent la capacité d'aide.

En définitive, le dosage de l'aide entre États socialistes relève d'un double calcul, économique et politique. Le premier pose un problème d'optimum très complexe : comment obtenir, pour un même capital disponible, le meilleur rendement économique ? par un investissement immédiat dans l'économie de l'État socialiste avancé ? ou par un transfert au bénéfice d'un État socialiste moins avancé ? Parmi les éléments de réponse à ce problème qui est, au fond, celui de l'aménagement d'une division rationnelle du travail entre États socialistes, on doit noter l'existence du Conseil d'Entraide Économique qui s'efforce d'harmoniser les plans des démocraties populaires d'Europe et celui de l'U.R.S.S. Ce conseil semble réaliser une oeuvre très utile mais qui demeure insuffisante : il permet de repérer les doubles emplois dans les projets nationaux de développement, mais ses décisions demeurent facultatives tandis que la Chine est simplement observateur dans cette assemblée. Et surtout, les éléments du calcul économique demeurent subordonnés à ceux du calcul politique qui échappe à la compétence d'une instance technique comme le Conseil d'Entraide.

L'U.R.S.S. doit arbitrer entre les divers emplois qui s'offrent à son revenu national : elle doit choisir une certaine politique de développement économique national, une certaine politique d'armement, une certaine politique d'aide. Bref, elle doit définir sa stratégie globale ; mais rien ne garantit à priori que les autres États socialistes tendent spontanément à définir une stratégie identique à celle de l'U.R.S.S.¹ Pékin et Moscou peuvent ne pas avoir la

¹ L'exemple de la Chine ne doit pas faire oublier d'autres problèmes de moindre importance. Ainsi, Gomulka a critiqué en juin 1960 l'orientation du Comité d'Entraide Écono-

même conception de l'aide soviétique, de sa quotité, de son affectation. Pékin peut également ne pas apprécier les emplois concurrents de l'aide (l'assistance au Tiers-Monde, les spoutniks ou « l'américanisation » de l'U.R.S.S.) de la même façon que Moscou. Naguère le partenaire le plus puissant imposait sa conception : c'était le cas dans les années 1950, alors que la révolution chinoise se stabilisait à peine et que l'U.R.S.S. stalinienne demeurait, *volens nolens*, le dirigeant incontesté du camp socialiste. Maintenant, un compromis demeure possible si, en dernière instance, les deux partenaires sont d'accord sur les fins qu'ils poursuivent, c'est-à-dire ont une même conception de la révolution mondiale. S'ils divergent sur ce point - comme cela semble se produire aujourd'hui - une crise politique grave peut s'ouvrir au sein du camp socialiste.

De toutes façons, même si l'U.R.S.S. consacrait à l'aide économique aux États socialistes sous-développés une fraction encore plus importante de ses ressources, la diversité des niveaux de développement économique demeurera longtemps encore la caractéristique de *l'actuel* camp socialiste. L'établissement du socialisme dans de nouveaux pays sous-développés du Tiers-Monde, comme par exemple l'Inde ou l'Indonésie, ne pourrait que renforcer cette tendance. Mais, parallèlement à cette dispersion des niveaux de développement, la diversité des formes d'organisation sociale ne peut que s'affirmer. La recherche de voies particulières adaptées aux caractéristiques nationales est une exigence politique vivace ; c'est aussi l'une des conditions d'un développement économique rapide dans chaque État. Cependant, cette recherche a pour effet de particulariser les régimes sociaux : elle s'accompagne nécessairement d'une différenciation des formes d'organisation et de gestion des entreprises industrielles ou agricoles et le plus souvent elle trouve des prolongements au niveau des institutions politiques.

À cet égard, bien que l'ensemble actuel des pays socialistes ait échappé depuis peu d'années à la tutelle uniformisatrice de Staline, la diversité est déjà grande. De la Yougoslavie à la Chine, le socialisme présente déjà des visages multiples. Que l'on baptise cette tendance « polycentrisme » selon la formule de Togliatti ou *a* refus d'adhérer à la politique des blocs » comme disent les Yougoslaves, il est probable qu'à l'avenir le socialisme se diversifiera davantage encore.

La pluralité des modèles économiques socialistes (c'est-à-dire des types d'organisation de l'économie) est déjà un fait avéré¹. La pluralité des régimes politiques socialistes, bien que moins évidente, n'est pas moins certaine. L'attention est sans cesse attirée par les caractéristiques communes, la prévalence absolue des Partis communistes, l'existence purement formelle des autres partis politiques dans les démocraties populaires et en Chine, le rôle décoratif et superficiel des organismes législatifs, le système de la liste unique aux élections législatives, etc. Mais, en définitive, ces caractères prépondé-

mique qui, selon lui, empêcherait la Pologne d'édifier certaines branches industrielles. Il semble, en effet, que les impératifs d'une division *internationale* du travail entre États socialistes et ceux d'une politique *nationale* de développement économique ne soient pas faciles à concilier.

¹ C. Bobrowski, « Les modèles économiques du socialisme », *Les Temps Modernes*, mai-juin 1959.

rants et communs masquent d'autres réalités. Le système du parti unique, héritage du stalinisme, ne peut s'effacer de lui-même, ne peut se nier formellement. Aussi, la réapparition d'autres modes politiques d'expression et de discussion doit-elle cheminer par des voies indirectes, informelles : les assemblées ouvrières dans l'entreprise, les syndicats, d'autres organisations encore, tendent à retrouver un rôle politique dès que la tutelle du Parti s'élargit quelque peu. Et, au sein des Partis eux-mêmes, à la fois parce que l'accord cesse de régner entre eux par contrainte césarienne et parce que des formes mineures de discussion politique resurgissent dans les pays qu'ils dirigent - les courants, les tendances informelles mais réelles se dessinent (ou, pour mieux dire, apparaissent aux yeux de tous, car elles n'ont jamais cessé d'exister). La théorie scolastique du type « pas d'antagonismes de classe sous le socialisme, donc pas de base sociale pour un système politique pluraliste » n'en demeure pas moins virulente. Mais, elle affronte constamment le démenti des faits, car des classes et des couches sociales distinctes et aux intérêts divergents, sinon antagonistes existent bel et bien dans les pays socialistes : le jeu de bascule de la politique économique soviétique à l'égard de la paysannerie qui se poursuit sous nos yeux, interdit de penser qu'il y a identité (parfaite, immédiate, absolue) d'intérêts entre ouvriers et paysans ; la timide renaissance syndicale dans l'U.R.S.S. khrouchtchevienne atteste la diversité des couches sociales ouvrières, de la bureaucratie technicienne aux manœuvres. Et même, lorsqu'à un stade plus avancé du développement économique ces divergences pourront, dans l'abondance générale, être résorbées (ce n'est pas évident), la discussion politique, la pluralité des choix possibles, l'antagonisme des arguments qui soutiennent ces choix n'en demeureront pas moins. A mesure que la politique cessera d'être un art pour devenir une technique, suivant la belle formule (anticipatrice) de Lénine, la discussion gagnera de nouveaux droits. Elle deviendra une exigence scientifique. C'est là un rêve, dira-t-on. Peut-être. Mais lorsqu'un pays produit chaque année deux cent mille ingénieurs ou brevetés d'études supérieures, il ne peut espérer main tenir durablement un secteur de libre discussion féconde, celui des sciences de la nature, et un secteur tabou réservé aux seuls initiés, celui des sciences sociales. Il y a déjà eu plusieurs Renaissances dans l'histoire. jamais elles n'eurent le caractère de masse de celle qui se prépare en U.R.S.S.

Quant à la morne identité des systèmes législatifs, au pseudo-parlementarisme des États socialistes et à leur rituel électoral, il ne doit pas faire trop illusion. Tout d'abord, des éléments nouveaux se dessinent ici ou là. L'élection préfabriquée n'est plus la règle absolue, en Yougoslavie et en Pologne notamment. Et, surtout, c'est prendre des institutions politiques une vue singulièrement bornée que d'étendre aux pays socialistes l'illusion parlementaire chère à la France. Tous les échelons où se prennent des décisions engageant l'avenir de la collectivité nationale ou d'une fraction de celle-ci font par-tic du système politique. La direction des entreprises, des collectivités locales, des institutions sociales (comme l'enseignement ou la sécurité sociale), des organismes bancaires, des conseils économiques régionaux (sovnarkhozes.), des gosplans régionaux ou central, sont également des éléments du régime politique. À certains de ces niveaux, des variantes déjà nombreuses se dessinent : des conseils ouvriers yougoslave et polonais, au poids accru des techniciens dans les organismes économiques soviétiques en passant par les formes particulières d'autonomie locale en Yougoslavie. Il est probable que ces réformes gagneront du terrain, non sans rechutes bureaucratiques ou

centralisatrices. Mais elles en gagneront de façon inégale selon les pays et selon les époques, accroissant de la sorte la diversité déjà perceptible des régimes politiques. On voit mal comment il pourrait en être autrement, compte tenu de la diversité des niveaux de développement économique -et des particularités nées de l'histoire propre de chacun des États.

Politique internationale dans le camp socialiste

[Retour à la table des matières](#)

Inégal développement économique, diversité des régimes politiques, particularités nationales : les États du camp socialiste remplissent toutes les conditions pour qu'il y ait - comme c'est déjà le cas -un ensemble de problèmes de politique internationale qui se pose entre eux. Plusieurs de ces problèmes ont déjà été évoqués, notamment ceux qui touchent à la politique d'entraide et de coordination économiques. Mais il en est d'autres qui intéressent d'une part les rapports politiques entre États socialistes et d'autre part leurs rapports (harmonisés ou non) avec le reste du monde.

La rupture entre la Yougoslavie et le Kominform, la réconciliation rocailleuse qui a suivi, attestent l'existence, au sein même de l'ensemble socialiste, de tensions internationales. Il est vrai que la guerre froide entre l'Est et l'Ouest a interféré de plusieurs manières avec cet épisode. Néanmoins les problèmes posés avaient une existence indépendante de celle-ci. Ils portaient la marque du centralisme stalinien traitant les démocraties populaires comme des États mineurs soumis à la puissance tutélaire de l'U.R.S.S. ; ils portaient aussi la marque du nationalisme également virulent chez les Serbes et chez les Russes.

La possibilité de conflits de cet ordre survit au stalinisme dont la phase aiguë est maintenant révolue. Il n'y a aucune raison de penser que des États différents se fassent de leur intérêt propre, à chaque moment, une opinion cohérente avec celles des autres partenaires socialistes. Il n'y a aucune raison de penser que ces États, dans la mesure où ils peuvent effectivement disposer des attributs de la souveraineté internationale¹, refusent de s'en servir pour faire prévaloir leur point de vue ou pour rechercher un compromis plus avantageux. Il y a donc une diplomatie, une politique étrangère entre les États socialistes. À la limite, la guerre est-elle possible entre ces États ? On ne peut répondre « non » avec certitude : les précédents yougoslaves, polonais et hongrois montrent, malgré leurs particularités, que les développements militaires ne sont pas étrangers à la pratique des États socialistes. Cependant, une véritable guerre internationale ne s'est jamais déclarée entre eux. L'expé-

¹ La présence du maréchal soviétique, Rokossowski, à la tête des armées polonaises jusqu'en octobre 1956, n'a pas suffi à empêcher la fraction gomulviste du parti polonais de résister par des manœuvres militaires à la pression militaire soviétique.

rience de leur coexistence est, il est vrai, très brève à l'échelle historique et la disparité de leurs forces si manifeste qu'une telle possibilité ne pouvait guère se réaliser jusqu'ici, sauf à se greffer sur un conflit plus général entre l'Est et l'Ouest.

Dans les prochaines décennies, le risque d'une guerre à l'intérieur du camp socialiste paraît cependant peu probable. Les expériences yougoslave et polonaise ont prouvé qu'il existait. Elles l'ont notamment prouvé aux dirigeants soviétiques eux-mêmes, leur permettant de mesurer les conséquences stratégiques générales d'une guerre de ce type. Tant que le monde capitaliste demeurera puissant et prêt à exploiter éventuellement de telles crises (même s'il n'en fait qu'une exploitation politique, comme pour Budapest), tant que la séduction du socialisme à l'égard du Tiers-Monde pourra de la sorte être mise en péril, il est vraisemblable que les différends entre États socialistes se régleront plutôt de façon non militaire. Si tel est bien le cas, cette attitude aura deux conséquences : d'une part, elle favorisera la diversification des expériences en réduisant le champ d'action de la force comme argument unificateur ; et, d'autre part, elle contraindra les États socialistes à trouver d'autres formes de règlement de leurs différends. Le bon exemple que le socialisme doit montrer au monde pour triompher le contraint à inventer des formes de démocratie internationale plus efficaces que celles qui ont été expérimentées jusqu'à présent. Mais, il faut le dire, on ne peut exclure totalement l'hypothèse que les dirigeants d'un État socialiste puissant prennent à l'égard d'un partenaire récalcitrant des « risques calculés » pour faire triompher leur point de vue. De tels risques furent pris par l'U.R.S.S. à Budapest alors qu'une semaine plus tôt, l'option contraire avait triomphé à Varsovie.

L'harmonisation des rapports qu'entretiennent les États socialistes avec le reste du monde, c'est-à-dire la définition d'une stratégie mondiale commune, n'est pas davantage une norme spontanée de leur politique internationale. D'autant que, dans la détermination de cette stratégie, les États ne peuvent faire abstraction de leurs besoins particuliers (liés à leur stade de développement économique), ni de leurs rapports particuliers avec les pays capitalistes ou du Tiers-Monde (par exemple : la Pologne et la Chine n'ont pas du tout les mêmes relations avec les États-Unis), ni enfin de l'existence et des tendances propres des partis communistes étrangers, ou même d'autres mouvements (certains courants socialistes, certains partis nationalistes du Tiers-Monde). Voir dans les partis communistes occidentaux, asiatiques ou américains de simples courroies de transmission d'une politique définie par l'Internationale communiste est une erreur. Certes, ce n'est point une erreur absolue : cette conception eut son heure de vérité, notamment à l'époque stalinienne, et elle n'a pas perdu toute signification. Mais, ici comme dans les rapports entre États socialistes, des éléments nouveaux apparaissent depuis quelques années. Les partis communistes français et italien, par exemple, cherchent des lignes différentes, recherchent au sein du camp socialiste des appuis différents et, en retour, soutiennent des conceptions différentes dans les assises internationales du mouvement communiste.

Néanmoins, il semble bien que les divergences qui peuvent se manifester dans la stratégie internationale des États socialistes reposent avant tout sur

leurs particularités nationales, sur leurs degrés relatifs de développement et sur leurs conceptions en matière d'aide entre États socialistes. La Chine, le plus pauvre des États socialistes (quoique, potentiellement, le plus riche), tendue dans un premier effort d'accumulation, maintenue par la plupart des pays capitalistes dans une sorte de ghetto politique, modèle audacieux offert en exemple aux pays sous-développés d'Asie et d'Afrique (bientôt, d'Amérique latine), ne peut spontanément adopter les mêmes positions stratégiques et tactiques que l'U.R.S.S., nation industrielle avancée, grande puissance (actuelle et non potentielle) du monde moderne. Mais ici également, la seule existence du bloc capitaliste et du 'tiers-Monde pousse à l'unification de la stratégie. Telle différence de conception stratégique est souvent, par un compromis plus ou moins durable, réduite à une simple dispersion des tactiques. Néanmoins dans la mesure où des situations-limites sont en cause, la possibilité d'une divergence réelle réapparaît aussitôt et, pour l'avenir, il ne peut être exclu que des dissonances manifestes se produisent. De telles situations-limites apparaissent lorsque le choix d'une stratégie peut, soit conduire à la guerre mondiale, soit remettre en cause de façon profonde les conditions de vie de l'un des pays ou son modèle économique particulier. L'hérésie yougoslave montre qu'un pays socialiste peut refuser d'adhérer au compromis stratégique et tactique élaboré par ses pairs. La Yougoslavie est un exemple unique. Elle peut devenir un précédent.

Mais si cette hypothèse se vérifie, il est vraisemblable que l'État socialiste dissident demeurera en fait sur des positions politiques non antagonistes, non hostiles à celles de ses partenaires. La Yougoslavie le montre également. Seule une divergence aiguë sur la question de la guerre pourrait conduire à une situation nouvelle. Mais alors se poseraient des problèmes d'un autre ordre : ceux de la guerre atomique mondiale. On les retrouvera plus loin.

Le monolithisme socialiste est mort en 1945 lorsque s'est achevée l'époque du socialisme dans un seul pays. On ne l'a sans doute pas enterré avec Staline, qui fut son champion, car les institutions et les idéologies - même d'inspiration marxiste - survivent aux situations qui leur ont donné naissance. Mais le dépérissement de ces survivances est bien engagé. Dès lors, le camp socialiste sera, de plus en plus, au cours des prochaines décennies, un monde économiquement, politiquement, socialement et idéologiquement différencié. Le monolithisme cède la place au polycentrisme. Parce qu'il y a des problèmes différents à résoudre, il y aura plusieurs socialismes.

Le socialisme apparaît ainsi, aujourd'hui, comme une gamme d'expériences se développant sur la base commune d'une appropriation collective des moyens de production. Que la qualité de ces expériences soit inégale, que leurs prolongements demeurent incertains, que le rythme de leur progrès politique paraisse trop lent, tout cela est possible. On peut déplorer, en outre, qu'une partie de l'idéal socialiste (la diffusion, la généralisation de certaines valeurs de civilisation) semble n'avoir jusqu'ici trouvé que peu de résonance en U.R.S.S. ou en Chine. Mais l'étroite dépendance où se trouve chaque socialisme (chaque État socialiste) à l'égard des particularités économiques et historiques du pays où il s'instaure ouvre à l'Occident des perspectives diffé-

rentes. Les États capitalistes ont déjà surmonté les épreuves de l'accumulation primitive. Ils ont créé une base économique que l'U.R.S.S. atteint seulement après quarante ans d'effort. Ils ont expérimenté des systèmes politiques variés et ils sont en mesure de tirer des expériences socialistes elles-mêmes, d'utiles leçons. À supposer que leur passage au socialisme soit possible sans que ces expériences et ces richesses accumulées soient ravagées, il appartient à la gauche qui, dans ces pays, tend au socialisme, d'en *inventer* de nouvelles formes, de prendre les réalisations soviétiques ou autres pour ce qu'elles sont : des expériences pleines d'enseignement mais non des modèles à imiter servilement.

L'avenir du capitalisme (1961)
Première partie : le déclin de l'Occident

Chapitre deuxième

La promotion du Tiers-monde

[Retour à la table des matières](#)

Le Tiers-Monde existe depuis quinze ans à peine. Avant la seconde guerre mondiale, le monde colonial était certes rempli de craquements annonciateurs. Mais la « longue marche » chinoise, les révoltes indochinoises, la lutte non violente de Gandhi n'avaient, en 1939, produit aucun fruit apparent. Dix ans plus tard, les premiers États ex-coloniaux entraient à l'O.N.U. Depuis lors, la promotion du Tiers-Monde s'est poursuivie en avalanche, débordant de l'Asie vers l'Afrique. Nous avons appris la géographie à une époque où le Libéria était le seul pays indépendant du continent africain. Encore, le manuel accompagnait-il cette affirmation d'une discrète allusion aux États-Unis. En 1960, on cherche sur la carte de ce continent les rares secteurs encore dépendants. A l'O.N.U., la nouvelle promotion d'États comporte, en 1960, douze candidats africains. L'émancipation politique du Tiers-Monde paraît presque achevée. Son émancipation économique commence à peine.

La promotion politique s'achève

En 1914, le monde comportait une douzaine d'États « sérieux », entre lesquels se nouait le jeu politique. Le reste n'était rien : dépendances coloniales, zones d'influence ou États mineurs sagement rangés dans les alliances de leurs puissants voisins.

L'affaiblissement réciproque auquel se livrèrent de 1914 à 1918 les métropoles capitalistes, détermina le réveil. La Russie s'évada du vieux monde politique ; après la guerre civile, enfermée par le « cordon sanitaire » des États capitalistes, elle se consacra à l'édification du socialisme, non sans répandre, en Asie notamment, la bonne parole révolutionnaire. Les métropoles se heurtèrent, de-ci de-là, à des résistances. De 1919 à 1939, aucune année ne se passa sans guerre coloniale : le partage du monde était fini, les cartes avaient été redistribuées à Versailles, mais il fallait maintenant retenir ce que l'on tenait. La France se battit en Syrie, au Maroc. Un peu partout, notamment au Tonkin, des émeutes éclatèrent. L'Angleterre ne fut pas mieux partagée. Mais aucune rupture ne se produisit, même en Chine, où une double guerre opposait Mao Tsé-toung à Tchiang Kaï-chek et tous deux, aux envahisseurs japonais.

La seconde guerre mondiale fut plus instructive encore que la première pour les peuples dépendants. Les pays qui, en Amérique latine, disposaient déjà d'une indépendance politique formelle, apprirent à relâcher les liens économiques qui les entravaient en soutenant, *cash and carry*, l'effort de guerre des belligérants. Les colonies d'Afrique et d'Asie découvrirent que leurs maîtres pouvaient être militairement battus par d'autres Blancs, voire même par les japonais ; et les métropoles, dans bien des cas, enseignèrent aux peuples dépendants l'art militaire, en levant chez eux des contingents d'appoint. Aucune de ces leçons ne devait être perdue.

La Chine et l'Inde ont ouvert la voie de façon différente. La première acheva par une campagne militaire de grand style la révolution commencée depuis trente ans. La seconde, que des luttes, violentes ou non, rendaient ingouvernable, reçut de l'Angleterre son indépendance. De façon simultanée, la question de l'indépendance fut posée dans toute l'Asie. Mais la France et la Hollande, moins souples et moins habiles que l'Angleterre, firent durer plus ou moins longtemps le conflit. Néanmoins, malgré un sursaut de dernière heure, lié à l'épisode le plus aigu de la tension Est-Ouest (la guerre de Corée et la transformation de la guerre du Viêt-Nam en guerre américano-chinoise menée par personnes interposées), l'émancipation politique de l'Asie était chose faite en 1954.

Alors s'ouvrent trois séries de développements nouveaux, non encore achevés aujourd'hui. Les jeunes États indépendants, engagés ou non dans la voie du socialisme, constituent avec les partis nationalistes qui n'ont pas encore triomphé, une sorte de front politique. La conférence de Bandoeng en 1955, marque la naissance du Tiers-Monde comme force politique active. Les manifestations par lesquelles s'exprimera ce front, non sans rivalités internes ni pressions extérieures, seront essentiellement : la constitution du bloc afro-asiatique aux Nations-Unies qui met fin au système de la majorité automatique dont disposaient les U.S.A. jusqu'en 1953-1954 ; la définition des principes de la coexistence pacifique qui doit permettre, estiment les nouveaux États, une aide économique plus grande de la part des deux blocs ; et, enfin, le soutien politique apporté aux luttes émancipatrices des nations encore dépendantes.

Grâce à ce soutien, la promotion politique s'étend bientôt au monde arabe et à l'Afrique. Dans le premier cas, il s'agit de renverser les régimes fantoches

installés dans la plupart des pays arabes. De l'Égypte à l'Irak, c'est à peu près partout chose faite en 1958. Dans le second cas, 1960 est l'année décisive.

Mais des luttes d'un type nouveau s'inscrivent en filigrane dans cette promotion politique, notamment au Moyen-Orient. Des nations politiquement indépendantes s'attaquent aux grandes bases économiques impérialistes installées sur leur sol. Mossadegh, en Iran, essaie d'évincer l'Anglo-Iranian Oil Company ; il succombe finalement, ainsi que cette société pétrolière ; mais le Cartel du Pétrole demeure maître du terrain et l'épisode se résout en une victoire américaine sur l'Angleterre. En 1956, Nasser nationalise le canal de Suez et, bénéficiant d'un jeu complexe de l'U.R.S.S. et des U.S.A., il triomphe pleinement malgré l'attaque conjuguée d'Israël, de la France et de l'Angleterre. D'autres luttes de ce type éclatent également en Amérique latine. Elles échouent au Guatemala. Aujourd'hui même, Fidel Castro est engagé, à Cuba, dans une nouvelle bataille contre le Cartel du Pétrole et quelques autres seigneurs de moindre envergure.

Si l'on cherche à dénombrer les sièges encore vides aux Nations-Unies, la promotion politique du Tiers-Monde paraît effectivement en passe de s'achever. Rares sont les absents : quelques colonies portugaises ou espagnoles, quelque semi-dominions britanniques, l'Algérie (et la Chine, frappée d'ostracisme). La liste des régimes fantoches est déjà plus longue, de Ngo Dinh Diem au Viet-Nam, à Trujillo, à Saint-Domingue, étant bien entendu que la définition même de ces régimes fantoches n'est pas aisée. Tel dictateur américain (comme hier Batista, à Cuba) ne tient qu'avec l'appui constant de l'United Fruit, des pétroliers ou des sucriers. Telle dynastie jordanienne ou iranienne n'est guère plus solide. Mais entre ces cas limites et les régimes apparemment plus stables comme ceux de l'Égypte ou de l'Inde, toutes les situations intermédiaires se rencontrent. Et puis, il reste des séquelles ouvertes, nées de compromis ou de situations plus complexes. Le Viêt-Nam et la Corée, divisés pour mettre fin à des guerres qui menaçaient de se généraliser forment un premier groupe. Le second est constitué par l'Afrique du Sud et l'Algérie où le mouvement nationaliste se heurte à des difficultés particulières dues à la densité relative du peuplement européen et, dans le dernier cas, à l'intervention militaire massive d'une métropole voisine.

Enfin, il reste au cœur de la plupart des jeunes États - et de bon nombre d'États plus anciens comme ceux de l'Amérique latine - les fiefs économiques conservés par les métropoles impérialistes. La Grande-Bretagne et la Hollande n'ont plus guère de colonies, l'Amérique se vante de n'en avoir jamais eu (ce qui est presque vrai), la France ne s'accroche plus qu'à l'Algérie et à quelques autres « départements » d'Outre-Mer, etc. Mais les sociétés pétrolières, les sociétés maritimes, les compagnies de plantations, bien d'autres encore, ont gardé la plupart de leurs possessions. Et les grandes nations capitalistes conservent leurs zones d'échanges privilégiés sous des formes institutionnelles très variées¹. Mossadegh, Nasser et Fidel Castro sont les précurseurs des luttes politiques inévitables par lesquelles va se réaliser désormais la décolonisation économique.

¹ À des titres divers, les zones monétaires (sterling, franc, dollar, etc.) marquent l'existence de liens de dépendance économique entre les métropoles et leurs anciens domaines coloniaux.

Les mouvements nationalistes...

[Retour à la table des matières](#)

L'émancipation des nouveaux États est généralement inscrite à l'actif de mouvements *nationalistes*. Mais ceci mérite examen. Depuis quarante ans, les partis communistes ont entrepris une lutte anticolonialiste, notamment en Asie et dans les pays arabes. Pourtant, sauf en Chine et au Viêt-Nam, ils ne se sont jamais trouvés à la tête du mouvement. Cet échec paraît explicable. La transposition d'un mouvement révolutionnaire de type communiste exigeait, en Asie et en Afrique, un effort d'adaptation que seuls les Chinois ont su réaliser.

- Adaptation à une structure sociale profondément différente de celles de l'Occident où le mouvement était né : très faible développement du prolétariat industriel et, corrélativement, de la bourgeoisie ; prévalence absolue d'une paysannerie encore soumise à une féodalité de propriétaires fonciers et de marchands usuriers, parfois même mal dégagée de formes d'organisation plus primitives encore (système tribal) ; poids également considérable d'une petite

34

LA PROMOTION DU TIERS-MONDE

bourgeoisie misérable, d'artisans, de colporteurs, de boutiquiers et d'un sous-prolétariat chassé de la campagne mais non intégré dans l'économie urbaine ; le tout, encadré, le plus souvent, par les représentants locaux d'une métropole impérialiste appuyant sa domination sur une partie des féodaux et de la bourgeoisie marchande.

— Adaptation à une situation politique caractérisée par le faible développement des luttes de classe de type capitaliste, par des poussées endémiques de révolte antiféodale, et par le développement d'une action anticoloniale dans laquelle la bourgeoisie locale et les intellectuels ¹ jouaient un rôle essentiel.

— Adaptation, enfin, à une situation internationale où la stratégie propre de l'U.R.S.S., notamment à l'égard des partis nationalistes (de Tchiang Kai-Chek ou de Kemal Ataturk) contredisait par moments celle des partis locaux ;

¹ La position des intellectuels comme catégorie sociale spécifique est déjà très complexe dans les sociétés de type capitaliste. En Asie, au Moyen-Orient, en Afrique, avec des variantes nombreuses, cette catégorie issue des classes possédantes locales, mais ne réussissant pas à s'intégrer dans une structure sociale qui n'a guère de places à leur offrir (peu d'administration, peu d'enseignement, peu de services sanitaires, etc., autonomes et autochtones) constitue un groupe très réduit, mais politiquement très actif.

où, dans certaines régions, comme les colonies françaises, la tutelle exercée par le Parti métropolitain assujettissait le développement local des luttes aux aléas de la politique intérieure française.

En Afrique, les partis communistes sont demeurés très faibles, voire inexistants. L'influence du mouvement communiste s'y exerce davantage par le canal de militants isolés, intellectuels ou syndicalistes, intégrés aux mouvements nationalistes locaux. Dans les pays arabes, où s'ajoute aux difficultés déjà évoquées, l'emprise idéologique de l'Islam, ces partis se sont constitués en forces autonomes, mais demeurant souvent très faibles, sauf en Syrie et en Irak. Ils sont plus puissants en Asie, de l'Inde à l'Indonésie, mais leur poids relatif dans le jeu politique de ces pays n'est guère plus important qu'au Moyen-Orient, car les partis nationalistes les surclassent nettement.

Néanmoins l'influence qu'a exercée le mouvement communiste ne peut se mesurer à la force apparente de ces partis. Leur action, leur rayonnement idéologique, les modèles d'organisation qu'ils offraient, leur tactique et même leur conception stratégique - la lutte anti-impérialiste - ont profondément imprégné les partis nationalistes. Aujourd'hui encore cette influence s'exerce pour orienter vers des luttes économiques l'action anti-impérialiste et pour favoriser l'adoption de solutions radicales en matière d'organisation économique interne. La mobilisation de « l'épargne-travail », c'est-à-dire des réserves de main-d'œuvre mal employées en vue de grands travaux d'équipement est, à l'image de l'expérience chinoise, un mot d'ordre qui retentit jusqu'en Afrique noire. Cette influence se renforce par suite du développement des relations économiques directes (aide et commerce) entre le Tiers-Monde et les pays socialistes, même si les partis nationalistes au Pouvoir balancent leur coopération avec l'Est, par le refus de collaborer avec les partis communistes locaux, voire par leur rejet dans l'illégalité.

La direction effective des luttes anti-impérialistes est donc revenue à des partis nationalistes. Ceux-ci groupent en un mouvement souvent unique, les éléments politisés issus de toutes les classes de la population, sous la direction conjointe d'hommes originaires de la bourgeoisie nationale (voire de la féodalité), d'intellectuels, de syndicalistes et, lorsqu'il existe une armée nationale, d'officiers. Tel est du moins le schéma le plus général auquel se rattachent le parti indien du Congrès, les partis arabes du type Istiqlal (Tunisie, Maroc), ou du type nassérien, la plupart des sections du R.D.A. Ces mouvements, dans leur première étape, correspondent à *l'éveil politique* des pays sous-développés. Les éléments les plus modernes ou les plus avancés de chaque pays en forment tout naturellement les cadres (d'où le rôle de l'armée, dans les pays arabes ; des intellectuels et des syndicalistes, partout). Leurs adhérents sont généralement très nombreux : ceci correspond à la réaction naturelle de masses misérables à qui l'on offre une Perspective de changement, la perspective de faire quelque chose ; ceci tient également au fait que ces mouvements, avant et aussitôt après l'indépendance, constituent non seulement un parti politique mais aussi le cadre même du futur ou du nouvel État, la structure politique et administrative de remplacement, se substituant aux anciens cadres coloniaux et féodaux (ou, à l'occasion, prolongeant ces derniers). La tutelle étrangère, la présence de la puissance coloniale offrent à ces mouvements une base politique qui leur permet d'unir toutes les catégories de la

population : chacune d'elles, pour des raisons qui lui sont propres et qu'elle perçoit confusément, a intérêt à ce que cesse cette tutelle. Seules quelques minorités liées à la puissance coloniale échappent à cette loi.

Mais la confusion inhérente à cette première étape survit difficilement à l'indépendance. Les problèmes qui se posent ensuite font éclater les intérêts divergents des classes mêlées dans le mouvement nationaliste. Quelquefois, en raison de circonstances locales cet éclatement précède l'indépendance (Indonésie). Parfois, il la suit de peu (Maroc). Souvent aussi, il ne se produit pas.

Mais la survie du parti unique ¹ résulte alors d'une pression (militaire en Égypte, politique en Afrique Noire) qui tend à contenir les tendances centrifuges. Elle implique que ce parti soit en mesure (ou se croie en mesure) de s'attaquer avec succès à l'étape politique suivante : le développement économique du pays. Elle s'inspire de la norme en vigueur dans les pays socialistes, norme dont les formes d'organisation adoptées et même les « techniques » de réduction des tendances centrifuges portent également la marque.

... et les nations nouvelles

[Retour à la table des matières](#)

Qui dit mouvement nationaliste, dit nation.

Mais, à vrai dire, il est difficile de voir, dans la promotion politique du Tiers-Monde, un pur triomphe du principe des nationalités. Les nouveaux États correspondent parfois à des nations, mais ce n'est pas la règle générale. Le marché unique, organisé par un État régentant des populations homogènes (race, langue, religion) ou « accoutumées » par leur histoire propre à cohabiter, est un résultat relativement rare, parachevé, en Europe occidentale, par le développement du capitalisme industriel. En Europe même et surtout en Amérique du Nord et dans les dominions à peuplement européen, des nations moins « pures » se sont créées par l'amalgame d'émigrants de toutes les nationalités ou par la coexistence de populations prédominantes et de minorités nationales. Il serait vain de supputer les chances qu'auraient pu rencontrer en Asie ces différentes formes de maturation d'États modernes, si l'annexion coloniale ne s'était pas produite. Celle-ci a parfois respecté les ensembles homogènes déjà formés par l'histoire. Souvent elle s'est accompagnée d'un découpage arbitraire des territoires. Les jeunes États se sont moulés dans ces frontières : la revendication anti-impérialiste s'est modelée sur les divisions territoriales que l'impérialisme avait créées ; elle a revendiqué la constitution en nation de chacun de ces espaces distincts et a obtenu sa constitution en État. Mais la naissance de tels États ne crée pas pour autant des nations destinées à demeurer unies et à se maintenir dans leurs limites actuelles,

¹ Voire son instauration, après coup, comme en Égypte et, plus encore, en Syrie.

encore que la lutte anti-impérialiste elle-même soit, si elle est longue et difficile, un facteur d'unification. La différence est grande entre l'ex-Congo belge, conglomérat informe de tribus, de populations en évolution et d'entreprises modernes enserré dans des frontières arbitraires, et l'Algérie, formée de populations plus évoluées habituées par l'histoire à vivre sous un régime commun (sauf la minorité européenne qui, en fait de régime commun, n'a connu que la colonisation) et bordée de pays eux-mêmes constitués en États nationaux.

L'Algérie peut constituer une entité nationale et un État durables. L'ex-Congo belge doit en faire la preuve.

Il serait erroné de prédire l'effondrement nécessaire des États les plus artificiels. Ceux que le traité de Versailles a créés en Europe centrale et dans les Balkans l'étaient également et, pourtant, ils ont dans l'ensemble résisté à l'épreuve. Il peut en aller de même pour une partie au moins des créations récentes. En revanche, la perspective de regroupements de plusieurs États ou d'éclatement de certains d'entre eux demeure également ouverte. La constitution d'un État arabe au Moyen-Orient, celle d'un ou de plusieurs grands États africains en Afrique Noire est possible, non certaine. De même que la confédération d'États voisins en ensembles plus puissants est également à envisager, non plus seulement pour des raisons « nationales », mais aussi pour des raisons économiques (recherche d'un développement coordonné) et politique (poids relatif dans les affaires mondiales, capacité de manœuvre entre l'Est et l'Ouest, capacité de résistance à l'impérialisme économique).

Bref, la stabilité des frontières actuelles au sein du Tiers-Monde paraît douteuse. C'est dire que des tensions politiques, des risques de guerres localisées, des possibilités de manœuvre ouvertes au camp socialiste et aux anciens impérialismes vont apparaître de la sorte. La remise en question des frontières offrirait aux rivalités franco-anglaises en Afrique et anglo-américaines au Moyen-Orient un champ d'action que, de leur côté, les pays socialistes ne sauraient négliger. La façon dont pourra se manifester cette instabilité politique dépend pour une part de circonstances contingentes : développements politiques internes des nouveaux États ; péripéties de leurs luttes économiques contre l'impérialisme ; risques de rebondissement d'autres conflits (Israël, Viêt-Nam). Mais aussi, en raison même des intérêts internationaux qu'elle met en jeu, elle s'inscrit dans un conflit plus vaste, celui de la guerre froide. Toute guerre localisée tendrait à devenir, par personnes interposées, un conflit Est-Ouest. A ce titre, on retrouvera plus loin cette question.

Développement économique et choix politiques

[Retour à la table des matières](#)

Tout pronostic concret, c'est-à-dire localisé et daté, sur l'avenir des États, jeunes ou non, qui composent le Tiers-Monde et sur celui des mouvements nationalistes qui détiennent le pouvoir (ou qui le revendiquent, comme en

Amérique du Sud), serait un jeu de hasard. En revanche, il est vraisemblable que ces événements contingents apporteront réponse aux deux problèmes généraux qui résultent, à l'évidence, de la situation actuelle : comment engager le développement économique, qui, seul, peut répondre aux aspirations des masses mises en mouvement pour conquérir l'indépendance ? Comment, à cette fin, mettre à profit la tension entre pays socialistes et capitalistes pour tirer d'eux l'aide économique maximum ?

La misère des masses populaires avivée par la colonisation a été le principal moteur de la lutte pour l'indépendance. Elle demeure, dans les pays où règnent des fantoches, et où pénètre l'image d'un monde différent, le mobile essentiel des luttes politiques. C'est pourquoi le « gringo » est tant haï en Amérique latine : il est l'image du monde moderne que sa domination indirecte rend inaccessible. Mais l'indépendance ne résout aucun problème ; elle les pose plus clairement. Car le départ de la puissance coloniale et de ses agents politiques et militaires ne s'accompagne pas de l'abandon des fiefs économiques. Et, même si dans leur lancée première, les Égyptiens ou les Cubains s'attaquent à ces fiefs, leur nationalisation, leur expropriation avec ou sans indemnité, ne suffit pas à modifier la situation économique des masses (mais transforme assurément leur situation et leur conscience politiques). L'indépendance politique et économique lève deux préalables au problème fondamental, le développement économique. Encore que ce dernier puisse être entrepris sinon mené à bien sans que l'indépendance économique soit assurée. A des degrés divers, l'Inde, le Maroc, ou l'Afrique noire en font l'expérience.

L'aptitude de chaque nouvel État au développement économique est inégale. Elle dépend de l'histoire du pays et, notamment, de la situation créée par la puissance coloniale. Le degré de liquidation de l'économie tribale primitive, l'importance de l'économie de plantation, l'importance des embryons d'industrialisation, la qualité de l'infrastructure routière, portuaire, etc., etc., la qualité des cadres autochtones et de la main-d'œuvre (état sanitaire, éducation, formation professionnelle), enfin, la nature, l'importance et la plus ou moins grande stabilité des débouchés extérieurs ouverts aux productions locales sont des données très variables d'un pays à l'autre.

D'une façon générale, les jeunes États « arrivent tard dans un monde déjà vieux ». Leur développement économique, à l'ombre des grandes nations industrielles, est une entreprise difficile qui par bien des côtés, est tournée contre les nations déjà développées : ce développement doit se réaliser malgré la concurrence d'industries étrangères puissantes, malgré les fluctuations des cours mondiaux des matières premières (principale recette du Tiers-Monde).

Partout, la mise en œuvre des possibilités locales suppose plusieurs conditions, d'ailleurs contradictoires : le renversement des systèmes ou des séquelles féodales ; l'établissement d'un régime douanier et fiscal protecteur ; l'intervention continue de l'État pour accélérer le développement, stimuler les initiatives et coordonner les efforts : par conséquent, la soumission des entreprises minières, industrielles et bancaires dépendant du capital étranger aux objectifs économiques nationaux ou, à défaut, leur nationalisation ; enfin l'obtention d'une aide économique étrangère.

Nulle part ces conditions ne sont toutes réalisées. Chaque politique nationale arbitre entre elles et, dans le contexte international actuel, réussit à concilier plus ou moins les inconciliables. On peut nationaliser le canal de Suez et recevoir une aide en dollars répondant à une aide en roubles obtenue par ailleurs. Il est moins facile de réaliser une réforme agraire antiféodale dans un Maroc où le Sultan fut le porte-drapeau de la lutte nationale. Ainsi, les jeunes États peuvent jouer de la tension entre l'Est et l'Ouest et répondre de façon équivoque aux exigences d'engagement politique ; mais il leur est plus difficile d'éluder les choix politiques internes. Ceux-ci expliquent la tendance au clivage des mouvements nationalistes, beaucoup plus que les divergences d'appréciation sur la situation internationale.

La concurrence pour l'aide, à laquelle se livrent l'Est et l'Ouest, soutient objectivement le neutralisme du Tiers-Monde, c'est-à-dire son refus de s'engager entièrement aux côtés de l'un des blocs. Néanmoins il s'agit là d'un équilibre instable, perpétuellement remis en question par les pressions des donateurs, par les répercussions des luttes internes et par les péripéties de la lutte anti-impérialiste. En 1960, le neutralisme de Nehru n'a pas la même nuance que celui de Nasser ou de Fidel Castro. Mais, quatre ans plus tôt, celui de Nasser ou celui de Nehru avaient une coloration assez différente. Et la situation ne manquera pas d'évoluer.

Le facteur qui, à long terme, exerce à cet égard l'influence la plus décisive est la répercussion des luttes internes. En effet, la mise en route d'un effort de développement économique n'a pas pour seul résultat une élévation du niveau de vie. Elle entraîne également, qu'on le veuille ou non, le choix d'un système social. Les régimes économiques aujourd'hui observables dans les États du Tiers-Monde sont rarement d'un type capitaliste pur. Seuls quelques pays d'Amérique latine comme le Brésil, l'Argentine, d'autres encore, paraissent engagés dans la voie d'un développement capitaliste. Ailleurs se présentent des situations très hétérogènes : dans chaque pays coexistent, à doses diverses, à côté de séquelles d'économie primitive ou féodale souvent fort importantes, des éléments capitalistes ou dépendant de l'étranger et des éléments de « capitalisme d'État » (c'est-à-dire des secteurs nationalisés, des systèmes plus ou moins lâches de planification, un rôle très actif de l'État en matière d'investissements, etc.). À mesure que le développement économique se poursuivra, les choix politiques et les luttes sociales entraîneront nécessairement, soit une orientation assurant la prépondérance progressive du capitalisme, soit un glissement vers une socialisation plus marquée, glissement qu'une poussée révolutionnaire peut toujours accélérer subitement.

Chacune des étapes de cette évolution (étapes qui peuvent être révolutionnaires) se reflétera dans la « qualité » du neutralisme de l'État intéressé et pourra le conduire à s'engager plus intimement dans l'un des deux blocs. Mais il serait illusoire de penser que cette maturation économique du Tiers-Monde sera brève. Le Tiers-Monde existe depuis quinze ans à peine. Il existera encore, en tant que tel, pendant plusieurs décennies, car le rythme de son développement économique, même dans les hypothèses les plus optimistes, ne peut entraîner de choix décisifs avant un tel délai : les échecs, les retours en arrière, les erreurs, le tout s'ajoutant à la prodigieuse difficulté de la tâche à accomplir, suffisent à justifier cette estimation.

Il est vrai que des succès comme ceux de la Chine socialiste peuvent entraîner une radicalisation d'une partie au moins de ce monde, de l'Asie notamment. Il est vrai également que la misère plus aiguë qui, en raison de leur très forte natalité, menace les pays de l'Asie du Sud-Est et de l'Amérique latine si leurs efforts actuels échouent, peut conduire à une brutale accélération des choix économiques et surtout politiques. Effectivement, il serait illusoire de sous-estimer ces risques et cette contagion, et de penser que la durée de vie offerte au Tiers-Monde implique un statu quo politique parfait de cette zone : au cours des prochaines décennies, des décrochages, des glissements vers le socialisme sont probables. Mais en revanche, il est un autre facteur à considérer : l'existence et l'intervention des pays capitalistes. Ces derniers sont, comme on le verra, menacés d'affaiblissement sinon d'effondrement à mesure que leurs bases coloniales, (politiques et, plus encore, économiques) s'émancipent. Mais, en retour, tant qu'ils existent, tant qu'il demeurent puissants, ces pays exercent une action retardatrice, non seulement en s'opposant à la liquidation de leurs fiefs économiques, mais aussi en exerçant, notamment par leur capacité d'aide, une pression pour détourner le Tiers-Monde du socialisme. Cette pression est inégalement dosée, faiblement efficace quand elle bénéficie à des régimes fantoches. Mais il serait trop simpliste d'en juger par ce qu'elle est actuellement. Les pays capitalistes ne mesurent l'enjeu, en ce domaine, que depuis peu d'années. Même s'ils interviennent avec retard, il est impensable que leur échec soit absolu et général. Le terrain n'est pas le même en Inde, en Afrique, en Amérique latine, les possibilités de manœuvres y sont différentes.

Bref, le Tiers-Monde aura encore une histoire. Il évoluera peut-être par bonds, mais non d'un bloc.

La France en retard d'une guerre

[Retour à la table des matières](#)

La promotion du Tiers-Monde a placé la France, deuxième puissance impérialiste par l'étendue de ses possessions, dans une situation difficile. En 1939, « l'Empire » paraissait intact, et les premières résistances rencontrées au Maroc, en Syrie ou en Indochine n'avaient, en fait, rien appris au pays. Au lendemain de la guerre, tandis que la gauche participait au pouvoir en métropole, rien ne fut entrepris pour préparer l'émancipation. Aucune tentative de promotion de cadres politiques locaux, préambule nécessaire à toute transition souple (comme celle dont l'Angleterre donnait l'exemple aux Indes, sinon en Afrique). Les bombardements du Constantinois et de Haïphong furent la seule initiative politique de l'époque, si l'on veut bien tenir pour nul le statut mortné dont fut dotée l'Algérie en 1947. C'est pourtant ce moment que choisit la bourgeoisie française, lassée des prêts aux États étrangers et soudain avide de matières premières, pour entreprendre un sérieux effort de

« mise en valeur » des territoires coloniaux. Les initiatives dont devaient sortir les grandes installations africaines (Edéa, Fria, etc.) et l'exploitation du pétrole saharien datent de cette époque.

De son côté, la gauche française, y compris le parti communiste, continuait à voir dans sa progression en métropole, la condition première de toute émancipation coloniale ou subordonnait sa politique coloniale aux impératifs de la guerre froide.

Le Viêt-Nam, puis les pays du Maghreb, enfin, ceux d'Afrique Noire ne l'entendirent pas ainsi. Et la France fut la seule puissance colonialiste qui, avec une seule interruption de quelques mois en 1954, n'a cessé depuis 1944 de mener contre cette poussée émancipatrice, des guerres retardatrices. Quelques mois de conflit au Levant, sept ans de guerre au Viêt-Nam, quelques semaines de massacres à Madagascar, plusieurs mois de ratissage au Maroc et en Tunisie, et, déjà, six ans de guerre en Algérie. Tel est le bilan des seize dernières années. Ce qui n'a nullement empêché l'accession de tous les territoires colonisés à l'indépendance. La sagesse ne triompha, de façon partielle, qu'en 1956 lorsque fut engagé, avec la loi-cadre, un mouvement qui, en quatre ans, allait donner l'indépendance à tous les États africains et malgache, sans guerre inutile. Seule l'Algérie demeure aujourd'hui provisoirement à l'écart, quoiqu'il faille se souvenir de quelques possessions éparses, plus ou moins « assimilées » à la métropole, et dont l'avenir demeure incertain. Césaire estime à cinq ans le délai dont dispose encore la France pour promouvoir le développement économique de la Martinique et assurer à celle-ci une autonomie compatible avec son isolement. Mais Djibouti, Cayenne, La Réunion, la Guadeloupe posent ou poseront des problèmes analogues.

Avec l'Algérie, le pétrole saharien, les grandes installations d'Afrique Noire, les bases militaires éparses de Bizerte à Diégo-Suarez et, subsidiairement, les départements d'outre-mer, la France garde de quoi se trouver mêlée à toutes les convulsions politiques prochaines du Tiers-Monde. Néanmoins, il faut admettre que, le problème algérien réglé, elle abandonnerait à d'autres États, et notamment aux U.S.A., la qualité de cible principale du mouvement anti-impérialiste.

L'avenir du capitalisme (1961)
Première partie : le déclin de l'Occident

Chapitre troisième

La résistance du socialisme

[Retour à la table des matières](#)

Chacune des grandes nations capitalistes est aujourd'hui plus puissante qu'elle ne l'a jamais été, si l'on mesure cette puissance non à la superficie des terres asservies, mais plutôt au niveau du revenu national. Ceci vaut même pour l'Allemagne occidentale comparée au Reich de Guillaume II ou au troisième Reich nazi. Cependant les chocs n'ont pas manqué, qui devaient conduire à l'effondrement du capitalisme. La crise générale, ouverte par la Révolution d'octobre et prolongée jusqu'à ce jour par l'extension du socialisme, par la promotion politique du Tiers-Monde et par les premières vagues de sa décolonisation économique, s'est bien développée comme le prévoyait Lénine. Mais elle n'a pas encore abouti au résultat prévu. Le système capitaliste a jusqu'ici résisté à tous les assauts. Est-ce une rémission passagère, une stabilisation temporaire comme celle que discernait Staline en 1925 ? Est-ce au contraire l'indice d'une transformation durable du monde capitaliste qui aurait immunisé celui-ci contre les assauts ultérieurs ?

Ni l'une ni l'autre de ces interprétations ne paraît satisfaisante. La première ignore les réactions que les chocs successifs ont entraînées au sein des nations capitalistes ainsi que les développements propres auxquels le capitalisme, poursuivant son histoire, s'est livré. La seconde suppose que, dans son

évolution, le capitalisme aurait trouvé (ou pourrait trouver) un point d'équilibre dans un monde changeant.

Déjà transformé par l'histoire des dernières décennies, le capitalisme semble encore apte à supporter pendant quelques dizaines d'années les pressions nouvelles qui vont peser sur lui, et à les supporter de façon non passive. Il demeure vivant, son évolution se poursuit.

Le capitalisme dans le commerce mondial

[Retour à la table des matières](#)

L'établissement de systèmes socialistes sur un tiers de la surface terrestre et l'émancipation politique de la majeure partie des colonies ont réduit le champ d'action ouvert au capitalisme. La Révolution d'octobre a substitué au développement capitaliste de la Russie, déjà engagé, un autre type de développement économique ; l'ex-tension ultérieure du camp socialiste a arraché au système capitaliste quelques provinces secondaires de son empire en Europe centrale, ainsi que l'immense Chine.

De son côté, la décolonisation a jusqu'à présent entraîné des conséquences moins sévères pour le capitalisme : réserve faite de quelques atteintes directes à son emprise, comme la nationalisation du canal de Suez, elle a surtout entraîné une modification de la forme des liens économiques entre métropoles et ex-colonies, et non un changement de la nature de ces liens. Dès l'abord, il est donc raisonnable, pour apprécier l'effet prochain de la décolonisation, de tenir compte de tout ce qui reste à accomplir comme décolonisation économique.

De façon empirique, on peut dresser un bilan rapide des effets les Plus globaux qu'a entraînés pour le capitalisme cette réduction progressive de sa « sphère d'application ».

Quelques indications fournies par le G.A.T.T.¹, et regroupées en ensembles territoriaux correspondant à l'actuelle division du monde en pays capitalistes, pays socialistes et Tiers-Monde peuvent être utilisées à cette fin. La correspondance est parfaite pour la zone socialiste que forment l'Europe orientale, l'U.R.S.S. et la Chine, mais non pour la zone capitaliste et pour le Tiers-Monde : tout en permettant le groupement en un même ensemble de l'Amérique du Nord et de l'Europe occidentale, les statistiques disponibles

¹ Le G.A.T.T. est un organisme permanent chargé de contrôler l'application de l'accord international sur les tarifs douaniers (General Agreement on Trade and Tariffs) signé après la seconde guerre mondiale par de très nombreux Mats, capitalistes ou non. Les chiffres cités sont extraits d'un rapport publié en octobre 1958 sur « l'évolution du commerce international » (Rapport Haberler).

conduisent à abandonner au Tiers-Monde le Japon et les Dominions à peuplement européen qui n'en font pas partie. De ce fait, le groupe du Tiers-Monde est quelque peu surestimé ; mais ceci a simplement pour conséquence que les conclusions auxquelles conduit cette étude seront quelque peu aggravées à l'encontre des pays capitalistes.

Les statistiques du G.A.T.T. permettent de répartir entre ces trois groupes l'ensemble des exportations et des importations classées par zones de provenance ou de destination, à l'exception du commerce intérieur à la zone socialiste, ce qui est, ici, sans importance. La période étudiée va de 1928, année record avant la crise mondiale, à 1957.

Au cours de cette période, abstraction faite des variations de prix, le volume mondial des exportations (non compris les exportations d'un pays socialiste à l'autre) s'est accru de 58 %.

Indices du volume des exportations (non compris le commerce intra-socialiste) 1928= 100			
	1937-1938	1955	1957
Total des exportations mondiales	93	139	158
Exportations :			
- des pays industriels (a)	85	139	162
- des pays non industriels (b)	108,5	138	151
a. Europe occidentale (O.E.C.E.) + États-Unis, Canada et Japon.			
b. Abstraction faite du pétrole, cet indice atteint seulement 118,5 en 1957.			

Les pays industriels capitalistes, avec un accroissement de 62 %, dépassent cette moyenne. Le reste du monde demeure en deçà avec une progression de 51 % seulement, dans laquelle le pétrole occupe une place prépondérante.

Mesuré en dollars, le total des exportations mondiales (toujours abstraction faite du commerce intra-socialiste) a triplé entre 1928 et 1957, passant de 31,5 à 94,2 milliards de dollars. Dans ce total, la part des échanges associant les pays capitalistes entre eux (exportations provenant d'un pays d'Amérique du Nord ou d'Europe occidentale et destinées à un autre pays de cette même zone capitaliste) est demeurée assez stable. Elle atteignait 40,7 % en 1928. La crise mondiale, puis la seconde guerre l'ont réduite respectivement à 36,4 % en 1937 et 32,5 % en 1948. En 1957, elle a retrouvé un niveau voisin de celui de 1928, soit 39,9 %. La même évolution peut être observée si, au lieu de prendre comme référence le total mondial des exportations, on retient seulement le total des exportations opérées par les seuls pays capitalistes. Dans ce cas, la part des exportations destinées à d'autres pays capitalistes est

tombée de 65 % en 1928 à 60 % en 1937 et à 54 % en 1948 pour remonter à 61 % en 1957.

Le commerce entre la zone capitaliste et le Tiers-Monde peut être évalué de la même manière. En pourcentage du total du commerce mondial, le débouché offert par le Tiers-Monde aux exportations provenant de la zone capitaliste s'est accru : il atteignait 17,6 % en 1928 et 19,1 % en 1938 ; il s'est élevé à 25,2 % en 1948 et 24,3 % en 1957. Le léger recul relatif observé entre ces deux dernières dates n'est nullement imputable à une progression des exportations en provenance des pays socialistes, mais bien à une réduction générale de la capacité d'importation du Tiers-Monde provoquée par l'effondrement des cours des matières premières dont cette zone est exportatrice. La croissance du débouché offert aux pays capitalistes par le Tiers-Monde est plus significative encore, en valeur absolue : les exportations capitalistes dans cette zone, qui atteignaient 5,6 milliards de dollars en 1928, sont passés à 22,8 milliards de dollars en 1957.

Répartition des exportations capitalistes

Exportations provenant des pays capitalistes		d'autres pays capitalistes	Exportations à destination... du Tiers- Monde	des pays socialistes ¹	Total
1928	milliards de \$	12,8	5,6	1,4	19,8
	pourcentage de	65 %	27 %	8 %	100 %
1957	milliards de \$	37,8	22,8	1,6	62,2
	pourcentage de	61 %	36,5 %	2,5 %	100 %
Variation en pourcentage entre 1928 et 1957		+ 195 %	+ 307 %	+ 14 %	+ 214 %

De leur côté, les importations des pays capitalistes en provenance des États du Tiers-Monde, si elles s'accroissent en valeur absolue (passant entre 1928 et 1957, de 7,2 à 19,6 milliards de dollars), n'en marquent pas moins un recul relatif : elles croissent moins vite que les exportations capitalistes qu'elles sont destinées à payer. Leur part dans le total du commerce mondial, qui atteignait 23,1 % en 1928 et que la période de la crise mondiale a fait progresser jusqu'à 25,6 % en 1937, est ensuite redescendue à 24 % en 1948 et à 21 % en 1957.

¹ Il faut se souvenir que, par construction, la zone socialiste comporte dès 1928 l'ensemble des pays qui en font actuellement partie.

Répartition des importations capitalistes

	Importations des pays capitalistes	d'autres pays capitalistes	Importations à destination... du Tiers- Monde	des pays socialistes	Total
1928	milliards de \$	12,8	7,2	1,5	21,5
	pourcentage de	60 %	33 %	7 %	100 %
1957	milliards de \$	37,8	19,6	1,5	58,9
	pourcentage de	64 %	23 %	3 %	100 %
Variation en pourcentage entre 1928 et 1957		+ 195 %	+ 144 %	—	+ 174 %

Un capitalisme sans colonies ?[Retour à la table des matières](#)

De ces chiffres il résulte tout d'abord que la zone capitaliste est pour elle-même le meilleur client et le meilleur fournisseur : la part du commerce extérieur capitaliste qui s'effectue à l'intérieur de cette zone dépasse 69 %. Et il paraît vraisemblable que certaines évolutions en cours, comme l'intégration économique européenne, la libération des échanges ou le développement des productions de synthèse vont largement accroître les courants d'échange entre États capitalistes, ce qui aura pour effet, si le commerce entre la zone capitaliste et les autres zones ne se développe pas au même rythme, d'augmenter encore le poids relatif du commerce intra-capitaliste.

Toutefois, on a pu observer que le commerce intra-capitaliste avait perdu de son importance à deux reprises, entre 1928 et 1957 - sans jamais tomber en dessous de 59 %. D'abord à l'occasion de la crise mondiale des années 1930, qui a hérissé le monde capitaliste de barrières douanières et contingentaires ainsi que de zones monétaires plus ou moins fermées ; ensuite, pendant et aussitôt après la deuxième guerre mondiale, lorsque les besoins militaires, puis ceux de la reconstruction, entraînaient un accroissement appréciable des échanges avec le Tiers-Monde. Après la guerre, l'ancien niveau relatif des échanges intra-capitalistes n'a pu être rétabli que progressivement, lorsque en Europe, la croissance économique et la réduction du « gap dollar ¹ » ont permis la suppression des contingents et la réduction des protections douanières.

La crise et la guerre ont favorisé l'extension de la part du Tiers-Monde dans le commerce capitaliste. Mais il faut souligner que l'extension des débou-

¹ Le « gap dollar » désigne le manque de dollars dont les États européens ravagés par la guerre ont inégalement souffert pendant plusieurs années après 1945.

chés offerts par cette zone aux exportations capitalistes a survécu à ces deux « accidents ». Est-ce à dire que le capitalisme dépend de plus en plus du marché que constitue pour lui le Tiers-Monde et que, par conséquent, la perte de ce marché lui porterait un coup mortel ?

Il faut rappeler ici que les statistiques utilisées plus haut ont mêlé au véritable Tiers-Monde certains pays capitalistes comme le Japon et que, par conséquent, elles surestiment quelque peu la « dépendance » du capitalisme. Mais il semble bien que l'essentiel consiste en ceci : les efforts de développement économique engagés dans le Tiers-Monde depuis 1945, soit par des nations capitalistes réalisant pour leur propre compte la mise en valeur de matières premières (l'uranium et le cuivre du Congo, l'alumine du Cameroun et de Guinée, le pétrole du Sahara, etc.), soit par les jeunes États eux-mêmes, ont entraîné un net développement des besoins d'importation de cette zone. Ces importations ont été pour partie financées par les recettes d'exportation tirées des ventes traditionnelles (matières premières, denrées coloniales, etc.), avec tous les aléas que l'instabilité des cours mondiaux occasionne en ce domaine ; mais elles ont également été financées par les investissements capitalistes eux-mêmes et surtout par l'aide économique dont les États du Tiers-Monde ont bénéficié. Ceci explique comment une balance commerciale déficitaire pour l'ensemble du Tiers-Monde a pu cependant être équilibrée : d'abord par (les économies en devises réalisées au cours de la guerre (les « balances-sterling » de l'Inde, de l'Égypte, etc.), puis par des investissements capitalistes, des prêts et des dons, ces derniers provenant de l'Est comme de l'Ouest (encore que, dans la plupart des cas, les prêts ou dons provenant d'États socialistes n'aient pu financer des achats effectués dans les pays capitalistes ; mais cette règle n'est pas absolument générale).

On notera que cette évolution s'est produite pendant la phase la plus aiguë de la décolonisation politique. L'émancipation du Tiers-Monde a modifié la direction des courants d'échange, généralement en réduisant dans le commerce d'un pays la place qu'y occupait l'ancienne puissance coloniale, mais non en réduisant la place globale de l'ensemble des pays capitalistes. La Tunisie ou le Maroc devenus indépendants, commercent relativement moins avec la France, mais ont accru leurs échanges avec l'Italie, l'Angleterre, les États-Unis, etc. Leur exemple peut être érigé en règle générale, sauf pour de très rares pays (comme la Guinée).

Il reste que la décolonisation va se poursuivre en s'attaquant, plus ou moins vite, aux fiefs économiques gardés par les puissances impérialistes. Mais, sauf rupture volontaire des échanges avec les pays capitalistes, quel en sera l'effet ? Simplement, de faire que ces derniers payeront à un tarif supérieur leurs importations actuelles et peut-être également de faire que leurs exportations ne bénéficieront plus de surprix. En réalité, une telle modification des conditions du marché mondial entraînera sans doute, pour certains produits et pour certains pays, des perturbations imprévisibles, notamment en ce qui concerne les marchés organisés par des accords de cartel (celui du pétrole) ou régis par des mécanismes compensateurs plus ou moins étendus (celui du sucre, du café, etc.). La rupture de ces mécanismes pourrait même, dans certains cas, se retourner au moins provisoirement contre les États du Tiers-Monde qu'ils protègent. Ainsi, la suppression du surprix dont béné-

ficient, dans la zone franc, l'arachide du Sénégal ou le café de Côte d'Ivoire, pourrait gêner ces pays.

En raisonnant de façon très globale, on peut néanmoins faire abstraction de ces perturbations locales et momentanées pour poser une hypothèse sur l'avenir de la balance commerciale de l'ensemble de la zone capitaliste, dans ses rapports avec l'ensemble du Tiers-Monde. Une telle hypothèse, nécessairement sommaire, conduit évidemment à des calculs arbitraires, mais qui ont toutefois le mérite d'illustrer l'ordre de grandeur des changements possibles.

Supposons donc que, par suite de la décolonisation économique, l'ensemble des prix pour les importations capitalistes en provenance du Tiers-Monde soit majoré de 10 % et que, à l'inverse, une baisse de 10 % soit imposée sur les prix des exportations capitalistes à destination de cette zone. Les statistiques du G.A.T.T. déjà utilisées plus haut nous permettent d'évaluer les modifications qu'auraient subies le taux de couverture ¹ de la balance commerciale de la zone capitaliste à l'égard du Tiers-Monde.

**TAUX DE COUVERTURE DE LA ZONE CAPITALISTE
A L'ÉGARD DU TIERS-MONDE**

	Données brutes	Après correction pour tenir compte des frets et assurances	Après « déduction forfaitaire de 10 % »
1928	78 %	85 %	70 %
1937	74 %	81 %	66 %
1948	105 %	115 %	94 %
1957	116 %	128 %	105 %

Cette hypothèse, sommaire et brutale, appliquée au passé, entraîne certes une dégradation de la position du monde capitaliste. Si on admet que la décolonisation économique sera non pas un changement général et soudain, mais un mouvement plus ou moins étalé dans le temps et si l'on tient compte du rôle que joue l'aide économique distribuée par les États capitalistes comme frein à ce mouvement et comme facteur déterminant pour une part la capacité d'importation du Tiers-Monde, il faut bien conclure que l'évolution prochaine ne peut prendre une telle allure. S'il y a dégradation de la position capitaliste, elle ne peut être, au moins globalement, d'une soudaineté catastrophique. Même si l'on ajoute aux chocs qu'infligera aux pays capitalistes la décolonisation économique, d'autres hypothèses défavorables comme un boycott exercé à leur égard par leurs fournisseurs et leurs clients du Tiers-Monde et une concurrence de plus en plus sévère exercée dans le Tiers-Monde par les

¹ Le taux de couverture est le rapport entre la valeur totale des exportations et celle des importations. S'il est inférieur à 100 % il traduit un déficit et vice-versa. Dans les statistiques du G.A.T.T., les exportations et les importations sont évaluées F.O.B., c'est-à-dire compte non tenu du coût du transport et des frais d'assurance. On supposera que l'ensemble des transports et des assurances est effectué par les pays capitalistes, ce qui conduit à majorer de 10 % (estimation généralement admise) le coût des exportations à destination du Tiers-Monde.

achats, les fournitures et les aides provenant de pays socialistes, la *nécessité d'une catastrophe ne se dessine pas encore*. Car ces hypothèses complémentaires ont des limites de validité très étroites : le boycott du Tiers-Monde ne peut être ni général ni durable sans condamner ces pays à l'asphyxie économique (ou plus exactement à l'asphyxie des secteurs modernes de leurs économies), à moins que les pays socialistes ne prennent totalement le relais des clients et des fournisseurs capitalistes, et que leur Capacité actuelle et à venir d'achat et de vente ne leur permet que dans certaines limites. Les pays socialistes et ceux du Tiers-Monde peuvent exercer une tactique de harcèlement - et ils ne s'en privent pas, dès à présent. Ils ne peuvent opérer un blocus économique de l'Occident capitaliste. Lorsque leur capacité d'action s'accroîtra, à cet égard, il est vraisemblable que la dépendance des pays capitalistes, pour ses achats tout au moins (énergie, matières premières) sera sensiblement réduite par les progrès techniques. A la limite, l'autarcie économique réalisée par l'U.R.S.S. pendant quarante ans n'est pas impossible ailleurs. Il est même possible que des ruptures soudaines dans les besoins d'importation de la zone capitaliste ne viennent ébranler la position commerciale des pays du Tiers-Monde. La question du pétrole, vers 1980, ne se posera plus dans les termes actuels, lorsque l'énergie atomique sera d'un coût plus « rentable ». En fait, la dépendance commerciale entre le Tiers-Monde et la zone capitaliste joue dans les deux sens et l'accent semble se déplacer, avec le temps, de l'une à l'autre liaison : aujourd'hui l'évolution technique est, à cet égard, défavorable au Tiers-Monde (produits synthétiques de substitution) tandis que l'évolution politique joue à l'encontre de la zone capitaliste dont elle menace les surprofits.

La fin des surprofits impérialistes

[Retour à la table des matières](#)

L'évolution du commerce international au cours des prochaines décennies sera agitée sans pour autant entraîner, de *façon nécessaire*, une situation catastrophique pour les pays capitalistes. Mais ces perturbations n'auront-elles pas dans la zone capitaliste des prolongements plus graves ? Il est certain que telle compagnie maritime, telle société pétrolière, subira directement le choc. La nationalisation du canal de Suez a été un coup dur pour la Compagnie du même nom. Il est probable que les valeurs de la Standard Oil of New Jersey ne vaudront un jour, guère plus que celles de cette Compagnie (c'est-à-dire que, dans un premier temps, elles demeureront cotées, une société internationale ne perdant jamais tous ses actifs d'un coup).

Mais la « perte de Suez » n'a fait ni chaud ni froid à l'économie française, dans le contexte d'une phase d'essor comme celle des années 1954-1958. Le capitalisme hollandais, frappé par la disparition presque simultanée de toutes ses antennes indonésiennes, a souffert davantage. Il s'en est cependant remis

et, entraîné par l'essor général du capitalisme européen, il a opéré en peu d'années le rétablissement de sa balance des paiements. Malgré les effets conjugués de la crise charbonnière et de l'indépendance congolaise, le capitalisme belge peut « se rétablir » en quelques années si la conjoncture européenne est favorable ; une récession survenant en 1961 ou 1962 allongerait sans doute les délais de cette « convalescence ».

Dans ces divers exemples, l'effet d'entraînement exercé par les secteurs non atteints par la décolonisation économique et par les autres économies capitalistes joue un très grand rôle. On peut dire que l'essor économique dont les pays capitalistes ont généralement bénéficié depuis la fin de la guerre leur a permis d'encaisser de pareils coups. A contrario, la poursuite et, peut-être, l'accélération des chocs de cette nature, ne va-t-elle pas coïncider avec une crise économique, ou même la provoquer, et entraîner de ce fait un effondrement du capitalisme dans tel ou tel pays ? Les éléments nous manquent pour tenter dès à présent de répondre à toute cette question. On retrouvera plus loin son aspect essentiel qui est de savoir si l'absence de crise économique profonde, depuis 1945, indique un changement dans la marche même du capitalisme ou demeure contingente. Mais un aspect fondamental - quoique partiel - doit en être abordé ici : le rôle des surprofits impérialistes au stade actuel du capitalisme.

L'hypothèse posée plus haut pour donner une image forfaitaire et globale de la dégradation des balances commerciales dont le capitalisme pourrait souffrir dans l'avenir, « évaluait » implicitement ces surprofits. En tant qu'évaluation, elle n'est fondée sur rien, sinon sur un jugement de vraisemblance. En effet, l'étude des surprofits qui, d'ailleurs, soulève des difficultés méthodologiques non encore surmontées, n'a jamais été entreprise autrement que de façon anecdotique. Néanmoins leur existence n'est pas douteuse. Il est évident que les prix pratiqués par les exportateurs français, anglais, etc., dans les zones coloniales ouvertes à leur action surpassent ceux (lui ont cours pour les mêmes produits sur les marchés capitalistes métropolitains : ni les frais de transport et de conditionnement, ni les frais généraux supplémentaires, n'expliquent cette marge qui disparaît ou se réduit sensiblement lorsque le territoire colonial est librement ouvert à la concurrence de capitalismes rivaux.

Même dans les pays non colonisés, les surprix sont de règle toutes les fois que l'imparfaite concurrence capitaliste ne peut s'y exercer, toutes les fois qu'un monopole de fait s'établit au bénéfice d'un pays capitaliste ou même d'un secteur industriel particulier.

De même à l'importation, les pays capitalistes occupent souvent une position privilégiée. Les sociétés internationales qui assurent l'exploitation, la première transformation, et le transport des minerais, du pétrole, des denrées coloniales et qui, souvent aussi, prolongent cette activité par une transformation ultérieure et une commercialisation dans les métropoles elles-mêmes, se livrent à un escamotage de profits dont l'un des effets est de priver les États économiquement dépendants d'une part de la valeur de leurs productions (et (les recettes en devises correspondantes). Le pétrole arabe ou vénézuélien, l'étain bolivien ou malais, le cuivre de Rhodésie ou du Chili, les fruits d'Amérique latine, beaucoup d'autres produits encore, ne procurent pas aux pays qui les produisent les mêmes recettes, suivant qu'ils sont commercialisés

par des capitalistes nationaux (ou des sociétés nationalisées) ou qu'ils le sont par des sociétés internationales comme l'United Fruit, l'Anaconda, les sociétés pétrolières. Cette différence peut être plus ou moins grande selon l'état du marché, le degré de dépendance politique de l'État « mis en valeur » de la sorte (et notamment sa liberté d'action en matière fiscale et douanière). Elle semble même disparaître dans certains types d'organisation du marché : grâce au Sugar Act américain, le sucre cubain était jusqu'ici payé au-dessus du cours mondial ; grâce aux mécanismes compensateurs de la zone franc, il en va de même pour l'arachide sénégalaise ou pour le café de Côte d'Ivoire. La réalité est plus complexe : le Sugar Act assure aux producteurs américains de sucre installés aux États-Unis, en Amérique latine ou à Cuba un surprofit dont bénéficient par ricochet les planteurs cubains (c'est-à-dire les plantations dont les capitaux sont cubains). Le surprix attribué à l'arachide sénégalaise est, pour une bonne part, empoché par les sociétés à capitaux français qui assurent la collecte et la vente de ce produit. Et, en contrepartie de ce mécanisme protecteur, le Sénégal est inclus, comme client cette fois, dans les marchés organisés du sucre et du blé qui l'obligent à payer ces produits d'origine française au-dessus du cours mondial.

Le prélèvement de surprofits ne se réalise pas seulement par la non-équivalence des échanges. Il s'opère également lorsque les régions colonisées ou même les jeunes États indépendants sont, par la volonté de la puissance tutrice ou par stipulation des traités définissant l'indépendance, dans l'impossibilité de protéger leur industrie naissante (ou à naître) contre la concurrence des industries capitalistes déjà développées. Aussi longtemps qu'aucune industrie textile ne pourra s'installer en Afrique Noire, cette région demeurera la source de surprofits pour les tissages anglais, français... ou japonais. Les avantages de la division internationale du travail sont incontestables, lorsque cette division s'opère entre États économiquement indépendants et industriellement développés, même s'ils demeurent de puissance inégale : le Luxembourg n'a aucune raison de chercher à se suffire à lui-même. Mais entre les pays capitalistes et les États du Tiers-Monde, la division du travail héritée de l'ère coloniale est un marché de dupes. Les États socialistes qui, très souvent, affectent leur aide économique à la constitution d'industries lourdes (énergie, acier, etc.), tendent de la sorte à modifier le statu quo en « créant les bases de l'indépendance économique » des jeunes États.

Si l'existence de surprofits impérialistes est certaine, même après la promotion politique du Tiers-Monde, il reste à apprécier leur importance pour les métropoles. Faute de chiffres scientifiquement établis, on en est réduit à des raisonnements hypothétiques. Les surprofits impérialistes ¹ - même si l'on tient compte des opérations frauduleuses ignorées par les balances de paie-

¹ Il ne faut pas les confondre avec les profits réalisés à l'occasion des dépenses effectuées hors du territoire national par les États capitalistes malgré l'imbrication de ces deux éléments. Les sociétés pétrolières tirent du Sahara ou du Moyen-Orient des surprofits impérialistes. Les sociétés américaines qui équipent en avions ou en d'autres matériels militaires les États du Tiers-Monde, bénéficiaires de dons ou de prêts américains, tirent également des profits de ces opérations : mais c'est le contribuable américain qui les finance. De même, c'est le contribuable français qui supporte la charge d'une construction comme celle du barrage d'Edea (ou demain, de l'aciérie de Bône), tandis que Pétcheyn en tire des profits par l'obtention d'énergie électrique à bon compte.

ments -représentent une fraction minime des recettes ¹ enregistrées par ces balances : en effet, pour l'essentiel, ces recettes correspondent bien à des ventes de marchandises, à des prestations de services, dont la valeur peut être surestimée, mais n'en existe pas moins et à des remboursements de capitaux qui furent effectivement prêtés. Et ces recettes ne représentent elles-mêmes qu'une fraction très réduite du capital circulant en métropole ou, si l'on veut un autre terme de comparaison, du revenu national. Dans les nations industrielles modernes, il paraît invraisemblable que les surprofits impérialistes représentent plus de 1 ou 2 % du revenu national. C'est sans doute important pour la prospérité de certains secteurs ; mais c'est peu de chose pour la reproduction du capital (c'est-à-dire pour l'accumulation de capital qui accompagne et conditionne la croissance de l'économie).

L'exploitation des colonies a joué un rôle essentiel dans l'accumulation primitive du capital et dans l'extension des débouchés offerts aux industries capitalistes en formation. L'enrichissement des sociétés de traite, des armateurs, a contribué, au même titre que l'exploitation intensive du prolétariat naissant et que l'accaparement des épargnes paysannes, à rassembler en plusieurs décennies les capitaux immenses qu'exigeaient l'industrie textile, les chemins de fer, la sidérurgie, à leur naissance. La vente forcée des produits de ces premières industries et la production à bon compte de matières premières agricoles ou minières dans les territoires coloniaux ont ensuite renforcé la position des métropoles industrielles. Mais, en plus d'un siècle, l'industrie capitaliste s'est enracinée solidement. L'exploitation de type colonial a perdu beaucoup de son importance relative pour ne plus jouer aujourd'hui qu'un rôle de second plan. La croissance des débouchés offerts par le Tiers-Monde au cours des trente dernières années (qu'ont illustrée les chiffres présentés plus haut) ne doit pas faire illusion à cet égard. Elle n'équivaut pas du tout à un renforcement de l'exploitation coloniale, mais correspond dans une grande mesure à un développement réel des échanges dû aux premiers effets de l'industrialisation engagée outre-mer et aussi à l'importance croissante des dépenses opérées dans le Tiers-Monde par les États capitalistes (qu'il s'agisse d'aides militaires, de dons ou encore d'équipements financés par des budgets métropolitains comme les opérations réalisées au titre du F.I.D.E.S. ², du plan de Colombo ³, ou enfin de prêts nationaux ou internationaux comme ceux de la B.I.R.D. ⁴). On a généralement estimé que la chute des cours mondiaux depuis 1957 avait privé le Tiers-Monde de recettes équivalent à la totalité de l'aide économique fournie chaque année par les États capitalistes.

Il est vrai que, pour certaines sociétés internationales, les surprofits demeurent très importants. Il serait naïf d'ignorer que la puissance du Cartel du Pétrole repose sur eux, tout comme celle d'autres organismes moins puissants.

¹ Ou une minoration des dépenses.

² Fonds d'investissement et de Développement Économique et Social financé par le budget français et destiné à l'équipement de l'Afrique Noire. Devenu depuis 1958 le Fonds d'Aide et de Coopération (F.A.C.).

³ Fonds d'équipement financé en majeure partie par le budget britannique et destiné à l'équipement des États de l'Asie du Sud-Est, membres du Commonwealth.

⁴ Banque Internationale pour la Reconstruction et le Développement créée en 1944, Organe capitaliste international à prépondérance américaine. Finance de grands projets industriels dans tout le Tiers-Monde. Son refus de financer la construction du barrage d'Assouan a servi de prétexte à la nationalisation du canal de Suez par l'Égypte.

Mais ces surprofits ne sont pas uniquement d'origine coloniale. Les États capitalistes consommateurs de produits pétroliers paient également leur tribut au Cartel. La perte des surprofits impérialistes ne ruinerait pas nécessairement toutes ces sociétés et, surtout, elle serait supportable par les États capitalistes pris dans leur ensemble. Ces États pourraient fort bien supporter de vivre dans un monde où tous les échanges internationaux s'effectueraient entre pays réellement indépendants aux conditions normales du marché capitaliste et même dans un monde où des organismes internationaux auraient mission de stabiliser les cours des principales matières premières produites par le Tiers-Monde à un niveau rentable pour ce dernier. Cette affirmation s'appuie sur l'hypothèse vraisemblable que les surprofits impérialistes sont d'ores et déjà passés au second plan et sur la constatation de l'étonnante plasticité du capitalisme (constatation dont les chapitres ultérieurs et notamment la seconde partie, donneront maintes justifications). La vision d'un capitalisme assagi, mettant fin de lui-même aux surprofits impérialistes parce que leur utilité économique s'est affaiblie, tandis que leurs contrecoups politiques devenaient menaçants est une idylle. Mais ce que la sagesse défaillante des États capitalistes ne peut concevoir et, moins encore, réaliser, la suite des luttes politiques entre les diverses zones du monde peut l'imposer, plus ou moins vite. Le 14 juillet et la nuit du 4 août conduisent au même résultat. Nasser réussissant à nationaliser Suez supprime l'une des sources de surprofits impérialistes sans l'aveu des parties prenantes.

Les vieilles querelles

[Retour à la table des matières](#)

La disparition, déjà en cours, des bases coloniales du capitalisme paraît de nature à aviver les rivalités entre États capitalistes, chacun d'eux menant une bataille d'arrière-garde dont l'effet est de retarder la promotion du Tiers-Monde, de la dévier vers des formes non socialistes, mais aussi de faire en sorte que les pertes, quand pertes il y a, soient supportées par d'autres États. Les conflits entre les sociétés pétrolières qui sous-tendent les luttes d'influence de l'Angleterre et des États-Unis au Moyen-Orient, les coups fourrés qu'échangent la France et l'Angleterre pour orienter à leur guise l'avenir de l'Afrique tropicale, les efforts de séduction que déploient l'Allemagne ou l'Italie (et même l'Espagne), auprès du monde arabe, le jeu complexe de la France, de l'Angleterre et de l'Allemagne, qui se développe sous couvert de la querelle commerciale entre l'Europe des Six et celle des Sept sont parmi beaucoup d'autres, des exemples de rivalités inter-capitalistes. Pendant des siècles, les conflits de ce genre sont passés du stade économique-politique au stade militaire sans que l'on puisse relever d'exceptions notables. Dans un passé tout récent, deux guerres mondiales ont mis aux prises des coalitions d'États capitalistes rêvant à un nouveau partage de leurs zones d'influence,

plus conforme au nouveau rapport des forces qui s'était établi entre elles (même si d'autres conflits de nature plus directement politique se sont greffés sur les antagonismes économiques). Aujourd'hui encore, les rapports de forces se modifient dans la zone capitaliste : le Japon se développe très vite, l'Allemagne et l'Italie surclassent tous leurs partenaires européens quant au rythme de croissance économique et l'Europe elle-même, prise dans son ensemble, dépasse sensiblement le taux de progression des États-Unis.

Pourtant, si les causes économiques de guerres inter-capitalistes demeurent vivaces, il faut bien constater que mille incidents qui, au temps de Fachoda auraient conduit au conflit, s'éteignent aujourd'hui sans règlement de compte sur le terrain militaire. Le capitalisme « qui porte en lui la guerre comme la nuée porte l'orage » n'a-t-il plus que des foudres mouillées ? Ici encore, la question abordée est trop générale pour être traitée d'un coup. Bornons-nous, pour l'instant, à rechercher comment se pose désormais la question des guerres entre États capitalistes développés ou, si l'on veut, des guerres inter-impérialistes.

L'objet des rivalités inter-impérialistes s'est modifié. Les conflits passés, débarrassés de leurs oripeaux idéologiques et abstraction faite de leurs prolongements extra-capitalistes, avaient pour objet la conquête (ou la sauvegarde) de points d'appui stratégiques dans le monde ; de provinces perdues ou irrédentistes ; de débouchés commerciaux ou de sources d'approvisionnement.

L'éveil du Tiers-Monde et les progrès du socialisme ont bouleversé toutes ces données. La route des Indes, les points d'appui de la grandeur française, intéressent désormais, au premier chef, la lutte entre pays capitalistes et anciennes colonies ; la chaîne américaine des bases stratégiques est tournée contre les pays socialistes. Fachoda n'a plus raison d'être dans un monde où la conquête de débouchés coloniaux est devenue, par la force des choses, une affaire essentiellement économique. La diplomatie de la canonnière a vécu ses derniers beaux jours à Suez. Aujourd'hui, la pénétration sur les marchés du Tiers-Monde passe par le soutien du mouvement nationaliste, et même par le soutien, plus ou moins effectif, des efforts locaux de développement économique. La France se maintient en Afrique Noire en l'émancipant : *semper FIDES* est la devise de la Communauté. L'Allemagne prospecte les marchés asiatiques et africains en construisant une aciérie Krupp en Inde ou en dotant le Fonds européen d'investissement destiné aux États d'outre-mer « associés » à la Communauté économique européenne. Toutes ces offensives tendent moins à constituer des chasses gardées, qu'à sauver ce qu'il en reste (le Commonwealth, la Communauté) ou à y pénétrer au nom du principe de la porte ouverte. Les antagonismes inter-impérialistes à l'égard du Tiers-Monde se dégradent ou se clarifient de la sorte : leur nature commerciale prend le dessus.

D'autant que l'essentiel des luttes inter-capitalistes pour les débouchés se livre maintenant dans les métropoles elles-mêmes. Les bulletins de victoire de la Dauphine ou de la Volkswagen après leurs percées sur le marché américain sont un signe des temps. Les baisses tarifaires, les suppressions de contingents d'importation, les devises convertibles sont les armes actuelles de chantages et de conflits économiques ; hier, les contingents, les prêts de devises rares jouaient le même rôle.

Depuis la fin de la seconde guerre mondiale, les conflits opposant les États capitalistes ont rarement été d'un type pur. Presque tous interfèrent avec d'autres antagonismes opposant ces États au Tiers-Monde ou au camp socialiste. Dès lors, ils sont subordonnés à ces conflits majeurs : leur solution ne peut prendre une forme militaire sans affaiblir le secteur capitaliste à l'égard du Tiers-Monde rebelle ou des pays socialistes prêts à jouer de toutes les contradictions inter-impérialistes. Aux anciennes règles du jeu où deux partenaires (États ou coalitions) liquidaient leurs querelles dans un monde indifférent, se sont substituées, en fait, de nouvelles règles qui contraignent au compromis avant que le conflit n'éclate. Toute guerre entre impérialismes aurait le caractère d'un suicide pour l'un au moins des partenaires, à moins qu'elle n'entraîne de proche à proche, à un conflit mondial. Le socialisme et la décolonisation contraignent les États capitalistes à la sagesse.

En définitive, le risque de guerre entre impérialismes ne paraît pas exclu totalement car la sagesse dont il relève est purement négative. Mais il existe aussi certaines raisons positives qui, sans être d'une portée absolue, jouent également dans le même sens. Aux éléments traditionnels de rivalité économique et politique, le monde capitaliste moderne a adjoint, plus qu'à aucune époque précédente, certains éléments de coopération économique et politique.

Interdépendance politique des États capitalistes

[Retour à la table des matières](#)

L'interdépendance politique des grandes nations industrielles capitalistes leur est imposée par la menace socialiste. Elle est soutenue par un développement multilatéral des liens économiques entre eux. Il serait utopique de croire que ces liens conduisent à l'unification du monde capitaliste ; mais il serait trop simpliste de les ignorer.

Ces liens se sont développés après la deuxième guerre mondiale. La ruine économique de l'Europe et la tendance aux solutions radicales vers laquelle les peuples européens se trouvaient portés furent corrigés par une initiative capitaliste de grand style : succédant au prêt-bail des années de guerre, le Plan Marshall, mélange effectif de dons et de prêts, permit de consolider les États capitalistes européens, favorisa leur reconstruction et prépara leur essor économique ultérieur ; tout ceci, en sauvegardant évidemment la nature capitaliste des économies européennes, encore que, sur cette sauvegarde, il y ait beaucoup à dire, on le verra.

La mise en œuvre du Plan Marshall eut deux autres effets. Elle donna naissance à l'Organisation Européenne de Coopération Économique, organisme

distributeur, qui survécut à sa mission première, joua un rôle non négligeable pour aider certains États à surmonter leurs difficultés passagères (notamment en ce qui concerne la trésorerie en devises) et incita par son exemple à la création d'autres organismes internationaux. Elle entraîna sans doute une certaine pénétration économique des U.S.A. en Europe, mais plus encore, elle restaura les économies et les bourgeoisies européennes et prépara leur émancipation de la tutelle américaine.

Cette impulsion trouva des prolongements divers dans la création d'organismes européens de moindre extension mais d'ambition plus grande : la Communauté Européenne du Charbon et de l'Acier, l'Euratom, le Marché commun pour les Six (auparavant le Bénélux) ; la zone de libre échange pour les Sept ; sans compter des organismes plus techniques comme l'Union européenne de paiements (devenue l'Accord monétaire européen) qui permit à l'Europe de réduire assez vite son déficit global en dollars.

La prolifération des organismes internationaux dépasse de beaucoup la rapide énumération qui vient d'être faite. Plusieurs de ces organismes débordent les limites du secteur capitaliste pour lui associer des États du Tiers-Monde ou du camp socialiste (c'est le cas, notamment, du Fonds monétaire international et de la B.I.R.D. déjà citée, tous deux créés en 1944). Actuellement les tendances qui semblent prévaloir dans l'orientation de ces organismes sont le rétablissement d'un marché mondial libre-échangiste et l'intégration d'économies nationales en ensembles plus vastes. Ces tendances méritent un examen particulier, qui sera entrepris plus loin. Mais leur sens général est clair : elles conduisent au développement des échanges inter-capitalistes et, pour ce qui est de l'intégration économique, elles substituent aux rivalités nationales des rivalités commerciales.

L'interdépendance politique des États capitalistes a également donné naissance à des organismes spécifiques. Le *leadership* américain de l'immédiat après-guerre s'est concrétisé par la prévalence des U.S.A. dans un réseau d'alliances militaires dont le Pacte Atlantique est l'expression la plus purement capitaliste. Les autres alliances, comme l'O.T.A.S.E. ou le Pacte dit de Bagdad sont en effet des institutions mixtes où impérialismes et régimes fantoches du Tiers-Monde cohabitent. L'aspect antisocialiste du Pacte Atlantique ne doit pas faire perdre de vue le rôle réducteur qu'il a pu jouer à l'égard des rivalités inter-capitalistes, par exemple dans la question cyprote.

Le secteur capitaliste n'est pas devenu un super-impérialisme régi par les États-Unis. La prépondérance de ces derniers, d'ailleurs sensiblement réduite depuis 1945, n'a pas suffi à étouffer les rivalités inter-capitalistes. Souvent même elle les a attisées par une politique maladroite. Elle s'est recoupée avec une tendance au regroupement née en Europe à l'instigation, à l'imitation des États-Unis (et aussi, dans une certaine mesure contre eux) pour donner naissance à des organismes économiques et politiques nouveaux qui le plus souvent, contribuent à détourner les rivalités entre États capitalistes de leur solution militaire.

Il est possible que ces rivalités s'exacerbent au point de rompre les barrages qui les canalisent et de conduire à la guerre malgré la présence du socialisme et du Tiers-Monde. Mais c'est une Possibilité qui doit se frayer un

chemin au milieu d'obstacles nouveaux. On ne voit guère qu'une crise économique profonde comme facteur susceptible d'élargir cette possibilité.

Les luttes de classes

[Retour à la table des matières](#)

Dans le diagnostic que portait Staline sur la crise générale du capitalisme, trois séries de contradictions devaient ébranler ce système social et, par leur accentuation inéluctable, le conduire à l'effondrement : l'antagonisme entre colonies et métropoles impérialistes ; les luttes inter-impérialistes ; enfin, l'exacerbation des luttes de classe au sein même de ces métropoles. On a vu quel était jusqu'ici le bilan des deux premiers mouvements. Le troisième n'a pas porté plus de fruits.

Les grèves de 1920, la grève générale anglaise de 1926, les conflits de très grande ampleur qui, des États-Unis à l'Allemagne, ont marqué les années 1930, les fronts populaires espagnol et français ; les grèves françaises de 1947 et 1948, les luttes périodiques que mènent les dockers ou les métallos américains, les puissantes grèves italiennes ou japonaises de l'après-guerre sont les principales rubriques d'une très longue liste que chaque année enrichit.

Ces luttes ont peut-être mis en péril le régime capitaliste dans certains États, comme par exemple, dans l'Espagne de 1936. Mais ce furent là des exceptions. En 1920 et en 1936 ce furent des luttes quasi révolutionnaires, qui, parfois freinées par la stratégie internationale complexe du mouvement communiste, ébranlèrent le régime capitaliste, mais ne le renversèrent pas. Le reste du temps, ce furent surtout des luttes revendicatives auxquelles se surajoutaient parfois des objectifs politiques stratégiques plus que révolutionnaires (notamment en 1947-1948 où les grèves françaises s'inscrivirent dans une stratégie de la guerre froide).

Le poids du mouvement ouvrier organisé s'est accru dans tout le monde capitaliste au cours des quarante dernières années. Et l'organisation de type syndical s'est étendue à d'autres catégories sociales, aux paysans, aux employés, aux fonctionnaires, aux étudiants, bien qu'à cet égard les progrès aient été inégaux selon les pays. Ce renforcement des organisations paraît contredit par l'évolution enregistrée en France depuis quelques années. Mais il suffit de songer à la place que tiennent actuellement les syndicats aux U.S.A., en Grande-Bretagne, en Allemagne, en France ou en Italie, et de comparer cette situation à celle des années d'avant 1914 pour juger des progrès accomplis. La comparaison avec les années 1930 paraît moins flatteuse mais demeure, globalement, en faveur de la situation actuelle. Paradoxalement, cette puissance accrue accompagne un recul de la volonté révolutionnaire. Tout se passe comme si l'immense machine syndicale était sclérosée à la manière de la social-démocratie allemande du début de ce siècle. Est-ce une phase temporaire, un reflux occasionnel ? Le mouvement révolutionnaire va-t-

il, une nouvelle fois, balayer les vieilles organisations vermoulues et, réorganisé de pied en cap (ou rassemblé sous la conduite des actuels partis communistes) va-t-il reprendre l'offensive ?

Les causes aujourd'hui observables de la baisse du potentiel révolutionnaire apportent de premiers éléments de réponse. La polarisation toujours croissante de la société capitaliste en deux classes antagonistes était, pour Marx et surtout pour ses disciples les moins sensibles aux nuances de la pensée marxiste, une ligne fondamentale de l'évolution. Il est vrai que les États-Unis et la Grande-Bretagne comptent désormais environ 90 % de salariés, que l'Allemagne occidentale en possède près de 75 %, la France plus de 60 % et l'Italie 53 % (le décalage étant dû à la survivance d'une petite paysannerie plus ou moins nombreuse). Mais cette croissance du nombre des salariés est loin de correspondre -à une progression du prolétariat. Sans parler de la France dont la structure sociale sera analysée plus loin, ni des États-Unis et de la Grande-Bretagne où l'on connaît la place prise par les « cols blancs », les cadres et les autres salariés non ouvriers, retenons deux exemples : en Allemagne occidentale 72 % des salariés sont des ouvriers de l'industrie, des transports ou de l'agriculture et les 28 % restants sont des fonctionnaires, des employés ou des cadres ; en Italie, *pays moins développé*, les mêmes proportions s'établissent respectivement à 84 % et à 16 %. *Depuis cinquante ans, la classe ouvrière* (en désignant par là les ouvriers de l'industrie, des transports et de l'agriculture) *est demeurée quasi stationnaire en valeur absolue dans la plupart des nations industrielles occidentales*. Tout l'accroissement du nombre des salariés, ou peu s'en faut, est imputable à d'autres catégories sociales.

Engels et Lénine, qui avaient aperçu les premiers signes de cette évolution, l'ont expliquée par leur théorie de l'aristocratie ouvrière. Ils désignaient par cette expression un ensemble composé des catégories ouvrières les mieux payées (y compris la bureaucratie syndicale et social-démocrate) et des salariés « détournés de l'industrie » par l'appareil d'État, les services, le commerce, etc. Cette couche sociale hétérogène se différenciait du prolétariat parce qu'elle bénéficiait des « miettes des surprofits impérialistes ». En fait, cette analyse ne résiste plus à l'examen : elle ignore la possibilité qu'a le capitalisme d'assurer une certaine croissance du niveau de vie du prolétariat, une fois passée la période d'édification du système capitaliste ; elle ignore la division sociale du travail qui, la croissance économique du capitalisme se poursuivant, a donné naissance à des activités « tertiaires » de plus en plus nombreuses et qui sont loin d'être toutes parasites ; elle surestime enfin les phénomènes réels de corruption de certaines fractions et de certains cadres du mouvement ouvrier.

Plusieurs des affirmations qui viennent d'être opposées à une théorie léniniste trouveront plus loin leur justification. Si on veut bien leur faire crédit il faut admettre que ces deux facteurs, la non-croissance du prolétariat et sa non-paupérisation, ont fortement freiné l'action révolutionnaire de cette classe. Cela n'aurait cependant pas suffi à interdire tout succès décisif. D'autres conditions sont également intervenues.

La lutte des classes n'est pas une guerre que se livrent deux ou plusieurs armées sur un champ de bataille qui leur serait extérieur. C'est le mouvement

de la société prise comme un tout, les forces sociales en lutte étant des éléments que l'abstraction théorique peut isoler, mais qui participent à tous les aspects de la vie sociale. Les ouvriers font grève, occupent les usines, manifestent ; mais les mêmes ouvriers travaillent, sont assurés sociaux, écoutent la radio, envoient leurs enfants à l'école. C'est l'évidence même. Dès lors la nature des institutions économiques et sociales que le système capitaliste leur offre et où ils inscrivent leur vie quotidienne réagit sur les luttes qu'ils peuvent entreprendre. Si les luttes ouvrières ont échoué, en tant que révolution, elles ont réussi en tant que revendications à arracher des réformes qui, s'associant à certaines initiatives capitalistes - ou les contrariant -, ont modifié le statut et la situation de la classe ouvrière. L'exemple français nous en donnera maintes illustrations. joint à la non-paupérisation, cet aménagement du système capitaliste l'a rendu supportable. A quoi s'ajoutent évidemment les perturbations idéologiques ou politiques de toute nature que les quarante dernières années ont fait subir au mouvement ouvrier : conditionnement par les moyens d'information modernes ; poussées nationalistes provoquées par deux guerres mondiales que le mouvement socialiste n'a pas su prévenir et auxquelles il n'a pas su davantage s'opposer, puis par la chaîne des guerres coloniales d'arrière-garde ; crises de l'organisation et de la pensée socialistes nées des scissions du mouvement ouvrier, des défaillances cruelles que les expériences socialistes en cours à l'Est ont révélées, et envenimées à plaisir par tous les moyens de propagande dont pouvaient user les classes dirigeantes, etc.

Les changements structurels que l'on a évoqués et les perturbations de toute nature qui les ont accompagnés, ne peuvent produire des effets purement contingents et de faible durée. Expliquer la situation actuelle du mouvement ouvrier, sa puissance et sa désorientation, la baisse de son potentiel révolutionnaire, comme une phase temporaire risque, dans ces conditions, de conduire à de nouvelles désillusions. Il reste, il est vrai, la perspective d'une crise économique majeure qui, tout comme pour les autres contradictions destinées à saper le capitalisme, viendrait aviver celles qui opposent le travail au capital.

Ainsi, la crise comme facteur d'effondrement du capitalisme revient à chaque détour de l'analyse. Sans crise grave, la résistance du capitalisme paraît devoir durer longtemps encore, assurément plusieurs décennies. On sait que depuis 1945, la crise plusieurs fois annoncée ne s'est pas produite. L'essor économique des pays capitalistes a été coupé de quelques récessions. Il ne s'est pas enrayé. En sera-t-il de même à l'avenir ? Pourquoi ? Ces questions fondamentales ne peuvent être abordées que par une étude détaillée des structures et des mécanismes actuels du capitalisme à laquelle sera consacrée, en prenant l'exemple de l'économie française, la deuxième partie de cet ouvrage.

Mais avant d'en arriver là, une autre question doit être abordée : celle de la guerre. Déjà examinée, par bribes, elle suppose que l'on récapitule les caractéristiques de la période de guerres et de révolutions qui vient de s'écouler, que l'on fasse le bilan de la situation internationale actuelle et que l'on essaie de figurer les évolutions possibles ou probables au cours des prochaines décennies. Tel sera l'objet des prochains chapitres.

L'avenir du capitalisme (1961)
Première partie : le déclin de l'Occident

Chapitre quatrième

Les trois mondes en lutte

[Retour à la table des matières](#)

Des trois catégories d'États que comprend le monde moderne, deux sont de formation récente. Le monde de 1910 s'est déchiré pour donner naissance par un demi-siècle de guerres et de révolutions à soixante États nouveaux dont une douzaine de type socialiste. Et, tandis que la lente histoire des siècles passés pouvait parfois procurer l'illusion qu'un certain équilibre mondial était réalisé, rien ne permet aujourd'hui de céder à une illusion du même genre. Le monde socialiste cherche encore sa voie dans le moins développé de tous les États, l'immense Chine, au moment où, déjà, l'U.R.S.S. aborde les problèmes inconnus qui s'ouvrent à une nation industrielle moderne de type socialiste, phénomène sans précédent dans l'histoire. Le Tiers-Monde est loin de tout repos : après l'indépendance, il aborde sa première mue, il s'attaque non sans détours aux problèmes du développement économique. Le monde capitaliste, refoulé vers ses bases originelles, résiste à tous les assauts, en veillant à éviter la crise économique qui pourrait être mortelle pour lui ; il fuit ce péril par d'empiriques traitements qui le transforment profondément.

Pourtant, les dernières années ont souvent donné l'impression qu'une étape de l'histoire était accomplie, qu'une autre étape allait s'ouvrir. L'achèvement presque parfait de la promotion politique du Tiers-Monde, les signes de détente apparus à diverses reprises dans les rapports entre l'Est et l'Ouest en étaient responsables. Trois ans après la mort de Staline, l'U.R.S.S., principal centre des mouvements qui ont « troublé » l'ancien monde (celui de 1910), a elle-même donné forme à cette impression. Les thèses soutenues au XXe Congrès du Parti communiste de l'U.R.S.S., en février 1956, rendaient un son tout à fait nouveau : la guerre n'est pas fatale, le passage au socialisme peut s'effectuer de façon pacifique, les voies vers le socialisme se diversifieront de plus en plus, selon les particularités nationales de chaque État. L'époque des guerres et des révolutions était-elle achevée ?

Dès la fin de l'année 1956, Suez et Budapest montrèrent que cela n'irait pas sans mal. Le monde était encore riche de conflits ouverts, comme en Algérie, ou potentiels comme ceux qui, au Liban, à Chypre, en Irak, au Congo, éclatèrent depuis. Les luttes coloniales, les révolutions politiques, la tension entre l'Est et l'Ouest demeuraient vivaces. Néanmoins, la guerre mondiale, dix fois menaçante, n'a pas éclaté. Elle paraissait toute proche en décembre 1950 lorsque MacArthur voulait passer le Yalu ou en juin 1954, lorsque M. Bidault et l'amiral Radford songeaient à venger Dien-Bien-Phu par la bombe atomique. Plus tard encore, à Suez en 1956, au Liban en 1958, à propos de Cuba en 1960, on entendit parler de fusées soviétiques. Mais, par une accoutumance fatale ou par une incrédulité justifiée, la menace a paru moins pressante.

Interactions des trois mondes

[Retour à la table des matières](#)

Les positions et les tendances respectives des trois secteurs du monde actuel ont été sommairement décrites dans les chapitres précédents. Leurs combinaisons se sont traduites par des évolutions que l'on a rapportées, mais aussi par cinquante années de guerres et de révolutions dont il n'est pas besoin de récapituler la liste. Plus intéressante est l'étude des relations actuelles entre ces trois ensembles : la façon dont ils se jugent ou dont ils s'ignorent mutuellement et les interactions qu'ils exercent l'un sur l'autre. La guerre, si elle doit éclater, est contenue en germe dans ces rapports.

C'est seulement depuis la fin de la seconde guerre mondiale, on le sait, que le Tiers-Monde existe en tant que tel, qu'il s'est imposé à l'Occident et aux pays socialistes avec toutes ses particularités. Mais, on peut en dire autant du socialisme. La forteresse encerclée où s'était cantonné le socialisme de 1917 à 1941 s'est ouverte après la guerre. Elle s'est affirmée, devant l'Occident médusé, séduit ou redoublant d'hostilité, comme une puissance militaire, économique et politique de premier plan. La contribution de l'U.R.S.S. à la

victoire de 1945 a ouvert une première brèche (y compris en élargissant le champ d'action du socialisme de type soviétique). Ce succès militaire a été prolongé et amplifié par les réalisations techniques ultérieures, de la bombe A aux fusées intercontinentales et aux spoutniks. En même temps, l'U.R.S.S. a révélé sa puissance économique croissante : personne ne croit plus que les plans quinquennaux soient utopiques, personne n'ignore que les taux de croissance soviétiques surclassent ceux de l'Occident, personne n'a pris à la légère le défi économique lancé par Khrouchtchev aux États-Unis en 1957. Enfin, l'U.R.S.S. a rompu l'encerclement politique ancien, grâce notamment au renfort apporté par la révolution chinoise et aux possibilités de manœuvres offertes par le Tiers-Monde.

Aux classes dirigeantes de l'Occident, l'U.R.S.S. et les autres pays socialistes apparaissent : comme une menace militaire directe et indirecte ; comme un modèle technique de développement, proposé, de façon contagieuse, aux jeunes États du Tiers-Monde (la variante chinoise paraissant la plus virulente) ; comme un élément de subversion de ce Tiers-Monde et, si l'occasion s'en présente, des pays européens les plus agités ; enfin, comme un ensemble économique dont la croissance trop rapide se révélera, demain, de nature à renforcer tous ces périls. L'U.R.S.S. rend à l'Occident certaines de ces politesses ; elle dénonce la militarisation et l'agressivité des États-Unis et de leurs alliés, leur refus de reconnaître les faits (notamment le fait que la Chine n'est plus gouvernée par Tchiang Kaï-chek), l'oppression que les impérialistes font encore peser sur leurs anciennes colonies politiques ou économiques. Aucune caractéristique absolument générale ne peut être avancée, pour ce qui est du Tiers-Monde : c'est comme un champ de forces encore neuves, parfois virtuelles, que les deux autres mondes essaient de polariser à leur profit en dosant les pressions, les aides et les manœuvres. Les plus avisés des États de cette zone, comme l'Inde, tentent de refuser cette attirance des deux blocs ; d'ériger leur non-engagement en doctrine et de tirer parti de toutes les aides rivales. Mais cette position intermédiaire, ce neutralisme, quoique très répandu, demeure peu compatible, à terme, avec les choix politiques internes qui peuvent être différés, mais non éludés.

La façon dont chaque monde voit ou ignore ses partenaires n'est qu'un aspect de leurs rapports, peut-être même le plus superficiel. L'action qu'ils exercent l'un sur l'autre ne se mesure pas à cette aune. On connaît les formes belliqueuses de cette action. Mais il en est d'autres.

À l'égard du Tiers-Monde, où rien ne paraît encore joué de façon irréversible, la « cavalerie de saint Georges » succède toujours aux armées. L'aide économique, quels que soient ses canaux ou ses objectifs apparents, correspond toujours à des fins stratégiques ou politiques. On sait que l'aide américaine a été, en dollars par habitant, cent fois plus élevée en Corée du Sud, au Viet-Nam, au Siam ou au Pakistan, qu'en Inde ou en Indonésie. L'aide soviétique contournant la chaîne des bases américaines au Moyen-Orient, par l'Égypte, le Yémen puis l'Irak, montre d'ailleurs qu'il ne s'agit pas d'une guerre de positions, mais bien d'une guerre de mouvement (encore que l'Afghanistan, grand bénéficiaire de la rivalité des deux grandes puissances, ait su capter les eaux des deux rivières). Mais, par-delà ces visées quasi militaires, l'aide des pays socialistes poursuit avec persévérance un double dessein politique : renforcer les mouvements nationalistes tant qu'ils luttent activement contre

l'impérialisme ; contribuer au financement de l'équipement économique de base, dont dépend la capacité de résistance des jeunes États aux pressions des fiefs économiques impérialistes et du marché capitaliste. En réponse, la maladresse des États-Unis à financer des efforts réels de développement économique capitaliste ne doit pas être exagérée, ni masquer les résultats non négligeables obtenus à moindre prix par la Grande-Bretagne et même par la France, en Afrique.

Abstraction faite des aventures particulières à tel État, la réponse générale du Tiers-Monde à ces efforts économiques (et aux pressions militaires de l'Occident) se traduit par un harcèlement plus audacieux des positions occidentales et surtout par la constitution d'une opinion publique internationale dont les deux blocs doivent tenir compte. C'est là une modification, toute récente, des règles du jeu international. L'existence du groupe afro-asiatique à l'O.N.U., les conférences périodiques des jeunes États indépendants sont les manifestations les plus connues de cette tendance qui explique l'écho éveillé par les campagnes contre les expérimentations atomiques ou par les protestations de l'U.R.S.S. contre le survol de son territoire ¹.

Il est permis de penser qu'à l'avenir cette opinion publique développera certaines pressions nouvelles, notamment pour faire de l'aide aux pays sous-développés une exigence politique toujours plus forte.

Le groupe des pays socialistes est également sensible aux réactions du Tiers-Monde. Sa stratégie anticapitaliste l'exige et l'on sait que la grande question débattue en 1960 dans le mouvement communiste international est d'apprécier qui, de la détente ou de la guerre froide, est la plus favorable à l'évolution rapide du Tiers-Monde. Mais les options intérieures au camp socialiste sont également influencées par ces réactions : on a montré, plus haut, à quels calculs économiques et politiques pouvait entraîner la détermination d'une politique d'assistance économique.

L'antagonisme entre capitalisme et socialisme est congénital. Aussi, l'action exercée par les États capitalistes sur l'U.R.S.S. puis sur les autres États socialistes relève-t-elle surtout de l'hostilité. De l'intervention de 1920 à l'actuelle guerre froide, cette hostilité n'a connu que des rémissions tactiques dont « la belle et bonne alliance » conclut par de Gaulle, à Moscou, en 1944, est une illustration. Néanmoins, il serait inexact de considérer ces deux groupes d'États comme deux mondes clos, imperméables l'un à l'autre. Le socialisme a subi l'influence de l'Occident sous diverses formes que l'insuffisante connaissance de l'U.R.S.S. (de son histoire intérieure et de sa structure sociale) ne permet pas d'apprécier avec précision. Le marxisme est une doctrine occidentale que Lénine a transplantée en Russie ; l'économie soviétique s'est édifiée en copiant ou en transposant la technique occidentale ; le Parti communiste soviétique a toujours gardé des contacts étroits avec ses homologues occidentaux ; l'intelligentsia soviétique n'a jamais complètement perdu le contact avec la culture occidentale. Quel a été le poids de ces facteurs ? Quelles inflexions le socialisme soviétique en a-t-il reçues ? Il serait vain de le supputer. Mais au moment où l'économie soviétique atteint un

¹ Protestations comprises comme une réaction nationale légitime et soutenues, chez certains, comme le Pakistan, par la crainte de représailles soviétiques.

niveau de développement comparable à celui de l'Europe occidentale, au moment où « la tentation de l'automobile » saisit ce pays, ne peut-on penser également que, s'inspirant des succès et des échecs (économiques et sociologiques) des nations capitalistes développées, l'U.R.S.S. va devoir effectuer, dans sa course vers le niveau de production américain, des choix qui, par certains côtés, « occidentaliseront » la société soviétique ?

Comment le capitalisme a résisté

[Retour à la table des matières](#)

De toutes les interactions du monde moderne, il reste à examiner celles qu'a subies le capitalisme. Un chapitre précédent a bien montré pourquoi le capitalisme n'a pas succombé aux contradictions qui devaient le déchirer. Mais il n'a guère précisé *comment* cette résistance s'est répercutée dans la structure même du système capitaliste. Cette question ne prend d'ailleurs son plein intérêt que si on l'examine dans toute sa généralité, c'est-à-dire en considérant l'ensemble des phénomènes « d'adaptation » qui se sont produits depuis un demi-siècle, au sein du capitalisme.

Rechercher si la part essentielle de cette adaptation revient à l'existence même de la menace socialiste ou au mouvement propre du capitalisme serait sans doute purement scolastique, aucune étude du capitalisme ne pouvant être faite *comme* si la Révolution d'octobre et ses suites n'avaient pas eu lieu. Mais il n'est pas interdit, pour autant, de vérifier si le capitalisme *a subi* le socialisme, puis la décolonisation et s'est contenté d'y répondre, ou s'il a *contenu* ces pressions, à la faveur d'une évolution déjà en cours.

Le XIX^e siècle, ère capitaliste par excellence, a vu se réaliser l'industrialisation des principales nations européennes et des États-Unis. Le siècle s'est achevé par de puissantes concentrations bancaires et industrielles, processus nouveau qui se poursuivra sans discontinuer jusqu'à notre époque. L'État se cantonnait encore dans son rôle « classique » de protecteur de l'ordre établi ; ses interventions directes dans la marche de l'économie demeuraient mineures : une politique agraire protectionniste, en Europe occidentale, et quelques éléments de législation sociale, reflet des luttes ouvrières.

Le capitalisme aborda les années 1920 sur cette lancée : après une reconversion de l'économie de guerre, marquée par une crise brutale mais courte et accompagnée de violentes grèves, l'économie capitaliste reprit son développement chaotique. La guerre avait laissé des marques profondes : elle avait ravagé les économies française et allemande et détruit plusieurs millions d'hommes ; elle avait bouleversé les finances publiques en Europe, déclenché une inflation durable et sapé l'ancienne solidité des monnaies ; elle avait enfin ravivé un nationalisme économique jadis atténué par le libre-échange des années 1860. Néanmoins, le capitalisme n'avait pas perdu son ressort : de

nouvelles branches nées d'inventions récentes amorcèrent leur essor ; et c'est précisément dans ces industries nouvelles, l'automobile, l'aviation, les constructions électriques que firent leur apparition de nouvelles techniques de production et de nouvelles conceptions sociales. Le fordisme, comme l'a vu aussitôt Gramsci, était un composé nouveau de travail à la chaîne et de hauts salaires qui attestait la vigueur du capitalisme.

La crise de 1929-1930 vint briser l'essor économique. La stagnation qui la prolongea, le fractionnement du marché mondial capitaliste en nations qui s'isolèrent, se protégèrent par des contingentements, se replièrent sur leurs chasses gardées coloniales, la crise aiguë de toutes les monnaies capitalistes, le chômage massif, semblaient sonner le glas du système capitaliste. Partout, de l'Allemagne aux États-Unis, une situation révolutionnaire paraissait mûrir. jamais encore la crainte du socialisme, étayée par la lointaine présence de l'U.R.S.S. et surtout par les progrès rapides des mouvements communistes en Occident, par la radicalisation de toutes les tendances du mouvement ouvrier et socialiste et par la contagion de ces mouvements vers les catégories sociales non ouvrières, jamais cette crainte n'avait encore été aussi vive. On sait de quelles péripéties politiques la crise s'accompagna, du nazisme aux fronts populaires en passant par le New Deal. Mais sur le plan économique également, une succession d'initiatives empiriques, auxquelles Keynes donnera des justifications théoriques (sa théorie provoquant à son tour de nouvelles initiatives) vint, par tâtonnements, essayer de remédier à la crise. Les classes dirigeantes soutinrent ou tolérèrent ces initiatives qui, *toutes, tendaient à modifier le rôle économique de l'État*. Celui-ci développa un interventionnisme systématique, parfois appuyé sur de premières réformes de structure qui donnaient aux actions étatiques une base plus large (les premières nationalisations françaises, les systèmes allemands et américains de crédit semi-public relayant l'appareil bancaire privé).

De ces initiatives multiples (grands travaux financés par 'es budgets nationaux, systèmes de soutien des prix agricoles, systèmes de soutien du pouvoir d'achat des masses frappées par la crise) -sortira, après la seconde guerre mondiale, l'ensemble des politiques anti-crisis menées, non sans succès, par tous les États capitalistes. Depuis les années 1930, *la correction des crises économiques est devenue une responsabilité politique majeure des États capitalistes* (bien qu'en fait la préparation de la guerre, puis la guerre elle-même aient été les principaux facteurs de solution de la grande crise des années 1930).

La seconde guerre mondiale a multiplié, dans l'ensemble du monde capitaliste, les occasions offertes à l'intervention de l'État. L'économie de guerre entraîna partout une certaine subordination des grands groupes capitalistes à l'appareil d'État ¹. Celui-ci devint vraiment l'arbitre qui tranche les rivalités entre ces groupes pour réaliser ses objectifs militaires. A doses diverses selon les États, un dirigisme étatique encadra les initiatives privées ou suppléa à leurs défaillances : le gouvernement américain lui-même construisit et géra

¹ Pour avoir esquissé, dès 1945, l'analyse de ces changements, l'économiste soviétique Varga fut soumis aux plus vives critiques. Il connut cependant un sort moins tragique que Voznessenski.

des usines de guerre (qu'il cédera ensuite, à bon compte, aux groupes privés ¹). Et, dans l'Europe d'après-guerre, réduite provisoirement à un état sous-développé, ce dirigisme se poursuivait, mais il fut infléchi par la pression des partis de gauche vers des solutions plus radicales. Les nouvelles réformes de structure décidées à cette époque ont eu pour effet, à quelques nuances et à quelques délais près, de doter chaque État capitaliste européen d'un secteur économique placé sous la gestion directe de l'État (nationalisations en France, en Grande-Bretagne ; gestion étatique de biens confisqués aux dirigeants nazis en Allemagne -et en Autriche ; extension des holdings d'État établis par le fascisme en Italie, etc.) ; d'un système de transferts sociaux (sécurité sociale, prestations familiales, allocations de chômage, congés payés) qui permet à une fraction des revenus distribués aux ménages d'ouvriers ou de salariés d'échapper aux fluctuations cycliques ; d'un système de banque et de crédit dans lequel les « droits de regard » ouverts à l'État et à ses antennes financières se sont considérablement élargis. Ces résultats souvent obtenus par la poussée politique d'une gauche qui vit en eux une étape vers une réforme (ou une révolution) sociale plus radicale encore, se stabilisèrent en fait vers 1947, à quelques détails près. Mais, en tant que tels, ils donnèrent et donnent encore à la politique anti-crisis des États, de solides points d'appui.

La concurrence du socialisme comme système apte à régir une nation moderne s'est manifestée avec une force inégale dans toute la période d'après-guerre. C'est au moment où les hostilités s'achevaient que le rayonnement de l'U.R.S.S. atteignit, en Occident, son maximum. Mais, à cette date, le système socialiste était encore loin d'avoir montré sa supériorité économique. C'était seulement l'aspect militaire ou politique du phénomène soviétique qui inquiétait les classes dirigeantes et, à cet égard, la présence des troupes anglaises et américaines, puis le Plan Marshall et le Pacte atlantique, les rassurèrent pleinement.

Alors s'ouvre une période d'essor économique, incomparablement supérieur à celui de l'entre-deux-guerres. D'abord fondé sur la reconstruction d'économies dévastées, cet essor se prolonge ensuite : de nouvelles branches industrielles sont créées, de l'électronique à la chimie de synthèse ; toutes les branches anciennes découvrent la technique et la productivité supérieures que les États-Unis ont réalisées à la faveur du boom des années de guerre ; des secteurs demeurés à l'écart du développement moderne, comme l'agriculture et, plus tard, le commerce, y entrent à leur tour. Cet essor est coupé de brèves récessions que des politiques actives réussissent à enrayer. Il se développe de façon inégale, l'Europe surclassant les États-Unis. Progressivement et notamment à partir du moment où la puissance économique de l'U.R.S.S. et la rapidité de son développement se révèlent aux milieux dirigeants de l'Occident, une mutation se dessine dans la conception que se font les États (ou les gouvernements) capitalistes de leur rôle économique : *il ne s'agit plus seulement d'enrayer les crises, mais bien de promouvoir le développement économique*. Les risques politiques à long terme de la stagnation ou de l'insuffisante croissance économique sont perçus : le défi de Khrouchtchev

¹ Bon nombre des progrès techniques mis en œuvre depuis la fin de la guerre par des branches industrielles nouvelles (atome, électronique, etc.) ou par les secteurs en cours de modernisation (automatisation) sont nés de l'action de l'État - et notamment de l'État américain pendant la dernière guerre.

harcèle les dirigeants des États capitalistes. Sans doute, les tenants du rôle classique de l'État demeurent nombreux dans les diverses bourgeoisies, plus écoutées en Allemagne qu'en France, aux États-Unis qu'en Angleterre : la lutte anti-inflationniste est leur cri de ralliement, car il est vrai que les monnaies capitalistes jamais remises de la crise de 1930, marquent d'incessantes poussées de fièvre (et, comme on le verra, c'est là un symptôme lié aux politiques économiques actives et à leurs limites actuelles). Néanmoins, les politiques de croissance semblent l'emporter. Elles consistent essentiellement en une double action de l'État : effort pour promouvoir et orienter les investissements ¹ ; effort, moins systématique d'ailleurs, pour éviter que la croissance insuffisante des revenus, y compris des salaires, ne vienne casser le rythme général de progression de l'économie ².

Ce dernier trait justifie la thèse présentée allusivement par Mikoyan au XX^e Congrès du Parti communiste de l'U.R.S.S. : la non-paupérisation (c'est-à-dire la croissance des salaires réels) par suite de la concurrence socialiste.

Si l'on cherche à déceler quelles « leçons » positives les classes dirigeantes des États capitalistes ont pu tirer des succès soviétiques, il semble qu'on puisse en retenir au moins deux : l'importance d'un grand espace, les vertus de la planification. Il serait inexact de croire que ces « leçons » ont été assimilées par tous et que, seul, l'exemple soviétique les a suggérés, mais plus inexact encore de les ignorer.

L'importance d'un grand espace économique doté de richesses naturelles plus diverses que celles que renferment les frontières nationales, est apparue à beaucoup d'Européens comme le trait commun des deux Grands d'après-guerre, les États-Unis et l'U.R.S.S. Une forte population, un grand marché, c'étaient aussi des exigences économiques propres à satisfaire les besoins de capitalismes resserrés dans un domaine trop étroit. Les poussées « européennes » enregistrées en France, en Allemagne, au Benelux ou en Italie ne s'expliquent pas seulement par les pressions américaines ou vaticanes : elles ont répondu aux besoins de firmes virtuellement aptes à satisfaire un grand marché, mais bloquées par les frontières actuelles.

Les vertus de la planification ont été d'autant mieux appréciées qu'elles répondaient à plusieurs besoins. Le processus de production capitaliste qui requiert des investissements de plus en plus lourds et qui est le fait de très vastes entreprises implique une prévision des débouchés ; effectivement, jamais autant qu'aujourd'hui les études de marché, les prospections systématiques de débouchés n'ont eu droit de cité. L'insertion de ces prévisions d'entreprise dans des perspectives d'ensemble établies à l'échelon national (par les pouvoirs publics ou par des organismes privés) est de plus en plus fréquente, aux États-Unis aussi bien qu'en France. Par ailleurs, la science et la technique économique, stimulées par les politiques économiques actives, ont réalisé depuis vingt ans des progrès suffisants pour que, même dans les États capitalistes, la prévision et la planification soient possibles. Enfin, le passage

¹ On sait que l'investissement désigne la création ou la modernisation d'un capital fixe (c'est-à-dire immobilisé sous forme de bâtiments, d'usine, de machines, etc.).

² À des degrés divers, les politiques de plein emploi, de salaire minimum, de transferts sociaux, de rendez-vous salariaux, de conventions collectives généralisées par l'État, etc., participent de cette tendance.

des politiques stabilisatrices aux politiques de croissance fait de l'usage de ces techniques une nécessité. Ainsi, la planification est successivement apparue comme un mythe de la propagande soviétique, comme une méthode dirigiste incompatible avec la libre entreprise, comme une technique partiellement transposable ou même extensible à l'économie capitaliste. Dans et cheminement, les divers États et même les divers secteurs de chaque bourgeoisie sont arrêtés à un stade ou à l'autre. Le mot de planification fait encore bondir les ministres du Dr Adenauer au moment où MM. Albin Chalendon, ex-secrétaire général de l'U.N.R. et Valéry Giscard d'Estaing, secrétaire d'État, s'efforcent en France de démontrer qu'elle est possible et indispensable, pour sauvegarder le régime existant et même qu'elle doit être étendue à l'ensemble du Marché commun. En définitive, la concurrence du socialisme comme système économique-social susceptible de s'étendre à l'Occident s'est faite plus pressante. Du point de vue des classes dirigeantes, cette concurrence - ou cette menace - s'est assurément aggravée, depuis trente ans, passant néanmoins par de phases plus ou moins aiguës. Elle est plus sensible en Europe qu'aux États-Unis, mais partout présente. Mais elle ne s'exerce pas sur des États prostrés, sur des systèmes économiques sclérosés, sur des classes dirigeantes affolées. Elle donne une coloration particulière aux problèmes que la bourgeoisie, gérante du capitalisme moderne a dû résoudre, mais elle ne constitue pas, en soi, un problème spécifique ni, à plus forte raison, insurmontable. La concurrence socialiste a révélé que le capitalisme demeurerait vivant et vivace.

Les guerres et LA guerre...

[Retour à la table des matières](#)

De toutes les interactions qu'ont exercées l'un sur l'autre les trois mondes, la guerre froide est sans doute la dominante. Rares ont été les périodes où, depuis 1945, la sensation que la guerre était finie, que la paix était rétablie, a pu être éprouvée par les Soviétiques ou par les Américains, par les Européens ou par les Asiatiques. La guerre, de plus en plus fréquente, de plus en plus générale, de plus en plus destructrice jusqu'au cataclysme atomique final est-elle le lot de notre génération ? Sommes-nous simplement en sursis ? La revue que l'on a faite des tensions qui déchirent le monde semble bien indiquer en effet que la guerre jaillit spontanément dans vingt lieux à la fois. Et chaque plaie peut s'envenimer jusqu'à devenir mortelle.

La menace se localise dans le Tiers-Monde et au contact des deux zones, capitaliste et socialiste. En effet, les chances d'un conflit militaire opposant entre eux deux États socialistes ou même deux États capitalistes nous ont paru très faibles. En revanche, les conflits en cours ou en germe dans le Tiers-Monde sont légion. Ils se rangent jusqu'à présent dans deux catégories, l'une presque épuisée, l'autre à peine naissante. A la première appartient la guerre d'Algérie et l'on ne voit guère que l'Afrique du Sud où un problème de nature quelque peu semblable puisse se poser : c'est la dernière vague de l'émancipation politique. Dans la seconde catégorie s'inscrivent les conflits liés à la

décolonisation économique et il n'est guère de régions du Tiers-Monde qui n'en soit riche. Les luttes de cette espèce ont jusqu'ici peu de précédents, aussi les solutions adoptées jusqu'à présent nous renseignent-elles peu sur l'avenir. L'échec de Mossadegh a été obtenu par subversion interne ; celui d'Arbenz au Guatemala par une intervention « panaméricaine » ; le succès de Nasser a résulté d'un accord tacite américano-russe sapant une intervention anglo-française ; la lutte actuelle de Castro demeure indécise et, comme les grandes compagnies américaines qu'il affronte sont, pour cette catégorie de conflits, l'ennemi le plus puissant, il est vraisemblable que sa victoire n'ira pas sans mal.

Peut-être faudra-t-il ajouter prochainement une troisième catégorie pour classer les luttes remettant en question les frontières politiques du Tiers-Monde héritées du découpage colonial : la tentative de sécession du Katanga, huit jours après l'indépendance du Congo, l'annonce peut-être, encore que ce premier exemple soit loin d'être pur (il appartient plutôt à la seconde catégorie, si l'on en juge d'après les richesses minières de ce territoire et d'après leur mode actuel d'exploitation). Et même, à échéance de quelques années, une quatrième catégorie correspondant au glissement de certains États du Tiers-Monde vers le camp socialiste ?

Le chemin qui peut mener de chacun de ces conflits, actuel ou à venir, vers une guerre internationale est tout tracé. Le durcissement des puissances occidentales, défendant docilement les intérêts des groupes industriels et financiers mis en péril par la décolonisation économique va de soi. Le vieil adage « Tout ce qui est bon pour la General Motors est bon pour les États-Unis », a un corollaire évident. À l'inverse, la stratégie anti-impérialiste des États communistes entraîne l'U.R.S.S. et la Chine à soutenir chaque tentative de décolonisation. Et ce qui est vrai pour les conflits de la seconde catégorie, vaut également pour les autres : la logique de la guerre algérienne, si elle se prolonge, est son internationalisation. De leur côté, d'éventuels conflits de frontières ou, à plus forte raison, le décrochage de certains États du Tiers-Monde vers le socialisme, ne manqueraient pas d'attiser la tension entre l'Est et l'Ouest.

Une apparente symétrie semble s'établir de la sorte entre l'U.R.S.S. et les États-Unis, protagonistes des deux blocs militaires, quant à leur responsabilité dans un éventuel conflit. Aussi convient-il, sans tomber dans un manichéisme enfantin, de bien préciser ceci : la plupart des conflits du Tiers-Monde et notamment ceux qu'entraînera la décolonisation économique ou ceux qu'entraînent la poussée nationaliste sont inéluctables ; ils résultent nécessairement de la situation actuelle ; l'U.R.S.S. ne les provoque pas (on n'a pas besoin de les provoquer) ; les États-Unis et les autres États capitalistes sont, par un mouvement naturel, portés à défendre leurs positions (ou plutôt les positions de leurs capitalistes) et, ce faisant, ils *sont la source principale du danger de guerre mondiale en ce domaine* : si la guerre s'était généralisée « pour Suez », la France de Guy Mollet et l'Angleterre d'Anthony Eden en portaient la responsabilité ; mais les États socialistes, dans la mesure où ils tendraient à provoquer la guerre comme moyen d'accélérer la maturation du Tiers-Monde pourraient, alors, en devenir à leur tour responsables. On pourra reprocher à ce raisonnement de faire la part belle aux dirigeants du Tiers-Monde. Nasser, dira-t-on, n'était-il pas le principal fauteur de guerre à Suez ?

Assurément non ! Car si l'on peut reprocher à de tels dirigeants leurs éventuelles erreurs tactiques, quant au fond, leur comportement est l'inverse, le symétrique de la colonisation. Les États occidentaux se sont partagé le monde avec une parfaite bonne conscience. La bonne conscience est maintenant échue aux États ex-colonisés.

Le Partage des responsabilités (problème mineur sous son aspect moral - mais d'une importance politique certaine) est moins net aux confins des deux blocs, où se localisent les conflits les plus aigus, parce que les plus directs. Le blocus de Berlin, en 1949, la guerre de Corée en juin 1950 ne sont pas de purs produits de l'esprit revanchard allemand ou de l'agressif impérialisme américain ; la politique sournoise de Staline y eut quelque part également. C'étaient, en fait, à partir de séquelles laissées par la seconde guerre mondiale, des épisodes annonciateurs d'une guerre générale entre deux blocs également persuadés de la volonté de puissance et de l'agressivité de l'autre. Depuis 1953, malgré d'âpres chantages diplomatiques, cette tension s'est réduite, notamment parce qu'un équilibre des forces militaires s'est établi et parce que l'effervescence du Tiers-Monde a offert d'autres champs de manœuvre. Mais le risque demeure entier : il s'est psychologiquement et politiquement atténué parce que la guerre, vingt fois possible, n'a pas éclaté ; il s'est techniquement accru parce que la défaillance d'un avion ou d'un réseau de radar pourrait ouvrir, presque mécaniquement, les hostilités.

Si je crois aujourd'hui que la guerre n'est pas fatale, c'est, sans paradoxe, parce qu'elle n'a pas eu lieu jusqu'à présent. Le fait que, dans les prochaines décennies, des causes nouvelles de conflit renaîtront incessamment, ne peut faire oublier que les conflits des quinze dernières années pouvaient, à maintes reprises, déboucher sur une guerre générale et qu'ils ne l'ont pas fait. Ce n'est pas une garantie pour l'avenir, on le conçoit ; mais ce n'est pas non plus un effet du hasard ou de l'impréparation de l'un ou l'autre bloc. Le monde présente aujourd'hui tous les risques de conflits que l'on a dit - et sans doute, d'autres que l'on a oubliés. Mais, par sa structure même, ce monde a établi une hiérarchie très stricte entre ces conflits. En dernière instance, l'antagonisme entre les États capitalistes et socialistes domine et dévie tous les autres conflits. Deux exemples suffiront à le montrer. A Suez, en 1956, un raid impérialiste, de style canonnière, s'ajoute à une résurgence de la guerre entre Israël et ses voisins arabes ; l'U.R.S.S. soutient l'Égypte conformément à sa tactique anti-impérialiste ; les États-Unis, non directement liés à l'affaire (ils n'ont guère d'intérêts en Égypte) mais conscients des dommages qu'une victoire anglo-française ferait courir à toute leur politique dans le monde arabe et non désireux, à ce moment, de prendre le risque d'un conflit mondial, pour le cas où l'U.R.S.S. interviendrait effectivement, les États-Unis, donc, bloquent l'offensive, de concert avec l'U.R.S.S., par un vote au Conseil de Sécurité. La guerre de Suez avorte, parce qu'elle a été subordonnée au conflit entre Tiers-Monde et nations impérialistes et, plus encore, au conflit entre l'Est et l'Ouest.

En Algérie, en 1960, le moment d'une internationalisation ouverte approche. Elle est inévitable, sauf compromis négocié de dernière heure. La Chine, aile marchante de la tactique anti-impérialiste des États socialistes (ou, peut-être, agent d'une stratégie plus audacieuse, plus mordante que celle de l'U.R.S.S.) annonce une aide massive que le F.L.N. ne peut indéfiniment

repousser. L'U.R.S.S. joue un jeu plus subtil, tenant compte de la position particulière du gouvernement français dans le dispositif des forces politiques européennes et atlantiques. Le Tiers-Monde se rassemble autour du F.L.N., malgré toutes les manœuvres de retardement de la diplomatie française. Les grands États capitalistes, conscients du péril que la prolongation du conflit va faire courir à tout le camp capitaliste dans le Tiers-Monde hésitent cependant encore à s'engager : ils pressent indirectement la France de négocier. Les coups de semonce se multiplient : après deux abstentions en 1958 et 1959 lors du vote sur l'Algérie à l'O.N.U., les États-Unis ont laissé, en mai 1960, le Libéria reconnaître le G.P.R.A. Le gouvernement français s'obstine à ignorer (ou est contraint par la situation intérieure du pays, d'ignorer) que le conflit algérien est révolu, parce qu'il s'inscrit en porte à faux dans les deux conflits « supérieurs » déjà évoqués ; mais cette ignorance n'empêche rien.

Depuis que s'est constitué le groupe des puissances de Bandoeng, en 1955, l'O.N.U. a souvent joué un rôle essentiel dans cette hiérarchisation des conflits. *Contrairement* à la vieille Société des Nations, qui ne fut jamais qu'un club de métropoles capitalistes, d'ailleurs ignoré des États-Unis, l'O.N.U. est un théâtre où se jouent, dans un respect réel de leurs hiérarchies fondamentales, les diverses sortes de conflits de ce monde. Aucun litige, si minime soit-il, ne peut éclater sans que le Conseil de Sécurité aussitôt saisi n'attire sur lui *l'attention* du monde entier. On ne peut tenir pour négligeables certaines initiatives auxquelles cet organisme a *donné forme*, avec l'accord tacite des deux Grands : organisations mixtes d'armistice ; missions d'enquête ; envois de « casques bleus » dans les zones litigieuses. Néanmoins, l'essentiel est bien l'opinion publique ou plutôt les opinions publiques alertées par l'O.N.U. : celle que constituent, par eux-mêmes, les États du Tiers-Monde ; celle, plus populaire, que dirigent avec un bonheur inégal les partis de gauche en Europe, les mouvements nationalistes dans le Tiers-Monde ; celle, enfin, qu'informent et déforment les organes de presse et de radio du monde entier. La participation active des masses Populaires à la solution des conflits ouverts dans le monde depuis 1945, a sans doute été l'une des caractéristiques nouvelles de cette époque.

Mais le phénomène fondamental qui explique cette mobilisation populaire, et dont dépend la subordination de tous les conflits mondiaux à l'action des deux Grands et, en définitive, leur refus d'engager le conflit, c'est évidemment l'arsenal moderne des bombes et des fusées atomiques. La guerre est devenue non pas un moyen de trancher un conflit, mais un moyen presque assuré de détruire totalement l'adversaire, sans échapper soi-même à la destruction totale. La guerre atomique est, pour les dirigeants des quatre États¹ qui détiennent aujourd'hui de telles armes, une décision sans recours : un suicide. L'extension du nombre des États détenteurs d'armes atomiques modifiera-t-elle cette situation ? On conçoit mal un conflit franco-allemand, israélo-égyptien ou tout autre de même ordre, se réglant à l'arme atomique. Parfois, l'hypothèse que la Chine détiendra bientôt cette arme et n'hésitera pas à l'employer est avancée ; on cite même le propos (invérifié) d'un maréchal chinois affirmant que la Chine survivra à tout conflit atomique, dût-elle y

¹ Trois détiennent des engins « opérationnels » ; la France, récemment entrée en lice, ne « mérite » pas encore le qualificatif de puissance atomique, car elle n'a pas encore dépassé le stade des premiers essais.

perdre les trois quarts de sa population actuelle. Mais c'est là un non-sens, car il est *techniquement* tout aussi « facile » de détruire la Chine entière, que l'U.R.S.S. ou les États-Unis ou l'Europe occidentale. Le seul élément nouveau qu'une diffusion des armes atomiques entraîne assurément, c'est la multiplication des risques d'accident technique, de « guerre par erreur »...

Cette analyse conduit à plusieurs conclusions. Elle montre, en premier lieu, que pour tout essai de définition des perspectives ouvertes à l'évolution du monde au cours des prochaines décennies, la guerre mondiale est une situation-limite : au-delà s'ouvre l'inconnu total - et fort probablement, le néant. C'est pourquoi elle justifie l'idée que la guerre générale, parce qu'elle équivaut à un suicide, n'est pas fatale. Je ne conçois pas qu'un dirigeant politique ou militaire quelconque puisse dire : « Périssent le monde - et mon pays, et moi-même - plutôt que... », la fin de la phrase désignant une péripétie occasionnelle, une nationalisation de raffineries cubaines ou un survol de l'U.R.S.S. par un avion de reconnaissance (bien que, dans cette dernière hypothèse, on soit à deux doigts de l'accident technique, car entre l'avion de reconnaissance et l'avion assaillant, la distinction peut n'être pas commode). Enfin, cette analyse permet de reconnaître les bases réelles sur lesquelles peut s'établir une politique de détente internationale.

Une telle politique conduit à une situation mondiale dans laquelle la solution des conflits (des conflits *inévitables*) est, par l'accord formel ou tacite des grandes puissances, recherchée par des moyens non militaires. Une telle situation serait assurément à la convenance des États du Tiers-Monde qui ont encore bon nombre de conflits à soulever ou à régler et qui, en outre, estiment, non sans raison, que la capacité d'aide des pays développés est inversement proportionnelle à leurs dépenses militaires. Elle conviendrait également aux États socialistes développés, qui pourraient consacrer à leur développement économique des richesses plus grandes sans abandonner pour autant l'espoir de voir triompher leur système social par une compétition économique (dont il sera question au prochain chapitre). Les États socialistes encore sous-développés, comme la Chine, pourraient-ils se rallier à cette stratégie ? Admettons-le provisoirement, sous réserve de reprendre cette question plus loin, dans un autre éclairage.

Reste la position des États capitalistes : au sein de ces derniers, la position des couches sociales populaires qui n'ont pas d'intérêt direct dans le phénomène colonial et celle des partis de gauche est, en principe, favorable à la détente, malgré les illusions nationalistes très répandues (du style : « l'Algérie, condition de la grandeur française ») et malgré l'anticommunisme pathologique de nombreux milieux populaires, en Europe et surtout aux États-Unis. Mais les classes dirigeantes de ces États ? Si les représenter figées dans un conservatisme absolu et général, est une erreur, les croire assagies, détachées de leurs intérêts immédiats et particuliers est une erreur plus grande encore. La seule chance de les voir pencher vers une politique de détente dérive d'un calcul politique : il est vraisemblable qu'une partie des dirigeants politiques et économiques de l'Occident, conscients de l'impossibilité de se résoudre à une guerre atomique, peuvent -estimer que la détente leur ouvre autant, sinon plus, de possibilités de manœuvre pour sauvegarder leurs positions dans le Tiers-Monde, pour infléchir une partie au moins de ce dernier vers le système capitaliste et pour asseoir et renforcer la domination de ce

système et sa puissance, dans les États industriels développés ; on pourrait déjà citer divers courants en ce sens dans les milieux économiques et politiques de l'Occident. Ils est possible que ce raisonnement l'emporte ; mais cela implique plusieurs conditions : une pression politique interne très forte, qui fasse de cette position un compromis inéluctable pour la fraction dirigeante de la bourgeoisie ; une tactique internationale habile de la part des États socialistes et des principaux États du Tiers-Monde. La détente est donc un enjeu politique. Elle ne peut faire l'objet d'aucun pronostic. Mais ce n'est pas une alternative qui se pose aujourd'hui : guerre atomique ou détente. La guerre est la limite, c'est une situation unique. La détente est un processus, un mouvement, bref un certain climat des relations internationales. Par nature, la détente est susceptible de degrés, elle ne peut qu'évoluer constamment.

Cependant, parmi ces degrés, il en est plusieurs qui constituent des seuils : une fois franchi chacun d'eux, un retour aux conditions antérieures, sans être impossible, est souvent très difficile. Politiquement difficile. La suspension des expériences nucléaires en est un exemple. Réalisée par un accord tacite entre l'U.R.S.S. et les États-Unis depuis 1957, elle n'a été rompue jusqu'ici, malgré des menaces nombreuses proférées par ses protagonistes, que par un *outsider*, la France, qui a d'ailleurs soulevé une réprobation générale (sanctionnée par une condamnation à l'O.N.U.). D'autres seuils, qui seraient autant d'étapes dans la voie du désarmement, pourront être franchis si la détente s'affirme. Étapes en partie fictives, liées à l'évolution des techniques militaires qui rend désuets certains armements ou certains essais (c'est en partie le cas des bombes A et H). Étapes plus réelles à un stade ultérieur. La démonstration qu'un désarmement est effectivement possible n'a jamais encore été faite. Mais l'existence incontrôlée des stocks d'armes nucléaires est précisément la source principale des risques d'accidents techniques. Et ceci ouvre peut-être la possibilité d'une pareille novation dans les rapports internationaux : accepter une surveillance réciproque des armes modernes plutôt que d'en subir, par erreur, les effets... Quant au désarmement général, ce ne pourrait être que le résultat, lentement et progressivement obtenu, d'un processus de détente particulièrement puissant. C'est pourquoi, d'ailleurs, l'argument classique qui présente le désarmement comme une catastrophe pour les économies capitalistes n'est pas convaincant : il ignore que, si désarmement il y a, ce ne peut être que par étapes, donc dans des conditions telles que la reconversion des usines de guerre se fractionnera en une série de problèmes d'envergure limitée ; il ignore également la souplesse d'adaptation dont l'économie capitaliste a fait preuve depuis quinze ans (et, notamment, lors de la grande reconversion de l'économie de guerre américaine, en 1945).

La coexistence froide

[Retour à la table des matières](#)

On oppose généralement à la guerre froide des années d'après-guerre, la coexistence pacifique qui s'instaurerait entre les Grands de ce monde s'ils acceptaient de régler leurs différends par des moyens non militaires. La

détente internationale apparaît, dans ce schéma, comme le point tournant de l'évolution, l'étape où se réalise par transition plus ou moins lente le passage de la guerre froide à la coexistence pacifique.

Malgré les vertus politiques de ces expressions, il convient de les employer avec prudence. Car la coexistence pacifique est souvent parée de mérites miraculeux qu'elle ne peut avoir. Souvent, elle est conçue comme un composé pacifiste de désarmement et de coopération tendant à éliminer les risques de guerre et à stabiliser le monde actuel, à *en maintenir le statu que* (sauf à accélérer le développement économique du Tiers-Monde). Par antithèse, la guerre froide apparaît comme une variante de la vraie guerre, plus surnoise et moins sanglante.

C'est là une vision utopique. À sa manière, la guerre froide des quinze dernières années a été une forme de la coexistence pacifique : une forme des plus mauvaises, sans doute, mais non la plus mauvaise, puisqu'elle n'a pas débouché sur la guerre mondiale. Pour les prochaines décennies, il ne peut être question d'un *statu quo*, quand bien même des engagements sincères seraient pris par l'U.R.S.S. et les États-Unis à cette fin. Car personne ne peut empêcher que les conflits dont le Tiers-Monde est le siège n'éclatent, personne non plus ne peut empêcher que, demain, l'U.R.S.S. ne surclasse la puissance économique des États-Unis ou que la Chine ne devienne, après-demain, la première puissance économique du monde. L'enjeu des luttes politiques qui cherchent à promouvoir la détente internationale n'est Pas de stabiliser le monde actuel, mais de « régler » son évolution, de substituer à une évolution tendue et belliqueuse, de nouvelles formes d'ajustement des relations internationales au développement inégal des puissances.

jusqu'à présent, le XXe siècle a été, à titre principal, une époque de guerres et de révolutions. Aujourd'hui, alors que les facteurs de conflits surgissent de toutes parts, notamment dans le Tiers-Monde, la guerre générale paraît impossible, sauf « accident technique ». Si l'on accepte de tenir pour vraisemblable que la guerre n'est pas fatale, il devient alors possible de rechercher quelles évolutions se dessineront dans le monde au cours des vingt ou trente prochaines années et quels déséquilibres devront être résolus par des moyens autre que militaires (ou de vérifier, chemin faisant, quels nouveaux risques de guerre se feront jour).

L'avenir du capitalisme (1961)
Première partie : le déclin de l'Occident

Chapitre cinquième

La fin du XXe siècle

[Retour à la table des matières](#)

Il est temps de résumer, fort brièvement, les principales données mises en lumière par les chapitres précédents. L'ancien monde capitaliste de 1910 s'est scindé en trois éléments : un camp socialiste en pleine croissance économique ; un Tiers-Monde d'origine plus récente et qui aborde seulement les seuils du développement économique (décolonisation économique, remodelage des structures sociales internes) ; une zone capitaliste maintenant réduite à une vingtaine de nations pour la plupart industrialisées. Parmi les luttes qui opposent ces trois mondes, la priorité revient à la compétition entre le socialisme et le capitalisme, compétition qui affecte deux formes principales : la course vers la puissance économique engagée entre les nations industrielles ; la rivalité pour infléchir le développement économique et l'orientation politique du Tiers-Monde. Ces luttes peuvent déboucher sur un conflit atomique mondial, mais ce conflit n'est pas fatal car il ne peut résoudre aucun problème : il peut seulement détruire, d'un même mouvement, les puissances antagonistes.

Dès lors, que va-t-il se passer ? On a certes, noté les principales tendances aujourd'hui décelables et les conséquences qu'elles peuvent entraîner dans divers domaines : poursuite de la croissance économique et différenciation des États socialistes ; conflit éventuel entre deux 'conceptions de la révolution mondiale ; poursuite de la décolonisation économique et fin des surprofits capitalistes ; aptitude du capitalisme à supporter les contrecoups de ces transformations. Mais cet examen fragmenté peut laisser échapper l'essentiel : l'ensemble de ces développements va se réaliser simultanément et va modifier sensiblement les rapports de force économiques, politiques, militaires, etc., au cours des prochaines décennies.

Il faut donc reprendre dans une vue synthétique les diverses lignes de l'évolution mondiale pour juger de leur effet global. À cette fin, la méthode la plus expressive paraît être la projection des rythmes de croissance économique et démographique, aujourd'hui observables, à vingt ou trente ans d'échéance : cela revient à construire *une image de ce que deviendrait l'économie mondiale si* chaque groupe d'États continuait de se développer, à l'avenir, au rythme actuel. Ainsi pourront être mis en lumière les déséquilibres que la situation actuelle porte en germe.

En construisant une telle projection, on ne peut tenir pour homogènes les trois catégories d'États que l'analyse précédente a définies. Déjà, sans parler de la diversité du Tiers-Monde, on a pu noter certaines différenciations dans les rythmes de croissance et dans les niveaux absolus de développement des États capitalistes et, plus encore, des États socialistes. La division du monde en trois grands secteurs satisfait aux besoins d'un examen global de l'histoire récente. Mais il serait déraisonnable de penser *a priori* que cette division est assez stable et assez détaillée pour rendre les mêmes services à l'avenir.

Le revenu national par tête, indicateur de puissance

[Retour à la table des matières](#)

Le revenu national désigne, comme on le sait, la richesse nouvelle créée chaque année dans un État donné. C'est lui qui, réparti par des canaux divers selon la nature du système social, assure le financement de la consommation et de l'investissement - qu'il s'agisse de la consommation privée effectuée par les individus ou les ménages de toutes les classes sociales, grâce à leurs revenus personnels, ou de la consommation publique (ou collective) financée par l'État et les autres organismes administratifs (dépenses d'enseignement, de « défense nationale », etc.), qu'il s'agisse de l'investissement productif destiné à l'extension et à la modernisation de l'appareil économique, ou de l'investissement social, destiné à l'extension et à la modernisation des équipements

sociaux non directement productifs (immeubles scolaires, hôpitaux, routes, etc. ¹).

Le revenu national donne donc une indication chiffrée relativement précise sur la puissance économique d'un pays. En divisant ce revenu national par le nombre d'habitants (c'est-à-dire en calculant un revenu moyen par tête) - et à supposer que les divers revenus nationaux aient été calculés de façon pratiquement homogène et convertis dans une même unité - on peut comparer la puissance de chaque État à celle de ses pairs, ou de ses rivaux.

Ce revenu moyen par tête doit être interprété avec prudence. En effet, non seulement les calculs qui le déterminent demeurent assez approximatifs, mais de plus, un même revenu moyen peut avoir, dans deux pays différents (et notamment dans deux pays aux systèmes sociaux différents) des significations dissemblables : il n'indique nullement que les deux populations jouissent du même niveau de vie. Cette identité supposerait, en effet, que la hiérarchie des revenus (donc la structure des classes sociales) soit analogue ; que les parts respectives de l'investissement et de la consommation (donc le taux de croissance) soient semblables. Ces deux conditions ne sont jamais parfaitement remplies. Mais leur défaut ne prive pas la comparaison de toute validité ; un même revenu moyen par tête dans deux États signifie que ces États sont arrivés au même stade de développement économique, que leur puissance économique est à peu près la même. Leur puissance et non leur dynamisme, car celui-ci se mesure au taux de croissance du revenu moyen : lorsqu'un État « essoufflé » ou stagnant et un État en expansion rapide se rencontrent, pour une année donnée, au même palier de développement (c'est-à-dire au même niveau du revenu moyen), c'est une rencontre fortuite et non durable : le second État est en train de dépasser le premier.

Les études démographiques et économiques nous renseignent sur le taux de croissance du revenu national et de la population. Dans la plupart des États, de telles études (centralisées, harmonisées et parfois réalisées directement par l'O.N.U.) sont disponibles. Les taux observés de la sorte nous font connaître les tendances passées et actuelles ; leur projection dessine pour l'avenir une image possible du développement. Cette projection n'est pas une prévision, car elle suppose qu'aucun accident ne viendra rompre, dans l'avenir, une évolution comparable à celle du Passé. En d'autres termes, si on l'effectue pour l'ensemble des pays, elle implique qu'aucune crise plus intense et plus durable que celles que l'on a effectivement observées depuis 1945 ne viendra casser l'essor des économies capitalistes ; qu'aucun obstacle ne ralentira la croissance des États socialistes ; et, enfin, que la léthargie économique du Tiers-Monde se prolongera. Pour rendre plus réaliste la projection (sans pour autant lui donner un caractère vraiment prévisionnel) on peut cependant corriger les tendances actuelles par des hypothèses raisonnables.

¹ Les conventions posées par les divers systèmes de comptabilité nationale sont variables (et l'on verra comment, malgré ces différences, leur comparabilité peut être assurée). Ainsi, en France, toutes les dépenses militaires sont rangées dans la consommation courante « des administrations » (c'est-à-dire dans la consommation publique), même s'il s'agit, en réalité, d'investissements durables, comme la construction d'aérodromes.

Hypothèses économiques

[Retour à la table des matières](#)

Une étude effectuée par l'O.N.U. nous servira de base ¹. Le revenu national observé dans 55 États pour la moyenne des années 1952 à 1954 a été recalculé de façon homogène et converti en dollars américains par les statisticiens de l'O.N.U. Cette conversion transforme le dollar en unité de compte : tous les chiffres qui vont suivre seront effectivement établis « en dollars de 1952-1954 ² ». Pour tenir compte des États ou des territoires dépendants exclus de cette comparaison, il a fallu rechercher dans diverses autres sources et convertir en dollars de 1952-1954, des estimations satisfaisantes de leur revenu national. La principale difficulté résultait, ici, de l'absence de données relatives à l'U.R.S.S., à la Chine et à divers autres États socialistes. On a supposé que l'estimation valable pour l'Inde, en 1953 (soit 60 dollars par tête) l'était également pour la Chine à cette date. On a supposé également que le revenu moyen observé en Grèce, cette même année, valait également, *en moyenne*, pour les diverses démocraties populaires d'Europe orientale. Quant à l'U.R.S.S., on a admis en se fondant sur diverses études comparatives ³ que son revenu national total représentait, en 1953, environ 35% de celui des États-Unis. Ces conventions, passablement arbitraires, entraînent deux conséquences. En premier lieu, *elles sous-estiment plutôt la puissance économique des États socialistes en 1953, mais cette sous-estimation n'en rend que plus vraisemblable les perspectives de dépassement des États capitalistes par les États socialistes auxquelles nous serons conduits*. En second lieu, elles ont l'avantage de rendre comparables à celles des nations capitalistes les estimations relatives aux États socialistes en les alignant sur les normes occidentales. Ce point qui est essentiel, vaut une explication.

On sait quelles divergences théoriques séparent les économistes soviétiques et occidentaux dans l'évaluation du revenu national. Les premiers estiment que seul, le travail consacré à la production de richesses matérielles est productif ⁴. Seul, ce travail crée le revenu national, le reste de l'activité économique n'étant qu'une redistribution de cette richesse initiale. Pour les

¹ *Statistical Papers*, série E, no 4, « Per Capita National Product of Fifty-Five countries, 1952-1953 ».

² C'est-à-dire que l'on étudiera, abstraction faite des variations des prix relatifs d'un pays à l'autre et abstraction faite de la dépréciation ultérieure du dollar, l'évolution du *volume* du revenu national ; pour comparer les chiffres de cette projection avec les données réellement observées, il conviendrait donc de tenir compte des variations, ici négligées, de l'étalon monétaire national et du dollar américain.

³ Voir notamment, Wagenführ, *Problèmes économiques*, 1er décembre 1959 ; Kronrod, *Économie et Politique*, janvier 1960.

⁴ D'un État socialiste à l'autre, des différences appréciables se font d'ailleurs jour dans la délimitation de cette production matérielle.

seconds, toute l'activité économique normalement orientée vers le marché est créatrice du revenu national. La divergence concerne essentiellement les services, c'est-à-dire les prestations de travail qui ne se concrétisent pas dans un produit matériel ou dans le transport d'un produit matériel (commerce, banques, assurances, soins personnels, spectacles, etc.), - étant bien entendu que, le plus souvent, les comptabilités occidentales excluent du calcul du revenu national les services non marchands, ceux que rendent, par exemple, les administrations.

En fait, lorsqu'un pays atteint un niveau de développement suffisamment élevé, comme c'est aujourd'hui le cas de l'U.R.S.S., les services tendent à y occuper une place relative plus importante. On a vu que cette tendance expliquait certains caractères de l'évolution des structures sociales en Occident. Il est vraisemblable qu'en U.R.S.S., le développement des services est en retard sur celui de l'industrie (et c'est pourquoi, bien que les études comparatives citées plus haut évaluent la production industrielle soviétique de 1953 à plus de 40 % de celle des États-Unis à la même date, on a finalement estimé le revenu national soviétique à 35 % de celui des États-Unis ¹).

Il est vraisemblable également que ce retard des services ne pourra durer. Leur développement naît, pour une bonne part, de la croissance du niveau de vie. Une fois satisfaits les besoins élémentaires - manger, se vêtir, se loger - d'autres types de consommation se font nécessairement jour. Ce sont des appareils d'équipement ménager, ce qui suppose des services d'entretien ; ce sont des automobiles, ce qui suppose des routes, des stations-services, des hôtels ; ce sont des loisirs divers, ce qui suppose des équipements sociaux importants et une main-d'œuvre spécialisée.

La forme de ces services peut être différente de celle que l'on trouve en Occident. Par exemple, il se peut que l'U.R.S.S. échappe à l'automobile individuelle, mais sa croissance aidant, elle n'y échappera qu'en proposant à cette consommation un substitut.

Dès lors, il est vraisemblable que le taux de croissance de l'U.R.S.S. se ralentira : non pas le taux de croissance de sa production matérielle, mais bien celui de son revenu national total défini selon les normes occidentales (y compris les services). Le ralentissement du rythme de la croissance économique, à mesure que celle-ci se développe sur un front plus large paraît inévitable.

Cette thèse est généralement niée par les économistes soviétiques. La réfutation la plus sérieuse paraît être celle de Kronrod ² mais elle n'est pas convaincante, car elle ne prend pas en considération l'inévitable évolution des structures de la consommation et ses effets sur la répartition des investissements entre les divers secteurs de l'activité économique.

Si un certain ralentissement du rythme de croissance de l'économie soviétique paraît inévitable, celui-ci n'en restera pas moins nettement supérieur à

¹ Dans cette estimation, le retard de l'agriculture soviétique sur l'américaine a également été pris en compte.

² *Économie et Politique*, janvier 1960.

celui des États capitalistes et, notamment, à celui des États-Unis : le mérite en revient au système économique socialiste qui substitue à la dispersion et à la rivalité des centres de décision, caractéristiques du capitalisme, la possibilité d'harmoniser le développement économique national, d'en faire un projet unique ; il en revient également à la planification, comme technique (encore très perfectible, assurément) permettant la mise en œuvre de ce projet.

Une question demeure ouverte : est-ce que le ralentissement du rythme de croissance qui accompagne le progrès d'une économie est une loi générale valable, avec des délais et selon des formes variables, pour tous les systèmes économiques ? En d'autres termes, est-ce que l'U.R.S.S., lorsqu'elle aura rattrapé et dépassé le niveau atteint par les États-Unis, ne va pas, comme ces derniers, se heurter à une difficulté de plus en plus grande de croître encore ? A vrai dire, la question est double : elle intéresse actuellement les États-Unis ; et l'on se demande, en outre, si à l'avenir, elle pourra intéresser l'U.R.S.S.

Aux États-Unis où, depuis 1945, la croissance économique est très lente, faiblement supérieure à celle de la population, les récessions sont fréquentes et, une fois enrayées, elles ne sont suivies que d'essors très faibles. L'économie paraît n'avoir plus de moteur. Les dépenses militaires se maintiennent à un niveau élevé, mais elles ne peuvent guère s'accroître, sauf conflit, et l'évolution technique tend, sinon à les réduire, du moins à les stabiliser. Les investissements productifs, malgré les progrès techniques incessants, suivent globalement l'évolution de la consommation intérieure. Or celle-ci paraît saturée : l'existence de certaines poches de misère et les carences évidentes des services publics sont un fait ; mais, pour l'essentiel, la consommation ne progresse plus qu'aux prix d'un gaspillage effréné où l'incessante substitution de marchandises nouvelles à des marchandises anciennes à peine différentes donne seule quelque animation au marché ¹. Seules, la construction résidentielle et les services enregistrent encore des progrès, saccadés, mais substantiels. Est-ce une économie arrivée à maturité et incapable de croître davantage, comme le pense toute une école d'économistes américains ² ? Nul ne peut répondre, dans la mesure où, par certains aspects comme le niveau absolu de la consommation, le phénomène américain est sans précédent.

Toutefois, des réponses provisoires, susceptibles de résoudre ce problème, au moins pour un *temps*, peuvent être avancées. A l'intérieur du système capitaliste lui-même, les États-Unis n'ont pas encore épuisé toutes les possibilités de croissance aujourd'hui apparentes : l'organisation des services publics défaillants (enseignement, transports urbains, etc.), la liquidation au moins partielle des poches de misère (situation des Noirs, des Porto-Ricains, etc.), peuvent relancer cette économie ; de même, l'extension de l'aide aux sous-développés, si elle est financée par la ponction d'épargnes oisives et si elle est correctement orientée peut exercer, en retour, un effet stimulant sur l'économie américaine, effet comparable à celui qu'eut, pour les États-Unis eux-mêmes, le plan Marshall. Il s'agit là d'orientations tranchant avec les tendances

¹ Voir C. Alphonso, *L'Amérique est-elle trop riche ?* Calmann-Lévy, 1960.

² On notera que cette question est profondément différente de celle de la crise : il s'agit, ici, d'une tendance à la stagnation parfaitement compatible avec l'exercice efficace de politiques stabilisatrices, du moins jusqu'à présent.

politiques hier encore prévalentes aux U.S.A. ; leur triomphe est donc un problème politique (posé assez clairement par les démocrates en 1960).

A plus forte raison, les possibilités de croissance d'une économie de type socialiste qui aurait atteint l'actuel niveau de développement des États-Unis, paraissent-elles encore grandes. C'est pourquoi il serait vain de supputer, dès à présent, les chances de voir l'U.R.S.S. atteindre le stade d'une éventuelle « maturité ». C'est peut-être un problème pour la fin de ce siècle, si la coexistence demeure froide.

Tendances actuelles du développement économique

[Retour à la table des matières](#)

Ce sont des raisonnements du type de ceux qu'on vient de lire qui ont commandé le choix des hypothèses corrigeant les taux de croissance aujourd'hui observables. Ces taux sont extraits de sources très diverses ¹. Pour faciliter l'interprétation de cet ensemble de données relatives au développement de l'économie mondiale, les divers États et les territoires dépendants ont été rassemblés en neuf groupes, relativement homogènes :

¹ Parmi les principales, on peut indiquer les annuaires statistiques des Nations Unies pour les taux de progression démographique, diverses études économiques (citées pour la plupart dans un numéro spécial d'Études et conjoncture sur la « croissance », novembre 1958), pour les taux de croissance du revenu national. On a admis qu'en longue période, les taux de croissance du revenu national étaient identiques à ceux du produit national brut. Pour la détermination des taux applicables aux groupes de pays que l'on a constitués, on a pondéré les taux partiels par les populations auxquelles ils s'appliquaient respectivement.

ZONE	SUBDIVISIONS	DÉSIGNÉES PAR
ZONE CAPITALISTE	1. États-Unis et Canada.	Amérique du Nord
	2. Ensemble des pays non socialistes d'Europe	Europe occidentale
	3. Union Sud-africaine, Australie, Nouvelle-Zélande	Dominions
	4. Japon	Japon
TIERS-MONDE	5. Continent américain, sauf les États-Unis et le Canada	Amérique latine
	6. Continent africain, sauf l'Union Sud-africaine	Afrique
	7. Asie et Océanie, sauf les États socialistes d'Asie, le Japon, l'Australie et la Nouvelle-Zélande	Asie
ZONE SOCIALISTE	8. États socialistes d'Europe (y compris la Yougoslavie et l'U.R.S.S.).	U.R.S.S.
	9. Chine, Corée du Nord, Nord-Viêt-Nam, Mongolie extérieure.	Chine

Les sources utilisées nous contraignent à prendre comme base les années 1952-1954- Par une coïncidence heureuse, cette période correspond assez précisément au début de la détente internationale. Le tableau de la page 96 rassemble les chiffres caractéristiques de cette période - compte tenu des conventions définies plus haut.

La dispersion de la puissance économique (et, à l'inverse, de la misère) est extrême dans ce monde : la zone capitaliste qui comprend 23 % de la population mondiale dispose de 65 % de la richesse créée chaque année ; à l'opposé, le Tiers-Monde avec 43 % de la population ne détient pas 13,5 % du « revenu mondial ¹ » et l'on sait qu'en fait, le camp socialiste comporte deux secteurs fort inégalement développés, l'un proche, en moyenne, de l'Europe occidentale ² l'autre de l'Asie.

Si l'on faisait jouer mécaniquement les taux d'accroissement de la population et du revenu national, il serait possible de chiffrer la position respective de chacun des neuf groupes d'États, en 1970, 1980 ou 2000. Mais avant de procéder à cette projection, il est préférable d'appliquer les hypothèses correctrices qui dès aujourd'hui paraissent vraisemblables.

¹ La somme de revenus relativement disparates - et parfois hypothétiques - ne peut être prise pour une réelle mesure de la richesse créée dans le monde entier. Celle-ci ne pourra être scientifiquement mesurée avant longtemps. Aussi bien tous les chiffres rassemblés dans le présent chapitre n'ont-ils qu'une valeur indicative.

² Ce rapprochement, au premier abord surprenant, résulte pour partie des hypothèses posées plus haut. Mais il ne faut pas oublier qu'en 1953, la France, par exemple, dispose d'un revenu moyen par tête presque deux fois supérieur à la moyenne de l'Europe occidentale. Cette moyenne est abaissée par des pays moins développés comme l'Italie, la Grèce, l'Espagne, etc.

Quelques corrections vraisemblables

[Retour à la table des matières](#)

Si les taux actuels de croissance de la population mondiale demeuraient inchangés jusqu'en l'an 2 000, la population totale du globe atteindrait à cette date 6 milliards d'habitants. Si on les corrige pour tenir compte des hypothèses les plus vraisemblables établies par les démographes, on arrive encore à un total voisin de ce dernier (cinq milliards huit cents millions), mais avec une répartition de population entre les divers groupes d'États, un peu plus satisfaisante, compte tenu de leurs richesses actuelles et de leur développement économique vraisemblable, d'ici la fin du siècle. Et surtout, on voit se manifester de divers côtés les premiers signes d'un ralentissement de la croissance démographique, sans lequel la population mondiale doublerait une nouvelle fois entre 2000 et 2030 ¹.

On supposera que l'enrichissement des pays industriels développés, qu'ils soient capitalistes ou socialistes, favorisera une réduction assez modérée et assez lente de, taux d'accroissement de la population, en partie contrariée par le maintien de courants d'immigration importants vers le Canada et le groupe dit des Dominions. Seule, l'Europe occidentale où les taux sont, en moyenne, les plus faibles, échappera à cette réduction et même marquera une légère progression.

Dans les autres groupes de pays on admettra une progressive réduction des taux, notamment par suite d'un développement plus ou moins systématique des techniques anticonceptionnelles ; seule, l'Asie où la misère est extrême et où la marge de progrès sanitaire restant à accomplir ne peut s'accompagner, dans un premier temps, que d'un relèvement du taux, ne manifestera une tendance comparable qu'avec un certain retard.

On supposera enfin que les taux actuels demeurent pratiquement inchangés jusqu'en 1970 et que les modifications annoncées se moduleront en deux étapes, l'une de 1970 à 1980, l'autre de 1980 à 2000.

¹ La prolongation du taux de croissance actuel de la population conduirait vers l'an 2600 à une population mondiale de *un habitant par m2*, sur les surfaces émergées supposées complètement occupées (*Acadi*, décembre 1959).

LE MONDE en 1953					
	Population (millions d'habitants)	Revenu national (milliards de \$ de 1952 à 1954)	Revenu national par tête en \$	Taux d'accrois- sement de la population	Taux d'accrois- sement du revenu national ¹
ZONE CAPITALISTE					
1. Amérique du Nord	174	318	1830	+ 1,7 %	+ 3,75 %
2. Europe occidentale	319	157	490	+0,75 %	+ 5, %
3. Dominions	24	14,4	600	+ 2 %	+ 3,75 %
4. Japon	87	16,5	200	+ 1,2 %	+ 6,5 %
TOTAL	604	505,9	(830)		
TIERS-MONDE					
5. Amérique latine	177	46	260	+ 2,4 %	+ 2,75 %
6. Afrique	195	14,5	75	+ 1,8 %	+ 2 %
7. Asie	754	48,5	65	+ 1,4 %	+ 2 %
TOTAL	1126	109	(96)		
ZONE SOCIALISTE					
8. U.R.S.S .	296	131,5	445	+ 1,8 %	+ 7,5 %
9. Chine	605	36,3	60	+ 2,4 %	+8,5 %
TOTAL	901	167,8	(186)		
ENSEMBLE	2631	782,7	(300)		

TAUX DE CROISSANCE DÉMOGRAPHIQUE		
ZONE CAPITALISTE	De 1970 à 1980	De 1980 à 2000
1. Amérique du Nord	+ 1,6 %	1,5 %
2. Europe occidentale	+ 0,8 %	+ 0,9 %
3. Dominions	+ 1,9 %	+ 1,75 %
4. Japon	+ 1,2 %	+ 1,1 %
TIERS-MONDE		
5. Amérique latine	+ 2,25 %	+ 2 %
6. Afrique	+ 1,8 %	+ 1,75 %
7. Asie	+ 1,6 %	+ 1,4 %
ZONE SOCIALISTE		
8. U.R.S.S .	+ 1,75 %	+ 1,7 %
9. Chine	+ 2,25 %	+ 2 %

¹ Il s'agit de taux d'accroissement annuels et exponentiels (c'est-à-dire s'exerçant « à intérêts composés »).

De leur côté, les taux actuels d'accroissement du revenu ont été corrigés d'après les hypothèses suivantes. On a supposé une réduction lente et progressive de la croissance des pays capitalistes, plus ou moins accusée selon les groupes d'États. Une certaine saturation des besoins élémentaires dans les pays les plus avancés, une périodicité assez régulière de récessions mineures et une insuffisante faculté d'adaptation et d'intervention pour stimuler le développement correspondent à cette hypothèse. Pour les pays socialistes, on a supposé un ralentissement de la croissance, beaucoup plus faible cependant qu'en Occident : ce ralentissement résulterait, pour l'U.R.S.S., de l'entrée dans la zone de développement où les services pèsent d'un poids plus important et, pour la Chine, d'un relâchement limité des contraintes internes, une fois achevée la première phase de l'accumulation primitive du capital. Enfin, en supposant que le statut politique et économique du Tiers-Monde ne connaîtra aucune mutation profonde, on a cependant admis l'hypothèse, optimiste dans ces conditions, d'une faible progression du taux de croissance ¹.

Comme pour l'évolution de la population, on admettra que la lancée actuelle sera prévalente jusque vers 1970 et qu'à partir de cette date, les modifications supposées feront sentir leurs effets en deux étapes.

TAUX DE CROISSANCE ÉCONOMIQUE		
ZONE CAPITALISTE	De 1970 à 1980	De 1980 à 2000
1. Amérique du Nord	+ 3,25 %	+ 3 %
2. Europe occidentale	+ 4,5 %	+ 4 %
3. Dominions	+ 3,5 %	+ 3,25 %
4. Japon	+ 5,75 %	+ 5 %
TIERS-MONDE		
5. Amérique latine	+ 3 %	+ 2,25 %
6. Afrique	+ 2,25 %	+ 2,5 %
7. Asie	+ 2,5 %	+ 2,75 %
ZONE SOCIALISTE		
8. U.R.S.S.	+ 6,5 %	+ 5,5 %
9. Chine	+ 7,75 %	+ 7 %

¹ L'hypothèse de la stabilité politique du Tiers-Monde contredit tous les raisonnements établis *jusqu'ici*. Elle a précisément pour but de les renforcer, *a contrario*, comme on le verra *plus* loin. La faible progression du taux de croissance économique du Tiers-Monde est, dans ces conditions, optimiste, car elle suppose que les efforts actuellement entrepris dans cette zone sont par eux-mêmes de nature à l'arracher lentement à sa misère, ce qui n'est pas démontré.

Projections pour la seconde moitié du XXe siècle

[Retour à la table des matières](#)

Le jeu combiné de ces hypothèses permet de construire pour diverses années, une image du développement possible de la puissance économique des neuf groupes d'États et, par conséquent, une image des modifications corrélatives des rapports de force dans le monde. Les tableaux des pages 100-101 établissent précisément cette image, pour chacune des années 1970, 1980 et 2000. Dans le premier cas, c'est une projection mécanique des tendances actuelles, dans les deux autres les hypothèses correctives font sentir leur effet. Et pour atténuer le caractère schématique de ces projections, un graphique (voir page 103) illustre les résultats obtenus pour toute la seconde moitié du XXe siècle, mais en adjoignant à ceux-ci des variantes : pour chaque groupe de pays, un trait fort représente l'évolution du revenu national par tête résultant des hypothèses posées et, à partir de 1970, un faisceau de variantes se dessine ; chacune des variantes extrêmes qui délimitent ces faisceaux correspond à l'hypothèse d'une variation du revenu national supérieure ou inférieure de 1 % par an à celle que l'on a retenue dans les tableaux chiffrés ¹.

La Terre surchargée ?

[Retour à la table des matières](#)

Ces projections ne sont pas des prévisions, on l'a déjà dit. Leurs résultats conduisent à une conclusion plus brutale encore : en voulant illustrer par des chiffres l'évolution de la situation économique mondiale que déterminent, à quelques corrections près, les tendances actuelles, on aboutit à la démonstration que cette évolution est impossible. Il est impossible que le monde prenne en 1980 ou en 2000 (et peut-être même en 1970) l'allure que lui dessinent ces projections, ne serait-ce qu'en raison des déséquilibres croissants qu'il révèle. C'est une impossibilité politique ; mais certains pensent que c'est surtout une impossibilité technique ou économique et il convient d'examiner leurs arguments.

¹ Autrement dit, le faisceau qui représente, par exemple, l'évolution du revenu national par tête, aux États-Unis, figure toutes les positions possibles de ce revenu, *si* l'évolution démographique est conforme aux hypothèses posées *plus* haut et *si* l'évolution économique s'effectue, de 1970 à 1980, à un taux annuel compris entre + 2,25 % et + 4,25 % et, de 1980 à 2000, à un taux annuel compris entre + 2 % et + 4 %

	Le monde en 1970			Le monde en 1980			Le monde en 2000		
	<i>Popu- lation (millions d'habitan ts)</i>	Revenu national (milliard s de \$ de 1952- 1954)	Revenu national par tête en \$	<i>Popu- lation (millions d'habi- tants)</i>	Revenu national (milliar ds de \$ de 1952- 1954)	Revenu national par tête en \$	<i>Popu- lation (millions d'habitan ts)</i>	Revenu national (milliards de \$ de 1952- 1954)	Revenu national par tête en \$
Zone capitaliste									
1. Amérique du Nord	228	594	2610	265	818	3090	358	1477	4125
2. Europe occidentale	362	360	995	392	558	1420	470	1222	2610
3. Dominions	34	27	790	40	38	945	58	72	1235
4. Japon	106	48	450	118	83,5	710	145	224	1545
Total	730	1029	(1405)	815	1497,5	(1835)	1031	2995	(2900)
Tiers-monde									
5. Amérique latine	264	71,5	270	330		96	290	490	182
6. Afrique	263	20	76	312		25	80	435	41
7. Asie	943	68	73	1102	91	82	1466	156	106
Total	1470	159,5	(106)	1744	211	(121)	2391	379	(159)
Zone socialiste									
8. U.R.S.S .	400	450	1120	472	842	1785	660	2450	3710
9. Chine	905	145	160	1125	304	270	1675	1175	700
Total	1305	595	(455)	1597	1117	(742)	2335	3625	(1560)
ENSEMBLE	3505	1783,5	(510)	4156	2855,5	(690)	5757	6999	(1220)

La terre peut-elle nourrir six milliards d'hommes, alors que la sous-alimentation chronique est le lot de 40 % de l'actuelle population mondiale (qui n'atteint pas encore trois milliards) ? Alors qu'en 1960, la consommation annuelle d'énergie par habitant équivaut à 9 tonnes de charbon en Amérique du Nord, à 3,5 tonnes en Europe occidentale, à 1,5 tonnes en U.R.S.S. et seulement à 0,3 tonnes en Asie, peut-on estimer que les sources d'énergie nécessaires au développement économique que l'on a esquissé existent effectivement ? Les matières premières de toute nature indispensables à cette croissance industrielle sont-elles disponibles ? Le sont-elles également si l'on songe que le développement économique chiffré ci-dessus est très insuffisant, puisqu'il laisse stagner dans une misère proche de l'actuelle, les populations du Tiers-Monde ?

À vrai dire, ces arguments ne me paraissent pas convaincants. je ne suis pas en mesure de juger s'il est vrai, par exemple, que « la prolongation du taux de croissance actuel de la consommation d'énergie aboutirait d'ici deux siècles

à l'épuisement de tous les carburants classiques, puis, en supposant que l'énergie ultérieure soit tirée de la désintégration de notre matière, d'ici l'an 2600, à la disparition de la Terre elle-même ¹... ». Mais le problème n'est pas là.

Il est vraisemblable que les ressources naturelles aujourd'hui recensées, sont actuellement et pour les toutes prochaines décennies, en mesure de satisfaire aux besoins de l'humanité, à *condition* d'être effectivement mises en valeur. Il est vraisemblable, également, que les ressources nouvelles que pourrait mettre à jour une exploration systématique du globe et l'application rapide des découvertes scientifiques déjà réalisées ou en passe de l'être, sont de nature à élargir la « marge de jeu » dont dispose l'humanité. A plus long terme, il n'est que de faire confiance au génie humain qui jusqu'ici a toujours démontré l'inexactitude des thèses malthusiennes. L'approvisionnement en énergie de la Terre, en 2600, paraît n'être déjà plus un problème si l'on admet que bien avant cette date les voyages intersidéraux seront devenus une réalité.

Mais revenons sur terre. Il est certain que le ralentissement systématique du taux de croissance démographique est aujourd'hui un problème majeur à l'échelle du monde entier. L'évolution que les nations industrielles avancées ont spontanément réalisée, à mesure qu'elles se développaient - devrait s'étendre à des continents entiers (l'Asie, l'Amérique du Sud) avant qu'un développement économique comparable à celui de l'Europe y soit réalisé. A leur façon, la Chine et le Japon semblent l'avoir déjà compris, bien que la première ait encore une politique hésitante en ce domaine. Ailleurs, la réduction du rythme des naissances est, par-delà tous les obstacles scientifiques ou sociologiques, un problème politique : elle suppose une politique « eugénique » adaptée aux particularités locales et inscrite dans un ensemble dont le progrès économique des masses soit le résultat tangible ; c'est donc l'affaire de gouvernements nationaux promouvant effectivement le développement de leur pays.

Ainsi, la limitation des naissances et la mise en valeur des ressources naturelles encore inexploitées sont deux aspects, différents mais liés, d'un même problème : la promotion économique du Tiers-Monde. Mais la solution de ce problème n'est pas en vue, aujourd'hui, et la projection des tendances démographique et économique actuelles conduit, d'ici peu d'années, à un déséquilibre si manifeste dans la répartition des populations et des richesses *que l'évolution mondiale ne peut pas se poursuivre sur la lancée actuelle*. Bien avant de rencontrer quelque obstacle naturel (insuffisance des ressources alimentaires, énergétiques, etc.), cette évolution doit se briser sur des obstacles politiques. Par nature, les projections que l'on vient d'établir présentent un caractère linéaire. Mais cette transposition mécanique des tendances observées dans un passé récent illustre, de façon démonstrative, les ruptures inévitables que l'avenir enregistrera. Encore faut-il rechercher quelles peuvent être les principales lignes de rupture et quelles évolutions nouvelles peuvent en résulter.

¹ Calculs de R. Gibrat, cité par M. Epron, *Acadi*, décembre 1959.

Pour chaque groupe de Pays, le trait principal correspond aux tableaux Publiés dans le présent chapitre ; le fuseau qui s'amorce à partir de 1970 correspond à une variation du taux de croissance supérieure ou inférieure de 1 % à celui que retiennent les tableaux,

L'avenir du capitalisme (1961)
Première partie : le déclin de l'Occident

Chapitre sixième

Déclin de l'Occident ou du capitalisme ?

[Retour à la table des matières](#)

La projection jusqu'à la fin du siècle des tendances démographiques et économiques actuelles dessine *l'image d'un monde qui ne pourra se réaliser*. Il est impossible, en effet, que la stagnation économique du Tiers-Monde se prolonge encore pendant trente ou quarante ans ; impossible également que le secteur capitaliste assiste au dépassement des États-Unis par l'U.R.S.S. sans en être profondément modifié. C'est dire que l'évolution figurée au chapitre précédent va nécessairement être infléchie, brisée, déformée, sans que l'on puisse émettre des hypothèses raisonnables sur le résultat global de ces déformations, ni sur le rythme des ruptures vraisemblables.

En revanche, les principales ruptures aujourd'hui en vue, peuvent être examinées et certains de leurs effets peuvent être escomptés. Mais dans cet examen, les trois grands secteurs dont se compose le monde actuel cessent de jouer le rôle qu'ils ont tenu dans les analyses précédentes : c'est précisément de l'éclatement du Tiers-Monde, de l'extension mais peut-être aussi de

l'éclatement du camp socialiste et enfin, du déclin du capitalisme, qu'il s'agira désormais.

L'impossible stagnation du Tiers-Monde

[Retour à la table des matières](#)

Dans les projections présentées plus haut, la place du Tiers-Monde dans la population mondiale et sa part du « revenu mondial » évoluent de la sorte :

	1953	1970	1980	2000
Population (en % du total)	43 %	42 %	42 %	41,5 %
Revenu national(en % du total)	13,5 %	9 %	7 %	5,5 %

C'est ici qu'apparaissent les impossibilités les plus flagrantes. Tant que le Tiers-Monde *n'existait pas*, tant qu'il demeurait une réserve coloniale tenue fermement en mains par les grandes nations impérialistes, son sous-développement n'était pas un problème : il allait de soi. Mais la croissance démographique rapide, sous-produit de la colonisation, et surtout l'indépendance politique maintenant acquise, ne permettent pas que cette situation se prolonge. On sait à quelles rivalités donne lieu l'aide économique aux pays sous-développés et quels résultats modestes elle a produits jusqu'à présent. Il est vraisemblable que cette aide s'accroîtra dans l'avenir. Il suffit, pour en juger, de tenter une estimation grossière de la capacité chinoise d'aide. Supposons que ce pays, décidé à mener une stratégie anticapitaliste audacieuse, consacre 1 % de son revenu national à cette fin : cela aurait représenté environ 350 millions de dollars ¹ en 1953, chiffre sans doute supérieur à la réalité ; cela représenterait 1,5 milliards de dollars en 1970, 3 milliards en 1980 (soit autant que le total actuel de l'aide américaine aux pays sous-développés) et 11 milliards en 2000. L'effet économique d'une aide de cet ordre - à laquelle s'ajoutera selon toute vraisemblance une aide soviétique sensiblement plus forte - ne serait pas négligeable, d'autant qu'elle aurait pour conséquence quasi mécanique d'accroître fortement l'aide accordée par les nations capitalistes au Tiers-Monde. L'idée d'un nouveau plan Marshall destiné à telle zone de ce monde, l'Amérique latine par exemple, est dans l'air ² ; de même, il existe de

¹ Il s'agit toujours de « dollars américains de 952-954 11, unité de compte de nos calculs.

² Un éventuel plan Marshall pour l'Amérique latine aurait, globalement, la signification économique suivante : transférer sur les contribuables américains une fraction de la charge des surprofits tirés d'Amérique latine par les sociétés américaines pétrolières ou autres.

nombreux projets (dont certains ont reçu un commencement d'exécution) visant à l'extension de l'aide distribuée par l'O.N.U. ou par les organismes financiers internationaux.

Mais le développement de cette assistance économique reste encore à réaliser. À mesure qu'il se produira, il est vraisemblable que l'aide des différents « donateurs » deviendra de plus en plus sélective, chaque nation capitaliste orientant ses efforts vers les zones qu'elle espère consolider ou protéger et les États socialistes s'efforçant de leur côté de contourner les barrières dressées par les nations capitalistes et de favoriser la formation d'industries lourdes nationales, base de l'indépendance économique des nouveaux États.

Néanmoins, il serait vain d'escompter que cette émulation réussisse à entraîner un net développement économique du Tiers-Monde. Ses effets pourraient être suffisants pour empêcher que, par suite de l'afflux démographique, la misère du Tiers-Monde ne s'aggrave encore. (Mais déjà, les projections du chapitre précédent tiennent compte implicitement d'une aide bilatérale accrue, puisqu'elles aboutissent à une lente progression du revenu moyen par tête dans le Tiers-Monde.) Ils pourraient même entraîner dans tel ou tel pays un démarrage effectif, mais il est douteux que ce démarrage puisse être général.

Car en définitive, *l'aide n'est qu'un facteur secondaire du développement économique*. Quoique nécessaire, elle joue un rôle subordonné à celui d'autres facteurs : la suppression des structures économiques féodales, la réforme agraire, la mobilisation de toutes les énergies nationales ¹. Tant que ces conditions ne sont pas remplies l'aide arrose un désert : elle crée tout au plus quelques oasis d'économie moderne. C'est, Par exemple, le cas de l'Inde. Dès lors, à la fois parce que les luttes internes déjà évoquées vont se poursuivre au sein des États du Tiers-Monde et parce que la comparaison entre leur niveau de développement et celui des autres États va devenir explosive, une série de mutations politiques et de décrochages se produira nécessairement dans cette zone au cours des prochaines décennies. L'Inde, partie vers 1950 de la même misère que la Chine, ne pourra supporter longtemps la comparaison avec cet État. Dès 1970, la Chine la surclassera d'autant que la France surclasse aujourd'hui la Grèce et l'écart ira croissant. Les répercussions politiques de ce fait pourront, en Inde, être différées par un régime fort ou par un redoublement de l'aide capitaliste. Mais elles ne pourront l'être indéfiniment. On pourrait multiplier les exemples de ce genre. Il importe plutôt de souligner un point : il est vraisemblable que tous les décrochages ne se feront pas vers le secteur socialiste ; il est probable également que certains États, notamment en Amérique latine, s'orienteront, au moins pour un temps, dans la voie du capitalisme et que dans cette voie, ils réussiront à se développer.

Un tel plan pourrait être de nature, si son mode de financement et son point d'application étaient judicieusement établis, à stimuler la mise en route du développement capitaliste en Amérique du Sud et à soutenir l'activité économique faiblissante aux États-Unis.

¹ Cette mobilisation suppose la mise au travail des masses sous-employées, soit par la contrainte économique, soit par la contrainte et la propagande politiques. Elle suppose également une aide étrangère en techniciens et la formation de cadres nationaux. Sous ce dernier aspect, les Universités des pays socialistes et capitalistes participeront à la compétition internationale.

Aller plus loin serait pur jeu de hasard. Nul ne peut deviner les modalités vraisemblables de cette évolution, ni en définir le rythme et en fixer les étapes. Mais il paraît certain que, sauf effondrement du capitalisme dans les nations industrielles occidentales, ces mouvements divergents occuperont toute la fin du XXe siècle, sinon plus. C'est peu à l'échelle de l'histoire. C'est cependant assez pour que le contrecoup de ces mouvements sur les diverses métropoles capitalistes se fragmente en une série de chocs, plus ou moins étalés, plus ou moins faciles à supporter.

La guerre économique ?

[Retour à la table des matières](#)

Le système capitaliste a supporté, jusqu'à présent, les effets de la décolonisation sans interrompre sa croissance. Et l'on a montré que les pertes ultérieures (mais étalées dans le temps) qu'entraînera la suite de la décolonisation économique ne sont pas mortelles pour lui. Mais il faut prévoir également que la pression exercée sur ce système par le socialisme ira croissant. En se conjuguant, ces deux poussées ne vont-elles pas conduire le capitalisme à sa perte ? Sinon, quel peut en être le résultat ?

Le défi lancé par Khrouchtchev apparaît, dans les chiffres présentés plus haut, comme réalisable. Si l'évolution économique ressemblait effectivement à ces indications, la production industrielle totale de l'U.R.S.S. dépasserait celle des États-Unis vers 1975 ; la production industrielle par tête vers 1980, le revenu national total, à cette même date (le décalage entre production industrielle totale et revenu national total étant dû, on le sait, aux services et à la production agricole) ; enfin, le revenu national par tête des États-Unis pourrait être dépassé par l'U.R.S.S. vers l'an 2.000. Dans toutes ces comparaisons, le dépassement s'applique non pas à la production ou au revenu *actuels* des États-Unis, mais à ceux que réalisera cette nation aux mêmes dates ; le dépassement est le fait non pas de l'U.R.S.S. toute seule, mais de l'ensemble auquel nous avons donné ce nom (et qui comprend, rappelons-le, toutes les démocraties populaires d'Europe, généralement moins avancées que l'U.R.S.S. ; par conséquent le dépassement par l'U.R.S.S. seule pourra être plus rapide) ; enfin, les hypothèses quelque peu arbitraires que nous avons adoptées, notamment sur la position respective de l'U.R.S.S. et des États-Unis en 1953 enlèvent à ces comparaisons toute valeur autre qu'indicative. Ce ne sont ni des prévisions, ni des paris.

Sous toutes ces réserves, il paraît vraisemblable que, même si le capitalisme ne connaît aucune récession plus grave que celles de l'après-guerre, l'U.R.S.S. et l'Europe orientale dépasseront nettement en 1980 le niveau de puissance économique (et probablement aussi le niveau de vie moyen) de l'Europe occidentale : c'est l'époque où la comparaison entre l'Allemagne d'Adenauer et celle d'Ulbricht ne tournera plus assurément à l'avantage de la

première. Vers cette même date, l'U.R.S.S. sera déjà entrée dans la période où la compétition avec les États-Unis se resserrera.

Il serait déraisonnable de rechercher toutes les conséquences de cette modification des rapports de force : qui sait, par exemple, quel effet pourraient exercer sur l'opinion publique française des touristes soviétiques ou polonais aussi nombreux que le sont aujourd'hui les Italiens, les Anglais ou les Belges ? et quel effet en retour cette mise au contact massive (devenue économiquement possible pour l'U.R.S.S. de 1980) aurait sur l'opinion publique soviétique ou polonaise ? Contentons-nous de noter quelques remarques de portée générale.

Cette évolution ne mettra pas l'U.R.S.S. et l'ensemble des États socialistes en état d'imposer quelque ultimatum politico-militaire à l'Occident : car celui-ci, quoique distancé, demeurera très puissant. Mais elle modifiera considérablement la façon dont certains problèmes Politiques, aujourd'hui très brûlants, se poseront alors (s'ils ne sont pas réglés dans l'intervalle) : la question de Berlin, la question de la « reconnaissance » chinoise (comment ignorer un pays qui sera devenu en 1980, la troisième puissance économique du monde ?). Et l'on a déjà vu quels « décrochages » étaient à prévoir dans le Tiers-Monde : une fois gagnée la course économique entre l'Est et l'Ouest, ils ne sauraient tarder (ils peuvent même ne pas attendre aussi longtemps).

La puissance économique accrue des États socialistes leur permettra d'exercer sur les nations industrielles occidentales et sur le marché mondial une action de plus en plus pressante. À la limite, ne pourrait-on concevoir une sorte de guerre économique mondiale entre les deux camps se substituant à la guerre traditionnelle devenue trop dangereuse (mais pouvant néanmoins y conduire) ? On a déjà dit que l'hypothèse d'un blocus du monde capitaliste par les États socialistes et le Tiers-Monde coalisés relevait actuellement de l'utopie, car elle suppose un transfert général des achats et des ventes du Tiers-Monde vers les États socialistes, ce qui excède de beaucoup leur capacité. Il est possible que dans vingt ou trente ans, les États socialistes soient en meilleure posture à cet égard, mais l'hypothèse du blocus n'en devient pas plus vraisemblable : elle implique un accord politique quasi général des États du Tiers-Monde, qui n'aurait de chances de se réaliser que si toute influence politique des États capitalistes avait déjà disparu de cette zone, ce qui est peu probable.

Des boycotts partiels ou des détournements de courants commerciaux traditionnels sont plus vraisemblables : il n'est pas interdit d'imaginer qu'un jour les pétroles arabes du Moyen-Orient ne seront plus vendus en Europe mais dans le Tiers-Monde et dans les États socialistes (ce qui suppose évidemment l'éviction du Cartel de cette zone) ; mais une telle rupture d'approvisionnement ne serait périlleuse pour l'Occident que si elle était conjointement le fait de toutes les sources extérieures à la zone capitaliste : le ravitaillement pétrolier de l'Europe après Suez a montré que les courants commerciaux pouvaient se déplacer rapidement. On peut penser également que la concurrence aujourd'hui exercée sur les marchés du Tiers-Monde par les textiles « de Hong-Kong » et par les marchandises japonaises à l'égard des produits européens et américains correspondants sera sensiblement renforcée par la création d'industries locales *protégées* contre les industries plus anciennes du

monde capitaliste et par l'apparition de puissants vendeurs socialistes. Mais c'est là une suite normale de la décolonisation économique telle qu'on l'a déjà envisagée.

D'autres hypothèses sont à retenir également : une offensive des marchandises socialistes sur les marchés capitalistes et, peut-être, une désorganisation de certains marchés mondiaux par les États socialistes. Les percées multiples du pétrole soviétique préfigurent le premier de ces développements. Il est vraisemblable que dans la lutte politico-économique contre les grandes puissances économiques encore enracinées dans le Tiers-Monde (le Cartel du pétrole et les autres sociétés), les apports soviétiques de marchandises joueront un rôle croissant : le ravitaillement de Cuba en brut, après la nationalisation des raffineries du Cartel par Fidel Castro, l'installation d'un pipeline est-européen et son éventuel prolongement, le soutien indirect accordé aux outsiders « capitalistes »¹ comme Mattei, annoncent cette offensive. Son effet sera très différent suivant qu'il s'agit d'un produit cartellisé, doté d'un prix de monopole et tiré de fiefs impérialistes ou d'un produit fabriqué et vendu « dans des conditions normales » par les métropoles capitalistes. Dans le premier cas, le prix de monopole sera dégonflé et la société internationale évincée de ses possessions d'outremer : ce peut être un processus plus ou moins rapide, mais il est inéluctable et l'offensive économique des États socialistes contribuera seulement à l'accélérer. Son résultat, outre l'éviction du monopole intéressé, sera une redistribution des profits entre États producteurs et États clients, au bénéfice des premiers. Dans le second cas, bien que les « conditions normales » de production et de vente sur les marchés capitalistes soient rarement pures de tout élément de monopole, la concurrence des États socialistes ne pourra s'exercer que si leur productivité surclasse nettement celle des États capitalistes², si leurs produits sont adaptés à la demande des marchés occidentaux et, enfin, si aucune barrière douanière ou commerciale ne leur interdit le passage, ce qui suppose des *échanges commerciaux réciproques*. La guerre économique ne peut avoir lieu sur les marchés capitalistes (ou socialistes) sans l'aveu des États qui les régissent : si cet accord existe, ce n'est plus une guerre, mais une concurrence plus ou moins normale. Seul le Tiers-Monde est un champ de guerre économique entre les deux camps et, en définitive, une telle lutte ne se différenciera guère de la décolonisation économique.

D'ailleurs, on ne peut pas écarter totalement l'hypothèse d'un certain développement du commerce entre États socialistes et capitalistes, même dans les moments où la guerre économique sera vive dans le Tiers-Monde : un accroissement des échanges entre le Marché commun et l'U.R.S.S. peut fort bien accompagner un épisode aigu de la lutte contre le Cartel, qui freinera le commerce normal entre l'U.R.S.S. et les pays anglo-saxons (et qui déterminera, au sein du Marché commun, quelque opposition hollandaise³). Sans

¹ Le caractère « capitaliste » de l'E.N.I. (Société nationale italienne du pétrole) sera discuté plus loin, par analogie avec celui des entreprises nationalisées françaises.

² Le rattrapage des États-Unis par l'U.R.S.S. peut être effectif avant que le rattrapage de la productivité américaine par la productivité soviétique soit chose faite.

³ On sait que les capitaux des six grandes sociétés pétrolières groupées dans le Cartel sont essentiellement américains, anglais et hollandais. La France n'y détient qu'un strapontin (bien qu'il soit possible que ce strapontin devienne un fauteuil si l'emprise française sur le pétrole saharien se maintient).

jouer un rôle décisif pour les économies occidentales., un tel commerce suppléerait plus ou moins aux pertes ¹ de débouchés inévitables dans le Tiers-Monde.

Les États socialistes peuvent encore désorganiser les marchés mondiaux où prédominent les États capitalistes (celui du pétrole, mais aussi ceux de l'étain, du cuivre et de dizaines d'autres matières premières) par d'autres moyens et notamment par des ventes massives de produits comparables : en 1958, il semble que le marché mondial de l'étain ait été affecté, de la sorte, par des ventes soviétiques. En fait, c'est là une possibilité très limitée : elle suppose l'existence d'excédents massifs dans les États socialistes et leur croissance économique rend cette hypothèse peu vraisemblable, sinon de façon occasionnelle ; elle a surtout pour effet de peser à la fois sur les monopoles capitalistes et sur les États fournisseurs du Tiers-Monde. La chute du cours de l'étain a entraîné des pertes de devises très importantes pour la Bolivie et pour la Birmanie (alors que cette dernière bénéficiait d'une aide soviétique appréciable). Par conséquent, il est peu vraisemblable que les États socialistes usent de cette tactique, de façon systématique.

Conclusions anticipées sur l'adaptation du capitalisme

[Retour à la table des matières](#)

Encore faut-il préciser comment le capitalisme pourrait s'adapter à tous ces chocs. A cette fin, il est indispensable d'anticiper sur des conclusions que, seule, la seconde partie pourra étayer. Disons, sous bénéfice d'inventaire, que deux voies seulement s'ouvrent au capitalisme actuel (ou plutôt, deux séries de voies, deux catégories générales que les cheminements concrets illustreront avec des variantes très diverses) : l'une mène à un système social de type socialiste après une catastrophe économico-politique ; l'autre conduit au même résultat par une série de mutations plus ou moins étendues, liées à des luttes de classe plus ou moins révolutionnaires. L'une frôle plus souvent la situation limite qu'est la guerre atomique mondiale ; l'autre correspond, davantage à une hypothèse de relative détente internationale. L'une peut conduire à une variante très brutale du socialisme, saccageant même ce qui aux yeux de la gauche européenne paraît à conserver dans les valeurs léguées par dix siècles de civilisation féodale et capitaliste ; l'autre a plus de chances de déboucher

¹ Si, dans les prochaines décennies, le développement économique du Tiers-Monde n'était pas plus important que celui indiqué par nos projections, il impliquerait néanmoins un *doublément* des importations du Tiers-Monde en 1980, par rapport à 1953 et un nouveau doublement entre 1980 et 2000. Même *si la* part relative des États capitalistes dans ce débouché diminuait de 50 % d'ici 1980, le volume total des exportations capitalistes demeurerait à son niveau actuel.

sur des systèmes mieux adaptés aux particularités nationales. Enfin, ni l'une ni l'autre ne dépendent à titre principal d'un choix stratégique que feraient, *a priori* et une fois pour toutes, les diverses organisations politiques, syndicales ou autres, qui, en fait, tendent vers le socialisme. Cependant ces choix ont une importance très grande que l'on peut définir de la sorte : dans la mesure où le mouvement socialiste (au sens le plus large) ne met pas à profit toutes les occasions de faire avancer peu ou prou les sociétés capitalistes qu'il influence vers une socialisation pacifique, il accroît les chances de la voir catastrophique.

On a vu, en effet, comment toutes les pressions qui jusqu'à présent se sont exercées contre le monde capitaliste ont infléchi, sans la briser, la croissance de ce dernier. Si l'hypothèse, admise jusqu'ici (et suivant laquelle une crise économique profonde, irrémédiable, n'est pas nécessairement inscrite dans l'avenir du capitalisme), est valable, alors, ce mouvement d'inflexion de l'économie capitaliste et de sa structure ne peut que se poursuivre : c'est-à-dire que les éléments de capitalisme d'État, les éléments de planification économique et les « concessions » économiques aux classes populaires (croissance des revenus, américanisation progressive des sociétés occidentales) se développeront encore. Les projections établies plus haut montrent que sur sa lancée actuelle, le capitalisme européen peut atteindre en moyenne vers 1980, un revenu national par tête voisin du niveau effectivement réalisé aux États-Unis vers 1950 : ce qui voudrait dire que les pays européens avancés comme la France, l'Angleterre ou l'Allemagne, auraient à cette époque -très prochaine - un niveau de vie comparable à celui que l'on observe en 1960 aux États-Unis.

Pour qu'une telle croissance se réalise - en dépit des « pertes » que le capital subira nécessairement dans le Tiers-Monde et en dépit de la compétition économique très sévère que lui livrera de plus en plus le socialisme - il est, en effet, indispensable que les divers États capitalistes (ou les organismes supra-nationaux disposant du pouvoir exécutif dans les ensembles intégrés comme la C.E.C.A. ou le Marché commun) jouent avec une force croissante et en se dotant des moyens économiques et techniques nécessaires à cette fin, le rôle d'arbitre et de dirigeant du développement économique national (ou pluri-national). On a vu que, de l'action anti-crisis à l'action pour la croissance, cette définition nouvelle de la responsabilité économique des États capitalistes se dessinait déjà en Occident. Il est vraisemblable qu'elle se confirmera. Elle ne pourra le faire qu'en modifiant sensiblement le partage des responsabilités économiques entre les divers centres de décisions privés (groupes financiers, grandes entreprises) et publics (sociétés nationales, instituts financiers publics, État lui-même), offrant par là même de nouvelles prises à l'action du mouvement ouvrier. Un seul exemple sera évoqué ici, sauf à y revenir plus loin : les syndicats ne peuvent rien sur les décisions d'investissement que prennent -les dirigeants de telle grande firme privée ; mais on conçoit qu'une lutte systématique et bien orientée leur donne un droit de contrôle croissant sur les décisions nationales d'investissement, celles que définit l'État pour les entreprises qu'il gère, celles qu'il fixe par l'établissement d'un plan économique d'ensemble assorti d'incitations effectives ou, à défaut de plan, celles qui dérivent de sa politique économique (budget, crédit, etc.).

En d'autres termes, il est concevable que des vagues successives de poussée à gauche semblables à celles qui ont marqué les années 1930 et celles de l'immédiat après-guerre, tendent à fixer en « réformes de structure » la mutation progressive du capitalisme. L'autre possibilité étant, bien entendu, une tendance de plus en plus marquée des États capitalistes à *se raidir* contre les assauts du Tiers-Monde et contre la concurrence du socialisme, donc à tenter de museler toutes les organisations de gauche et, pour prix d'une amélioration du niveau de vie, à éliminer toute influence politique réelle de la gauche. L'évolution des structures économiques du capitalisme vers un étatisme et un centralisme croissants paraît la plus probable ; elle peut être corrigée par la pression politique des gauches ; elle peut également conduire à une fascisation des systèmes politiques capitalistes. Tel est l'enjeu des luttes de classes, actuelles et à venir. Tel est le risque que la politique du pire (c'est-à-dire l'attente de la catastrophe inéluctable du capitalisme) fait courir à la gauche. Car un succès relativement général des formes politiques fascistes conduirait par de longs et imprévisibles détours au socialisme par la catastrophe, ou à la guerre mondiale, tandis qu'une stratégie plus souple essayant d'introduire la pression du mouvement socialiste dans l'évolution même des structures capitalistes laisserait la porte ouverte à des possibilités multiples de transition.

Naturellement, les possibilités de ce genre ne pourront se manifester clairement à tout moment et dans chaque État capitaliste. Toutes les péripéties de l'histoire nationale et internationale exerceront leur influence pour favoriser ou estomper les chances de poussée à gauche. Ni la vie économique, ni la vie politique de chaque État capitaliste ne pourra se réduire à une sage évolution vers le socialisme : des crises politiques (du type de celle que, pour la France, la Ve République porte en germe - ou de tout autre type), des récessions économiques, des difficultés « accidentelles » (comme celles que la « perte » du Congo occasionne en Belgique) se produiront partout. Et il paraît vraisemblable que ces péripéties nationales tendront à différencier progressivement l'évolution économique et politique des principales zones au sein du secteur capitaliste. Ainsi, par exemple, on peut penser que le développement de la Chine exercera une très forte attraction sur le Japon dont l'économie a, par bien des côtés, un caractère complémentaire de celle de la Chine ; que les dominions périphériques et notamment l'Afrique du Sud connaîtront du fait de leur isolement géographique, des difficultés particulières ; que l'étroite interdépendance politique qui associe l'Europe occidentale et l'Amérique du Nord pourra ne pas résister à tous les chocs des prochaines décennies.

La gamme des possibles

[Retour à la table des matières](#)

Le contraste est grand entre l'optimisme de propositions comme : « la guerre n'est pas fatale », « l'acheminement des nations capitalistes vers le socialisme peut résulter d'une transition relativement pacifique » ou « la crise économique ne menace plus nécessairement les économies capitalistes », et le

sombre tableau de luttes économiques et politiques, de conflits locaux parfois étouffés mais toujours renaissants que nous offrent le monde actuel et les perspectives d'évolution qui s'ouvrent à lui. Aussi convient-il, pour éviter l'accusation de « *wishful thinking* » d'écarter toute équivoque.

L'histoire des prochaines décennies n'est pas un problème mathématique présentant une solution unique. Il n'est pas question de choisir la réponse juste parmi une gamme de solutions qui se nommeraient : guerre atomique ; effondrement catastrophique du capitalisme ; survie d'un capitalisme doté de structures politiques fascistes ; transition lente du capitalisme au socialisme par des semi-révolutions ou par des votes parlementaires, etc.

En fait, toutes ces réponses (et d'autres encore) peuvent s'inscrire dans l'évolution prochaine. Aucune n'est absolument impossible. Mais certaines combinaisons paraissent plus vraisemblables et *aussi plus* souhaitables. C'est précisément parce que certaines possibilités de choix sont ouvertes à l'action politique organisée des hommes que l'exploration des diverses possibilités est précieuse.

Cette conception peut sembler idéaliste à ceux qui voient dans l'histoire un processus objectif, se déroulant nécessairement selon un certain sens. Pourtant le « sens de l'histoire » ne s'est jamais révélé clairement qu'après coup. *Seuls, les événements accomplis apparaissent parfaitement nécessaires.* L'histoire qui se fait accorde aux hommes des degrés de liberté que leurs connaissances, leurs choix, leurs expériences tâtonnantes et parfois malheureuses permettent d'explorer. Cette démarche est fondée si elle ne heurte pas les exigences les plus évidentes du monde où elle s'exerce, si elle n'ignore pas les faits acquis.

La richesse relative des possibilités ultérieures de développement a été perdue de vue par les marxistes les plus mécanistes dans la période même où les faits s'écartaient des schémas prévisionnels anciens, où un certain jeu faussait plusieurs des concepts sur lesquels se fondaient ces schémas. Faute d'avoir été enrichie par une analyse, serrée mais compréhensive, des développements nouveaux dont le monde moderne est le siège, la théorie est devenue irréaliste, intemporelle. Elle broie les faits en grinçant lorsqu'elle croit en rendre compte. Elle n'est utilisable, pour un temps, que soutenue par les fragiles béquilles du « jugement de vraisemblance » : faute de concepts adéquats au monde moderne, l'empirisme réapparaît. Non pas seulement dans cette étude, mais bien dans toute l'activité politique des marxistes de toute obédience.

Les classes sociales, les nations, les lois économiques débordent des formulations, jadis mieux ajustées, où on veut les enfermer. La sagesse est de ne pas attendre qu'une synthèse nouvelle en soit -présentée, pour essayer de comprendre ce qui se passe sous nos yeux. Mieux vaut mal comprendre qu'ignorer.

Du communisme au péril jaune...

[Retour à la table des matières](#)

Poursuivons donc notre recherche plus ou moins empirique. Parmi les trois groupes actuels d'États, il reste à voir ce que l'avenir paraît offrir au camp socialiste. Sa croissance rapide doit en faire avant longtemps l'ensemble économique le plus puissant. Dans les projections précédentes, la part du revenu national des États socialistes dans le « revenu mondial », qui s'établissait assez forfaitairement à 21,5 % en 1953, dépasse un tiers en 1970 pour atteindre 40 % en 1980 et plus de 50 % en 2000. Non significatifs par eux-mêmes ces chiffres indiquent cependant l'avènement prochain d'une supériorité évidente du système socialiste.

Que deviendront alors les divers socialismes ? Pour une part, la réponse dépend des choix stratégiques que feront les États socialistes et capitalistes. La détente ou la lutte à outrance qui auraient sur les délais et, plus encore, sur les formes de l'évolution capitaliste des effets très différents, exerceraient également une influence différente sur l'évolution socialiste. La lutte à outrance, même si elle ne débouche pas sur la guerre mondiale, est de nature à ralentir la croissance du niveau de vie (mais non celle de l'économie) et à freiner la diversification des socialismes ; elle peut également multiplier les tensions politiques au sein du camp socialiste ou de chaque État. La détente aurait l'effet inverse. Mais en tout état de cause, même si « le vent d'est est plus fort que le vent d'ouest », les succès que remportera l'U.R.S.S. dans son défi aux États-Unis vont la doter d'une puissance économique énorme. Pour ce pays, la prochaine période sera celle du passage de l'état de nation industrielle avancée de type socialiste, à l'état de nation industrielle la plus avancée du monde. À moins d'imiter jusque dans le détail le mode de vie américain, les Soviétiques devront explorer et essayer de nouvelles formes de civilisation. Cette expérience donnera son contenu effectif au « passage du socialisme au communisme ». On ne peut, sans connaître les réalités sociologiques de l'U.R.S.S., en imaginer le développement. Mais il est probable que cette « américanisation » de l'U.R.S.S. (quant au niveau sinon quant aux standards de vie) est l'un des facteurs qui, à long terme, poussent à la détente internationale : les Soviétiques auront désormais la possibilité et l'envie de vivre mieux, tout en disposant des moyens d'accroître le rayonnement du socialisme dans le monde.

Sur l'usage qu'ils feront de ce potentiel économique, la partie moins développée du camp socialiste exercera une influence qui peut être d'une portée décisive pour notre avenir. Une sévère discussion se développe actuellement entre les communistes soviétiques et chinois. Pour autant qu'on puisse en juger, deux conceptions de la stratégie mondiale révolutionnaire s'opposent : faut-il, comme le veulent les Chinois, soutenir et accélérer le glissement du Tiers-Monde vers le socialisme pour miner les dernières positions du

capitalisme (donc aider exclusivement les pays sous-développés déjà orientés vers le socialisme et se refuser à tout compromis, à tout accord avec les impérialismes occidentaux) ? Faut-il plutôt, comme le veulent les Soviétiques, tendre toutes les forces pour dépasser au plus vite les réalisations des États capitalistes les plus avancés et accélérer par cette victoire la maturation du Tiers-Monde (donc rechercher les compromis qui sont de nature à débarrasser la compétition avec l'Occident de tous ses caractères non économiques, y compris en matière de désarmement ; ce qui n'exclut pas une assistance à tous les États du Tiers-Monde dont l'émancipation économique entraverait le développement des nations capitalistes) ?

La « ligne chinoise » si elle s'affirmait et se développait jusqu'à ses dernières conséquences serait de nature à accroître dangereusement les risques de guerre dans le monde, et par là même, à bouleverser toutes les perspectives d'évolution envisagées plus haut pour les nations industrielles capitalistes. Elle aurait également pour effet de contraindre l'U.R.S.S. soit à collaborer à cette politique aventuriste, pour ne pas être tournée sur sa gauche, soit à rompre la solidarité du camp socialiste. Cette dernière hypothèse, aujourd'hui peu vraisemblable, modifierait de façon radicale la situation politique internationale : à l'actuelle division du monde en trois secteurs, elle tendrait à substituer un nouveau regroupement opposant les nations sous-développées aux États nantis, et cela malgré la différence des structures sociales et des régimes économiques. En effet, tout ce que l'U.R.S.S. considère comme des conquêtes du socialisme, chèrement payées par quarante années d'efforts, pourrait être remis brutalement en question si elle collaborait à une politique de guerre froide, d'exacerbation de tous les conflits latents ou ouverts, de lutte systématique contre les « tigres de papier » impérialistes. Comme ces « tigres de papier » demeurent très puissants, on s'approcherait rapidement de la limite, de la guerre mondiale... Et si l'U.R.S.S. se refusait à suivre la « ligne chinoise » jusque dans ses dernières conséquences, elle serait rapidement amenée par un accord tacite avec les U.S.A. ou d'autres nations, à contrecarrer certains aspects de la politique chinoise, puis à s'y opposer ouvertement. Dès lors, quels développements nouveaux prendraient place dans le Tiers-Monde, dans les États capitalistes et en U.R.S.S. ou en Chine même ? On ne se risquera pas à l'envisager...

Mais, jusqu'à présent, les divergences russo-chinoises n'ont pas encore pris une ampleur telle qu'elles doivent nécessairement déboucher sur l'une des deux hypothèses précédentes. D'autres développements demeurent possibles et, je le crois, plus vraisemblables. La « ligne chinoise » paraît liée, à titre principal, aux tensions internes qui accompagnent les efforts d'édification économique et les nouvelles expériences d'organisation collective (les communes) ; en outre, elle porte la marque de l'isolement politique dans lequel les nations occidentales et notamment les États-Unis ont maintenu la Chine depuis 1949 (non-reconnaissance, boycott commercial, non-admission à l'O.N.U.). Mais le statut international de la Chine peut se modifier au cours des prochaines années (et il est probable que l'U.R.S.S. redoublera d'efforts en ce sens, avec des chances de succès). De leur côté, les tensions internes pourront sans doute être relâchées plus vite qu'en U.R.S.S. : pour cette dernière, l'accumulation primitive, retardée par la guerre civile et brisée par la seconde guerre mondiale, a duré près de trente ans ; pour la Chine, soutenue par une aide économique soviétique qui peut se développer encore, le rythme

des progrès sera vraisemblablement plus rapide. En 1980, selon les calculs précédents, le revenu national par tête peut atteindre en Chine, environ les deux tiers du niveau observé pour la moyenne de l'Europe occidentale vers 1950. Trente ans après le succès de sa révolution, la Chine peut de la sorte doter les 1.100 millions d'habitants qu'elle comptera alors, d'un niveau de vie supérieur à celui dont disposent aujourd'hui les Grecs, les Italiens du Sud ou les Espagnols. C'est, par comparaison avec la misère famélique dont sort ce pays, un progrès énorme, ou plutôt, une étape vers un progrès plus étonnant encore. Aucune conquête militaire, aucun tribut levé sur un Occident en ruines ne pourraient conduire à ce résultat que, seule, la patiente édification d'une économie moderne permet d'atteindre.

Il convient enfin de ne pas oublier que l'avenir verra le camp socialiste s'élargir. Que dans dix ou vingt ans, je ne sais, l'Inde ou l'Indonésie glissent au socialisme, et la Chine se trouvera alors pressée de contradictions nouvelles entre l'U.R.S.S. toute puissante et une « sous-Chine » asservie à son tour aux rudes épreuves de l'accumulation primitive. Qui peut prévoir le comportement politique de la Chine devenue un pays relativement riche au sein du camp socialiste ?

Ainsi donc, le risque de voir la Chine pratiquer (et pas seulement proclamer) une politique aventuriste semble devoir être plus aigu dans la prochaine décennie qu'ensuite. Mais que d'obstacles, dans le monde actuel, aussi bien en U.R.S.S. que dans les États capitalistes longtemps encore puissants et dans le Tiers-Monde lui-même, à ce que s'organise sous la tutelle chinoise une « guerre sainte » des peuples sous-développés contre l'Occident. Il est vraisemblable que, dans les prochaines années, « la question chinoise » sera la pierre de touche de toutes les lunes politiques internationales.

Le nouveau monde

[Retour à la table des matières](#)

Un nouveau monde va prendre forme au moment où les générations d'étudiants - qui viennent de détrôner Syngman Rhee en Corée et Menderes en Turquie, de mettre à mal la ligne américaine au Japon, et de réveiller la gauche française léthargique - accèderont aux responsabilités économiques, sociales et politiques dans leurs pays respectifs.

Son image, très floue, se laisse apercevoir dans le monde actuel. La menace d'un cataclysme, la multiplicité des heurts, des ruptures, des mutations brusques, en sont les traits principaux. Mais aucune fatalité ne l'entraîne vers la mort atomique, vers un socialisme barbare ou vers le fascisme. Cependant, et cela nous concerne directement, le déclin de l'Occident capitaliste est inscrit dans ce proche avenir.

La puissance économique de cette zone du monde, même si elle n'est pas détruite par la guerre, ni brisée par la crise, perdra la prépondérance qu'elle garde aujourd'hui encore. Dans un siècle, les grandes nations seront la Chine, l'U.R.S.S., l'Inde. L'Europe et même les États-Unis seront distancés. Mais il faut bien voir que ce déclin est, en réalité, une certitude ambivalente : il menace l'Occident, c'est-à-dire un ensemble de nations avancées ayant construit certains types de civilisation ; il menace le capitalisme, c'est-à-dire un système social particulier et que l'on sait éphémère ; est-il sûr qu'il menace conjointement les deux ?

Oui, si l'on pense que le destin de cette civilisation est indissolublement lié à cette structure sociale. Mais c'est faux, car une part essentielle des valeurs dont cette civilisation est porteuse est elle-même héritée de formes sociales plus anciennes, balayées depuis lors par le capitalisme. Le problème qui se pose à la gauche dans les pays capitalistes - et qui se pose, pays par pays, dans des conditions différentes - est de disjoindre les deux termes, de conduire par le chemin le plus économique le capitalisme à sa fin et de construire un Occident socialiste. Le chemin le plus économique vers le socialisme est celui qui permet de faire l'économie du maximum de guerres et de révolutions.

C'est aussi celui qui laisse le plus de liberté pour l'établissement, dans cette *catégorie très générale* de structures économico-sociales qui se nomme socialisme, de tel modèle que la France -ou tout autre pays capitaliste - juge préférable, *pour son compte*. Si ce chemin peut être parcouru, il conduira l'une après l'autre les actuelles nations capitalistes à constituer un Occident socialiste, c'est-à-dire à entrer, en tant que puissances industrielles développées, dans de nouveaux rapports avec le reste du monde. Définir ces rapports, rechercher quelles seraient alors les perspectives nouvelles offertes au développement des États occidentaux et quel serait leur poids dans les affaires internationales (dans quelles affaires internationales ?), c'est peut-être l'objet d'études à entreprendre dans vingt ou cinquante ans ; ce n'est plus notre problème.

Le délai que prendra cette évolution ultime du capitalisme en Occident est imprévisible. La catastrophe peut surgir demain, la transition pacifique peut ne s'achever aux États-Unis, ou ailleurs, que dans un siècle, ou plus, ou moins, nul ne sait. Mais il ne faut pas concevoir cette évolution comme un bond soudain de l'ensemble capitaliste vers le socialisme. Si la voie est pacifique, la mutation peut se faire par étapes aux résultats non prévisibles avant coup, et suivant des rythmes différents. Une période de détente internationale comme celle des années 1955 a montré coïncident toute une zone de l'Europe pouvait être plus ou moins « désengagée » de la tension entre les deux blocs : vers cette date la Yougoslavie fut « réhabilitée », l'Autriche neutralisée, la Grèce arrachée à sa phase d'anticommunisme virulent, la Scandinavie à demi séduite par le neutralisme. Toutes choses égales d'ailleurs, des modifications de ce genre pourraient encore intervenir, à l'avenir, dans les relations internationales, ne serait-ce qu'en raison des modifications probables des rapports de force économiques entre les États-Unis et l'Europe. Dans chaque État, ou dans chaque groupe d'États intégrés, les rapports de force politiques ne pourront évoluer du même pas, donc les mutations ne pourront être synchrones. Et, enfin, comme la zone entre le capitalisme d'État et le socialisme est encore très mal connue, rien n'indique qu'une discontinuité majeure se fera

nécessairement jour, à l'avenir, dans l'évolution qui conduit du capitalisme au socialisme. La révolution française a marqué une rupture radicale entre la féodalité et le capitalisme. La révolution anglaise a été plus diffuse. Mais l'extension du système capitaliste en Europe a occupé tout le XIXe siècle. Rien ne permet de penser que l'extension du socialisme ne puisse se faire que sous le sceau d'une révolution après laquelle s'ouvre, pour le pays considéré, l'an 1 du socialisme. Qui dira quel fut l'an 1 du système capitaliste en Allemagne ? L'Angleterre socialiste aura peut-être encore, comme chef d'État décoratif, quelque petit-fils de la reine Elizabeth.

Un principe de politique internationale

[Retour à la table des matières](#)

Cette analyse conduit à un principe très général de politique internationale. Le critère ne peut être pour l'ensemble des mouvements qui, au sein des États capitalistes, tendent au socialisme, un quelconque soutien inconditionnel de la politique étrangère des États socialistes. Car il n'est pas évident que cette politique soit, en toute occasion, identique pour chacun des États et, dès lors, laquelle choisir ? Celle de la Yougoslavie, celle de l'U.R.S.S. ou celle de la Chine ? Et surtout il n'est pas démontré qu'un alignement sur la stratégie générale et sur chaque variation tactique d'une politique menée par un État socialiste (c'est-à-dire réalisant l'un des socialismes possibles mais également marqué par ses imperfections propres : nationalisme, bureaucratisme, etc.), serve efficacement le progrès général du socialisme, ni son progrès dans tel État capitaliste particulier. L'histoire des trente dernières années abonde en exemples du contraire.

Le critère est plutôt : adopter *en toutes circonstances la position qui conduit à faire l'économie du maximum de guerres et de révolutions*. Ce n'est point par illusion pacifiste ou par croyance petite-bourgeoise en quelque progrès inhérent à l'histoire humaine que ce principe est proposé, mais bien parce qu'il répond aux caractéristiques de notre époque. S'il est vrai qu'un dérapage catastrophique peut mettre un terme à l'histoire humaine, s'il est vrai que le recul du capitalisme est désormais inéluctable dans le Tiers-Monde (décolonisation économique, décrochages vers le socialisme), s'il est vrai enfin (comme il reste à le montrer) que l'évolution interne des sociétés capitalistes les porte vers le socialisme, alors la sagesse est d'éviter la catastrophe et de favoriser l'évolution « naturelle ». Mais ce principe conduit, il faut bien le voir, à débarrasser cette évolution de tous les obstacles qui peuvent la dévier vers la solution limite ou en différer la marche : elle conduit à s'opposer à toute intervention capitaliste pour « sauver » les raffineries cubaines ou les gisements du Katanga, à toute guerre de retardement opposée à l'émancipation politique de l'Algérie. Bref, elle conduit à reconnaître et à faire reconnaître les données du monde actuel telles qu'on les a analysées plus haut. Elle amène

également à promouvoir une aide économique efficace au Tiers-Monde tournée vers la croissance économique et non vers la conservation du *statu quo*, donc favorable aux réformes de la structure sociale de ces États et à leur développement planifié.

Elle conduit encore à reconnaître le camp socialiste pour ce qu'il est : un ensemble d'États majeurs qui doivent jouir de tous les attributs de puissances souveraines (y compris le droit de siéger à l'O.N.U. pour la Chine et celui d'interdire le survol de son territoire aux « avions-photographes » pour l'U.R.S.S.) ; avec lesquels il convient de multiplier les échanges de toute nature et d'abord commerciaux (en leur faisant crédit comme à tout autre État) ; dont les expériences socialistes sont librement critiquables mais aussi partiellement imitables. A reconnaître également les nouveaux États socialistes qui se formeront. Elle conduit enfin à soutenir les efforts réels de désarmement et, en tout premier lieu si l'on est anglais ou français à se prononcer pour un désarmement atomique *unilatéral*.

Il est vrai que pour une bonne part, la tension internationale est provoquée par les séquelles de la seconde guerre mondiale et des conflits ultérieurs. Ce n'est pas ici l'endroit de proposer *une solution* pour Berlin, *une solution* pour chacun de ces autres problèmes. Car cette solution unique n'existe pas. Les urgences sont : éviter tout ce qui envenime l'affaire, favoriser la détente internationale, puis ensuite résoudre fût-ce par un compromis le problème en litige, l'étape essentielle étant celle de la détente qui crée effectivement la possibilité d'une solution (on l'a vu en Autriche, à Trieste, et en bien d'autres occasions).

Comme on peut le voir, une politique internationale de ce type n'a rien d'opportuniste. Elle suppose au contraire de très sévères luttes politiques au sein des États capitalistes, pour isoler les tenants de toutes les « compagnies de Suez » encore à nationaliser, pour réduire à l'impuissance les maniaques de la guerre froide, pour briser les idéologies nationalistes attachées à l'armée, à la puissance militaire, etc. Elle suppose aussi une politique intérieure habile favorisant le succès de ces luttes en rendant leurs effets supportables (reconversions économiques ; compromis possibles pour le « dédommagement » d'intérêts capitalistes lésés outremer, etc.).

Souvent, au cours des prochaines années, les nations occidentales se croiront enfermées « dans un tunnel » et seront tentées de recourir à toutes les politiques du désespoir. Seule, la gauche peut, en s'affirmant, ouvrir de nouvelles espérances dans un monde difficile.

L'avenir du capitalisme (1961)

Deuxième partie

Les métamorphoses du capitalisme français

[Retour à la table des matières](#)

Avec la seconde partie de ce livre, l'éclairage va changer complètement. Le problème - l'avenir des nations industrielles capitalistes - va désormais être abordé sous un angle tout à fait différent. Et cependant, malgré leur apparente dissemblance, les deux parties de cet ouvrage sont indispensables l'une à l'autre : que dire de notre avenir, sans observer les mouvements profonds qui travaillent le monde contemporain et que notre pays subit plus qu'il ne les domine ? mais comment penser que notre histoire va désormais se réaliser par le jeu des seules forces -extérieures, contre nous, malgré nous et, si l'on peut dire, sans nous ?

Les chapitres précédents ont montré quelles -perspectives vraisemblables s'offraient à l'évolution des nations capitalistes. Malgré toutes les réserves et toutes les nuances, ils ont donné une réponse optimiste à l'une des questions essentielles qui conditionnent notre destin, celle de la guerre. Mais, dans cette recherche sur la dynamique du monde moderne, le secteur capitaliste est

souvent apparu comme un ensemble indifférencié au sein duquel chaque nation s'effaçait.

Il reste à voir comment fonctionnent les économies capitalistes, comment s'exprime, à l'intérieur de chacune d'elles, le jeu des forces qui les animent. Ou, plus modestement, il reste à examiner sinon l'ensemble des problèmes économiques communs à toutes les nations industrielles, du moins la façon dont se posent, en France, les principaux d'entre eux.

Le cas de la France ne peut être tenu pour parfaitement typique du capitalisme moderne. Mais ses particularités demeurent d'une importance assez limitée pour que cet exemple ait néanmoins quelque valeur générale. En particulier on peut admettre que l'exemple français permet de tester correctement l'aptitude du capitalisme à surmonter les crises économiques, à la fois parce que l'atténuation des crises cycliques ne peut être réalisée avec succès dans un pays isolé et parce que les transformations structurelles et les politiques stabilisatrices observables en France ne présentent, avec leurs homologues étrangers, que des différences de degré et non de nature.

Pour étudier le fonctionnement du capitalisme français, il est indispensable de faire appel à de nouvelles notions. Les problèmes déjà rencontrés plus haut se retrouvent ici : comment le capitalisme s'adapte-t-il à la décolonisation ? de quel ressort peut-il faire preuve dans la compétition avec le socialisme ? pourquoi les luttes sociales internes ne s'aiguisent-elles pas ? où va le capitalisme ? Mais les méthodes d'analyse ne sont plus les mêmes : il faut démonter certains rouages de la machine économique capitaliste afin de mieux observer la façon dont cette machine tourne. Si la première partie était consacrée aux grandes scènes qui se jouent sur le théâtre de l'histoire, il nous faut maintenant visiter les coulisses et la machinerie. Et, plus encore que dans le domaine international, on pourra juger de la sorte comment les réalités économiques du monde moderne se sont dérobées sous les pas d'une gauche inattentive aux changements profonds ¹.

Dans une première étape, on étudiera l'évolution récente et les caractéristiques actuelles des principales formes d'organisation sociale qui régissent la vie économique. La théorie marxiste qui, bien au-delà des frontières politiques de l'extrême-gauche, a profondément imprégné la recherche théorique et la pensée politique, a rendu familière une vision des sociétés capitalistes où deux grandes classes antagonistes s'affrontent et divisent irrémédiablement chaque nation en polarisant tous les éléments intermédiaires ². Mais la complexité croissante des sociétés capitalistes modernes ne s'est pas pliée à un tel schéma : les luttes de classes n'opposent pas deux armées bien rangées entre lesquelles le partage est évident ; elles se traduisent par un enchevêtrement confus de combats fragmentaires et discontinus où les fronts se déplacent, où les alliances se renversent et où, d'une certaine manière, les antagonistes semblent s'imposer d'eux-mêmes des limites à leur action (ou, ce qui revient

¹ Cette critique vise plus les organisations que les individus. Pour ne prendre qu'un seul exemple, il est certain que maintes caractéristiques nouvelles du capitalisme français contemporain ont été mises en lumière par les travaux de Serge Mallet.

² Rappelons que cette thèse, quoique vivace, est une schématisation de la pensée marxiste : les exégètes du Capital ont trop souvent perdu de vue les nuances et le mouvement de cette œuvre.

au même, considèrent que les « circonstances objectives » leur imposent de telles limites). Est-ce le résultat d'une modification profonde dans le statut des classes fondamentales ? Est-ce l'effet de la prolifération de nouvelles classes intermédiaires et de la survivance d'anciennes classes moyennes ? Est-ce une rémission passagère offerte au capitalisme ou la révolution est-elle, de façon plus durable sinon définitive, exclue de son avenir ?

Ces questions ne relèvent pas seulement de déterminations économiques. Mais l'examen des données économiques qui les influencent leur apporte certains éléments de réponse en même temps qu'il permet de comprendre comment fonctionne aujourd'hui le système capitaliste. C'est ainsi que, dans une seconde étape, pourront être abordés certains problèmes décisifs jusqu'ici réservés : quels sont les moteurs actuels de la croissance économique capitaliste ? Comment cette croissance est-elle stabilisée ? La crise est-elle désormais impossible ou improbable ? L'inflation, ce sous-produit des politiques stabilisatrices qui atténuent les récessions, est-elle inévitable ? Est-elle dangereuse pour le capitalisme ?

En essayant d'éclairer ces questions, on retrouvera nécessairement certaines des grandes lignes de l'analyse internationale déjà présentée et l'on sera conduit à préciser, autant qu'il se peut, les perspectives qu'offrent au capitalisme non seulement les chocs qu'il subit mais aussi les initiatives nouvelles qu'il prend, et notamment l'intégration économique européenne. Et surtout, il sera possible d'esquisser quelques conclusions sur la résultante globale, pour le capitalisme, des pressions qu'il supporte, des mouvements et des tensions qui l'animent : comment le capitalisme s'adapte-t-il au monde moderne ? où va-t-il ?

Il reste que cette présentation serait incomplète si l'on n'attirait avec force l'attention du lecteur sur un point essentiel. L'histoire des sociétés humaines est certes dans une dépendance générale des conditions économiques. Mais ce serait une cruelle illusion de penser que l'analyse des conditions économiques actuelles et de leurs tendances vraisemblables suffit à éclairer, pour les prochaines années, notre histoire probable. Toutes les conditions sociologiques, politiques, idéologiques, etc., que la présente étude néglige expressément pourront jouer, de leur côté (non sans liaison avec les conditions économiques) un rôle décisif. Telle analyse économique apparemment satisfaisante et qui conclut à la non-fatalité de la guerre mondiale ou de la crise économique peut recevoir par le jeu d'autres facteurs, un démenti éclatant. Comme l'auteur a tendance, dans ce livre, à traiter l'histoire des sociétés humaines comme un processus d'histoire naturelle, il se devait de mettre en garde son lecteur contre des conclusions trop hâtives : aucune prévision assurée ne peut être tirée de la présente étude ; elle n'est qu'un élément de réflexion à retenir parmi d'autres ; son objet serait parfaitement atteint si, montrant par des analyses économiques -qu'il est *possible* d'éviter la guerre ou la crise, elle encourageait le lecteur à conformer son action pratique (et politique) à cette possibilité et à contribuer de la sorte à la réaliser.

L'avenir du capitalisme (1961)
Deuxième partie :
les métamorphoses du capitalisme français

Chapitre septième

Du prolétaire au salarié

[Retour à la table des matières](#)

L'abolition du salariat est la revendication fondamentale du mouvement ouvrier depuis plus d'un siècle. Toutes les centrales syndicales et la plupart des partis de gauche l'ont inscrite à leur programme. Mais le développement du capitalisme et les expériences socialistes aujourd'hui observables semblent conduire à une généralisation de ce mode de répartition du revenu national : dans chaque pays une fraction croissante de la population active est liée aux entreprises qui exercent leur activité dans la production ou dans d'autres domaines de la vie sociale par des contrats de salaires ; et, par conséquent, le salaire apparaît comme le principal mode de distribution des revenus.

Pour s'en tenir à la France, il convient de préciser tout d'abord qui sont les salariés, c'est-à-dire de donner une *description détaillée des diverses couches sociales de salariés*. Le tableau suivant, établi à partir du recensement de 1954, concerne les seuls salariés actifs, c'est-à-dire occupant habituellement un emploi, à l'exclusion des personnes inactives qui sont à leur charge. Il les classe par catégories socio-professionnelles. Celles-ci sont des groupes relativement homogènes que distinguent les statisticiens au sein de la population. Chaque catégorie regroupe les individus qui exercent des professions

analogues et occupent dans leur hiérarchie professionnelle propre des positions voisines. Il est évident que ces catégories ne correspondent pas exactement aux classes sociales, mais on peut cependant, au prix de quelques imperfections, passer de l'une à l'autre notion. C'est ainsi que l'on a regroupé les diverses catégories socio-professionnelles de salariés en trois ensembles dénommés : classe ouvrière, classes moyennes traditionnelles et classes moyennes « inférieures ».

LA CLASSE OUVRIÈRE ET LES SALARIÉS
(Recensement de 1954)

Catégories	Apprentis	Salariés d'établissements privés	Travail- leurs à domicile	Salariés des services publics	Salariés de l'État et des collectivités locales	Sans emploi	TOTAL
CLASSES MOYENNES « TRADITIONNELLES »							
Cadres administratifs supérieurs	—	115.200	—	35.600	119.900	1.000	271.700
Ingénieurs (a)	—	80.500	—	—	—	1.700	82.200
Artistes et clergé	—	19.200	—	1.800	7.800	4.000	32.800
Professeurs (et assimilés)	—	16.800	—	1.700	58.900	800	78.200
Instituteurs (et assimilés)	—	96.100	—	7.600	270.000	3.400	377.100
Total	—	327.800	—	46.700	456.600	10.900	842.000
CLASSES MOYENNES « INFÉRIEURES »							
Cadres moyens	—	330.300	—	62.600	147.500	8.300	548.700
Techniciens (b)	—	184.800	—	—	—	3.200	188.000
Employés de bureau	1.200	816.500	2.000	344-300	432.900	41.300	1.638.200
Employés de commerce	16.500	405.000	—	500	500	15.700	438.200
Armée et police (c)	—	11.200	—	1.400	291.000	—	303.600
Personnels de service	7.100	655.100	—	4.800	63.500	23.100	753.600
Femmes de ménage	—	222.200	—	—	—	9.100	231.300
Total	24.800	2.625.100	2.000	413.600	935.400	100.700	4.401.600
CLASSE OUVRIÈRE							
Contremaîtres (d)	—	143.200	—	—	—	900	144.100
Ouvriers qualifiés	—	2.333.300	67.200	200.000	156.000	94.700	2.853.200
Ouvriers spécialisés	—	1.515.100	15.400	119.200	162.500	42.500	1.854.700
Mineurs	600	31.400	—	205-000	500	2.400	239.900
Marins et pêcheurs	900	48.900	—	—	200	2.600	52.600
Manœuvres et apprentis	212.000	900.500	—	48.700	89.000	54.700	1.304.900
Salariés agricoles	19.300	1.105.700	—	600	11.800	14.500	1.151.900
Total	232.800	6.080.100	82.600	573.500	420.000	212.300	7.601.300
TOTAL GÉNÉRAL	257.600	9.033.000	84.600	1.033.800	1.812.000	323.900	12.544.900

- a. Les ingénieurs du secteur public sont classés avec les cadres administratifs supérieurs.
- b. Les techniciens du secteur public sont classés avec les cadres moyens.
- c. Les officiers sont classés avec les cadres administratifs supérieurs. Le contingent n'est pas compté dans la population active. Ce groupe comprend donc les sous-officiers, l'armée de métier et la police (publique ou privée).
- d. Les contremaîtres du secteur public sont classés avec les ouvriers qualifiés.

C'est mettre la charrue avant les bœufs - dira-t-on - que d'imposer au lecteur de tels regroupements sans les justifier aucunement par une analyse des relations sociales réelles dans lesquelles sont engagés tous ces salariés. Peut-être. Mais enfin, si l'on admet que, d'une façon générale, la marche de l'histoire dépend, à titre principal, de l'action des grandes forces sociales que constituent les classes et si l'on admet également que, dans cette perspective, une vision par trop simpliste des clivages réels qui séparent les différentes classes demeure encore prévalente, il importe de s'arracher d'emblée aux ornières anciennes et de jeter un regard neuf sur la structure sociale de notre pays. Acceptons donc ce tableau pour ce qu'il est : une description chiffrée de la vaste catégorie des salariés. Pour le reste, c'est aux analyses qui vont suivre qu'il appartiendra de justifier progressivement la validité des regroupements que l'on a opérés.

Le détail que présente ce tableau permet d'opérer tels autres regroupements que l'on jugerait plus satisfaisants. Si l'on accepte le classement proposé, on voit que sur 1.000 salariés, 67 appartiennent aux classes moyennes « traditionnelles » et 326 aux classes moyennes « inférieures ». Autrement dit, la classe ouvrière au sens étroit du terme rassemble un peu plus de 60 % des salariés. L'État, les collectivités locales et le secteur public de l'économie emploient près de 23 % des salariés et, pour les seuls ouvriers, à l'exclusion des fonctionnaires et autres employés, le pourcentage correspondant s'établit à 13 %. 1 salarié sur 5, 1 ouvrier sur 8 ont pour patron, *direct ou* indirect, l'État.

Dans le secteur privé travaillent plus de 75 % des salariés : mais, sur 100 salariés de ce secteur, il en est plus de 30 qui appartiennent aux classes moyennes « traditionnelles » ou « inférieures ».

Plutôt que de multiplier les rapprochements de ce genre, on peut résumer le tableau précédent, de la façon suivante, en *pourcentage* du total des salariés recensés en 1954 :

RÉPARTITION DES SALARIÉS				
	Secteur privé (a)	Secteur public (b)	Sans emploi	Total
Classes moyennes « traditionnelles »	2,6 %	4,1	0 %	6,7%
Classes moyennes «inférieures».	21,1 %	10,7%	0,8 %	32,6 %
Classe ouvrière	51 %	7,9 %	1,8 %	60,7 %
Total	74,7 %	22,7 %	2,6	100 %

a. Apprentis + Travailleurs à domicile + Salariés d'établissements privés.
b. Salariés des services publics, de l'État et des collectivités locales.

La condition prolétarienne

[Retour à la table des matières](#)

De 1954 à 1960, l'augmentation du nombre total des salariés peut être estimée à 4 %. C'est donc, environ, treize millions d'individus qui perçoivent aujourd'hui un salaire. Dans quels rapports sociaux sont-ils engagés ?

On connaît la réponse de Marx, élaborée il y a un siècle. Le salaire est le prix d'une marchandise, la seule que l'ouvrier, privé de tout moyen de production, puisse vendre : sa propre force de travail. C'est un prix qui se fixe pour chaque ouvrier en fonction de la qualité propre de la marchandise qu'il offre, c'est-à-dire en fonction de sa force, de son habileté. Ce prix se forme sur un marché où la demande est souveraine : l'industrie capitaliste trouve autant de bras qu'il lui en faut dans une population toujours excédentaire (sauf circonstances accidentelles). Néanmoins ce prix ne peut durablement tomber en dessous d'un certain minimum ; il est, en longue période, commandé par le coût de reproduction de la force de travail, c'est-à-dire par les frais d'entretien de l'ouvrier et de sa famille. Et ces frais d'entretien peuvent s'accroître lentement dans la mesure où les marchandises nouvelles que crée l'industrie capitaliste entrent peu à peu dans la consommation ouvrière (encore que cette modification de la nature des produits consommés n'ait pas nécessairement pour effet un accroissement de leur valeur, car les produits de l'industrie capitaliste voient leurs prix relatifs se réduire : il n'est pas plus coûteux de s'éclairer à l'électricité qu'à la bougie).

Ce salaire est la seule source de revenus des ouvriers. Accidentés, malades, chômeurs rejetés de la production par les crises cycliques, ou vieux travailleurs, sont à la charge de la partie active du prolétariat, tout comme les très jeunes enfants. Tout au plus, quelque bureau de bienfaisance ou quelque générosité particulière pourront se manifester si la misère est trop grande.

Le salaire, enfin, ne correspond qu'à une faible partie de la valeur créée par le travail ouvrier. Tout l'excédent, toute la plus-value devient, sans recours, la propriété des capitalistes. L'État en prélève une faible partie pour couvrir les frais généraux de la société, mais l'essentiel est partagé entre les diverses catégories de capitalistes (et les propriétaires fonciers) qui l'affectent, à leur guise, à leur consommation, à l'entretien d'autres couches sociales parasitaires ou à l'accumulation du capital (c'est-à-dire à l'investissement).

Les ouvriers salariés, exploités de la sorte, supportent tout le poids de la société capitaliste. Leur nombre s'accroît à mesure que le capital s'accumule (mais moins vite que cette accumulation, car le progrès technique et l'intensification du travail freinent cet accroissement). Livrés à eux-mêmes, ils voient leur misère s'appesantir, leur part individuelle du revenu national se réduire relativement et absolument : ils se paupérisent. Organisés en syndicats, ils

peuvent opposer quelques barrages à cette paupérisation et faire reconnaître leur droit à la consommation des produits nouveaux : leur paupérisation absolue peut être provisoirement enrayée. Mais à chaque crise cyclique, tout est à recommencer.

Extension du salariat aux catégories non ouvrières

[Retour à la table des matières](#)

Dans les sociétés capitalistes anglaise ou française que connaît bien Marx, le salariat est effectivement, au milieu du XIX^e siècle, le lot de la seule classe ouvrière. Les ingénieurs, les fonctionnaires, les employés sont peu nombreux et leur revenu diffère sensiblement de celui des ouvriers, par son niveau et aussi par sa nature. Ingénieurs et employés bénéficient souvent, sous des formes variables, d'une rémunération qui les associe directement au profit de l'entreprise. Fonctionnaires et employés subalternes reçoivent une rémunération fixe, ce qui dans une société où la monnaie est stable, est un élément important de sécurité ; en outre cette rémunération marque, selon leur ancienneté et selon leur carrière, une certaine progression ; enfin, pour les fonctionnaires supérieurs (c'est-à-dire, à l'époque, pour le tiers d'entre eux) et pour bon nombre d'ingénieurs cette rémunération est le complément d'autres revenus, rentes familiales, revenus de propriété, etc.

À la même époque, les domestiques, relativement nombreux, entretiennent encore des relations d'un type pré-capitaliste avec leurs employeurs : ils sont logés, nourris, attachés vingt-quatre heures par jour à leur travail, moins mal payés que les ouvriers. Leur situation ressemble encore à ce qu'elle était avant 1789.

De façon générale, les conditions de travail de ces diverses catégories, au total peu étendues ¹, ne sont pas encore modelées par la société capitaliste. Ces couches sociales appartiennent encore au monde bourgeois ou petit-bourgeois. Quelques changements cependant se laissent percevoir, notamment chez les employés. Engels, qui fut longtemps ce que nous appellerions un cadre commercial, dans une entreprise où sa famille avait des intérêts, observe que la diffusion des langues étrangères et des connaissances comptables ou commerciales prépare la prolétarianisation des employés.

Avec l'extension moderne du salariat, cet ancien statut des salariés non ouvriers a pratiquement disparu, ou ne survit plus que de façon exceptionnelle, dans certaines couches supérieures de pseudo-salariés. Mais le salariat

¹ Vers 1850-1860, les salariés non ouvriers sont, en France, environ 600.000. Les domestiques représentent environ la moitié de cette catégorie.

de type ancien ne s'est pas répandu pour autant. Cela tient en partie à la place particulière qu'occupent dans la société capitaliste les salariés appartenant aux classes moyennes « traditionnelles ». Cela tient également aux changements survenus dans le statut et dans la situation des ouvriers ou des salariés appartenant aux classes moyennes « inférieures ».

Les ingénieurs et les cadres sont aujourd'hui plus de 250.000 (non compris ceux de la fonction publique). Leur rôle essentiel est l'organisation et la direction technique du travail. Ils exercent ainsi une fonction intermédiaire entre le travail et le capital : ils représentent ce dernier et, dans les limites de leur champ d'action, ils commandent en son nom ; mais, en même temps, ce sont eux-mêmes des travailleurs de qualification supérieure. Leur multiplication a été provoquée par la complexité croissante des techniques de production et par la concentration des entreprises qui, rassemblant d'immenses armées de travailleurs, conduit à les encadrer par toute une hiérarchie « de sous-officiers et d'officiers de la production » comme dit Marx. En fait, leur fonction s'étend également, en dehors de l'industrie, à toutes les entreprises quel qu'en soit l'objet. Leur catégorie trouve encore deux prolongements : le premier, par l'assimilation aux cadres de travailleurs également qualifiés, mais employés à d'autres tâches, d'ordre commercial, financier ou économique, indispensables à la vie d'une grande entreprise ; le second, par l'accession, dans des conditions que l'on retrouvera plus loin, aux fonctions de direction générale des entreprises : mais ici, l'on est aux frontières mêmes de la bourgeoisie.

Abstraction faite de cette toute dernière catégorie, les ingénieurs et cadres sont de purs salariés, soumis à un contrat de travail ou à des conventions collectives qui définissent leur position hiérarchique et leur rémunération. À certains égards, leur statut s'est dégradé depuis un siècle : le chômage existe pour eux, soit en période de crise aiguë, soit lorsqu'ils vieillissent ; la stabilité de leur emploi n'est pas beaucoup plus assurée que celle des autres salariés ; leur rémunération se fixe par le jeu du marché. Néanmoins deux développements assez récents ont consolidé leur position : des systèmes de retraites comparables à ceux du secteur public leur sont désormais appliqués et, à l'image du secteur nationalisé, les conventions collectives qui les régissent prennent de plus en plus un caractère statutaire, c'est-à-dire leur apportent certaines garanties de carrière (avancement, avantages liés à l'ancienneté ou à la qualification initiale, etc.). L'extension récente du secteur nationalisé pose le problème - que l'on retrouvera plus loin - du rôle des cadres dans les entreprises dont le capital privé est absent.

L'État, les collectivités locales et les autres administrations employaient en 1954 plus de 1.800.000 salariés.

Parmi ces derniers, un groupe important de cadres a pour mission de diriger et d'organiser le travail et, tout comme dans le secteur privé, en assimile à ces cadres véritables de nombreux autres agents dont la qualification et la rémunération sont comparables à celles des premiers. Comme toute organisation bureaucratique, l'appareil d'État est hiérarchisé de façon très méticuleuse, si bien qu'il n'est pas facile d'isoler les cadres. On peut cependant estimer que les quatre groupes distingués par le statut de la Fonction publique correspond à un clivage assez réel. Le groupe A rassemble des cadres admi-

nistratifs supérieurs, le groupe B des cadres moyens, les groupes C et D, des personnels d'exécution. Pour l'ensemble des personnels civils de l'État (y compris les enseignants, qui sont répartis entre les groupes A et B) la part relative de chacun de ces groupes dans l'effectif total s'établit de la sorte : groupe A, 21 % ; groupe B, 27 % ; groupes C et D, 52 %.

Tout comme pour les ingénieurs et cadres, il convient de laisser provisoirement de côté la frange supérieure de ces personnels.

Les fonctions dévolues aux fonctionnaires peuvent être rangées en deux catégories. Dans la première figurent des tâches dont l'appareil d'État s'est trouvé responsable par suite de contingences historiques et qui pourraient fort bien être organisées selon d'autres modèles : l'enseignement (320.000 agents), les postes et télécommunications (210.000 agents), etc. L'autre catégorie correspond aux fonctions spécifiques de l'État : administration générale, justice, police, armée, qui occupent les deux tiers environ des fonctionnaires. Les personnels civils de l'État ont vu leur nombre doubler depuis 1914. Les personnels militaires, non compris le contingent, ont plus que triplé leur effectif au cours de la même période. Ce gonflement est imputable, en ce qui concerne les personnels militaires, au renforcement de l'appareil interne de répression et, surtout, aux guerres coloniales. Pour les personnels civils, il résulte essentiellement de l'accroissement du nombre des enseignants, mais il reflète également les interventions nouvelles de l'État dans l'activité nationale et notamment dans l'activité économique.

La situation sociale des fonctionnaires se définit par un double mouvement. Leur ancien statut privilégié a, dans la forme, survécu jusqu'à nos jours : les conditions de recrutement, d'avancement, de congé, demeurent soumises à des règlements précis qui garantissent le taux de rémunération et son évolution. La stabilité de l'emploi est assurée. Une retraite liée à la rémunération d'activité et à l'ancienneté l'est également. Mais ce statut s'est vidé d'une partie de son contenu dans le temps même où il exerçait sur d'autres catégories de salariés un effet de contagion. Un glissement plus ou moins accéléré par les deux guerres mondiales et par l'inflation, a déprécié le niveau relatif des rémunérations publiques. Depuis dix ans, la concurrence du secteur privé qui, jadis, s'exerçait seulement sur la frange supérieure des fonctionnaires, joue désormais à tous les niveaux, avec d'autant plus de force que les anciens avantages statutaires de la fonction publique se diffusent dans ce secteur. Cette concurrence atteint un degré tel qu'elle contraindra désormais l'État à suivre d'assez près, pour ses propres salariés, l'évolution générale des rémunérations.

Aux frontières de la classe ouvrière

[Retour à la table des matières](#)

Dans les entreprises privées et dans les entreprises nationalisées, quoique moins systématique que dans l'appareil d'État, la hiérarchie fonctionnelle ne se limite pas aux ingénieurs et cadres. Toute une gamme de « cadres moyens » est également présentée dans les ateliers, les bureaux ou les magasins. Et, tout comme pour les cadres supérieurs, on constate l'assimilation à ces « cadres moyens » de travailleurs ayant une qualification comparable mais n'exerçant aucune fonction d'encadrement. C'est ainsi qu'aux agents de maîtrise, traditionnels sous-officiers de la production, le plus souvent issus du rang, sont assimilés les « techniciens », groupe hétéroclite où l'on rencontre des ouvriers de très haute qualification, des dessinateurs et des agents spécialisés dans des tâches commerciales ou d'entretien (services après-vente). Dans les divers tableaux publiés ci-dessus, on a généralement rangé les contremaîtres et autres agents de maîtrise avec la classe ouvrière et les techniciens avec les classes moyennes « inférieures ». Mais il ne faut pas se cacher combien ce partage est arbitraire. Nous sommes ici aux frontières de la classe ouvrière, dans une zone assez floue, en pleine évolution. On peut considérer une partie des techniciens comme l'avant-garde de la nouvelle classe ouvrière, plus qualifiée, formée par un enseignement professionnel systématique et leur opposer les agents de maîtrise, éléments plus traditionnels que l'entreprise capitaliste sélectionne, selon ses propres critères, pour en faire les surveillants les plus directs de la masse des travailleurs. Mais cette opposition est en partie factice dans la mesure où agents de maîtrise et techniciens se recrutent de plus en plus dans le même milieu de travailleurs professionnels ayant reçu une formation théorique à l'école ou dans l'entreprise ; factice également parce que la dénomination de technicien est attribuée à des travailleurs de qualification fort inégale, appelés à assurer, chez l'utilisateur, la livraison, l'installation et l'entretien des machines et appareils les plus divers (des machines-outils aux appareils électroménagers). On peut également considérer que le mouvement syndical a donné plus d'autonomie aux contremaîtres, qu'ils ont cessé d'être les « chiens de garde du patron », tandis que les techniciens forment une « élite » choyée par l'entreprise capitaliste et isolée de la masse ouvrière. Mais, ici, également, l'opposition se révèle simpliste et schématique. Cette couche sociale hétérogène est encore en partie indéterminée ; sa position réelle relève d'analyses concrètes, par branches ou par entreprises.

Avec les fonctionnaires subalternes, les employés de bureau ou de commerce forment la grande masse des salariés non ouvriers. Pris ensemble, les employés étaient plus de 2 millions, en 1954, et c'est chez eux que l'accroissement des effectifs est aujourd'hui le plus rapide. Leur situation, comparée à celle des employés de 1850, atteste une réelle prolétarianisation : ils

sont devenus d'es *salariés de droit commun*, à bien des égards. Seules quelques survivances de leur ancien régime se discernent encore : la guelte des vendeurs, le treizième mois des employés de banque, le paiement mensuel, etc. Mais, derrière ces formes particulières, le contenu est identique. Et, depuis quelques années, on assiste même à une rapide déqualification de ce type de travail : les pools dactylographiques, les systèmes mécanographiques, les libres-services assortis de caissières travaillant à la chaîne en sont les indices les plus visibles. Les O.S.¹ se multiplient chez les cols-blancs.

Prolétariat et division sociale du travail

[Retour à la table des matières](#)

Qu'il s'agisse des conditions de travail ou du niveau *relatif* des rémunérations, on peut admettre que la situation de la plupart des couches salariées que l'on vient de passer en revue, s'est détériorée depuis un siècle. Ingénieurs, fonctionnaires, employés se sont prolétariés, si on *les compare à leurs homologues de 1850*. Mais cette comparaison n'implique évidemment pas une dégradation absolue de leur situation et notamment de leurs revenus : pour prendre un seul exemple, la rémunération moyenne de l'employé est aujourd'hui beaucoup plus proche de celle de l'ouvrier ; mais toutes deux ont sensiblement progressé depuis un siècle. Et surtout, cette comparaison a quelque chose de fallacieux parce que la structure sociale s'est profondément déformée en un siècle : les classes moyennes « salariées » ne se recrutent plus dans la bourgeoisie, grande ou moyenne, mais dans la classe ouvrière, dans la paysannerie et dans les classes moyennes elles-mêmes. Ce qui paraît être une prolétarianisation par référence aux normes anciennes peut être une promotion pour une large fraction des individus intéressés. Le fils de paysans pauvres qui devient instituteur, la fille qui devient vendeuse ou employée des chèques postaux *progressent* dans l'échelle des revenus.

Néanmoins, les différences que l'on observait jadis entre le statut des ouvriers et celui des autres salariés se sont sensiblement réduites. On peut donc se demander si les frontières de la classe ouvrière ne se sont pas déplacées.

La classe ouvrière comprend, pour les marxistes, l'ensemble des travailleurs productifs, c'est-à-dire de ceux qui participent à la création de richesses matérielles nouvelles et qui, de ce fait, donnent naissance à une plus-value que

¹ On sait que, dans l'industrie, la hiérarchie professionnelle distingue habituellement les manœuvres, les ouvriers spécialisés (O.S.) et les ouvriers professionnels (O.P.) en divisant chacun de ces groupes en plusieurs échelons.

s'approprie le capital. Mais on a vu ¹ que la délimitation de la zone où s'exerce le travail productif est fort controversée. Le tableau publié en tête du présent chapitre donne la mesure de cette controverse : elle porte, en fait, sur la majeure partie du groupe dénommé « classes moyennes inférieures ». La classe ouvrière dénombrée par ce tableau correspond à la conception couramment admise par les marxistes, en regroupant les seuls ouvriers (des contremaîtres aux apprentis) de l'industrie, des transports et du commerce (ces derniers ne devant pas être confondus avec les employés qui, dans le commerce, sont la très grande majorité) ².

L'ampleur de la controverse tient à deux raisons principales. Une raison de fait : la rapide extension du nombre des travailleurs salariés employés dans les activités non industrielles et, notamment, dans le secteur des services ; et l'on a déjà dit ³ à quel point cette tendance était caractéristique de *toutes* les économies développées, même si elle pouvait se manifester de façon assez différente selon qu'il s'agit d'une économie capitaliste ou socialiste. Une raison idéologique : cette tendance au développement des services (ou, comme l'on dit encore, cette croissance du secteur tertiaire) contredit apparemment les thèses marxistes sur la polarisation de la société capitaliste vers les deux classes fondamentales, la bourgeoisie et le prolétariat. Dès lors, *raisonnant à l'intérieur d'un schéma pré-établi*, les marxistes se sont demandé s'il fallait étendre la notion de travail productif et, partant, celle de classe ouvrière, pour englober les nouvelles catégories de salariés ; ou s'il fallait se résigner à voir dans ces catégories une excroissance anormale et temporaire de la société capitaliste vieillissante qui « stérilise » des centaines de milliers de travailleurs, en les affectant à des tâches « improductives ».

Engagées de la sorte, les discussions byzantines sur le travail productif peuvent durer indéfiniment. Les faux problèmes n'ont pas de solution. Mais la façon même dont sont organisées les sociétés capitalistes développées comme la France et les sociétés socialistes, notamment l'U.R.S.S., permet de considérer ces problèmes, sous un angle nouveau.

En se développant, toute économie, quel qu'en soit le régime social, se diversifie. La division sociale du travail se ramifie, de nouvelles branches, industrielles ou non, se créent. Et l'on sait que, précisément, des activités comme l'enseignement, l'organisation sanitaire, les services personnels, le commerce, etc., se développent plus vite que l'industrie, une fois atteint un certain seuil de croissance économique : ceci résulte à la fois de la diversification des besoins (donc des structures de la consommation) dans une économie développée et de la plus lente progression de la productivité dans les activités non industrielles. Si l'on double en dix ans la production d'automobiles, il ne faut pas deux fois plus d'ouvriers, le progrès technique aidant. Mais si l'on double l'effectif scolaire, il est très difficile de ne pas doubler l'effectif des enseignants (la crise de l'enseignement français l'atteste).

¹ Voir plus haut, ch. iv.

² Les ouvriers commerciaux, dans cette conception, contribuent à la formation de valeurs matérielles nouvelles par des travaux de stockage, de conditionnement, etc. Les employés s'en tiennent à une fonction purement commerciale, la vente des marchandises.

³ *Ibid.*

Cette division sociale du travail est provoquée, dans les économies capitalistes, par un jeu anarchique d'initiatives privées plus ou moins corrigé par l'État. Il est davantage soumis à des choix politiques et économiques dans les systèmes socialistes, mais néanmoins le Parti et les planificateurs ne peuvent que conduire une évolution dont ils ne sont pas les maîtres. La répartition des travailleurs entre les diverses branches de l'économie est un aspect de cette division sociale du travail. Si cette division est optimale, c'est-à-dire correspond *au meilleur emploi de toutes les forces de travail disponibles pour la satisfaction de la plus grande partie des besoins, tous les travailleurs y tiennent un rôle nécessaire*. Pour une société socialiste, la recherche de cet optimum est un problème d'organisation (formes démocratiques de gestion des entreprises et de recensement des besoins, planification correcte). Dans une société capitaliste, des écrans nombreux lui font obstacle : les activités se développent si elles sont rentables ou si le secteur public se substitue à l'initiative privée ; les choix résultent de décisions particulières ou d'aléas politiques. Et, a priori, les chances de distorsion sont beaucoup plus grandes dans ce dernier système : c'est ainsi que les États-Unis consacrent chaque année plus d'argent à la publicité qu'à l'enseignement supérieur. Néanmoins, les sociétés socialistes ne sont pas à l'abri des choix erronés ou des erreurs d'exécution.

Entre les deux types de sociétés, une autre différence doit encore être notée : en régime capitaliste, c'est le mécanisme du marché fixant les salaires qui, tout en étant corrigé plus ou moins par l'action de l'État, détermine les revenus et, par conséquent, les besoins solvables dont dépend, en dernière instance, la division sociale du travail ; en régime socialiste, la fixation des revenus, presque indépendante du marché, relève du plan : elle est le principal instrument dont les planificateurs peuvent se servir pour ajuster entre elles la demande solvable et la division sociale du travail (ce qui ne va pas sans erreurs).

L'actuelle répartition des travailleurs en France n'est pas satisfaisante. Elle résulte d'une échelle de revenus et d'une organisation sociale incorrectes. Néanmoins, si par hypothèse le socialisme s'instaurait demain et réalisait instantanément toutes les corrections requises, la nouvelle répartition des travailleurs (sinon l'échelle des revenus) ressemblerait par bien des points à l'actuelle. En particulier, on n'assisterait pas à une *diminution sensible* du nombre des ingénieurs, des cadres, des employés, ni même des fonctionnaires ! Ce qui revient à dire que, sans former le système le plus productif dont l'économie française soit capable, le stade actuel de la division sociale du travail n'est pas totalement irrationnel. Par conséquent, il est faux de prétendre que la classe ouvrière (celle des usines) supporte le poids de toute une société parasitaire que formeraient, avec la bourgeoisie, toutes les classes moyennes « improductives ». Les échelles de revenus trop étalées, les fonctions inutilement surchargées (intermédiaires, publicité, certains secteurs de l'appareil d'État, etc.), les individus aptes au travail et cependant oisifs, tels sont les véritables éléments de parasitisme.

Cette conception laisse complètement de côté la vieille querelle sur le travail productif : la participation à un travail contribuant directement à la formation de nouvelles marchandises ne définit plus la frontière entre les vrais ouvriers et les autres salariés. Mais il est évident que toutes les autres

différenciations sociologiques qui se manifestent au sein même du groupe des salariés n'en subsistent pas moins : les conditions de travail, le genre de vie, etc., demeurent différents chez les ouvriers et chez les employés, chez les fonctionnaires et chez les cadres.

Cependant, on comprend mieux, de la sorte, l'attitude pratique adoptée par toutes les centrales syndicales (même par celles que l'exégèse du marxisme influence). Toutes appellent l'ensemble des salariés à se syndiquer. S'adressant à des couches sociales plus ou moins hétérogènes, elles se reconnaissent la vocation d'organiser la catégorie générale des salariés.

Si l'on fait abstraction de l'inégale représentation des diverses couches de salariés dans chacune des trois centrales (plus d'employés à la C.F.T.C., plus de fonctionnaires à F.O., plus d'ouvriers à la C.G.T.) et de « l'absentéisme » syndical ¹, on constate que toutes les catégories de salariés sont affiliées à ces centrales, sauf les ingénieurs et cadres des secteurs privé et public (qui ne le sont qu'exceptionnellement).

C'est dire que, pour cette dernière catégorie, malgré certains succès remportés en 1936 et en 1945 par le mouvement syndical, l'attrance de la bourgeoisie demeure prépondérante. C'est dire également que, pour toutes les autres catégories de salariés, l'appartenance à un statut social commun, et distinct de celui des autres classes de la société, est bien reconnue comme un fait (même si le statut général de « salarié » n'est pas conçu comme homogène).

La classe ouvrière, au sens étroit *ancien*, voit ses limites s'estomper aussi bien dans l'entreprise que dans la nation. Bien qu'elle conserve aujourd'hui encore de nombreux traits particuliers, hérités de sa longue histoire, elle se dissout peut-être dans un ensemble plus vaste...

Salaire et revenu des salariés

[Retour à la table des matières](#)

L'action des syndicats et de l'ensemble du mouvement ouvrier, depuis un siècle qu'ils existent, a profondément transformé le statut des salariés. Certes, ces luttes de classe n'ont pas détrôné le système capitaliste. Mais elles ont arraché de nombreuses modifications que l'évolution technique rendait possibles, et, par un effet en retour, elles ont infléchi également les conditions dans lesquelles s'opère désormais la marche de l'économie capitaliste. Ces

¹ Cet absentéisme résulte de l'inégal taux d'adhésion syndicale des différentes couches sociales. À cet égard, il faut se garder de tout schématisme : ce ne sont pas nécessairement les couches les plus prolétariennes qui sont les plus syndiquées. Il y a plus de 80 % de syndiqués chez les enseignants et moins de 30 % chez les ouvriers de l'industrie textile. Et ces deux exemples sont loin d'être isolés.

conquêtes sociales se sont inscrites dans une législation industrielle, dont toutes les dispositions sont loin d'avoir la même force : telle institution, comme les comités d'entreprise, a perdu assez vite sa portée initiale, parce qu'elle fut mal utilisée par le mouvement syndical, puis vidée de son contenu au premier reflux des luttes ouvrières ¹. Il existe ainsi, dans l'arsenal législatif, de nombreuses coques vides, traces d'un mouvement ancien que de nouvelles occasions peuvent revivifier.

Il est inutile de rappeler dans tout leur détail les changements survenus depuis le milieu du XIXe siècle. Indiquons brièvement : la réglementation des conditions du travail (femmes, enfants, durée, congés payés, heures supplémentaires), le passage du contrat individuel aux conventions collectives et même aux statuts (secteur nationalisé), l'établissement de salaires minima et de l'échelle mobile, l'organisation des transferts sociaux (sécurité sociale et allocations familiales, retraites). Pour l'essentiel, ces institutions ont été acquises dans les années 1930, puis à la Libération, au moment où la force politique du mouvement ouvrier était grande. Mais des institutions tout à fait comparables et parfois même plus avancées existent en fait dans toutes les grandes nations capitalistes. Il s'agit donc bien d'une évolution générale.

L'évolution la plus récente prolonge ce mouvement, mais dans un contexte économique différent de celui des années 1930 ou de la Libération. Du point de vue des salariés l'élément nouveau apporté par le succès des politiques anti-crisis, c'est le recul du chômage ². Depuis 1945, le chômage est demeuré un phénomène tout à fait marginal. Au cours de ces quinze années, la très grande majorité des travailleurs français n'a plus subi cette épreuve ; presque tous les jeunes, entrés dans la population active dans cette période l'ont totalement ignorée. Si l'on ne peut tenir pour satisfaisants les objectifs de « plein-emploi » que s'assignent aujourd'hui les nations capitalistes (puisque ce « plein-emploi » se définit par la limitation du chômage à 2 ou 3 % de la population active spontanée), il reste qu'en France, par suite de l'essor économique et de l'accroissement limité de la population, le « plein-emploi » a été presque constamment réalisé. Et cette situation a profondément influencé l'évolution du statut ouvrier : la notion de carrière a fait de sensibles progrès.

L'apparition d'allocations-chômage complémentaires de celles que verse l'État garantissant désormais que, s'il advient, le chômage ne sera plus générateur d'une totale misère, les revendications se sont déplacées vers d'autres objectifs : elles tendent à aménager, pour toute la durée de leur vie active, le statut des travailleurs. Les systèmes de retraite complémentaire, les contrats de

¹ L'expression « luttes ouvrières » est traditionnelle. On la retiendra désormais pour désigner même les luttes auxquelles de nombreux éléments non ouvriers ont contribué.

² À l'étranger, malgré certaines particularités, le problème se pose en termes comparables à ceux de la France. En Allemagne, le chômage a été jusqu'en 1960 une situation de transit pour les réfugiés de toute origine progressivement intégrés par l'économie. Aux États-Unis où il affecte, selon la conjoncture, de trois à sept millions de personnes, il s'accompagne néanmoins d'une extension sensible de la population active ; donc sa place relative se réduit. En Grande-Bretagne, il a reculé, par rapport à l'avant-guerre, dans les mêmes proportions qu'en France. C'est en Italie, que, par certains côtés, la situation ressemble le plus à ce qu'elle était partout, au XIXe siècle : le chômage est ici lié à l'insuffisante intégration de la région méridionale dans le développement capitaliste. Mais, presque partout, des politiques de « plein emploi » et de soutien des revenus des chômeurs sont mises en œuvre.

« salaire annuel garanti » importés des États-Unis par Renault, l'extension du salaire mensuel à certaines catégories d'ouvriers, les majorations d'ancienneté sont autant d'éléments nouveaux qui jouent dans le sens de l'aménagement d'une carrière.

Toutes ces clauses nouvelles du contrat de travail sont encore assez peu répandues, mais elles ont fait leur apparition dans les secteurs en expansion et sont appelés à se diffuser.

Elles se conjuguent d'ailleurs avec les transferts sociaux pour entraîner une séparation entre le salaire direct de l'ouvrier et son revenu total. En outre, le jeu de primes non liées à la productivité individuelle (primes de productivité « collective », primes de bilan, de vacances, etc.), introduit un décalage, moins net il est vrai, entre la durée du travail et le salaire direct : ce dernier n'est plus une fonction directe du temps de travail.

Sous cette évolution juridique, une évolution technique se laisse entrevoir. Dans une phase d'essor à peine troublée par quelques récessions, qui d'ailleurs n'affectent guère les industries les plus expansionnistes, la croissance relativement régulière de la production suppose une main-d'œuvre stable, bien adaptée à l'entreprise et -à laquelle peuvent s'amalgamer les recrues nouvelles. L'organisation intérieure des entreprises en vue de réaliser une productivité croissante et la concurrence qui, du fait du « plein-emploi », sévit sur le marché du travail se conjuguent pour rendre souhaitable l'intégration du salarié à l'entreprise : d'où les *ci réalisations sociales* » annexes, les *ci relations humaines* » et autres manifestations plus ou moins teintées de paternalisme ; d'où également, et ceci est beaucoup plus sérieux, le progrès de la notion de carrière, déjà observé.

Il est vrai que cette intégration du travailleur à l'entreprise qui, par certains côtés, lui donne un statut plus solide (et accroît la puissance des luttes syndicales, sinon la volonté revendicative) a pour prix une déshumanisation plus grande encore du travail : l'ouvrier devient un rouage dans une machine complexe ; il perd toute autonomie dans l'exercice de son activité ; son travail est déterminé par le bureau d'études ou par le rythme de la chaîne ; il devient un poste dans une hiérarchie fonctionnelle. Pourtant, si l'on en juge par les statistiques les plus globales, il semble que la réduction du nombre des professionnels et la multiplication des O.S. (ouvriers spécialisés, c'est-à-dire manœuvres sur machines) encore caractéristiques il y a quelques années, ne se vérifient plus aujourd'hui.

De 1952 à 1957, les enquêtes du ministère du Travail ¹, montrent que, pour l'ensemble de l'industrie de transformation, y compris le bâtiment :

- le pourcentage des ouvriers dans le total des salariés *se réduit* ;
- le pourcentage des professionnels (P1 à P3) dans le total des ouvriers *augmente* ;

¹ *Revue française du Travail*, avril-juin 1959.

- le pourcentage des dessinateurs et techniciens dans le total des cadres (qui comprend, outre ces deux catégories, les agents de maîtrise, les ingénieurs et les cadres administratifs) *augmente* également.

Dans chaque secteur industriel, cette évolution moyenne apparaît plus ou moins nettement selon le degré d'avancement technique. Ainsi, pour s'en tenir au second de ces pourcentages, la place relative des professionnels parmi les ouvriers s'est accrue dans la chimie, le textile, l'industrie pétrolière, le bâtiment, l'industrie du verre et les industries agricoles et alimentaires ; elle s'est réduite dans les industries des métaux, les industries polygraphiques, l'habillement et les industries du bois.

Le problème national des salaires

[Retour à la table des matières](#)

À l'échelle nationale, les conditions dans lesquelles se déterminent les niveaux de salaires ont également été modifiées. La nouveauté essentielle tient précisément au fait qu'il existe maintenant un problème national des salaires dont l'État ne peut se désintéresser.

Les deux modifications les plus importantes qui ont conduit à cette situation datent de deux âges différents du capitalisme. La première, caractéristique du capitalisme de *ci* monopole », se traduit par la prévalence des conventions collectives nationales ou régionales sur tous les autres modes de fixation des salaires pour une branche donnée. Organisations professionnelles patronales et syndicats ouvriers, fixent *ci* d'un commun accord » les barèmes applicables dans leur ressort. Si bien que le degré inégal d'organisation syndicale (et, parfois même, d'organisation patronale) d'une branche à l'autre joue un rôle non négligeable dans la détermination du niveau moyen des salaires : la corrélation est étroite entre salaires élevés et organisation syndicale puissante. Mais une étroite corrélation apparaît également entre salaires élevés et industries en rapide expansion (et à productivité fortement croissante). Enfin, recoupant plus ou moins ces deux corrélations, une liaison très forte existe également entre salaires élevés et grandes entreprises. La puissance syndicale, la puissance des entreprises sur le marché capitaliste (et leur puissance technique) se combinent ainsi *pour faire apparaître les plus hauts salaires dans les branches qui réalisent également les plus hauts profits*. Aux États-Unis cette association, caractéristique d'un capitalisme très développé, se vérifie plus encore qu'en France.

C'est d'ailleurs l'une des raisons qui conduisent l'État à intervenir très activement dans la détermination des salaires, la contagion des hausses de salaires les plus fortes, dans les secteurs à productivité peu ou faiblement

croissante étant l'un des mécanismes de l'inflation. Pour examiner dans son ensemble le rôle de l'État en matière de salaires, il est inutile de rappeler l'évolution qui, de la loi Le Chapelier interdisant toute coalition ouvrière à la promulgation par décret des conventions collectives nationales, a donné naissance à la situation actuelle. Celle-ci est caractérisée par trois données. L'État est le *ci patron* » direct ou indirect de trois millions de salariés, des fonctionnaires aux mineurs, des ouvriers de chez Renault aux pilotes d'Air-France. L'État est contraint, dans des conditions que l'on précisera plus loin, de mener une politique de plein-emploi. Enfin, dans la mesure où il devient le principal responsable du développement économique national, il est amené à définir des objectifs (ou des limites) à la croissance générale des salaires. (Et, à quelques variantes près, la plupart des États capitalistes, de la Scandinavie aux États-Unis, en sont au même point.) Ses interventions effectives s'étendent de l'action sur certains prix (prix agricoles, prix inscrits dans l'indice des 179 articles sur lequel repose l'échelle mobile du S.M.I.G.) à la définition des majorations applicables dans le secteur public ; de l'arbitrage des conflits privés et, en certaines circonstances, comme en 1958, de la pression sur les syndicats et sur les chefs d'entreprise ¹ pour bloquer les salaires, à la fixation de normes générales pour la croissance des salaires. Cette dernière assertion doit être précisée.

Souvent l'indication d'objectifs généraux de progression des salaires a, jusqu'ici, relevé de la pure propagande électorale. Parfois même, lorsque des « rendez-vous » à brève échéance étaient assignés aux organisations syndicales, la progression ainsi organisée tendait à limiter et à contenir une poussée qui, spontanément, eût été plus forte. Néanmoins, les gouvernements français sont de plus en plus souvent contraints, par la logique même de leur politique économique, de préciser *parmi l'ensemble des objectifs de croissance assignés à l'économie*, des objectifs propres aux salaires ². Lorsque les plans de modernisation et d'équipement esquissent la progression possible à cinq ans d'échéance, c'est une promesse vague (mais qui, l'un dans l'autre, se réalise effectivement, si l'on en juge par l'expérience des trois premiers plans français, depuis 1947). Lorsque le Gouvernement estime, comme l'indique le Plan Intérimaire pour les années 1960 et 1961, que la croissance des salaires réels doit se tenir au voisinage de 1 % par trimestre, c'est encore une promesse, mais moins vague, dans la mesure où cette limite guide effectivement l'attitude des organisations patronales dans les négociations de salaires, et l'attitude du gouvernement lui-même, à l'égard de ses propres salariés. En fait, le gouvernement français en est à rechercher une politique salariale, *fondée sur une croissance lente mais régulière des salaires réels* alors que d'autres États comme la Grande-Bretagne, les pays scandinaves, ont déjà multiplié les expériences en ce domaine. Cette évolution (qui, aux États-Unis, en est encore à la fixation de limites que le gouvernement conseille de ne pas dépasser) fait partie intégrante de la politique moderne de croissance économique qui tend à se substituer à la simple politique anti-crises.

¹ Contrairement à l'idée reçue, cette pression ne satisfait pas les vœux de tous les chefs d'entreprise, loin s'en faut. Bon nombre d'entre eux, inquiets de la stagnation des affaires, auraient souhaité pouvoir lâcher quelque chose » pour réanimer la demande.

² Et, à quelques détails près, ceci vaut également pour les gouvernements anglais ou scandinaves ; il en ira vraisemblablement de même, avant longtemps, en Allemagne (où le « plein emploi » est en passe de se réaliser).

Il serait naïf d'imaginer que cette orientation peut triompher sans difficultés des obstacles que l'économie capitaliste dresse devant elle (et sur lesquels on reviendra plus loin). Mais il serait tout aussi naïf de prendre cette orientation pour une simple manœuvre de « contre-feu » destiné à saper les revendications syndicales.

Changements essentiels ou non ?

[Retour à la table des matières](#)

La description de ce qui paraît changer dans la condition des salariés n'est pas suffisante. Encore faut-il voir s'il s'agit là d'oripeaux nouveaux dont se revêt la situation des travailleurs ou bien de changements réels qui touchent à l'essence même du salariat. Une rapide revue de la situation actuelle au regard des exigences traditionnelles du mouvement socialiste doit permettre de répondre à cette question.

La force de travail a partiellement perdu son caractère de marchandise individuelle. Sa formation, son entretien et son amortissement ne sont pas devenus de véritables fonctions sociales plaçant l'individu à l'abri des contingences du marché, mais ils se sont en partie socialisés. La formation de la force de travail, avec le développement de l'enseignement général et professionnel et l'institution d'allocations familiales ou de bourses d'études tend à devenir une charge de la nation et non de chaque famille prise isolément. Cependant, on reste loin du compte en ce domaine : la parfaite égalisation des chances est loin d'être atteinte. L'entretien de la force de travail demeure, à titre principal, sous la dépendance des revenus directs de chaque salarié. Mais les lois du marché sont sensiblement corrigées par la couverture des risques les plus graves : maladie, accident, chômage. Ces transferts n'éliminent pas les risques mais les compensent partiellement : c'est un régime d'assistance plus que de solidarité. Néanmoins la différence est grande entre une assistance socialement organisée et la « bienfaisance » volontaire à laquelle elle s'est substituée.

Enfin, l'amortissement de la force de travail en est également au même stade. On est loin de l'adaptation du poste de travail aux aptitudes effectives des travailleurs selon leur âge. On sait, au contraire, quelles difficultés soulève (pour toutes les catégories de salariés, y compris les cadres) le réemploi des travailleurs les plus âgés et comment l'âge-limite à partir duquel ces difficultés apparaissent tend à se réduire. « La productivité exige de jeunes muscles et de jeunes intelligences. » Cependant il est juste d'observer que la durée de vie moyenne s'est sensiblement allongée depuis un siècle (notamment pour les ouvriers que frappait alors une mortalité particulièrement forte) et que le

déclassement actuel des travailleurs âgés ne pouvait avoir de correspondance à cette époque. Mais ici également une certaine responsabilité sociale se dessine avec la généralisation des retraites et l'extension, encore timide, du système des carrières.

Si l'on veut mesurer, de façon très globale, le recul de l'ancienne conception qui faisait de la force de travail une marchandise individuelle, il suffit de rappeler que, pour l'ensemble des salariés, les transferts sociaux de toute nature représentent actuellement *un tiers* de leur revenu total. Dans la plupart des États capitalistes, la place des transferts sociaux est du même ordre de grandeur.

Cette socialisation fort partielle et très imparfaite se manifeste également sous d'autres rapports : tendance à la réduction de la durée hebdomadaire du travail, à l'allongement des congés payés. Est-elle suffisante, cependant, pour que l'on puisse parler d'un changement radical dans la situation des travailleurs ? La réponse paraît être qu'une transformation radicale est en cours, qui touche à leur niveau de vie, à leurs conditions d'existence et qui s'exprime par un accroissement de la consommation, par un allongement des loisirs, par une relative sécurité de l'emploi. Cette transformation est en cours parce que le statut actuel des salariés à cet égard contient autant de promesses que de réalisations : un perfectionnement du système des transferts sociaux, une nouvelle réduction de la durée du travail, un relèvement plus ou moins régulier des salaires réels sont, pour les économies capitalistes actuelles (sauf l'hypothèse d'une crise profonde), des perspectives inscrites dans un proche avenir. *De ce point de vue, la situation actuelle des salariés dans les pays occidentaux est, plus proche de celle des salariés soviétiques que de celle des salariés anglais ou français dit XIXe siècle.*

Mais cela ne suffit pas à transformer de façon radicale la condition sociale des travailleurs. Dans leur très grande majorité, ils demeurent asservis à une organisation sociale du travail qui s'impose à eux comme une puissance étrangère. Ils n'ont aucune prise sur la gestion des entreprises ni sur l'organisation générale de l'économie. Et à cette aliénation technique et sociale, s'ajoute à terme prochain, la menace d'une aliénation dans la consommation, d'une vaine poursuite de produits nouveaux que la publicité rend nécessaires et que la croissance des revenus rend acquérables, jusqu'à ce que le cycle recommence pour de nouveaux « gadgets ».

Perspectives

[Retour à la table des matières](#)

Toutefois ce bilan serait incomplet, si l'on ne précisait pas que l'aliénation technique, c'est-à-dire la subordination de travailleurs parcellaires à un processus de production qu'ils ne peuvent maîtriser, paraît, dans les conditions techniques actuelles, *inélucltable*. Les États-Unis, l'U.R.S.S. et la France en

attestent également l'existence. Il est vraisemblable que cette aliénation ne pourra être surmontée qu'à un stade technique ultérieur, dont l'automation dessine une première esquisse : soit par une requalification générale de tous les travailleurs, soit par une réduction très sensible de la durée du travail. En attendant que cette possibilité se réalise (et se vérifie), l'aliénation technique ne peut être dépassée que par un biais politique, là où le travailleur asservi à sa machine, participe *par ailleurs* à la gestion de son entreprise et à celle de la société entière. On sait que cet objectif est loin d'être atteint dans les États socialistes. Mais ceci n'interdit pas de le poser dans les États capitalistes, non comme une exigence lointaine, mais comme l'objet d'une lutte incessante, susceptible de résultats partiels à brève échéance.

En effet, le mouvement syndical et politique qui limite son action aux questions de salaires, de retraites ou de tous autres « avantages sociaux » *fait en définitive le jeu du système capitaliste* : il pousse ce dernier à généraliser ou à accélérer son évolution naturelle. Le fait que les mêmes conquêtes sociales aient été réalisées, à quelques détails près, dans tous les États capitalistes industrialisés en est une preuve.

Mais l'évolution des conditions d'existence des salariés n'est qu'une partie d'un mouvement plus général des régimes capitalistes qui cherchent à surmonter les obstacles internes au développement économique, à éviter les crises, à ne pas se laisser distancer par les États socialistes. Cette recherche est l'occasion de luttes politiques entre les diverses fractions de la bourgeoisie. Elle se traduit par l'utilisation empirique des structures sociales nouvelles *héritées de la gauche* (nationalisations, transferts sociaux, etc.), et par la définition de politiques économiques actives. Chacun des obstacles qu'elle rencontre est contourné plutôt que brisé : le capitalisme, spontanément, s'adapte, mais aux moindres frais.

Dès lors, le mouvement syndical et politique doit se mêler de toutes les questions que pose le développement économique, proposer à chaque occasion des solutions détaillées. Pour lever à sa manière les obstacles que l'indiscipline des initiatives privées fait renaître à chaque pas, pour assurer dans l'immédiat et à terme une croissance régulière des revenus non capitalistes, pour organiser, sans déclassement ni chômage, les incessantes reconversions qu'implique l'expansion économique, il doit mettre en oeuvre un vaste programme économique, s'insérer dans les mécanismes actuels de planification, considérer comme siens, de l'entreprise à la branche industrielle et à l'ensemble national, tous les problèmes de salaires, de prix, d'investissements, de commerce extérieur, etc.

Une telle *reconversion de l'action syndicale* n'irait pas sans tâtonnements, sans erreurs, sans pertes de militants désorientés ou corrompus. Mais dans une économie nationale qui a besoin de décentraliser l'industrie, de ranimer certaines régions, de reconverter certains secteurs, de moderniser son appareil commercial, de résoudre une crise agraire, le tout en poursuivant sa croissance économique et en s'intégrant au Marché commun, il est impossible qu'une action systématique visant à donner aux salariés un droit de regard sur la marche de l'économie n'aboutisse à certains résultats. Des institutions anciennes comme les comités d'entreprise peuvent être revivifiées, d'autres peuvent être créées. Si une telle orientation se généralisait (et si d'autres conditions,

d'ordre politique, étaient remplies), une nouvelle poussée de la gauche n'entraînerait pas, comme en 1936 ou en 1945, des conquêtes de hasard, fort mal utilisées : cette fois, des objectifs précis *expérimentés avant la victoire politique* de la gauche pourraient être visés.

La politique salariale menée depuis dix ans tend à intégrer les salariés à leur entreprise et à l'économie nationale, c'est-à-dire à les assujettir aux nécessités locales ou nationales du développement économique. À cette intégration passive, la reconversion syndicale opposerait une intégration active, une volonté de se saisir de toutes les responsabilités dans l'entreprise ou dans la nation. De premiers signes annoncent d'ailleurs une telle évolution, comme par exemple le rapport Declercq sur la planification économique présenté au dernier Congrès de la C.F.T.C. Mais pour qu'elle soit complète, plusieurs conditions sont requises : la multiplication des initiatives locales (projets de reconversion, problèmes de décentralisation, etc.) ; le développement des études techniques et économiques au sein des organisations syndicales ; l'établissement de liaisons nouvelles entre les organismes locaux et centraux (échange d'informations concrètes sur les entreprises, actions concertées par branches, étude des conditions présentes et à venir du marché, etc.) ; l'établissement de structures syndicales adaptées à celles des organismes étatiques de planification et à la structure réelle des groupes d'entreprises (en fonction des liaisons financières, etc.). Il ne faut pas oublier que depuis dix ans la production française a doublé : c'est dire que la structure ancienne de l'économie sur laquelle se modèlent encore trop souvent les syndicats, est dépassée¹. Il ne faut pas oublier non plus que dans dix ans, les jeunes salariés qui entreront dans la vie active auront reçu une formation générale et professionnelle plus longue, donc seront plus exigeants, mais plus aptes à comprendre des problèmes techniques ou économiques difficiles. Dans dix ans également, seuls quelques vétérans se souviendront des luttes de 1936, et la majorité des salariés ignorera tout des vieilles querelles dont est sortie la scission de 1947. Il est temps que les syndicalistes pensent aux problèmes de demain.

¹ En 1936, les salariés employés par les houillères, le textile, l'habillement et l'industrie du cuir représentaient plus du tiers de l'effectif total de l'industrie (exactement : 334 pour mille). En 1954, ils en représentaient à peine le quart (232 pour mille) et l'on sait que le déclin relatif de ces branches s'est poursuivi. En revanche, la part des industries mécaniques et électriques, de la chimie et du bâtiment est passée, pendant la même période, de 41 % à 53 %.

L'avenir du capitalisme (1961)
Deuxième partie :
les métamorphoses du capitalisme français

Chapitre huitième

Un nouveau capitalisme

[Retour à la table des matières](#)

Capital et capitalisme sont deux termes indissociables et pourtant nous avons vu quel rôle essentiel revenait à l'accumulation primitive du capital, dans les États socialistes. Il est temps d'établir certaines distinctions.

Le capital désigne, au sens propre, une certaine relation sociale, un certain rapport de production : celui qui s'établit entre travailleurs salariés n'ayant à vendre que leur force de travail et propriétaires privés des moyens de production. Le capitalisme est précisément le système social où prévaut cette séparation de la propriété et du travail. Et, par extension, le capital désigne également les moyens de production eux-mêmes, les usines, les machines, les stocks de matières premières, les fonds de roulement nécessaires à la vie des entreprises ; puis, par une nouvelle extension, il désigne encore toutes les formes de la richesse accumulée, argent ou marchandises, qui peut être investie en moyens de production. Pour plus de clarté nous parlerons, au sens propre, d'un capital-relation et, dans les deux sens dérivés, d'un capital-objet.

Dans les États socialistes, la terminologie officielle substitut au mot « capital », dans les deux dernières acceptions, celui de « fonds » (fonds sociaux, fonds indivis, etc.). Il s'agit toujours de richesses accumulées (donc, d'un capital-objet) que grossit chaque année la fraction non consommée du revenu national, mais elles ne proviennent plus d'un mode de production séparant et opposant propriétaires privés des moyens de production et travailleurs salariés. Cette analyse officielle est impeccable quoique incomplète. La propriété privée ayant effectivement disparu, la formation du capital-objet ne résulte plus des mêmes rapports sociaux de production que dans un régime capitaliste : le capital-relation a disparu. Mais la propriété collective des moyens de production est une catégorie très vaste où, jusqu'à présent, domine la propriété étatique faiblement soumise à l'influence des travailleurs salariés : les nouveaux rapports de production qui se sont établis dans les États socialistes ne s'accompagnent pas encore d'une réelle maîtrise de tous les travailleurs sur le capital-objet (sur l'affectation de la richesse sociale).

Revenons au capitalisme français. Le chapitre précédent a montré comment l'un des termes du capital-relation avait évolué. Il reste à examiner le second terme, c'est-à-dire à *rechercher quelle* évolution se dessine du côté de la propriété privée. C'est à ce côté que l'organisation capitaliste réserve le pouvoir et le profit. Aussi convient-il de rechercher, conjointement, quelles modifications ont subies la propriété privée capitaliste, l'organisation des pouvoirs économiques et le profit.

Avatars de la propriété privée

[Retour à la table des matières](#)

La propriété privée des moyens de production révèle sa nature profonde dans l'organisation des entreprises. C'est là que le faisceau de pouvoirs réels qui donne à cette propriété son contenu peut être observé : ceci importe beaucoup plus que l'évolution des formes juridiques de la propriété.

Le premier type d'entreprise capitaliste, prépondérant jusqu'à la fin du XIXe siècle et passé depuis au second rang, repose sur un capital individuel ou familial. Au XIXe siècle, pendant la première phase de l'industrialisation, les entreprises de ce type ont poussé comme champignons après la pluie. Leur concurrence -imposait sa marque à toute l'économie. À cette époque, le capital n'était pas seulement une relation ou un objet, mais aussi une personne : chaque patron l'incarnait.

Chaque patron, possesseur du capital ou gérant des intérêts familiaux, se croyait le maître de son affaire, sauf à subir la mystérieuse loi du marché. Dans l'entreprise, il décidait de l'emploi, définissait les conditions techniques

du travail, dirigeait la production, surveillait les travailleurs, fixait leur salaire. Interprète des mouvements mystérieux du marché, il fixait ses prix, décidait du volume de ses échanges, engageait de nouveaux investissements. Tels étaient les pouvoirs réels qu'il pensait détenir. Mais, en fait, des contraintes indirectes limitaient sa marge d'action. Chaque entreprise, trop faible pour orienter de façon décisive le marché, devait s'adapter aux débouchés et aux prix que celui-ci dégageait, comme résultante des décisions de tous les entrepreneurs isolés. Le patron, dans l'exercice de ses pouvoirs, était l'agent de lois objectives nées, involontairement, de l'action de ses pairs. D'ailleurs ces lois du marché présentaient aussi un côté subjectif. Elles s'exprimaient alors par une certaine coutume de classe, fixant pour une même localité ou pour une même branche certains usages : il était de mauvais ton de s'écarter des normes admises en matière de salaire, de se désolidariser d'un autre patron menacé par une grève, etc. C'est sans doute dans l'organisation technique de la production, dans l'adoption de nouvelles machines, dans le lancement de nouveaux produits que se trouvaient les pouvoirs les plus réels, les marges de liberté les plus grandes.

Bientôt, d'ailleurs, de nouvelles contraintes vinrent limiter ces pouvoirs, avec l'élaboration, sous la pression du mouvement ouvrier, d'une législation du travail. L'emploi, la durée du travail, d'autres éléments de la condition ouvrière échappèrent au règlement d'atelier pour être soumis au législateur. D'où un clivage, qui ne s'est encore jamais démenti : les plus grandes entreprises se plient, en général, à l'ensemble de la législation existante et, cherchent à maintenir leur rentabilité en accroissant, dans ce cadre, leur productivité ; les plus petites essaient de maintenir ou de relever leur rentabilité en tournant les réglementations.

La concentration du capital, qui naît spontanément de la concurrence, et la centralisation du capital, qui résulte de la mise en place du système bancaire, des Bourses de valeurs et des émissions d'actions ou d'obligations dans le public, se sont accompagnées d'une modification profonde de l'organisation capitaliste. Dès la fin du XIX^e siècle, un nouveau type d'entreprise est devenu prépondérant et a modifié le jeu du marché. La société anonyme lui a donné sa forme juridique. En fait, les changements essentiels tiennent à la croissance des entreprises, à leur puissance sur le marché et à l'établissement de liens nouveaux entre elles.

Dans l'entreprise, la délégation des pouvoirs du patron à des cadres spécialisés devient la règle. Elle s'accompagne d'une différenciation très marquée des fonctions dévolues à ces cadres et d'une hiérarchisation très stricte des relations de travail. L'évolution des techniques de production et la croissance des entreprises se conjuguent pour stimuler cette division du travail (qui souvent se double d'une bureaucratisation de l'organisation interne des entreprises). Le patron, comme incarnation personnelle du capital, disparaît aux yeux des travailleurs et du public : une vaste organisation le remplace. Le capital est procuré par un apport collectif dont les propriétaires théoriques, les actionnaires, perdent généralement le contrôle. Quelques éléments prépondérants assemblés en conseils d'administration (avec d'autres administrateurs décoratifs ou ambassadeurs d'autres entreprises) disposent, en fait, de la pleine propriété des actifs réels de l'entreprise. Toutefois ces « sur-propriétaires » ne peuvent être repérés dans chaque entreprise car les liens d'affiliation que

tissent les participations réciproques entre banques, entreprises industrielles, entreprises commerciales, sociétés de recherche, etc., dessinent de vastes groupes financiers. Dans ces groupes, chaque entreprise isolée (et, par conséquent, les administrateurs qui les dirigent) se définit par une marge d'autonomie très variable et par une subordination plus ou moins grande envers d'autres entreprises du groupe. Mais ces groupes ne répondent à aucun schéma général, du type : « domination de la banque sur l'industrie », car l'inverse se constate également. Et surtout, ils ne demeurent ni figés, ni étanches l'un à l'autre. À la frontière des groupes alliés ou rivaux, des filiales communes apparaissent souvent. Souvent aussi d'anciennes filiales s'émancipent ou deviennent le leader du groupe : l'évolution des techniques et des débouchés commande, en partie, ces renversements de position. On dit parfois de ce capitalisme moderne qu'il est « macro-moléculaire », c'est-à-dire né de l'agglomération en très grosses molécules des atomes que constituaient les anciennes entreprises ; l'image est valable, si l'on n'oublie pas que ces molécules sont vivantes, se déforment, grossissent, éclatent, etc.

En présence de ce nouveau type d'entreprises, les contraintes anciennes qui limitaient les pouvoirs réels des propriétaires du capital, se sont déplacées. Les lois objectives du marché se sont partiellement modifiées et ont perdu beaucoup de leur mystère : au lieu d'une résultante imprévisible subie par chaque chef d'entreprise, se dessinent des résultantes partiellement prévisibles ou même, dans certaines limites, totalement prévisibles. La domination qu'exercent sur le marché de chaque produit quelques très grosses entreprises leur permet de « maîtriser » plus ou moins les prix, les quantités offertes, l'expansion des débouchés par la publicité, etc. Les petites entreprises de type ancien sont ainsi surclassées : elles doivent désormais s'aligner sur la position des grandes entreprises leaders qui les « concurrencent », qui les approvisionnent ou qui se fournissent chez elles. Toutefois, comme le degré de concentration est très inégal par branche (et que de nouvelles branches se forment) ceci n'empêche pas les petites entreprises de subsister et même de se développer à l'ombre des « monopoles ».

De son côté, la coutume de classe cesse d'être un pur reflet subjectif des lois du marché. Elle s'institutionnalise, c'est-à-dire s'incarne en des institutions spécifiques qui organisent, représentent et soutiennent les divers intérêts communs à la bourgeoisie ou à certaines de ses fractions. Les cartels entre entreprises, les liens de dépendance et d'association au sein d'un même groupe financier en sont un premier aspect. Les syndicats professionnels ouverts surtout aux petites et moyennes entreprises en sont un autre. À l'échelle de la classe tout entière, la confédération syndicale (le C.N.P.F.), apparue seulement après 1936, joue un rôle comparable.

Enfin, il faut rappeler les progrès de la législation du travail au cours de la période où se forme le capitalisme de monopoles. La contrainte imposée par le législateur au libre exercice des pouvoirs capitalistes déborde même, on le sait, la simple réglementation du travail, pour s'insinuer, dans maints autres domaines, des échanges extérieurs et des changes, à la fiscalité, aux prix, etc.

Mais le tableau des avatars de la propriété privée capitaliste serait incomplet si on ignorait les entreprises nationales (ou nationalisées), ou si on les assimilait tout simplement à des « monopoles » privés. En fait, des entreprises

placées sous la direction de l'État existent, avec certaines différences souvent superficielles, dans tous les États capitalistes occidentaux. Si elles sont peu nombreuses aux États-Unis, leur place est très importante en Europe et la France est loin d'occuper une position exceptionnelle sous ce rapport : le secteur public, assez important en Allemagne, connaît une extension comparable à l'exemple français en Grande-Bretagne, en Italie, en Autriche.

Ces entreprises nationales se sont substituées à la propriété privée par nationalisation en France et en Angleterre, par renflouement d'entreprises capitalistes ruinées par la crise, en Italie ; par séquestre de biens nazis en Allemagne et en Autriche. Parfois le passage sous la tutelle publique a été temporaire et certaines entreprises ont fait retour au capital privé. Le plus souvent, le secteur public industriel, bancaire et commercial s'est maintenu et même étendu, non par de nouvelles annexions, mais par la création de filiales ou le développement d'activités peu importantes lors de l'annexion initiale (le pétrole en Italie). Parfois, des initiatives de l'État ont créé, ex nihilo, de nouvelles entreprises publiques (le pétrole en France). Parfois également des sociétés d'économie mixte associant le capital privé et le capital public ont vu le jour.

Jamais le statut juridique de la propriété n'a été clairement défini, dans ces entreprises, et pour cause ! Elles représentent en effet, au sein même des États capitalistes, une suppression de la propriété privée, une étatisation du capital. Il est vrai que cette formule est souvent renversée et que l'on voit volontiers dans ces entreprises la preuve que l'État passe de plus en plus sous la tutelle des « monopoles » privés. Réserveons ce point.

Dans les entreprises nationales, les pouvoirs élémentaires dont se compose la propriété se répartissent entre une hiérarchie de cadres, à l'image de ce qui se fait dans les grandes entreprises privées. Toutefois, certaines d'entre elles, notamment les nationalisations françaises, portent encore la marque d'une volonté ou de velléités plus démocratiques : statut garantissant la position de tous les personnels ; rôle plus étendu des délégués du personnel ; participation aux conseils d'administration de représentants du personnel, des syndicats, des usagers. Mais on sait que depuis le reflux politique de la gauche, après 1946, ces institutions originales (bien que timides) ont dé péri. Dès lors, il reste pratiquement peu de différences entre « monopoles » privés et entreprises nationales quant aux règles internes de gestion. En revanche, il en existe d'importantes dans le domaine de la direction générale de ces entreprises. Différences formelles, tout d'abord, puisque les dirigeants détenant les pouvoirs comparables à ceux des « sur-propriétaires » privés, sont choisis selon des procédures non capitalistes, généralement par l'État. Différences profondes, car les motivations, les objectifs et les moyens des dirigeants d'industries nationales s'écartent sensiblement de ceux de leurs homologues privés : la recherche du profit personnel peut exister ; mais la recherche du profit maximum pour l'entreprise obéit à des règles différentes de celles du secteur privé. Est-ce pour majorer les profits du capital privé par le biais de tarifs avantageux ? Est-ce parce que d'autres objectifs sont poursuivis ? À vrai dire, ces deux questions ne se séparent pas absolument. Les entreprises nationales poursuivent à titre principal des objectifs économiques généraux conformes à la politique économique du Gouvernement : développement de leur production, régime de prix soumis à un contrôle étroit de l'État, fonds publics

disponibles pour leurs investissements. Les transferts de plus-value au bénéfice du capital privé sont le sous-produit de cette politique. Ils résultent, pour l'essentiel, du fait que les entreprises nationales sont utilisées comme moyen au service d'une politique générale de développement économique. Leur mission est de produire l'énergie, d'assurer les transports, etc., dont l'économie a besoin pour son expansion. Leurs tarifs sont minorés pour ne pas peser sur le niveau général des prix (politique anti-inflationniste) et parce que la charge principale de leurs investissements est supportée par des fonds publics et non par autofinancement. *La même politique exécutée dans un environnement non capitaliste ou moins capitaliste (c'est-à-dire en présence d'un secteur public plus vaste) verrait se réduire ou disparaître les transferts de plus-value, mais elle continuerait d'être nécessaire comme moyen du développement général de l'économie.*

Les centres de décision

[Retour à la table des matières](#)

Cette évolution des entreprises montre que la propriété et le pouvoir de décision se dissocient de plus en plus. C'est seulement dans les entreprises petites ou moyennes que les deux termes se superposent encore exactement, mais c'est précisément dans ce secteur que le pouvoir de décision importe peu d'un point de vue global. En effet, en tant que centres de décision, ces entreprises n'influencent guère la marche de l'économie nationale par des actions conscientes et délibérées. Seule, leur pression politico-syndicale a quelque importance. Pour le reste, les décisions qu'elles prennent sont de pure adaptation à une situation commandée par les « monopoles » privés, les entreprises nationales et l'État.

Pour être précis, il convient de cerner la marge d'autonomie véritable dont peuvent disposer les centres de décision privilégiés qui viennent d'être énumérés. La concentration qui a réduit leur nombre (et qui continue de peser dans le même sens) n'est pas le seul facteur à considérer. Les liens financiers créant les groupes, réduisent encore cette marge et la pratique de la réassurance qui tend à se généraliser agit de même. Comme le font depuis longtemps les sociétés d'assurance qui répartissent entre elles les risques qu'elles couvrent, les grandes affaires privées tendent, de plus en plus, à se couvrir, pour toute opération importante, en mettant dans le coup leurs partenaires (et leurs rivaux) habituels et en associant, si possible, l'État ou les entreprises nationales à l'opération. Ainsi apparaissent sans cesse de nouvelles sociétés constituées pour un objet particulier l'exploitation du pétrole saharien ou de la bauxite camerounaise, la construction d'une aciérie en Amérique du Sud ou d'un barrage en Turquie ; en France même, le développement de la chimie de synthèse, de la pétro-chimie, de la carbo-chimie, de l'énergie atomique, etc. Ces sociétés sont généralement des filiales communes à plusieurs groupes et le secteur public y est parfois associé. Leur champ d'élection est double :

l'investissement dans le Tiers-Monde et le développement des branches nouvelles ; mais il tend à s'étendre également aux branches traditionnelles.

Enfin, la marge d'autonomie est réduite également par l'interdépendance technique et économique des entreprises qui, du fait même de la concentration, devient plus grande et plus consciente. Un seul exemple le montrera : lorsque les sidérurgistes décident un programme d'investissements dont dépendra leur capacité de production dans trois ou cinq ans, ils doivent avoir des idées précises sur l'évolution probable des débouchés de leurs principaux clients (par exemple, sur les perspectives de ventes d'automobiles), faute de quoi ils ne pourront produire les quantités et les variétés d'acier que réclamera le marché ; leur position dans cinq ans vis-à-vis de leurs concurrents européens dépend des choix qu'ils font aujourd'hui *et ils le savent*.

Ainsi, la notion d'entreprises-leaders évoquée plus haut prend tout son sens : des entreprises prennent des décisions économiques majeures dont dépend pour une bonne part l'avenir de l'économie nationale. La liste de ces leaders ne résulte pas d'un critère uniforme : ce peuvent être des industries de base (énergie, acier, ciment, etc.), des entreprises détenant un réel monopole sur leur marché, des entreprises en expansion rapide dont les achats animent toute l'économie en amont. Les entreprises nationales appartiennent presque toutes à cette catégorie. L'État lui-même est, à un degré supérieur, le principal centre de décision économique.

Bourgeoisie et technocratie

[Retour à la table des matières](#)

Qui est maître de ces centres de décision ? Qui prend, en définitive, les grandes décisions économiques ? Est-ce la bourgeoisie qui affirme de la sorte son rôle de classe dominante ? Est-ce une technocratie qui insinue son pouvoir dans la société actuelle ? Et l'État lui-même, dont le rôle apparent est essentiel, qui l'influence ? Que représente-t-il ?

Il faudra pour répondre pleinement à ces questions, s'interroger successivement sur la source des décisions, sur leurs motifs, sur leur mode d'élaboration et sur leur résultat (ou, mieux, sur leur résultante).

La bourgeoisie demeure assurément la classe dominante, à condition toutefois de ne pas confondre sa domination avec un monopole absolu du pouvoir. La bourgeoisie est une classe sociale d'extension fort limitée dans les États capitalistes modernes. En France, comme le montrent les chiffres présentés dans un prochain chapitre, elle représente le douzième environ de la population totale : encore faut-il, pour arriver à ce résultat, tenir compte de cet

échelon inférieur de la classe bourgeoise que forment les fermiers capitalistes. La bourgeoisie urbaine, celle de l'industrie, de la banque et du commerce ne constitue que 4 % de la population totale.

Mais ces chiffres dérivés d'un recensement doivent être nuancés. Cette faible fraction de la population ne constitue ni une classe homogène, ni une classe fermée. Et, en tout état de cause, la puissance de la bourgeoisie ne se mesure pas à son effectif.

La bourgeoisie comporte tout un dégradé dans l'ordre de la puissance et dans celui de la richesse, depuis les dirigeants des grandes banques d'affaires ou des entreprises-leaders jusqu'aux plus petits patrons, en passant par les vieilles dynasties familiales (celles du textile lillois ou lyonnais, de la sidérurgie, de certaines banques, etc.).

De plus, elle s'entoure de tout un halo, formé par l'élément supérieur des classes moyennes. Dans chaque ville, et à Paris plus que partout ailleurs, la bourgeoisie se différencie mal de certains éléments des professions libérales, de certains cadres supérieurs des entreprises ou de l'administration. Pour une part, elle se recrute dans ce « monde » auquel l'attachent de nombreuses alliances familiales et un genre de vie commun.

Dans ce milieu, les pouvoirs économiques fondamentaux (ceux que confère la maîtrise d'un centre de décision, au sens défini plus haut) sont relativement centralisés. Ils sont l'apanage de quelques centaines d'hommes, grands patrons et cadres supérieurs associés à leurs décisions, dont une bonne moitié dirige de Paris des affaires installées dans tout le Pays ou au-delà des frontières. En dehors de ces quelques centaines de réels dirigeants de l'économie, les autres éléments de la bourgeoisie disposent certes de pouvoirs économiques non négligeables sur leur propre entreprise, sur la localité où elle est établie, etc. ; mais, à l'échelle nationale, s'ils continuent de peser comme force politique ou sociale (les notables), ils ne jouent en matière économique qu'un rôle de second plan.

L'apparition de cadres supérieurs, salariés et non propriétaires, à la direction d'entreprises capitalistes (établissements, filiales), leur présence dans les conseils des grands dirigeants de l'industrie ou de la banque, leur rôle sans partage à la tête des entreprises nationalisées ont donné naissance à une interprétation nouvelle du pouvoir social. On a cru voir dans ces divers éléments le signe qu'une couche de techniciens, sélectionnés en vertu de leurs connaissances théoriques et pratiques, était en train de s'emparer des pouvoirs réels. Cette technocratie comprendrait également les cadres supérieurs de l'appareil d'État, ceux qui constituent les « grands corps » (Inspection des Finances, Conseil d'État, etc.), ceux qui dirigent les grands services (Direction du Trésor ou du Budget, etc.). Cette technocratie d'administrateurs formés par l'École Nationale d'Administration, d'ingénieurs formés par Polytechnique, l'École des Mines, d'autres écoles encore, constituerait dès à présent la véritable classe dominante. Elle exercerait un pouvoir sans partage dans l'administration et le secteur public et elle étendrait progressivement son emprise sur le secteur privé.

En fait, cette technocratie n'existe pas : elle n'est pas une classe dominante en passe d'évincer la bourgeoisie. Mais les technocrates, en tant que techniciens aptes à diriger l'appareil d'État ou l'économie, existent bien. Tant que la domination de la bourgeoisie demeure incontestée, les technocrates ne peuvent apparaître : ils sont assimilés par la bourgeoisie qui les intègre à ses affaires, à ses intérêts, à ses familles. Sous cet angle, les grandes écoles sont une pépinière pour la classe dominante. Et, dans le secteur privé, c'est encore de cela qu'il s'agit : d'une sélection et d'une assimilation d'« élites » par la bourgeoisie. Avec, en seconde ligne, le fait que la complexité croissante du travail du « patron » l'oblige, dans les grandes entreprises, à s'entourer de cadres spécialisés très nombreux. Il y a donc, toujours dans le secteur privé, un phénomène de clientèle et un phénomène de pure division du travail qui créent l'apparence d'une technocratie. Mais dans le secteur public cette apparence devient plus solide : car les cadres des entreprises nationales n'assistent, aucun patron ; ils en tiennent lieu. Dès lors, ils peuvent constituer un élément de classe dirigeante. On imagine fort bien, en effet, une économie nationalisée à 80 % dont ces cadres seraient les dirigeants. Ce serait une variante technocratique du socialisme (c'est-à-dire de la propriété collective) et, par certains côtés, l'U.R.S.S. évoque ce modèle. Mais nous n'en sommes pas là et, dans le secteur nationalisé minoritaire, la position des cadres (des technocrates) dépend de l'État. C'est donc la nature de ce dernier qui fixe la leur. Le même facteur décide également du caractère des cadres supérieurs de l'administration.

L'État

[Retour à la table des matières](#)

L'État, conseil d'administration des affaires communes de la bourgeoisie, l'État dominé par les monopoles, - on connaît ces formules qui résolvent d'un mot un problème complexe. Ce problème est de mesurer la domination qu'exerce sur l'État la bourgeoisie et d'en discerner les formes. *A contrario*, il est de rechercher les autres influences auxquelles l'État est soumis.

La pression des grandes affaires sur l'État est bien connue : pression de lobbies sur le Parlement (mais beaucoup de lobbies organisent des intérêts mineurs de la bourgeoisie), contacts personnels entre dirigeants de l'économie et ministres ou cadres supérieurs de l'administration, négociation continue entre grandes affaires et directions ministérielles intéressées, débouchés offerts au « pantouflage » des hauts fonctionnaires, etc.

Mais les groupes financiers et les grandes entreprises n'ont pas sur toutes les questions une position identique, loin s'en faut : lorsqu'il s'agit de majorer le prix de l'acier, sidérurgistes et industriels de l'automobile ne l'entendent pas de la même oreille. Ils n'ont pas non plus une position sur chacune des

questions que doit résoudre l'État et, notamment, ils ont rarement une attitude bien définie à l'égard des problèmes les plus généraux : ils souhaitent tel régime fiscal, tel régime du *commerce extérieur*, etc., mais sur les problèmes essentiellement politiques, ils laissent aux divers partis (qu'ils financent indifféremment, sauf une partie de la gauche) le soin de fixer une position. Ainsi l'État, même s'il ne subissait que l'influence de la bourgeoisie, ne serait pas absolument déterminé, mais seulement orienté, de façon plus ou moins contradictoire.

Et, en fait, il est soumis à d'autres influences, à celles qu'exercent selon des modalités et avec une intensité variables, les autres classes sociales, la paysannerie, le mouvement ouvrier, etc. De plus, l'État possède en propre un ensemble de problèmes liés à sa structure (qui présente une forte inertie), à l'étendue de son personnel (problèmes de recrutement, de gestion, de taux de rémunération, etc.), à l'extension de son champ d'action. Ce dernier facteur, lié aux transformations de la structure sociale dans les vingt dernières années, est peut-être le plus pressant. L'État est plus que jamais contraint d'adapter aux besoins de l'ensemble national qu'il régit les pressions particulières qu'il subit. Ce n'est pas un arbitre car il est, dans ses principaux rouages, essentiellement favorable aux intérêts des possédants, au maintien de l'ordre établi. Mais, ce n'est pas non plus une chambre d'enregistrement des volontés de la bourgeoisie. Il doit donner une forme générale à la résultante des pressions qu'il subit. Et cette résultante est, *en règle générale et dans certaines limites*, dominée par les pressions capitalistes. *Dans certaines limites*, car une lente évolution du *statu quo* social (c'est-à-dire de la situation ouvrière, de la situation des classes moyennes indépendantes, etc.), peut seule être tolérée sans soubresauts politiques. *En règle générale*, car les phases de la lutte des classes dans le pays l'ont déjà, en certaines périodes (1936, 1945) soumis à d'autres pressions prévalentes, celles du mouvement ouvrier et des éléments non capitalistes de la société. Il est vrai qu'après chacune de ces périodes exceptionnelles, l'appareil d'État poussé à gauche, semble avoir retrouvé son assise première. Mais c'est une illusion : chacune de ces poussées a désaxé l'État, a déplacé son centre de gravité en lui confiant des missions nouvelles.

C'est précisément cette combinaison d'éléments nouveaux extension du rôle de l'État, renforcement de son inertie propre, complication de son appareil, qui explique l'apparition d'idéologies technocratiques en son sein. De hauts fonctionnaires conçoivent la possibilité de gérer rationnellement les affaires publiques (et notamment de tirer parti des responsabilités économiques de l'État). Une partie d'entre eux demeure sous le charme des grands intérêts privés : c'est la technocratie de droite, parfois fascisante, qui pense que l'ordre et le progrès social peuvent être assurés par un État clairvoyant associant les grandes affaires à toutes ses responsabilités économiques. Un autre courant, sans rompre de lances avec les grandes affaires, doute que celles-ci puissent dépasser leur horizon limité : c'est la technocratie de gauche, qui pense que l'ordre et le progrès social peuvent être assurés en faisant jouer aux organismes d'État un rôle d'informateur et de coordinateur de l'activité de tous les centres de décision (entreprises capitalistes ou nationalisées, syndicats ouvriers, organisations paysannes, grandes collectivités locales) et en donnant à l'État les moyens d'entraîner, ou même de contraindre, les intérêts privés récalcitrants.

Dans ce milieu où tout s'exprime en demi-teintes, les oppositions sont loin de présenter le schématisme qu'on leur a donné ci-dessus, mais elles sont réelles. Il est vrai que cette double vision de l'évolution économique et sociale est également faussée par la prééminence qu'elle accorde à l'État. Mais le fait essentiel demeure qu'au sein même de l'État, des conceptions diverses s'affrontent et qu'un « parti du mouvement » imparfaitement sensible aux vertus de l'ordre établi, y soit apparu *depuis* que les missions économiques se sont multipliées. Les syndicats et les partis de gauche seraient impardonnables s'ils ignoraient les possibilités qui s'ouvrent de la sorte à leur action.

Les besoins d'information

[Retour à la table des matières](#)

Des centres de décision peu nombreux, mais ne formant pas une catégorie homogène : ce tableau se confirme et se précise lorsqu'on recherche les motifs qui inspirent leur action.

La course au profit n'a rien perdu de sa force. Mais ses modalités se sont singulièrement compliquées. Sans doute, il demeure bon nombre d'entreprises capitalistes qui moissonnent avec ardeur tout ce qu'elles peuvent récolter, sans se soucier de la suite. Les perspectives immédiates de rentabilité demeurent le guide souverain du plus grand nombre. Mais, au niveau des grandes entreprises, il n'en va plus de même. Celles-ci utilisent certes leur position dominante pour s'assurer des profits supérieurs à ceux que recueille le menu fretin capitaliste. Mais elles ne peuvent plus rechercher une maximisation *actuelle* de leurs profits. Leur taille et leur interdépendance les contraignent à combiner les préoccupations de rentabilité immédiate avec d'autres préoccupations à plus long terme. Les perspectives de profit à plusieurs années d'échéance, les perspectives d'évolution de leur puissance financière par rapport à celle de leurs concurrents ou de leurs partenaires influencent leur politique actuelle de prix, d'investissement, de prospection des marchés, de recherche et de lancement de produits nouveaux. Entre 1945 et 1958, tous les constructeurs français d'automobiles ont suivi de très loin la progression de la demande. jamais ils n'ont essayé de satisfaire à brève échéance l'énorme carnet de commandes dont ils disposaient.

Naturellement, ces calculs à long terme n'ont entraîné aucun sacrifice de la part des grandes entreprises. Le changement essentiel serait plutôt que les marges de profits actuelles ont été calculées de façon à permettre le financement des investissements que requerrait l'expansion attendue de la demande. *Alors que le capitalisme ancien investissait en fonction de ses profits, l'entreprise moderne essaie de fixer ses profits en fonction des investissements qu'elle veut réaliser.*

Ceci suppose évidemment une information solide sur l'évolution probable des débouchés. Mais cette information, quoique fort imparfaite, existe désormais et c'est sans doute ici l'un des changements les plus importants survenus dans le fonctionnement des économies capitalistes. Au XIXe siècle, les perspectives des entreprises capitalistes étaient informées et infinies. Il n'en va plus de même aujourd'hui. Géographiquement, la zone où s'appliquent leurs forces est finie, délimitée (et menacée de se réduire). Des risques de substitution pèsent sur de nombreuses productions : charbon-pétrole, aciers-plastiques, etc. Dès lors l'exploration de la demande à venir devient une nécessité, au moment où la croissance des entreprises et le progrès des techniques économiques en fait une possibilité. Partout les études économiques portant sur l'ensemble d'une économie nationale (les comptabilités nationales) ou sur des zones plus limitées, se développent. En même temps, les études de marché portant sur un produit bien spécifié se multiplient. Le vieux secret des affaires est sérieusement entamé par les organisations professionnelles elles-mêmes qui élaborent pour leurs adhérents de nombreuses statistiques tirées des comptabilités d'entreprise et qui, de plus en plus, communiquent ces statistiques aux organismes d'État et au public.

Naturellement, toutes ces prévisions, globales ou partielles, sont souvent entachées d'erreurs. Mais l'essentiel demeure cependant *qu'une prévision imparfaite tend à se substituer à une imprévision totale*.

Ce besoin d'information, joint à la complexité des régimes fiscaux et des réglementations de tous ordres, est l'un des facteurs qui déterminent la multiplication des cadres dans les entreprises (afin d'assister le « patron » que ces tâches trop complexes déborderaient) et la formation de syndicats patronaux, agents d'information des petites et moyennes entreprises.

Les entreprises nationales éprouvent ce besoin tout comme les entreprises privées. Et l'État lui-même ne peut conduire l'ensemble de sa politique économique que s'il dispose d'une information plus complète et plus synthétique encore. On sait, par exemple, que pendant tout le XIXe siècle, les recettes inscrites au budget de l'État correspondaient à celles qui avaient effectivement été réalisées trois ans auparavant. Il est facile d'imaginer à quel désordre conduirait aujourd'hui pareille méthode de « prévision ». Mais une prévision efficace suppose que soient établies des perspectives détaillées portant sur l'ensemble de l'activité économique nationale au cours de l'année à venir. Ainsi, pour ses besoins propres, l'État est amené à formuler des perspectives qui dessinent le cadre général dans lequel peuvent s'inscrire les prévisions particulières des entreprises.

Le besoin d'information est largement commandé par les objectifs poursuivis. C'est pourquoi les entreprises nationales qui ont mission de satisfaire à certaines exigences du développement économique du pays, ont besoin d'informations particulièrement détaillées et développées. Le plan d'électrification de la S.N.C.F., le rythme de construction des barrages et des centrales par E.D.F. supposent une prévision détaillée et à long terme de l'évolution de la demande d'électricité ou de transports.

C'est ainsi qu'au prix d'hypothèses parfois fragiles, les premiers plans de modernisation et d'équipement ont été établis. Leur objectif principal était

d'orienter la croissance de l'économie. Mais leur effet second fut de dessiner pour l'ensemble de l'économie nationale les perspectives détaillées et à long terme nécessaires aux entreprises nationales et à toutes les grandes entreprises privées comme cadre global permettant de tester leurs prévisions propres.

Dans une grande mesure l'information est commune à tous les centres de décision, tout au moins l'information sur l'avenir de l'économie (car le secret demeure la règle dans le domaine de la recherche et des innovations techniques). Mais les motifs qui inspirent les décisions des entreprises, ainsi informées, demeurent très dissemblables. La recherche de la puissance financière est, dans le secteur public, l'exception ; la règle est, ici, le développement économique du pays.

Dans le secteur privé, ce développement est certes poursuivi, mais c'est un moyen dans la recherche du pouvoir et du profit. Et, s'il est plus rentable d'adopter une attitude malthusienne, de mettre sous le boisseau une découverte technique, de rationner une production, le moyen peut être perdu de vue. La bourgeoisie française, habituée à la stagnation par les années 1930 et 1940, n'a pas encore perdu tous ses réflexes malthusiens. Elle est tiraillée entre diverses tendances : si les expansionnistes l'emportent parce qu'ils ont pour eux dix ans d'essor et la pression de l'État, les prudents (les anti-inflationnistes, les partisans de la stabilité) demeurent nombreux et puissants. Dans l'appareil d'État lui-même, cette prudence séduit un certain nombre de hauts fonctionnaires, à commencer par M. Rueff : ce sont les classiques, également opposés à tous les technocrates, quelle qu'en soit la nuance.

Un concert négatif

[Retour à la table des matières](#)

Il ne faut pas s'exagérer la qualité de l'information dont disposent les grands centres de décision économique. Par rapport à l'incertitude ancienne, qui caractérisait le capitalisme concurrentiel du XIX^e siècle (mais qui a survécu jusque dans les années 1930), la situation actuelle marque un changement de qualité : on est passé de la navigation au jugé à un premier balisage des difficultés et à un premier repérage des voies de développement possibles. Mais par rapport aux systèmes socialistes où aucun intérêt privé, aucun secret d'affaires ne s'opposent, en principe, à l'élaboration et à la centralisation rapides d'une information quasi exhaustive, la distance reste grande - même si, en fait, la manie stalinienne du secret et la lourde bureaucratie soviétique empêchent encore l'exploitation rationnelle de toute l'information économique.

Cette distance tient à ce qu'il subsiste de capitalisme privé dans la société actuelle, et ce n'est pas peu dire. En effet l'étude prospective de la marche future d'une société capitaliste oblige à poser des hypothèses non seulement sur certains phénomènes naturels imprévisibles (le climat et, partant, l'état des

récoltes) mais aussi sur le comportement qu'adopteront les chefs d'entreprises privées. Exécuteront-ils tel volume d'investissements dont dépend le rythme de croissance économique ? Accepteront-ils de doser de telle manière leur autofinancement et leurs emprunts, en sorte que le niveau général des prix se maintienne ? Ces questions et beaucoup d'autres de la même importance ne peuvent recevoir, en France et dans les autres États capitalistes, que des réponses conditionnelles, soumises à des hypothèses que la résultante anarchique des décisions isolées confirme ou dément.

D'ailleurs, même si l'on fait abstraction de ces difficultés congénitales affectant l'information (en supposant, par exemple, qu'une parfaite bonne foi préside à sa collecte et à sa diffusion), l'avenir demeure aléatoire : car chaque centre de décision privé joue sa partie. Si des perspectives solidement établies laissent prévoir pour les cinq prochaines années un accroissement de 20 % des ventes de voitures particulières, chacun des quatre grands constructeurs sachant cela, essaie de se placer le mieux possible. Chacun organise sa production future en prévoyant un accroissement de ses ventes supérieur à 20 % de façon à améliorer sa position relative sur le marché. Que se passe-t-il en définitive ? La production totale peut s'accroître de plus de 20 % déjouant la prévision initiale, mais aux dépens d'autres consommations, donc d'autres industries ; ou bien des investissements peuvent se révéler inutiles, aucun des quatre ne perdant de terrain et la consommation demeurant dans les limites prévues ; ou bien... mais l'on pourrait multiplier les réponses. Toutes impliquent une déperdition de richesse sociale (investissements, emplois mal orientés) et comportent des effets seconds également dommageables : désajustement des rythmes de croissance des diverses branches, tension sur les prix, etc. La supériorité des systèmes socialistes réside, à cet égard, dans le fait qu'information, prévision et décision constituent trois moments d'un processus unique relevant, en dernière instance, d'un seul centre de décision, le plan.

L'ensemble complexe de centres de décision qui régit la société française peut-il arriver, par un ajustement de ses méthodes, par une confrontation de ses projets, à une sorte de concert présentant, dans un contexte différent de celui des pays socialistes, les mêmes vertus que la planification impérative et centralisée ?

Il est de fait que, jusqu'à présent, l'action concertée d'es centres de décision se définit de façon négative : les contacts, les informations communes conduisent à éviter à court et à moyen terme les grosses bévues, les déséquilibres d'approvisionnement, les ruptures de débouchés, à faire que le système fiscal gêne le moins possible la croissance économique. Ceci vaut peut-être plus encore aux États-Unis qu'en France. Le concert est également négatif si l'on considère l'action de tous les centres de décision économique, c'est-à-dire en plus des grandes entreprises privées ou nationales, celle des syndicats, des organisations paysannes, etc. Chacun adopte une politique d'ensemble qui se définit notamment par opposition à la stratégie (réelle ou supposée) des autres groupes ; ces centres « jouent » les uns par rapport aux autres et par rapport au jeu de l'État, qui, à son tour, tient compte de ce qu'il sait du jeu de tous les autres. Cela se faisait déjà dans l'économie de marché la plus classique et il est possible que la majorité des chefs d'entreprise ne

sentent aucun changement à cet égard. Pourtant, la taille des joueurs ayant changé, la règle et la résultante du jeu se sont transformées.

L'économie concertée suppose un perfectionnement de ce jeu, chacun acceptant de se plier à une discipline que fixerait, à la limite, le choix rationnel de la meilleure possibilité de développement pour l'ensemble national. Supposer que le concert entre syndicats, organisations paysannes, État et grandes entreprises puisse devenir positif c'est admettre, ou bien qu'il fera taire les luttes de classes (et l'on en chercherait vainement un précédent) ou bien qu'il sera tactiquement accepté, à un moment donné, par des organismes rivaux (ce qui n'est pas inconcevable, mais ne peut être que provisoire).

Limité aux seules grandes entreprises, ce concert positif est également douteux, car il suppose une discipline à laquelle les intérêts privés ne se sont jamais pliés. Peut-on imaginer que, pressée par la concurrence du socialisme, la bourgeoisie se pliera à cette discipline ? C'est peu vraisemblable, *sauf si les luttes politiques dotent l'État des moyens de l'y contraindre*, fût-ce graduellement.

Tant qu'il n'en sera pas ainsi, le concert gardera son caractère négatif. Comme tel il représente déjà un progrès réel au sein du capitalisme, il est un élément de « sagesse » que le capitalisme d'État impose au capitalisme privé. Mais son résultat est loin de correspondre à un optimum : c'est une atténuation des risques inhérents à l'anarchie des décisions capitalistes isolées. Et, comme en outre, l'État doit intervenir pour « rattraper » les erreurs (par exemple, parce qu'on a sans le vouloir donné une forte priorité à l'industrie automobile, construit des autoroutes alors que la crise du logement demeure insurmontée) et pour stabiliser le système, en enrayant les crises, ce concert aboutit finalement, à une *socialisation des pertes mais non des profits*.

L'apologue de Saint-Simon

[Retour à la table des matières](#)

De cette analyse se dégage l'image d'un capitalisme qui progresse en se déchirant. La propriété, facteur de division des classes et d'inégalités dans la distribution des revenus, demeure ce qu'elle était au XIXe siècle. Le pouvoir de décision s'en sépare et par deux mécanismes en partie liés, en partie concurrents, il se rassemble en quelques centaines de centres de décisions autonomes, d'un côté par le mécanisme des groupes financiers et de l'autre, par l'extension du capitalisme d'État. Au sein même des entreprises privées, la responsabilité des décisions s'étend à des cadres salariés. La propriété s'étiole. Elle perd ses justifications sociales anciennes : la responsabilité, le risque. L'apologue de Saint-Simon qui montrait comment la France de Charles X aurait pu, sans le moindre dommage, se priver de tous les aristocrates, mais non des industriels, se transpose sans difficulté dans la France actuelle : il

tombe sous le sens que la machine économique tournerait mieux si elle était débarrassée des grands propriétaires privés qui la cloisonnent et dilapident une partie de ses fruits.

Mais cette société relève d'un traitement plus pratique que le conte philosophique. Sans attendre une catastrophe hypothétique qui pourrait renverser l'ordre établi (et sans se refuser à ce renversement si l'occasion s'en présente) la sagesse n'est-elle pas, pour les forces politiques et syndicales de la gauche, de pousser cette société vers la croissance économique, la contraignant ainsi à s'attaquer aux obstacles qu'elle dresse spontanément sur cette voie ? À condition bien sûr de soutenir, pour la suppression de ces obstacles, des solutions qui ont déjà fait leurs preuves, comme facteurs propres à contrecarrer l'anarchie capitaliste - nouvelles nationalisations ; création, à l'initiative de l'État, d'entreprises nouvelles suppléant aux défaillances de l'initiative privée ; renforcement continu des pouvoirs économiques de la puissance publique. Et à condition également de ne pas se satisfaire de l'organisation actuelle du secteur public ni de l'orientation présente de la politique économique, mais de pousser au remodelage du secteur nationalisé (en favorisant une participation effective des travailleurs à la gestion des entreprises, en remaniant complètement l'organisation et l'orientation des établissements financiers publics, etc.), et de définir pour la politique économique, des objectifs correspondant aux besoins présents et à venir des travailleurs salariés.

C'est pousser au capitalisme d'État, dira-t-on. Assurément, mais plus il sera poussé dans cette direction, moins long sera le chemin à faire parcourir à l'économie pour arriver à un système socialiste. Si la manie des citations n'était passée de mode, il serait intéressant de montrer l'intérêt que portait Lénine à une évolution de ce genre.

L'avenir du capitalisme (1961)
Deuxième partie :
les métamorphoses du capitalisme français

Chapitre neuvième

Anciennes et nouvelles classes sociales

[Retour à la table des matières](#)

En présentant les deux classes fondamentales de la société capitaliste, les chapitres précédents ont montré quel ensemble complexe de couches sociales nouvelles s'est formé à leurs côtés. La bourgeoisie et le prolétariat s'enrobent dans un réseau de classes moyennes salariées qui estompent leurs limites et amorcent peut-être de nouveaux clivages sociaux : les axes, les formes, les enjeux des luttes de classes ne se sont-ils pas modifiés également ? Pour esquisser une réponse à cette question, il convient tout d'abord de définir la position relative et le poids respectif de chacune des classes ou couches sociales dont notre société se compose. Il convient également d'examiner la situation actuelle de celles des classes moyennes urbaines ou rurales dont il n'a pas été fait mention jusqu'ici.

C'est seulement à partir de cette vue d'ensemble des grandes forces sociales dont l'activité commande notre histoire, qu'il sera possible de caractériser les luttes de classes actuelles et leurs perspectives prochaines.

L'enchevêtrement des modes de production

[Retour à la table des matières](#)

En fait, où se trouve exactement le capitalisme, dans cette société complexe que constitue la France actuelle et quelles formes prend-il ?

On sait que le capitalisme se caractérise comme le mode de production dans lequel les moyens de production (c'est-à-dire les usines, les machines, les matières premières, les fonds de roulement, etc.), sont propriété privée et permettent la mise en œuvre d'ouvriers salariés. Par extension, le capitalisme désigne également les modes de distribution des revenus et d'échange des marchandises, associés (et inféodés) à et mode de production. Seule une partie de l'économie française actuelle correspond à ce mode de production. L'essentiel de l'industrie et des transports, une grande partie de la banque et des assurances, une part moins grande du commerce et une fraction réduite de l'agriculture sont organisés selon des formes capitalistes et présentent d'ailleurs tout un dégradé, de la petite entreprise à peine dégagée de l'artisanat au groupe financier imbriquant les intérêts de multiples sociétés industrielles, bancaires et commerciales.

A côté de ce secteur capitaliste, trois autres modes de production d'importance très inégale se présentent également. Un vaste secteur infra-capitaliste comprend la majeure partie de l'agriculture, une fraction importante du commerce et ce qui subsiste d'artisanat. Dans cette forme d'organisation, la propriété privée est de règle, mais elle s'accompagne d'un travail personnel du propriétaire des moyens de production (ou du capital commercial) et le salariat n'y tient qu'une place réduite. C'est une « petite production marchande », c'est-à-dire un système produisant pour le marché (ou spécialisé dans l'échange) mais sans prendre pour autant une forme capitaliste développée. Naturellement, il est vrai que toutes les formes intermédiaires entre l'artisanat et l'industrie capitaliste, entre la boutique et le commerce capitaliste, entre la petite paysannerie et l'agriculture capitaliste - peuvent également être observées. (Dans certains secteurs de l'agriculture on peut même observer le phénomène inverse, c'est-à-dire le repli de la petite production marchande vers l'économie fermée : dans les régions les moins développées, les paysans les plus pauvres « vivent sur leur ferme » en limitant leurs échanges à de rares surplus commercialisables.)

On peut citer pour mémoire un second mode de production non capitaliste, celui des coopératives, associant des apporteurs de capitaux qui sont en même temps producteurs. Peu important en valeur absolue (d'autant que les coopératives de consommation sont fortement contaminées par les structures capitalistes du commerce), ce mode de production est cependant le trait

commun d'expériences partielles et hésitantes qui pourraient prendre demain une grande importance sociale et politique : les tentatives paysannes de coopération.

Enfin, une troisième forme d'organisation différente du capitalisme classique régit le secteur public : entreprises nationalisées (c'est-à-dire débarrassées de leurs propriétaires privés) dans la banque, les assurances, les transports, l'industrie ; offices publics comme l'Office national interprofessionnel des céréales ; sociétés d'économie mixte assurant avec des mélanges divers, une coopération entre capital privé et capital public ; régies nationales ou locales, etc. Le caractère commun à ce secteur est, à de rares exceptions près, la prépondérance du capital public sur le capital privé, souvent même la disparition de ce dernier.

Si toutes les activités économiques débouchant sur le marché sont organisées selon l'une des formes que l'on vient d'indiquer (c'est ainsi que la production des services emprunte ses formes aux divers modes que l'on a décrits), il reste cependant des activités sociales non directement économiques qui ne relèvent pas de cette analyse. C'est le cas de certaines professions libérales, du clergé et surtout de l'appareil d'État. Il existe donc des couches sociales numériquement très importantes dont la place dans la société n'est pas *directement* commandée par l'organisation de l'économie.

Les divers modes d'organisation sociale ne sont pas juxtaposés : ils composent ensemble une même société et, par conséquent, ils réagissent l'un sur l'autre. De là à affirmer la prépondérance absolue du mode de production capitaliste, il n'y a qu'un pas, trop vite franchi. Il est certain que le capitalisme domine en général toute la société française, toutes les autres formes d'organisation sociale, bref que cette société est capitaliste. C'est l'évidence même. Mais les évidences sont à manier avec précaution car elles éblouissent plus qu'elles ne renseignent.

On peut observer que les différents modes de production ne se développent pas (ou ne dépérissent pas) selon une évolution linéaire. Depuis un siècle et demi le capitalisme a tué l'artisanat et celui-ci ressuscite sans cesse sous de nouvelles formes : chassé de la production par les grandes industries, il se replie vers les services. Pendant cette même période le capitalisme a érodé, puis pénétré la paysannerie marchande ; il l'a assujettie, mais non éliminée. Et l'on a pu voir parmi d'autres développements contraires, certaines fractions de la paysannerie infra-capitaliste reprendre vigueur, au cours des quinze dernières années, à la faveur de la modernisation technique. Ce ne sont pas des lois mécaniques infaillibles comme la pesanteur, qui président à l'histoire des structures sociales. Les lois économiques que le marché tend à faire prévaloir *sont soutenues, combattues ou déviées* par des lois politiques que les luttes de classe obligent à adopter.

Dès lors, la question de savoir qui l'emporte - et qui l'emportera - du capitalisme privé ou du capitalisme d'État ne peut être tranchée par des évidences, par l'affirmation que « rien d'essentiel n'est changé dans le système capitaliste, avec les nationalisations ». Tout d'abord, il faut voir ce que contient ce capitalisme d'État. Tant qu'il s'agissait de quelques arsenaux ou d'un monopole des Tabacs on pouvait facilement admettre que rien n'était

modifié au système social. Aujourd'hui, on l'a vu, il n'en va plus de même. Ensuite, il faut rechercher quelles inflexions le jeu capitaliste du marché subit du fait de l'État. Et l'on en arrive enfin à la question *politique* : *comment* est dirigé le secteur public ? qui fixe la politique économique ? vers quelles fins ? avec quels résultats ? C'est *seulement dans la mesure où toutes ces questions reçoivent en toutes circonstances une réponse favorable à la prédominance du capitalisme privé* que celui-ci peut-être reconnu « essentiellement intact »...

Déjà, un chapitre précédent a montré quelles structures nouvelles étaient apparues dans l'organisation sociale de la production : c'est là un premier aspect du capitalisme d'État. Mais celui-ci n'est pas seulement une certaine façon d'être de la société contemporaine ; c'est également une certaine façon d'agir, caractérisée par le rôle économique de plus en plus large dévolu à l'État. Et, sous ce dernier aspect, l'étude des conditions actuelles de la croissance économique montrera, dans un prochain chapitre, que les mécanismes économiques se sont modifiés aussi profondément que les structures sociales. Si l'on imagine un instant que, dans des conditions historiques aujourd'hui imprévisibles, le champ d'action du capitalisme d'État s'étende encore très sensiblement, au point de rejeter tout à fait au second plan la domination directe du capital privé, alors le socialisme aurait succédé au capitalisme. Ce pourrait être un socialisme oligarchique où les tenants du capital privé auraient transformé leurs possessions en une vaste et unique société anonyme, ce pourrait être un socialisme technocratique où les « élites » sélectionnées par l'appareil d'État disposeraient des pouvoirs effectifs, ce pourrait être un socialisme bureaucratique soumis à la gestion d'un appareil de Parti, ce pourrait (fort heureusement) être bien d'autres socialismes encore, mais ce ne serait plus le capitalisme. Car, rappelons-le, le seul trait assuré du socialisme est la propriété collective de l'appareil de production. Comme l'a bien vu Kardelj, le socialisme d'État qui s'est établi un peu partout n'est pas fondamentalement différent du capitalisme d'État, ou plutôt d'un capitalisme d'État débarrassé de son environnement capitaliste privé. Jusqu'ici, le socialisme a été, en fait, l'étatisation de la propriété des moyens de production (et l'on sait qu'à l'Est, il cherche sa voie vers une autre forme de propriété collective - notamment en Yougoslavie).

Néanmoins, ces hypothèses sont encore loin d'être réalisées en France, et le capitalisme privé demeure « en règle générale et dans certaines limites » (pour reprendre la formule déjà employée à propos de l'État), le mode de production prévalent.

Classes et couches sociales

[Retour à la table des matières](#)

Les différents modes de production enchevêtrés dans la société française définissent, de façon très générale, les classes sociales. Chaque classe est constituée par l'ensemble des hommes auxquels l'organisation sociale assigne une position semblable dans la société. La possession - ou non - d'un capital ;

la façon dont ce capital est mis en œuvre, par les salariés ou par ses seuls propriétaires ; la place des salariés dans la division sociale du travail (métier, position hiérarchique) ; la nature et le niveau des revenus ; tels sont les critères qui fixent les principales divisions de la société.

Toutefois, en appliquant de tels critères à une société particulière, il faut se garder de tout schématisme. Les classes ont une histoire et, à les enfermer dans une définition trop générale, on risque d'oublier leurs particularités concrètes, leur mouvement original. Il est vrai que l'histoire a conduit les grands ensembles comme la classe ouvrière ou la bourgeoisie à faire abstraction de leurs particularités, à s'unir en organisations communes, à s'opposer entre elles et, dans cette lutte, à prendre conscience de leur spécificité. Les luttes des classes et la conscience de classe qui en dérivent sont un facteur d'unification pour chaque classe sociale. Elles sont provoquées par l'organisation sociale elle-même.

Une vue cavalière de l'histoire discerne dans la suite des siècles la naissance, les luttes, le déclin de grandes classes comme l'aristocratie féodale, la bourgeoisie capitaliste ou la classe ouvrière. Mais quand l'histoire se voit de plus près, le tableau se nuance, la diversité des groupes de moindre envergure se révèle, le rôle même des individus devient apparent ; alors, au lieu d'apercevoir de grandes classes en lutte, on découvre une mêlée plus confuse ; des intérêts divergents se révèlent au sein de chacune d'elles, leur unité d'action se révèle fort imparfaite. On aperçoit aussi des groupes intermédiaires, plus ou moins structurés, qui ne peuvent se rattacher à aucune des classes déjà constituées, mais qui n'en participent pas moins aux luttes sociales : ici des paysans, là des ingénieurs ou des étudiants, ailleurs des fonctionnaires.

Dès lors, en mettant en œuvre les critères traditionnels de l'analyse marxiste que l'on a rappelés plus haut, il convient de rechercher aussi bien les clivages essentiels que les nuances importantes ; il convient également de tenir compte des données nouvelles que les développements récents du capitalisme français ont fait apparaître et que les chapitres précédents ont mis en lumière : l'extension rapide des classes moyennes salariées et leur diversité, l'apparition aux côtés de la bourgeoisie d'un « salariat supérieur » ouvert aux cadres « technocrates », la multiplication et la diversité des couches sociales de salariés employés par l'appareil d'État et par le secteur public de l'économie, etc.

En prolongeant pour l'ensemble de la population nationale, la tentative effectuée au chapitre VII pour la seule population salariée, on peut établir un tableau chiffré des diverses classes sociales françaises qui tienne compte de ces exigences ¹. Cette méthode appelle des réserves et des commentaires.

Les réserves tiennent à ceci : on ne peut découper une société complexe en groupes relativement homogènes sans trancher dans le vif ; les classes ne sont séparées par aucune muraille de Chine ; tous les individus ne sont pas « classables » car certains transitent d'une classe à l'autre ou se fixent dans une

¹ Ce tableau dérive du recensement de 1954 qui a réparti toute la population française en catégories socio-professionnelles (voir *Études statistiques*, no 1, 1958). Un tableau publié à la fin de ce volume (page 252) définit la méthodologie retenue ici.

position intermédiaire ; enfin, les recensements statistiques ne sont pas opérés en vue de telles études sociologiques. Bref, les estimations que l'on peut présenter sont des approximations *figeant* la structure sociale ; par rapport à la société vivante et mouvante, c'est une photographie instantanée et retouchée que l'on obtient.

Les commentaires ont pour objet de justifier les classements opérés par le tableau, au regard des critères déjà formulés. On a distingué dans la société cinq grands ensembles : la bourgeoisie que définit la propriété privée des moyens de production et la mise en oeuvre de travailleurs salariés ; la classe ouvrière, les classes moyennes « traditionnelles » et les classes moyennes « inférieures » : pour ces trois catégories on a retenu les distinctions déjà présentées au chapitre VII sauf à adjoindre aux classes moyennes « traditionnelles » les éléments non salariés de l'artisanat et du petit commerce¹ ; enfin, la paysannerie, ensemble hétérogène de couches sociales employées dans l'agriculture.

Par ailleurs, dans la mesure où les données statistiques utilisées le permettaient, on a subdivisé chacun de ces ensembles en une série de groupes : ainsi la hiérarchie des couches sociales dont se composent la bourgeoisie et la classe ouvrière peut être mise en lumière ; ainsi, également, les diverses catégories que regroupent les ensembles hétérogènes comme les classes moyennes ou la paysannerie peuvent être isolées. Les « groupes » définis de la sorte ont été classés de façon à placer sur une même plan (figurativement : sur une même ligne) des catégories sociales voisines, c'est-à-dire jouissant de revenus assez comparables et d'un standing social assez semblable. Par exemple le groupe no 6 voit se côtoyer : les instituteurs, les employés, les contremaîtres et les propriétaires exploitants. La même présentation montre que les éléments supérieurs des classes moyennes (professions libérales, cadres supérieurs) avoisinent la grande bourgeoisie avec laquelle ils entretiennent souvent des liens étroits. Il ne faut pas se cacher combien cette subdivision en groupes peut être arbitraire : il suffit de lire le tableau ci-dessous pour en juger.

Néanmoins, elle vaut au moins comme procédé figuratif permettant de subdiviser les grandes classes sociales.

Le même tableau précise la part de chaque classe et de chaque couche sociale dans la population totale de la France métropolitaine, en 1954. Chaque 1% représente environ 425.000 habitants, étant bien entendu que les personnes inactives (enfants, ménagères, etc.), ont été classées dans la catégorie à laquelle appartient le chef de famille.

¹ Autrement dit la classe ouvrière est définie, ici, dans son sens le plus étroit, comme l'ensemble des salariés créateurs de richesses matérielles.

CLASSES ET GROUPES SOCIAUX						
<i>En pourcentage de la population totale</i>						
1 % représente 425.000 individus en 1954						
Grou- pes	Bourgeoisie en %	Classes moyennes “ traditionnelles ” en %	Classes moyennes “ inférieures ” en %	Classe ouvrière en %	Paysannerie en %	Totau x en %
1	0,5	Grande bourgeoisie (industrie, banque, etc.)				0,5
2	1	Grands commerçants Moyens industriels				1
3	2, 5	Commerçants Petits industriels Propriétaires fonciers Rentiers				2, 5
4	2,5	Professions libérales Officiers Cadres administratifs supérieurs	1,5 Ingénieurs Artistes Clergé Professeurs		3,5 Fermiers capitalistes	7,5
5			8,5 Artisans Boutiquiers	5 Cadres moyens publics et privés Techniciens		13,5
6			5,5 Instituteurs Retraités et rentiers	10 Employés de bureau et de commerce (secteurs public et privé) Armée, police	13,5 Contre-maîtres Ouvriers qualifiés	11 Petits fermiers Propriétaires exploitants
7				5,5 Personnels de service Retraités	11 Ouvriers spécialisés	4 Métayers Agriculteurs retraités
8				0,5 Femmes de ménage	9 Manœuvres, Retraités, vieux travailleurs	5 Ouvriers agricoles
Totaux en %		18	21	33,5	23,5	100

L'imbrication des classes sociales

[Retour à la table des matières](#)

De premières conclusions peuvent être tirées de ce tableau. La classe ouvrière, au sens strict, représente (en 1954) le tiers de la population totale. Si l'on y inclut les salariés agricoles, sa place relative s'élève à 38,5 %. Mais les classes moyennes « traditionnelles » et « inférieures », prises ensemble, absorbent 39 % de ce même total, à quoi s'ajoutent 15 % de « paysans moyens », ni ouvriers, ni capitalistes. C'est dire *combien l'image* d'une société polarisée en deux classes extrêmes peut être inexacte en France. En fait, la bourgeoisie et le prolétariat sont deux classes minoritaires. La première représente environ 4 % de la population ou, plus exactement, 7,5 % en y incorporant les éléments capitalistes de la campagne. Les deux classes fondamentales totalisent donc 46 7. de la population française.

En résumé, la répartition des grands groupes sociaux décrits dans le tableau ci-dessus aboutit aux résultats suivants : bourgeoisie urbaine et rurale, 7,5 % ; prolétariat des villes et des campagnes, 38,5 % ; classes moyennes de toute nature 54 %. Mais cette répartition n'est pas la seule concevable. On peut observer par exemple que toutes les classes moyennes « inférieures » et les quatre dixièmes des classes moyennes « traditionnelles » sont composées de salariés. Les salariés de tous ordres constituent ainsi un peu plus de 66 % de la population française.

Un autre aspect de cette structure sociale doit également être souligné : c'est la grande imbrication des classes. Le tableau ci-dessus est construit à partir d'un classement en catégories socioprofessionnelles des individus actifs (les inactifs étant, de leur côté, rattachés aux personnes dont ils dépendent). Mais ce classement a le défaut de disjoindre partiellement les familles, de compter séparément les individus actifs qui, appartenant au même foyer, semblent se rattacher, par leur statut professionnel, à des groupes sociaux distincts. Aux ménages dont le chef appartient à une classe ou à une couche sociale bien définie, se rattachent, en fait, des individus qui, s'ils vivaient isolés, seraient rangés dans d'autres classes. Chacun connaît des exemples du type suivant : le père de famille est ouvrier ; la mère ne travaille pas ; deux enfants non encore mariés vivent au foyer paternel et l'un d'eux est instituteur ou employé ou fonctionnaire. De tels exemples sont loin d'être isolés. Sur 1.000 personnes actives vivant dans des ménages dont le chef est un ouvrier, on a dénombré, en 1954, 868 ouvriers seulement. Les autres individus actifs se répartissaient de la sorte :

- « patrons de l'industrie ou du commerce » (c'est-à-dire artisans ou boutiquiers), 17 pour 1.000 ;
- agriculteurs, 5 pour 1.000 ;
- ouvriers agricoles, 6 pour 1.000 ;

- cadres moyens, 14 pour 1.000 ;
- employés (ou fonctionnaires), 61 pour 1.000 ;
- personnels de service et divers, 29 pour 1.000.

À l'inverse, si l'on cherche, à la même date, dans quelles familles vivent les ouvriers actifs, on découvre, évidemment, que 862 pour 1.000 appartiennent à un foyer dont le chef est ouvrier. Le reste se répartit, selon les proportions suivantes, dans des ménages dont le chef est :

- patron de l'industrie ou du commerce : 43 pour 1.000 ;
- agriculteur : 24 pour 1.000 ;
- ouvrier agricole : 11 pour 1.000 ;
- cadre moyen : 11 pour 1.000 ;
- employé (ou fonctionnaire) : 29 pour 1.000 ;
- personnel de service et divers : 18 pour 1.000 ;
- membre des professions libérales ou cadre supérieur : 2 pour 1.000.

On pourrait montrer, de la même façon, combien les familles qui composent les autres classes ou couches sociales sont « sociologiquement impures ». Ceci vaut en particulier pour les classes moyennes « inférieures » et pour la « classe ouvrière », entre lesquelles la distance sociale est faible.

Les vieux rapports de production...

[Retour à la table des matières](#)

Si l'on a déjà examiné la situation de toutes les classes liées aux structures modernes de la société, -c'est-à-dire la bourgeoisie, la classe ouvrière et les classes moyennes salariées - il reste, pour compléter le tableau de la structure sociale française, à définir la situation des classes moyennes indépendantes et de la paysannerie. Celles-ci représentent environ 26 % de la population totale (30 % en y incluant la paysannerie capitaliste). L'artisanat compte environ 900.000 entreprises. Les seules branches industrielles où il demeure très important, l'habillement et le bâtiment, sont, depuis quelques années, engagées dans un mouvement de modernisation qui, à échéance assez rapide, reléguera les entreprises artisanales au second plan, comme ce fut jadis le cas dans le textile, les constructions mécaniques ou électriques, l'automobile, etc. Pourtant le triomphe de la grande industrie sur l'artisanat n'implique pas la disparition totale de celui-ci : l'artisanat cède la place ou se range dans le sillage de l'industrie. Il devient un artisanat de complément ou un artisanat d'entretien. Dans le premier cas, de petites entreprises travaillent à façon pour

un client unique et tout-puissant : c'est un artisanat satellite de l'industrie automobile ou aéronautique, voire du textile ou des grands magasins. Dans le second cas, les artisans cessent de fabriquer pour devenir réparateurs, agents d'entretien en tout genre (automobile, radio, électricité, optique, horlogerie, etc.), et souvent leurs entreprises se distinguent mal des « services après vente » créés par les grandes firmes produisant des biens de consommation durables. Par ailleurs, l'artisanat se développe dans l'alimentation et la production de services (bouchers, boulangers, restaurateurs, coiffeurs, taxis, spectacles, etc.).

Le *petit commerce* compte, de son côté, - abstraction faite des commerces alimentaires de type artisanal, déjà cités - environ 850.000 établissements. Tandis que l'artisanat a été refoulé par l'industrie, le petit commerce a été *utilisé* par celle-ci pour diffuser ses produits. C'est seulement depuis quelques dizaines d'années que des formes commerciales spécifiquement capitalistes sont venues s'adjoindre aux rares grands magasins nés sous le Second Empire. Ces chaînes à succursales multiples, ces *prisunics*, ont entrepris avec succès de concurrencer la boutique sur son propre terrain. Néanmoins, si la part relative du « commerce indépendant » dans le chiffre d'affaires commercial se réduit, l'accroissement de la population, la concentration urbaine et, surtout, les faveurs du législateur ont permis à la boutique de se multiplier. Depuis cinq ans seulement, l'accroissement du nombre des boutiquiers a été stoppé et un mouvement inverse engagé. Ainsi le commerce indépendant qui a progressé au XIX^e siècle sous la protection de l'industrie capitaliste, puis au XX^e siècle, sous la protection du Parlement (parce que les raisons économiques de la protection ancienne s'affaiblissaient), commence à se heurter à une concurrence sévère. La révolte poujadiste a marqué ce réveil. Le résultat sera, vraisemblablement, une série de coupes sombres dans cette couche sociale. Mais, parallèlement, la part de la population active employée dans le commerce *continuera sans* doute d'augmenter. En effet, la France possède encore, par comparaison avec les autres nations capitalistes développées, un très grand nombre de boutiquiers ; mais le commerce y emploie, au total, une fraction de la population moindre qu'aux États-Unis ou en Angleterre. La substitution de grands magasins ou de chaînes capitalistes à la boutique s'accompagnera du remplacement de boutiquiers par des salariés.

La paysannerie comprend, on le sait, diverses couches sociales s'étalant, sans discontinuité, de la petite exploitation misérable (semi-prolétarienne, c'est-à-dire obligeant l'exploitant à s'employer également comme salarié) à la grande culture capitaliste. Très globalement on dénombre environ 400.000 exploitants agricoles employant des salariés et 1.500.000 exploitants assistés seulement d'une main-d'œuvre familiale. Mais ces chiffres ne peuvent prendre leur pleine signification que par un examen détaillé des conditions de la propriété du sol, des investissements effectués, de l'endettement, ainsi que des conditions d'emploi de la main-d'œuvre familiale ou salariée -examen qui ne peut être entrepris ici. On notera cependant quelques grands traits.

Le développement du capitalisme agraire a fait plus de progrès depuis 1945 qu'au cours du siècle précédent. Si les très grandes exploitations de type capitaliste sont encore rares, les exploitations de 50 à 200 ha à forte productivité se sont multipliées dans le Bassin parisien, le Nord, le Centre-Ouest et, à un degré moindre, dans le Midi. Ces entreprises (quoique de petit

capitalisme par comparaison avec l'industrie) assurent désormais la majeure partie de la production marchande de céréales et de vin et tendent à faire de même en matière de viande et de produits laitiers. La différenciation des exploitations agricoles infra-capitalistes s'est également accélérée. Une minorité d'entre elles a réussi grâce aux profits de la période de guerre et grâce à un profond endettement, à s'équiper d'engins modernes, à rationaliser les modes de culture et, si le terroir était riche, a su se maintenir en bonne position sur le marché : tel est notamment le cas des exploitations de 25 à 50 ha, nombreuses dans la région du Nord, et qui, bien que dépourvues de salariés, ont suivi la progression des exploitations capitalistes. Mais la majorité des exploitations familiales, malgré un effort d'équipement réel (souvent mal orienté) est peu à peu évincée du marché : seul, l'élevage demeure médiocrement rentable pour ces exploitations. Cette différenciation, jointe à l'attraction d'une industrie en expansion, a accéléré l'exode rural depuis 1945. En effet, tandis que l'âge moyen des paysans s'élevait, les jeunes générations d'ouvriers agricoles et de petits exploitants ont quitté l'agriculture au rythme moyen de 50.000 à 60.000 par an (soit, avec les familles, un exode de 1.000.000 de personnes tous les dix ans).

Contrairement à ce qui se passait au XIXe siècle, l'industrie (et, par conséquent, la classe ouvrière) n'a absorbé qu'une fraction assez réduite de ces migrants. Tous les autres secteurs de l'économie nationale, notamment le commerce, la police, diverses autres administrations, en ont également reçu une part. Cet exode massif a d'ailleurs été l'aspect le plus visible d'une *mobilité sociale à laquelle l'essor économique des quinze dernières années a donné un élan nouveau* : le nombre des enseignants s'est accru de plus de 50 % depuis 1945 ; celui des commerçants a augmenté d'un cinquième entre 1946 et 1954 pour se réduire quelque peu ensuite ; celui des cadres techniques moyens de l'industrie a doublé ; celui des cadres supérieurs et des ingénieurs a augmenté d'un quart ; celui des fonctionnaires a augmenté de 15 % ; et tous ces emplois ont été pourvus par prélèvement dans d'autres couches sociales, généralement inférieures quant au niveau des revenus et au « standing » social. La classe ouvrière elle-même a fourni d'appréciables contingents à plusieurs de ces mouvements.

... et leur avenir

[Retour à la table des matières](#)

Les perspectives offertes aux diverses catégories sociales que l'on vient d'évoquer rapidement sont très différentes.

L'artisanat peut, en déplaçant son champ d'application, survivre à tous les assauts de la concurrence capitaliste. Ni l'industrie ni le commerce capitalistes n'ont en effet la possibilité de satisfaire pleinement, dans des conditions suffisantes de rentabilité, les divers besoins auxquels répond l'artisanat de service et de complément. Et il est vraisemblable que la grande industrie s'entourera

longtemps encore de petites firmes satellites, évitant de la sorte des investissements complémentaires d'un emploi irrégulier. Dès lors, soumis le premier aux aléas de la conjoncture (aux baisses de production de la grande industrie ; à la réduction de la demande des particuliers), l'artisanat peut, médiocrement, se maintenir. Sa protection est politiquement légitime si elle permet sa modernisation, si elle ne tend pas à renflouer mais à reconvertir ses branches menacées (comme, aujourd'hui, celle du bâtiment).

Il n'en va pas de même pour le petit commerce. Celui-ci rend assurément de réels services, notamment quand il offre des possibilités de choix, de livraison, ou des horaires mieux adaptés que ceux du commerce capitaliste. Mais son développement excessif, ses marges parasites, son alliance de fait avec les organismes capitalistes anachroniques qui régissent de nombreux circuits de distribution (viande, fruits et légumes, etc.), en font une couche sociale anti-économique. La boutique est l'une des plus mauvaises formes d'organisation commerciale dans un régime capitaliste, la plus coûteuse assurément, pour le consommateur et pour l'économie nationale tout entière. À quoi s'ajoute la morgue politique des petits-bourgeois possédants que sont par excellence les boutiquiers. De Boulanger à Poujade, il n'est aucun démagogue qui ait laissé les boutiquiers insensibles. Il est vrai que les formes intégrées du commerce paraissent réaliser des marges supérieures à celles de la boutique. Mais, comme elles vendent au consommateur final à des prix inférieurs, cela signifie simplement que le partage du profit qui s'opère de l'usine à la dernière vente est différent, non que la marge totale est supérieure. Il est souvent avancé qu'une quasi-disparition du petit commerce permettrait aux grands magasins et aux chaînes capitalistes de réaliser, sans frein, des profits plus massifs encore. Mais c'est là une double illusion. D'abord en pronostiquant une quasi-disparition du petit commerce. Celui-ci est solidement enraciné et son évolution ne pourra être que lente. Ce sera probablement un processus de différenciation semblable à celui dont la paysannerie moyenne est le siège : glissement des uns vers le capitalisme (la formation de chaînes volontaires entre grossistes et détaillants, la multiplication des gérances et du « petit succursalisme », l'augmentation du nombre des salariés, annoncent cette évolution), décadence progressive des autres. Mais alors que la paysannerie subit ce mouvement en régime de surproduction agricole (pour la plupart de ses produits), la boutique le subira dans un contexte différent, marqué par *le besoin d'un appareil commercial étendu* (croissance de la population urbaine, élévation des revenus, diversification de la consommation). D'autre part, il est erroné de prédire une hausse nécessaire des prix, du fait du commerce intégré : c'est oublier que la consommation de masse, la diffusion au maximum de tous les produits est l'une des caractéristiques du capitalisme développé et qu'elle implique, à côté de l'économie sur les prix de revient industriels, une économie sur les coûts de distribution. Donc, il est plus vraisemblable de prévoir un certain antagonisme entre le capital commercial et le capital industriel pour assurer des « prix de diffusion ». Les profits commerciaux, dans l'économie capitaliste développée, reposent davantage sur la masse des produits vendus que sur la marge unitaire.

Dès lors la gauche ne peut fonder sur l'alliance de principe, entre ouvriers et petits commerçants, une « stratégie anti-monopoliste ». Les commerçants tendent à maintenir le statu quo. Il peut être tactiquement nécessaire de ne pas les heurter de front, en certaines circonstances. Mais les consolider est stupide.

Un éventuel gouvernement de gauche, ne pouvant se cantonner dans une position négative, aurait à s'inspirer, ici, de deux principes : favoriser la concurrence (et démanteler les vieux circuits de distribution comme celui de la viande) ; favoriser l'organisation des petits commerçants en chaînes coopératives, pour leur ouvrir une autre voie que celle des chaînes capitalistes. (Encore que l'on ne voie guère, chez les commerçants eux-mêmes, de réelles dispositions à cet égard ; il y a de « jeunes paysans » novateurs, mais l'on chercherait vainement de « jeunes bouchers » ou de « jeunes épiciers » animés du même esprit).

Par certains côtés, la *politique paysanne* de la gauche appelle des critiques semblables. La protection des bouilleurs de cru et surtout l'exigence de prix différentiels et de protections pour *sauvegarder le statu quo* est une erreur grave. Car, en définitive, la « sauvegarde » de la petite et moyenne paysannerie ne lui apporte que des palliatifs ; elle n'empêche pas la différenciation de se poursuivre, elle maintient ou atténue la misère des exploitations anachroniques et renforce la position de l'agriculture capitaliste (tout en offrant à celle-ci une base de masse : tous les paysans revendiquent ensemble des prix plus rémunérateurs). Comme l'exode rural est inéluctable, parce qu'il est techniquement possible d'assurer la production agricole nécessaire avec une main-d'œuvre deux ou trois fois inférieure à celle qui demeure encore dans l'agriculture, la seule solution est de favoriser pour une partie des petits ou moyens paysans, l'accès à des conditions d'exploitation plus économiques par l'association volontaire (pour l'utilisation du machinisme, pour l'organisation de cultures rentables ou de l'élevage, pour la commercialisation et la première transformation des produits, etc.), et, simultanément, de favoriser le dégagement de la main-d'œuvre excédentaire (par l'implantation d'usines décentralisées, par l'organisation d'un système de retraites pour les vieux agriculteurs, etc.). À la limite, l'établissement d'un véritable écran commercial entre l'agriculture et le reste de la nation serait également à inscrire au programme de la gauche. Un tel écran formé d'organismes publics et de coopératives de vente ou d'achat devrait permettre à la fois : l'orientation des productions agricoles par les prix en fonction des besoins prévisibles ; la désorganisation des réseaux commerciaux de type capitaliste qui transforment en hausse sensible du coût de la vie, toute hausse même légère des prix agricoles à la production ; et l'approvisionnement de l'agriculture en produits industriels en réduisant la pression de l'industrie capitaliste sur les revenus agricoles.

Favoriser l'évolution coopérative de l'agriculture ; orienter son développement général après l'avoir « isolée » du marché capitaliste ; en dégager les excédents de main-d'œuvre ; ces trois principes pourraient s'inscrire dans un programme économique de la gauche, d'autant plus utilement qu'ils demeureront encore valables dans une France socialiste.

En effet, tandis qu'à ce stade le commerce de détail sera appelé à se plier rapidement à des formes d'organisation socialistes, l'artisanat et la paysannerie pourront poursuivre dans des conditions nouvelles leur évolution actuelle. D'une importance économique réduite, l'artisanat présente cependant une utilité sociale majeure : non certes parce qu'il associe « harmonieusement » la propriété privée et le libre travail, mais bien parce que le jeu des initiatives individuelles complète utilement l'effort de la grande industrie. Il est plus

facile de planifier la production d'acier que celle des briquets, plus facile de planifier la production d'automobiles que leur entretien.

La question se pose différemment pour la paysannerie, dont la production demeure essentielle en tout état de cause. Ici, l'expérience douloureuse de la collectivisation hâtive et forcée peut être épargnée, non seulement parce que l'enracinement de la petite propriété la rend très difficile, mais surtout parce qu'elle est inutile. Les objectifs de la collectivisation dans les États socialistes sont, en effet, la libération de main-d'œuvre pour l'industrie, et surtout, l'accumulation du capital nécessaire à l'édification industrielle. Mais l'accumulation primitive est, en France, chose faite depuis longtemps et l'agriculture ne produit aujourd'hui qu'un dixième environ du revenu national. Par conséquent, les besoins d'investissements peuvent être satisfaits, pour l'essentiel, par prélèvement sur le revenu créé en dehors de l'agriculture. En outre l'agriculture française souffre de surproduction : même l'accroissement de la consommation alimentaire que pourrait provoquer une meilleure répartition du revenu national peut être satisfait sans peine par l'agriculture actuelle. A plus forte raison, sa modernisation se poursuivant, serait-il possible d'accroître cette production, tout en libérant d'importants contingents de main-d'œuvre. Et, pour ces derniers, la disparité entre les revenus agricoles et ceux que procurent les autres activités, suffirait à les attirer vers les emplois non agricoles. Si la collectivisation n'est pas nécessaire, dans un premier stade qui peut durer longtemps, elle pourrait cependant progresser sans hâte et sans contrainte, notamment à partir des expériences de coopération volontaire déjà entreprises aujourd'hui et à partir du secteur agricole capitaliste qui devrait être soumis à une réforme plus ou moins radicale.

*Les classes sociales
en France
dans dix ou quinze ans*

[Retour à la table des matières](#)

Les éléments de programme économique qui viennent d'être esquissés à très grands traits reposent évidemment sur la situation actuelle des classes moyennes « indépendantes ». Néanmoins, si le système capitaliste demeure prévalent pendant plusieurs décennies encore, il est possible que certaines des données actuelles soient bouleversées. Il est possible, si le temps lui en est laissé, que le développement capitaliste du commerce ou de la paysannerie opère une forte concentration, relègue au second plan la boutique ou l'exploitation familiale. Il est possible également que les péripéties politiques au cours de cette période permettent d'infléchir cette évolution vers des formes plus satisfaisantes qui ne peuvent être que coopératives. Dès lors, il convient d'être prudent dans l'élaboration de tout programme : on ne peut enfermer dans des formules définitives une évolution, pour une part imprévisible. Cependant,

deux idées générales paraissent valables en tout état de cause : la première est que la conservation du *statu quo* est un non-sens économique et politique ; la seconde est que la collectivisation forcée de l'agriculture ne répondra, dans un régime socialiste installé en France, à aucune nécessité économique pressante (sauf si les progrès de la grande exploitation capitaliste s'accéléraient selon un rythme sans commune mesure avec ce que l'on a pu observer jusqu'à présent).

L'évolution d'ensemble des diverses classes et couches sociales françaises est très difficile à chiffrer, même si l'on se donne des hypothèses précises sur le développement économique attendu. Il demeure trop d'éléments inconnus, comme l'évolution de la natalité et de la mortalité selon les catégories, ou comme le rythme et les formes de la mobilité sociale. Néanmoins, à échéance relativement proche, en extrapolant les tendances globales observées dans un passé récent, on peut esquisser une réponse très grossière à cette question. Une évolution est certaine, l'autre vraisemblable. La première concerne la structure démographique : la place relative des jeunes générations va s'accroître de façon sensible. Les jeunes de 16 à 24 ans représentent, en 1960, 12,5 % de la population totale. En 1965, leur part doit atteindre 14,2 % et, en 1970, 16,5 %. En valeur absolue, leur nombre s'élèvera de 5.700.000 actuellement à 6.600.000 en 1965 Puis à 7.800.000 en 1970.

Ainsi, au cours des dix prochaines années, 2.100.000 jeunes viendront grossir les rangs de la génération qui, après avoir été soumise à une scolarité plus longue, s'intégrera à l'économie française.

La seconde évolution, moins certaine que la précédente, est celle des grands ensembles, des grandes classes sociales définies par les tableaux précédents. Dans l'hypothèse où le développement économique se poursuivrait au taux moyen de 5 % par an et où la croissance de la productivité dans l'industrie continuerait au rythme actuel, on peut considérer comme une première approximation, assez vraisemblable, les chiffres suivants :

CLASSES SOCIALES			
(en % de la population totale)			
	1954	1965	1975
Paysannerie	23,5 %	20 %	17 %
(dont ouvriers agricoles)	(5 %)	(4 %)	(3 %)
Classe ouvrière	33,5 %	36 %	38 %
Classes moyennes « inférieures »	21 %	24 %	27 %
Classes moyennes « traditionnelles »	18 %	16 %	14,5 %
Bourgeoisie	4 %	4 %	3,5 %
a) Ces chiffres reprennent les résultats du tableau présenté plus haut.			

Dans cette hypothèse, les salariés qui, en 1954, représentaient 66,5 % de la population totale, passeraient en 1965 à 71 % et en 1975 à 75 %. Ainsi la société française se rapprocherait sensiblement des « modèles » que lui offrent d'autres nations capitalistes plus développées, comme l'Angleterre ou les États-Unis. Et il est possible qu'à l'imitation de ces pays la part de la classe

ouvrière ne s'élève pas autant qu'on l'a indiqué, auquel cas les classes moyennes « inférieures » verraient leur place s'accroître davantage encore.

Il est certain que la conjugaison de ces trois mouvements : rajeunissement de la population active, léger accroissement du prolétariat et croissance sensible du nombre des salariés « non prolétariens » doit modifier sensiblement les comportements politiques et sociologiques de la classe ouvrière et des couches sociales voisines. On sera loin, dans dix ans, du prolétariat de 1936 dont est issue la majorité des cadres actuels du mouvement ouvrier.

Évolution ou révolution ?

[Retour à la table des matières](#)

Les grandes forces politiques qui, par leurs luttes ouvertes ou feutrées, font l'histoire, ne sont jamais un simple reflet des forces sociales que constituent les classes ou les groupes sociaux de moindre importance : les partis, les organisations syndicales, les institutions sociales (armée, Église, etc.), disposent tous d'une certaine autonomie ; ils ont leur histoire propre. Par conséquent, l'analyse socio-économique des classes ne suffit jamais à expliquer l'actualité politique, ne permet jamais de pronostiquer l'histoire qui se fera. Cependant, cette analyse éclaire les conditions générales dont dépendent les luttes politiques : elle en dessine le cadre, ou mieux, elle en définit le terrain.

Les principales caractéristiques des différentes classes sociales viennent d'être présentées et certains éléments de ce puzzle ont été rassemblés en différents tableaux chiffrés décrivant la structure sociale actuelle et ses perspectives d'évolution globale les plus vraisemblables. Quelques conclusions semblent se dégager de cette étude.

Tout d'abord, on comprend pourquoi les luttes sociales et politiques des dernières années n'ont pas respecté le schéma prévisionnel ancien des marxistes. Depuis 1945, l'antagonisme entre la bourgeoisie et le prolétariat n'a certes pas disparu ; mais les luttes directes entre ces deux classes ont été contrariées par deux développements nouveaux : d'une part les deux antagonistes ont modifié leur comportement et, dans une certaine mesure, leurs objectifs ; d'autre part, leurs luttes se sont insérées, de guingois, dans un ensemble plus large de conflits. En abandonnant assez souvent son attitude malthusienne des années 1930, la bourgeoisie, portée par une conjoncture internationale favorable, a pris de nouvelles initiatives : à l'ombre du capitalisme d'État elle a plus ou moins retrouvé l'esprit d'initiative qui l'animait jadis ; elle s'est redécouvert une vocation d'entrepreneur. De son côté, la classe ouvrière a recueilli, bon an mal an, une part des richesses nouvelles procurées par l'essor économique ; malgré toutes les carences (logement, sort des vieillards ou de certaines catégories ouvrières défavorisées, etc.), l'américanisation de son niveau de vie est commencée. Ces changements ont eu des

répercussions, dont la plus importante paraît être un déplacement de l'axe principal des luttes entre les deux classes fondamentales : la classe ouvrière cherche à aménager le système économique plus qu'à le détruire : la bourgeoisie ne considère plus (dans son aile marchante tout au moins) la croissance des salaires réels comme intolérable. Mais il faut bien voir que cette (fort imparfaite) transformation du « climat social » repose avant tout sur la croissance économique : c'est le réveil du capitalisme français qui l'a rendue possible ; la crise, si elle advenait, saperait cette évolution. Par ailleurs, les luttes classiques entre patrons et ouvriers ont été croisées par d'autres luttes qui ont parfois envenimé les premières, mais qui, le plus souvent, les ont déviées. Tel fut le cas des mouvements poujadistes et paysans, mouvements de révolte dus à l'ébranlement des « vieux rapports de production » par l'essor économique. Tel fut également le cas d'autres poussées, moins spectaculaires mais peut-être plus importantes parce qu'appelées à se développer (actions des enseignants, des fonctionnaires, des étudiants, et au sein même de la classe ouvrière, actions divergentes des éléments menacés de reconversion et de ceux qui participent à l'essor industriel).

L'ancien schéma révolutionnaire voulait que la classe ouvrière fasse feu de tout bois contre les « monopoles », qu'elle prenne la tête d'une vaste coalition de salariés, de paysans, d'artisans et de boutiquiers. Mais, tandis que les divisions anciennes des organisations politiques et syndicales de cette classe étaient avivées par diverses interférences politiques (épisodes de la guerre froide, de la décolonisation ou de la vie politique intérieure), la remise en mouvement des structures sociales du pays qu'entraînait l'essor économique interdisait cette coalition. En effet, dans une économie en expansion, les divergences s'accusent entre ouvriers des secteurs économiques modernes et ouvriers des secteurs retardataires ; le poids relatif des nouvelles couches salariées non ouvrières s'accroît ; le *statu quo* ne peut être maintenu pour la boutique, l'artisanat ou la paysannerie ; et la bourgeoisie elle-même doit tourner contre ses propres « poids morts » (une fraction des petites et moyennes entreprises) la sévère critique d'une concurrence renforcée.

Ainsi, *l'expansion économique (stabilisée par une politique anti-crises) réduit les tensions révolutionnaires en même temps qu'elle interdit les vastes coalitions anti-capitalistes purement « négatives » (c'est-à-dire visant en premier lieu à conjuguer toutes les révoltes contre le système économique en place).*

Est-ce à dire que l'évolution sociale et politique se poursuivra selon une ligne régulière, sans ruptures ni déséquilibres profonds, si l'expansion se poursuit ? En ce qui concerne l'évolution sociale, certainement pas ! En effet, la croissance économique ne peut se prolonger sans rendre plus aiguë la crise du petit commerce et celle de la paysannerie. On a dit plus haut selon quelles lignes cette évolution se dessinera vraisemblablement. Mais elle ne sera pas acceptée passivement. Pour s'en tenir à l'exemple de l'agriculture, il est probable que la « différenciation » du secteur de petite production marchande s'accompagnera de soubresauts violents dont les répercussions politiques pourront retarder, dévier ou déformer la ligne « actuelle » de l'évolution.

Et surtout, en ce qui concerne l'évolution politique, il faut rappeler une nouvelle fois que, dans une situation économique donnée, la gamme des

possibilités demeure très large : qui dira quels développements accompagneront la fin de la guerre d'Algérie ou celle de la Ve République ? et quels chocs en retour supportera, de ce fait, l'évolution sociale et économique ?

Néanmoins, si l'on accepte l'idée que les conditions économiques sont, en dernière instance, prévalentes, la question essentielle posée ci-dessus mérite d'être examinée : sur quoi repose l'expansion économique ? Peut-elle durer ? En effet, selon que l'actuel essor du capitalisme français pourra ou non se poursuivre, les probabilités les plus grandes seront -en faveur d'une situation évolutive ou d'une situation révolutionnaire.

L'avenir du capitalisme (1961)
Deuxième partie :
les métamorphoses du capitalisme français

Chapitre dixième

Un capitalisme sans crises économiques ?

[Retour à la table des matières](#)

À chaque détour des analyses précédentes, une question fondamentale s'est posée : celle de la crise. La décolonisation économique et la concurrence du socialisme vont-elles provoquer de nouvelles crises économiques comparables à la grande dépression de 1929 ? La crise va-t-elle interrompre la croissance économique observée depuis la fin de la guerre dans toutes les nations capitalistes ? Va-t-elle rendre aux luttes de classes le caractère révolutionnaire qu'elles ont perdu ? S'il échappe à la guerre mondiale, le capitalisme périra-t-il dans une révolution dont la crise économique serait le signe annonciateur ?

Mais aussi, que pourra-t-il advenir des nations capitalistes si l'absence de crise économique profonde qui caractérise les quinze dernières années se prolonge encore pendant plusieurs décennies ? Le capitalisme sera-t-il alors rongé par d'autres maux comme l'inflation ? Quelles transformations subiront ses mécanismes économiques et ses structures sociales ? De quel prix paiera-t-il, à long terme, l'action anti-crisis aujourd'hui couronnée de succès partiels ?

Car il s'agit bien de succès partiels. L'économie capitaliste n'est pas devenue un monde harmonieux où la croissance économique se réalise sans à-coups par la mise en œuvre de tous les facteurs de production disponibles : les récessions, le chômage, les capacités de production inemployées demeurent monnaie courante. Mais il suffit qu'un essor imparfait et irrégulier de ce type, se poursuive pour que l'effondrement catastrophique du capitalisme soit improbable.

Pour répondre à ces questions, à partir de l'exemple français, il faut, certes, se demander si les moteurs apparents de la croissance économique peuvent encore jouer leur rôle d'animation ; mais l'essentiel est de voir comment se réalise l'équilibre de cette économie en mouvement, quels désajustements apparaissent, comment ils sont réduits.

La croissance économique

[Retour à la table des matières](#)

La croissance d'une économie, comme celle de tout organisme vivant, est un développement complexe qui en affecte toutes les parties, mais de façon inégale. Dans ce mouvement, l'économie change de forme et la part relative de chaque secteur se modifie. C'est pourquoi aucune mesure vraiment synthétique ne peut en être donnée. L'indice de la production industrielle représente seulement la progression du secteur principal et, comme l'instrument de mesure ne peut s'adapter instantanément aux déformations de la chose mesurée que provoque l'inégal développement des branches industrielles, il en donne une mesure assez grossière. L'évolution du revenu national est plus significative car elle embrasse tous les domaines de l'activité économique et respecte assez bien leur importance relative ; mais ici, les variations propres de la monnaie qui sert de commune mesure pour chaque secteur, viennent perturber les observations.

Ces deux repères permettent néanmoins d'apprécier l'ordre de grandeur de la croissance économique, ce qui suffit à notre propos.

En 1960, la production de l'industrie française est supérieure de 85 % à celle de 1949. Par comparaison avec 1929, année-record avant la crise des années 1930 et avant le recul des années de guerre, le progrès atteint également 85 % : c'est dire que la production industrielle n'a retrouvé, globalement, son niveau de 1929 qu'en 1949. Vingt années ont été perdues.

Pour la période d'après-guerre, la croissance de la production industrielle a été en Allemagne et en Italie, du même ordre de grandeur qu'en France ; plus faible en Grande-Bretagne et surtout aux États-Unis (mais, pour ce dernier

pays, la période de guerre s'est accompagnée d'un essor sans précédent), plus forte au Japon.

De son côté, le revenu national français est, en 1960, supérieur de 63 % à celui de 1949 (et de 84 % à celui de 1938) soit, pour la période d'après-guerre, une progression annuelle moyenne de 4,5 % par an.

Par habitant, la progression atteint près de 3,50 % en France, contre plus de 5,5 % en Allemagne occidentale et en Italie, environ 2,25 % en Grande-Bretagne et 1,5 % aux États-Unis.

Moteurs apparents de la croissance

[Retour à la table des matières](#)

Comment le capitalisme français qui, avant la guerre, paraissait condamné à la stagnation et au malthusianisme, a-t-il pu réaliser cette croissance de la production industrielle et du revenu national ?

L'élan a été donné par la reconstruction de l'économie, au lendemain de la guerre. Les destructions étaient relativement moins sévères qu'en 1914, sauf en matière de transports, mais elles s'ajoutaient au retard technique accumulé depuis plus de quinze ans. La reconstruction a amorcé la transformation d'une industrie presque vétuste en une industrie moderne. Cette modernisation a été particulièrement fructueuse pour le capital privé : les salaires, déprimés par la guerre, n'ont retrouvé leur niveau réel (c'est-à-dire leur pouvoir d'achat) de 1936-1937 que dans les années 1952-1954 ; les profits, par contre, ont bénéficié, à mesure que la reconstruction s'opérait, de la productivité supérieure des nouvelles installations ; l'inflation elle-même a doublement favorisé cette distorsion, en dépréciant les hausses nominales de salaires et en incitant à convertir une large part des profits en de nouveaux investissements.

Cependant, les pertes d'or et de devises subies pendant la guerre auraient pu briser cet élan. Mais les prêts américains et l'aide Marshall, relayés plus tard par l'aide militaire à l'occasion de la guerre du Viêt-Nam ont comblé le déficit en dollars. Les protections douanières et contingentaires très sévères permettaient d'ailleurs de gérer avec parcimonie cette capacité d'achat à l'étranger, tandis que de nouveaux mécanismes créés par l'État (notamment le Fonds de développement économique et social) offraient *la possibilité d'affecter à des investissements choisis par les pouvoirs publics, la contre-valeur de l'aide américaine*. La remise en état et le développement des industries de base, privées, comme la sidérurgie, et surtout publiques (électricité, transports, charbon, etc.), a, de la sorte bénéficié de financements exceptionnels.

L'élan s'est ensuite prolongé par le développement d'industries nouvelles (atome, électronique, chimie de synthèse, etc.), par la mise en valeur de nouvelles ressources minières ou énergétiques, en métropole et dans les territoires dépendant de la France (et, pour une bonne part, ces investissements outre-mer ont été financés par le Trésor métropolitain qui soutenait ainsi à travers un circuit géographique complexe, l'activité d'industries métropolitaines), par le lancement tardif¹ de programmes de construction de logements et de constructions scolaires, etc.

L'essor s'est également nourri de lui-même. La progression des revenus distribués répondant aux accroissements de production que l'on a indiqués, s'est étendue, par le jeu des hausses de salaires et par les mécanismes de transferts sociaux, à toutes les classes sociales, de façon inégale certes, mais suffisamment pour qu'une demande supplémentaire de biens de consommation (et en particulier, de biens durables) se forme. Ainsi la croissance s'est diffusée dans tous les secteurs.

Plus récemment, tandis que ces diverses impulsions continuaient de se faire sentir, des incitations nouvelles au développement économique sont apparues. La suppression progressive du protectionnisme douanier et contingentaire et surtout la préparation, puis l'ouverture du marché commun ont provoqué de nouveaux investissements. De nombreuses entreprises se sont ainsi préparées à étendre leur champ d'action vers de nombreux marchés et à supporter dans leur domaine métropolitain une concurrence accrue.

Actuellement et pour les prochaines années, abstraction faite des interférences européennes dont il sera question plus loin, les « moteurs » de la croissance économique ne semblent pas devoir manquer. La poussée démographique, le mouvement continu des techniques de production, les besoins accumulés en matière de logements, d'urbanisme, de constructions scolaires, représentent, si l'on tient compte de leurs effets indirects, un puissant potentiel d'expansion. Mais la plupart de ces facteurs supposent une intervention soutenue de l'État, pour que leur effet se fasse sentir : ce sont des besoins réels qui, pour devenir solvables, impliquent de nouveaux transferts sociaux, une politique systématique de progression des salaires, l'adoption de mécanismes de financement sensibles à l'action des pouvoirs publics. Ces exigences auraient paru démesurées, il y a vingt ans. Mais l'essor des quinze dernières années est, pour une bonne part, imputable à des interventions étatiques de cet ordre. Au cours de cette période, le capitalisme d'État ne s'est pas seulement présenté comme une structure nouvelle coexistant avec les structures capitalistes traditionnelles. Il s'est également défini comme une intervention systématique de l'État dans la marche de l'économie, dans le fonctionnement de ses mécanismes fondamentaux.

¹ Tardif et insuffisant pour répondre aux besoins sociaux réels, mais suffisant pour stimuler l'économie.

La politique anti-crises

[Retour à la table des matières](#)

L'aspect le plus connu de ces interventions étatiques est la politique anti-crises.

Les récessions subies par l'économie française depuis la fin de la guerre ont été de faible ampleur. La production industrielle s'est réduite de 6 % pendant la récession de 1952-1953 et de 8 % pendant celle de 1958-1959. Parallèlement, la progression du revenu national a été fortement freinée pendant ces périodes de récession.

Ces reculs ont, certes, provoqué des pertes, supportées principalement par la classe ouvrière. En 1958, où la récession a été mise à profit par le gouvernement pour assainir la situation financière du pays (dévaluation, réduction du déficit budgétaire ¹), ces pertes se sont étendues à toutes les catégories de salariés et à la paysannerie : chômage et réduction d'horaire pour les ouvriers ; net ralentissement des hausses de salaires malgré la poussée des prix ; donc baisse du pouvoir d'achat de tous les salariés, à de rares exceptions près ; compression des prix agricoles à la production pour limiter la hausse du coût de la vie, etc.

Pourtant, ces récessions n'ont à aucun moment entraîné des dommages 'comparables à ceux qui accompagnaient les crises classiques du XIXe siècle, sans parler de la grande dépression des années 1930. La crise, chassée du vocabulaire par le terme plus bénin de « récession », semble avoir également été chassée de la réalité.

Tout le mérite n'en revient pas à l'État. Les changements survenus dans la structure sociale ont incorporé à celle-ci certains stabilisateurs automatiques. Le principal d'entre eux résulte de l'existence de couches sociales nombreuses dont les revenus ne subissent pas un déclin proportionnel à celui de la production (salariés non industriels et, dans l'industrie, mensuels). Il est vrai que si la récession se prolongeait ou atteignait d'emblée une forte intensité, ces salariés verraient leurs revenus décroître brutalement. Mais, avant que cette éventualité se produise, leur stabilité plus grande -empêche que la demande

¹ L'assainissement du budget a provoqué, dans les milieux dirigeants, des controverses entre « classiques » et interventionnistes. Le fond du problème était : comment après avoir assuré un financement prioritaire de la guerre d'Algérie et des diverses charges militaires, assurer la couverture des autres dépenses de L'État ? jusqu'à quelles limites laisser croître le déficit ? La solution transactionnelle adoptée a maintenu l'effort public de relance *en dessous* de ce que la situation exigeait, d'où la lenteur de la reprise, en 1959-1960.

s'effondre. Plusieurs des éléments stabilisateurs imputables à l'État jouent le même rôle : les transferts sociaux, les revenus des fonctionnaires, les dépenses courantes de l'État sont autant de facteurs de la demande qui échappent à l'influence immédiate de la récession.

La politique anti-crise résulte d'un emploi délibéré de toutes les possibilités dont l'État peut jouer pour enrayer le déclin de l'activité économique, pour relancer celle-ci : soutien de la masse des revenus par une politique appropriée de transferts (allocations-chômage s'ajoutant aux transferts habituels), accroissement des dépenses courantes de l'État, accroissement des investissements du secteur public, incitations diverses au développement des investissements privés (prêt de fonds publics, dégrèvements fiscaux, etc.) L'ensemble des moyens que l'on vient de décrire très sommairement est en outre utilisé, en tenant compte d'une information globale et détaillée sur la nature de la récession, sur sa propagation, sur les perspectives apparentes des diverses solutions de relance possibles.

Cette information est élaborée, dans la plupart des grandes nations occidentales, sous forme de comptabilités économiques nationales, rétrospectives et prospectives. Très souvent, la préparation du budget annuel de l'État s'insère dans ces études prévisionnelles de l'ensemble de la situation économique et la fixation de chaque catégorie de dépenses ou de recettes ainsi que de leur niveau global s'en inspire plus ou moins. Dans la mesure où l'examen prospectif des conditions de l'équilibre économique général l'emporte sur d'autres considérations (une guerre à financer, un *lobby* à satisfaire, etc.), il est donc permis de dire que l'État mène une politique anti-crise avant même que la récession se déclare. En recherchant les « goulots d'étranglement », en localisant les obstacles au développement, et en utilisant les moyens budgétaires ou autres dont il dispose, pour desserrer ces goulots, pour écarter ces obstacles, l'État mène en permanence une politique stabilisatrice. Il le fait avec un bonheur inégal, et avec plus ou moins de persévérance (notamment lorsqu'il ne sait quel est le plus grand des maux : la récession ou l'inflation) ; mais il n'est plus possible d'ignorer cet aspect des politiques économiques modernes.

Interdépendances techniques et économiques

[Retour à la table des matières](#)

Pourtant il ne suffit pas de constater cette réussite empirique : après tout, on trouverait sans doute dans le passé des périodes de dix ans ou quinze ans sans crise économique grave. Tant que l'on n'a pas montré comment la marche intime de l'économie est modifiée par les politiques stabilisatrices, il est permis de penser qu'elles jouent un rôle secondaire, qu'elles soignent un malade imaginaire sans le protéger de la maladie réelle qui, peut-être, le guette.

Une croissance régulière de l'économie suppose que la production de chaque branche s'accroisse d'une façon exactement proportionnée à la croissance de la demande.

Cette dernière émane des particuliers, des organismes collectifs (comme les Administrations), des entreprises elles-mêmes, sans compter la demande extérieure qui détermine les exportations. Elle est sous la dépendance des revenus distribués par les entreprises et redistribués par mille canaux (dont l'État, la Sécurité sociale, etc.). Elle est conditionnée par les besoins des individus ou des collectivités, par les projets d'investissements des entreprises, etc. Ainsi, l'ajustement d'une production et d'une demande en expansion relève de dizaines de conditions dont la réalisation simultanée tient presque du miracle. En fait, l'équilibre n'est jamais parfait, mais tant que les imperfections demeurent limitées, elles se traduisent seulement par des distorsions légères : quelques hausses de prix, quelques délais de livraison supplémentaires, quelques retards dans la réalisation des programmes d'investissement, etc.

La crise éclate lorsqu'un désajustement majeur se produit. L'histoire des crises au XIX^e siècle donne des exemples très variés de ces ruptures d'équilibre. Ainsi, par exemple, la guerre de Sécession, en privant les filatures anglaises de leurs *approvisionnements* en coton, a entraîné le chômage de cette industrie, la cessation de ses achats à d'autres branches (charbon, machines, etc.), une chute sensible des ventes de biens de consommation aux ouvriers licenciés, etc. Le déséquilibre se propage dans toute l'économie selon des canaux qui dépendent des liens techniques et économiques d'interdépendance des branches productrices, des mécanismes de distribution des revenus, et du contexte économique général (c'est-à-dire de l'existence, ou non, à côté des foyers de crise, de secteurs dont l'expansion peut se poursuivre).

L'interdépendance des branches productrices exprime en réalité deux phénomènes liés mais distincts. Au XIX^e siècle, c'étaient essentiellement des liens techniques qui s'établissaient entre les entreprises : elles étaient attachées les unes aux autres par des rapports de fournisseur à client ; si elles produisaient une même marchandise, elles étaient concurrentes. Aujourd'hui, tandis que la concurrence a cédé beaucoup de terrain par suite de la concentration des entreprises, des liens financiers sont venus doubler les liens techniques. Mais le changement essentiel tient en ceci : l'interdépendance n'est plus aveugle. Ce n'est plus une fatalité imprévisible qui propage d'un bout à l'autre de l'économie un déséquilibre quelconque. Les grandes entreprises ont les moyens de connaître les marchés où elles s'approvisionnent en matières premières, en produits semi-finis ou en machines ainsi que les marchés où débouchent leurs productions et celles de leurs principaux clients. Leur stratégie de domination du marché doit être éclairée par ces informations que leur puissance rend accessibles. À l'échelle nationale, même, le progrès des techniques statistiques a permis l'établissement de tableaux d'échanges inter-industriels qui décrivent, avec un certain détail, l'ensemble des liens techniques associant les entreprises. Ces tableaux, inventés par Léontieff (économiste russe émigré aux États-Unis quelque temps après la Révolution d'Octobre) ont effectivement permis d'opérer en connaissance de cause certains grands choix de politique économique (la reconversion de l'économie

de guerre aux États-Unis en 1945, l'établissement des plans de modernisation et d'équipement en France ¹, etc.). Leur objet est de présenter pour chaque branche de l'économie le détail de ce qu'elle achète et de ce qu'elle vend à chacune des autres branches. Ainsi l'interdépendance se matérialise sous forme de tableaux chiffrés. Elle devient mesurable.

L'économiste polonais Oscar Lange a montré que de tels tableaux d'échanges inter-industriels complètent et développent les schémas de la reproduction élargie du capital qu'avait présentés Marx ². Quelques économistes soviétiques ont jeté les hauts cris. Mais les planificateurs soviétiques, plus avisés, en établissent désormais de semblables pour simplifier et clarifier leur travail.

Néanmoins l'analogie révélée par Lange est limitée. En effet, les tableaux de Léontieff ne décrivent que les liens techniques entre les branches productrices. Ils explicitent donc les conditions de l'équilibre physique (ou réel) entre quantités produites et quantités demandées. Mais ils demeurent muets sur les conditions de l'équilibre en valeur, de l'équilibre financier.

Un exemple très simplifié fera comprendre cette distinction. On peut établir quel accroissement de production devra être réalisé par les fabricants de fils électriques, de tôles, etc., pour qu'une augmentation de 20 % de la production d'appareils électroménagers (ou de tout autre produit) soit possible ; on peut ensuite fixer l'accroissement de production qui, de proche en proche, devra se réaliser dans une grande partie de l'économie, pour que tous les approvisionnements requis soient disponibles à tous les stades de la production. On connaît alors les conditions « physiques » de l'équilibre économique. Mais il reste à savoir si chacun des producteurs intéressés pourra assurer cette production accrue, quels investissements il devra accomplir, comment il les financera, comment évolueront de ce fait, ses prix de vente ; à savoir également quelles distributions de revenus s'opéreront, quels impôts supplémentaires prélèvera l'État, à quelles dépenses il les consacrera ; à savoir enfin vers quels produits se tourneront les consommateurs, quelle fraction de leurs revenus supplémentaires ils épargneront, à quels emplois ils affecteront cette épargne, etc. Toutes ces questions sont susceptibles de recevoir des réponses très variées. Or l'équilibre financier (l'équilibre en valeur) de l'activité économique dépend de ces réponses. Pour un même équilibre physique, c'est-à-dire pour un même niveau global de la production, on conçoit que plusieurs équilibres ou déséquilibres financiers soient possibles. L'ambition de Marx, dans ses schémas, était d'embrasser conjointement ces deux aspects de la croissance économique : les conditions de l'équilibre réel et celles de l'équilibre en valeur. Mais comme il raisonnait en valeur théorique (en temps de travail) et non pas en monnaie, instrument pratique des échanges, il manque une dimension à son analyse. Il en manque même plusieurs, si l'on veut bien se souvenir que ses schémas font abstraction des classes sociales autres que la bourgeoisie et le prolétariat, de l'État, du crédit et de quelques autres éléments de moindre importance.

¹ La projection des tableaux de Léontieff suppose que l'on établisse des hypothèses précises sur les effets du progrès technique : la production d'automobiles en se développant requerra-t-elle la même quantité d'acier par véhicule produit, dans cinq ou dans dix ans ? etc.

² *Cahiers de l'I.S.E.A.*, no 2, série G.

Ceci ne doit inciter à aucune ironie car l'analyse de Marx demeure une étape essentielle de la science économique ; mais ceci devrait rendre quelque modestie à ceux des économistes marxistes qui, perclus de citations, ont oublié de compléter le travail de

Marx et n'ont su trouver ni chez les économistes « bourgeois » comme Keynes et bien d'autres ni dans la réalité économique elle-même, les éléments d'une telle recherche.

La façon dont se réalise aujourd'hui l'accumulation du capital (c'est-à-dire la croissance de l'économie) soulève de nombreux problèmes que Marx ne pouvait apercevoir, car ils sont liés aux modifications de la structure économique et sociale survenues récemment. Deux d'entre eux doivent être examinés ici, car ils révèlent la portée et la limite des politiques anti-crisis. Le premier est celui de l'investissement, le second, celui de l'inflation.

L'État et l'investissement

[Retour à la table des matières](#)

En effet, si l'équilibre de l'économie en développement dépend du respect de certaines proportions, ce développement lui-même suppose qu'une fraction importante de la richesse nouvelle soit chaque année accumulée, c'est-à-dire convertie en capital fixe additionnel. C'est précisément dans ce domaine, dans cette reproduction élargie du capital, que l'État joue désormais un rôle déterminant.

En France, la part des investissements publics dans le total des investissements réalisés oscille chaque année entre 35 et 40 %. Aux États-Unis, elle atteint environ 20 %. En Grande-Bretagne, l'accession des conservateurs au pouvoir l'a réduite à 40 % environ (contre 55 % dans les années de l'immédiat après-guerre).

Les mécanismes financiers qui, dans ces trois pays, ont permis un tel développement de l'investissement public sont très variés. Mais leur signification économique est identique. Dans le capitalisme classique, l'investissement dépend entièrement des chefs d'entreprises privées : les occasions d'investir (découvertes techniques, débouchés nouveaux, produits nouveaux, etc. ...) ne sont mises à profit que si elles s'avèrent rentables, compte tenu éventuellement, des taux d'intérêt que devra supporter l'entreprise, si elle emprunte pour investir. Son financement est réalisé par divers moyens : l'émission d'emprunts obligataires, l'appel au crédit bancaire, l'augmentation de capital (par émission d'actions) et, enfin, le réinvestissement des profits de l'entreprise. Mais ce dernier facteur est tout à fait secondaire car l'appel au

marché financier (actions et obligations) implique de sérieuses distributions de dividendes ou d'intérêts : la marge d'autofinancement est souvent étroite.

Avec le capitalisme de « monopole », cette marge s'accroît sensiblement. Les grandes entreprises, on l'a vu, sont en mesure de fixer leurs prix en tenant compte de leurs besoins d'autofinancement. Les profits non distribués des sociétés privées qui, globalement, représentent la fraction destinée à l'auto-financement atteignent chaque année, en France, plus de 40 % du montant total de leur investissement.

Mais les mécanismes nouveaux installés par le capitalisme d'État, ont un effet plus décisif encore. Le rôle de l'épargne directe (ou volontaire) déjà amoindri par les progrès de l'autofinancement est sensiblement réduit : les titulaires de revenus épargnés qui, par leurs placements, finançaient jadis l'expansion économique ne jouent plus qu'un rôle tout à fait secondaire. Ou, pour être plus exact, c'est parce que les épargnants découragés par les pertes de la première guerre mondiale (emprunts russes et turcs), par les dévaluations successives et par l'inflation, ont cessé de jouer leur rôle traditionnel que l'État a progressivement été conduit à mettre en place d'autres mécanismes. Ceux-ci avaient pour objet principal de financer le déficit budgétaire mais leur signification économique s'est progressivement déplacée. *l'État est devenu le principal banquier du pays.*

La fonction essentielle des banques est de centraliser tous les capitaux oisifs pour les mettre à la disposition de l'activité économique. L'État remplit cette fonction avec plus de moyens qu'aucune banque : tous les fonds déposés dans les caisses d'épargne ou aux chèques postaux ; les trésoreries de toutes les collectivités locales et de toutes les administrations françaises ; les trésoreries de toutes les entreprises nationales (sauf les banques et assurances) et des nombreux établissements financiers publics comme la Caisse des Dépôts ; toutes ces sommes sont drainées par un système financier complexe et convergent vers le Trésor public.

Tandis que le budget de l'État supporte comme dépenses définitives des investissements réalisés par les administrations (écoles, routes, etc.), le Trésor finance par des prêts, des bonifications d'intérêts ou d'autres moyens encore, les investissements réalisés par les entreprises nationales (qui elles-mêmes en autofinancent près du quart grâce à leurs profits), les investissements réalisés par les constructeurs de logements (système des primes, des H.L.M., etc.), et même une partie des investissements réalisés par les entreprises privées. Ainsi, plus de la moitié des investissements réalisés depuis quinze ans par l'industrie sidérurgique a été financée par le Trésor public (par le canal du Fonds de développement économique et social).

L'État banquier collecte des fonds déposés à vue ; il emprunte également, le plus souvent à court terme (bons du Trésor). Mais avec ces fonds il prête à long terme, transformant de la sorte avec une liberté de manœuvre que ne peuvent avoir les banques, de simples encaisses en fonds d'investissement.

Si l'on tient compte à la fois des financements publics et de l'autofinancement, il reste que 20 % à peine des capitaux investis chaque année sont soumis à la loi du marché, c'est-à-dire aux taux d'intérêts que fixe le marché

financier pour les placements à long terme. On comprend, dès lors, pourquoi la plupart des occasions d'investir ont effectivement été saisies : la *mesure de leur rentabilité n'est plus soumise aux critères anciens*. L'État peut décider de financer des dépenses d'intérêt national (comme la modernisation des charbonnages vétustes qu'avait saisis la nationalisation) sans se soucier de leur rentabilité capitaliste immédiate. Il peut également inciter des entreprises privées à réaliser les investissements qu'elles estiment nécessaires mais qu'elles hésitent à accomplir, en allégeant la charge que ceux-ci représentent.

L'État banquier ne se contente pas de centraliser une large fraction de la plus-value pour la redistribuer (en respectant d'assez près les priorités que fixe le plan de modernisation et d'équipement). Il a également la possibilité *d'anticiper sur* la plus-value que créera la croissance économique. Lorsque la fameuse « impasse » de trésorerie excède le niveau que la collecte habituelle des encaisses et l'emprunt permettent de couvrir, l'État peut néanmoins la maintenir. Si les dépenses, non gagées sur des recettes fiscales ou de trésorerie qu'il finance de la sorte, sont judicieusement orientées, elles peuvent animer l'ensemble de l'activité économique et provoquer un accroissement des rentrées fiscales ou un gonflement des ressources de trésorerie ; dans ce cas l'impasse signifie que l'État escompte une plus-value nouvelle que ses dépenses provoquent. Mais, si ce calcul est démenti, l'impasse demeure un déficit réel que des moyens purement monétaires doivent combler ; alors, mais alors seulement, elle se révèle inflationniste. On doit pourtant à la vérité de reconnaître que ces deux cas limites ne se rencontrent jamais : dès qu'elle excède les ressources assurées du Trésor, l'impasse est toujours, à des degrés divers, à la fois inflationniste et utilement expansionniste.

L'autofinancement et le financement public ont pour effet qu'une large fraction du revenu national est, en quelque sorte, *prédestinée à l'investissement*. Cette fraction, sans échapper totalement aux aléas de la conjoncture économique ou politique, garantit l'économie contre la crise. L'autofinancement correspond en effet, chez les grandes entreprises qui le réalisent, à des programmes d'investissement à long terme dotés d'une certaine rigidité : un ralentissement de l'activité ne suffit pas à interrompre de grands travaux d'équipement déjà en cours et la poursuite de ceux-ci freine le ralentissement de l'activité. De même, l'investissement public, souvent menacé par la concurrence que lui font les dépenses improductives de l'État, n'en demeure pas moins d'un volume important (notamment parce qu'il correspond souvent à des crédits pluriannuels).

Ainsi, la propagation des déséquilibres récessionnistes se heurte à ces rigidités. La récession réduit le volume des investissements, mais elle ne joue que sur des marges : 5 ou 10 % d'investissements en moins, c'est suffisant pour freiner pendant de longs mois la marche de l'économie, mais non pour déclencher une crise grave. Pour que celle-ci se produise, il faudrait que les programmes massifs des grands investisseurs privés et publics s'effondrent. Or, la politique économique de tous les gouvernements capitalistes a consisté, depuis quinze ans, à soutenir et à renforcer ces programmes lorsqu'une récession se dessine. Peut-on imaginer que cette politique se modifiera ? La réponse dépend de plusieurs facteurs sur lesquels on reviendra. Il en est un toutefois qu'il convient d'aborder ici, car il est lié, sinon en fait, du moins dans les polémiques qui agitent les milieux dirigeants, au rôle moderne de l'État,

banquier et investisseur : ne convient-il pas de revenir à une politique plus libérale (moins interventionniste) pour lutter contre l'inflation ?

L'inflation, fièvre de croissance

[Retour à la table des matières](#)

L'inflation est un phénomène contemporain. Le capitalisme concurrentiel ne la connaissait guère. En revanche, dans un contexte différent du nôtre, l'U.R.S.S. en a fait l'expérience pendant les premiers quinquennats et pendant la guerre. Malgré la lumineuse simplicité des théories qui l'imputent à l'abus de la planche à billets, ce n'est pas un phénomène monétaire. C'est plutôt une fièvre qui saisit les sociétés dont la machine économique marche à plein régime, sans que les déséquilibres inévitables puissent se traduire par des désajustements massifs. L'inflation est, dans les économies occidentales, un substitut des crises ou plutôt un sous-produit des crises avortées.

Il est vrai que ses symptômes les plus apparents sont d'ordre monétaire : la monnaie perd sa valeur, elle se déprécie plus ou moins vite ; corrélativement, les prix que chaque crise cyclique voyait s'effondrer, demeurent soutenus, ou même, continuent de s'accroître au cours des récessions.

Mais les sources réelles de l'inflation doivent être recherchées dans les déséquilibres physiques ou financiers qui accompagnent la croissance économique. Il y a inflation lorsque les entreprises ou les particuliers exercent une demande effective (c'est-à-dire solvable) supérieure aux possibilités réelles de l'offre : si ce déséquilibre survient sur un marché de faible importance, par exemple, sur le marché des appareils électroménagers, la hausse de prix qu'il entraîne demeure limitée dans son ampleur et dans sa diffusion. Mais si ce déséquilibre affecte un ou plusieurs marchés essentiels de biens de consommation ou de production (déficit des récoltes, déficit de la production d'acier, d'énergie, etc.), il se généralise beaucoup plus vite. Il en va de même pour les déséquilibres qui affectent le marché du travail : lorsque dans la phase d'essor rapide, la main-d'œuvre supplémentaire se fait rare, les hausses de salaires deviennent contagieuses et les prix suivent généralement.

Parfois des mécanismes automatiques comme l'échelle mobile des salaires formalisent ce mouvement. Il est bien vrai, en effet, que par système, toute hausse des prix agricoles se répercute par le biais des salaires sur les prix industriels. Si, en retour, les prix agricoles sont indexés sur les salaires et les prix industriels, le circuit est complet. Mais les clauses d'indexation ne sont pas responsables des hausses : elles ne font que les propager, c'est-à-dire qu'elles protègent les catégories sociales intéressées (salariés, paysans) contre ces hausses.

Plus importants sont les mécanismes propagateurs d'inflation qui, loin d'être automatiques, laissent à leurs détenteurs une marge de jeu. Ainsi, par exemple, l'organisation étonnante qui régit la distribution de la viande, en amplifiant à tous les stades toute hausse survenue à la production et en épongeant toutes les baisses sans les répercuter au stade du détail, est un mécanisme beaucoup plus pernicieux que l'échelle mobile des salaires. Et surtout, le principal mécanisme propagateur d'inflation, c'est la grande entreprise capitaliste, exerçant une position dominante sur son marché : sans qu'aucune garantie légale soit nécessaire, elle est en mesure de répercuter automatiquement toute hausse qu'elle subit ; *si elle réduit ou amplifie ces hausses, c'est en fonction de sa stratégie propre* (de ses besoins d'autofinancement, du volume des profits qu'elle désire distribuer aux actionnaires, etc.).

L'excès de la demande effective peut avoir, parfois, des causes touchant à la monnaie lorsque les entreprises ou les particuliers « fuient » devant la monnaie. Parce qu'ils craignent une dévaluation, ou une hausse des prix, ils mobilisent leurs encaisses et les convertissent en achats : ainsi, une demande supplémentaire soudaine naît de l'accélération du rythme normal des achats. Cette demande excessive peut également résulter de hausses de salaires trop fortes, c'est-à-dire non compensées par une croissance de l'ensemble du produit national ou par une diminution corrélative des profits. En général, les hausses de salaires demeurent toujours inférieures aux gains de productivité dans les entreprises industrielles : elles sont donc compatibles avec un développement des profits. Mais il n'en va pas de même dans le vaste secteur des services (banques, assurances, commerce, etc.), où les gains de productivité sont faibles ou nuls et où, cependant, les hausses de salaires se propagent également. Les prix des services sont effectivement toujours orientés à la hausse. Enfin, les hausses des salaires des fonctionnaires supposent également une exacte compensation par prélèvement supplémentaire sur les profits. Dans la mesure où tel n'est pas le cas, elles contribuent à l'excès de demande. En définitive, dans une économie capitaliste, la hausse des salaires est une cause d'inflation, dans la mesure où elle excède globalement les progrès de productivité : sans inflation, elle porterait atteinte aux profits. Elle est encore une cause d'inflation, à l'intérieur de cette limite, si des péréquations (opérées par l'impôt ou de toute autre manière) n'interviennent pas entre les secteurs à productivité inégalement croissante et entre l'ensemble de l'économie et l'État. C'est dire que cette hausse, *par ailleurs indispensable au développement même de l'économie*, est presque toujours une cause d'inflation.

Les entreprises elles-mêmes, qu'elles soient publiques ou privées, peuvent former une demande excessive de matières premières, de produits semi-ouvrés ou de biens d'équipement. À cet égard, le crédit bancaire et les prêts publics jouent un rôle important. Si l'on admet que les prêts publics, guidés par le plan de modernisation, tiennent compte des nécessités de l'équilibre financier global, il n'en va pas de même pour le crédit bancaire que guident seulement des préoccupations de rentabilité. La politique de crédit que mène l'État peut difficilement contenir cette poussée, aussi longtemps qu'elle a recours à des instruments indifférenciés comme la manipulation du taux de l'escompte ou le blocage de réserves bancaires, car l'économie a, le plus souvent, besoin, dans

le même temps, d'un développement du crédit vers certains secteurs et d'un freinage du crédit vers d'autres. En outre, les restrictions de crédit les plus sévères ne peuvent empêcher les grandes entreprises de jouer à leur guise des masses de manœuvre que constituent leurs réserves propres.

Ainsi se révèle une contradiction propre au capitalisme contemporain : la croissance économique suppose une hausse des salaires réels, un développement des dépenses et des prêts de l'État, une extension du crédit bancaire ; mais dans l'état actuel des institutions politiques et des structures économiques, aucun contrôle, aucune régulation ne peuvent empêcher que ces actions destinées à soutenir la demande ne dépassent leur objet, ne créent une demande excessive. Dès lors, la politique économique (qu'il s'agisse du Gouvernement français, américain, anglais, etc.) oscille entre le soutien de la croissance et le freinage de la demande : on stimule l'économie, puis inquiet des conséquences inflationnistes, on bloque les salaires, on limite les dépenses publiques, on resserre le crédit jusqu'à ce que la croissance s'essouffle, pour revenir ensuite à une nouvelle stimulation. Toutes les nations capitalistes connaissent ce dilemme.

Toutes en sont aujourd'hui à découvrir que l'équilibre financier global d'une économie en développement est plus difficile à réaliser que son équilibre physique. Elles se sont donné les moyens de corriger les déséquilibres physiques et de soutenir la croissance économique. Mais la libre propriété capitaliste garde tous ses droits, en matière financière : les entreprises autofinancent ou empruntent, les banques prêtent, l'État impose, emprunte et prête sans qu'aucune coordination effective assure l'équilibre financier. L'inflation naît de l'anarchie qui résulte inévitablement de ces décisions financières incoordonnées. La carence des entreprises nationalisées du secteur bancaire n'est qu'un reflet de cette anarchie.

Il est vraisemblable que les États capitalistes s'attaqueront progressivement à ce problème. Il est même possible que certains croient le résoudre en réduisant le champ des interventions de l'État dans l'économie, en reculant vers une politique libérale qui rendrait une place plus grande aux anciens mécanismes d'ajustement, à ceux qui conduisaient aux crises classiques du XIX^e siècle (l'étalon-or, l'équilibre budgétaire, le chômage qui fait pression sur les salaires, etc.). Le résultat en serait d'aggraver les prochaines récessions, sans faire disparaître l'inflation pour autant, car la position stratégique des grandes entreprises et les éléments de capitalisme d'État incorporés dans la structure économique et sociale demeurerait et, avec eux, les principaux facteurs d'inflation.

Il est possible également que ces États soient tentés de discipliner les centres de décision épars, de coordonner leurs projets financiers, de régler la hausse des salaires : toutes tentatives qui vont dans le sens d'une économie concertée.

Il semble que, pour la gauche, le problème se pose en termes différents : il s'agit pour elle de neutraliser les obstacles à la croissance économique. Par conséquent de proposer un remodelage des organismes bancaires et financiers déjà sous la dépendance de l'État, un renforcement des pouvoirs de l'État tendant à une véritable régulation du crédit et assujettissant sa distribution aux

objectifs du plan. Ce qui n'interdit pas évidemment de proposer, dans un premier temps, des correctifs à l'inflation (comme l'extension de l'échelle mobile) et de dénoncer les circonstances accidentelles qui, en France, amplifient celle-ci : les charges militaires.

Mais l'essentiel demeure de pousser l'État à étendre ses responsabilités économiques, de la politique anti-crises qu'il mène effectivement (et qu'il pourrait mener beaucoup mieux) à une politique systématique de développement économique. Il y tend déjà, en fixant des objectifs par ses plans de modernisation et d'équipement, en incitant par divers moyens, fiscaux ou autres, les entreprises privées à réaliser ces objectifs. Mais en contraignant l'État à accélérer le rythme de ce développement, la gauche peut porter à maturité de nouveaux problèmes. La notion de rentabilité collective, insaisissable dans les comptabilités d'entreprise, s'exprime timidement dans les objectifs du plan ou dans ceux des entreprises nationales. C'est aux syndicats et aux partis de gauche qu'il appartient de porter sur la place publique sans relâche, la discussion des objectifs et des moyens de ce développement économique, de proposer des solutions, de rattacher à ces solutions toutes les difficultés concrètes que rencontrent les travailleurs, de faire prévaloir la notion de rentabilité collective sur toute autre.

L'avenir du capitalisme (1961)
Deuxième partie :
les métamorphoses du capitalisme français

Chapitre onzième

L'aventure européenne

L'économie dominante américaine

[Retour à la table des matières](#)

La zone capitaliste est plus qu'une collection d'États dotés de systèmes économiques comparables : c'est un ensemble organiquement lié au sein duquel la croissance économique et les crises cycliques ne peuvent rester des phénomènes nationaux.

La nature des liens entre États capitalistes s'est modifiée depuis l'époque ancienne où la Grande-Bretagne, maîtresse du marché mondial, se heurtait aux barrières protectionnistes que les jeunes capitalistes européens dressaient devant ses marchandises.

Aujourd'hui, c'est à l'économie américaine que revient le rôle d'économie dominante dans cette zone (et, au-delà de celle-ci, dans le Tiers-Monde). Il faut d'ailleurs se garder de toute interprétation simpliste : la « domination » de l'économie américaine ne signifie pas qu'elle tende à « coloniser » les économies capitalistes européennes, même si les prêts américains ont conditionné, pendant quelques années, le développement économique de l'Europe (et,

subsidiairement, ont plus ou moins asservi les gouvernements européens) ; même si, aujourd'hui, les grandes sociétés américaines multiplient le nombre de leurs filiales en Europe. Cette domination présente un caractère objectif : elle résulte du poids relatif des États-Unis dans l'économie mondiale (le revenu national américain représente à lui seul, plus de 40 % de la richesse nouvelle créée chaque année dans l'ensemble de la zone capitaliste et du Tiers-Monde).

Elle s'exprime par le fait que l'expansion, la récession ou l'inflation américaines se répercutent dans toute l'économie capitaliste et tendent à prévaloir sur toutes les autres influences. Ces impulsions se diffusent par plusieurs canaux : variation des cours des matières premières dont les États-Unis sont les principaux acheteurs ; par conséquent, variation des recettes en devises et de la capacité d'importation du Tiers-Monde ; à un degré moindre, variation des importations américaines en provenance des autres États capitalistes. En outre, comme la monnaie américaine est devenue, depuis la crise des années 1930, le principal étalon international, le commerce extérieur de tous les États capitalistes dépend de l'état de leurs réserves en dollars : le fameux « gap dollar » (ou déficit en dollars) des États européens, après la guerre, exprimait clairement cette dépendance.

Toutefois il serait inexact de considérer que les États-Unis occupent une position dominante invariable. Ils l'ont conquise sur l'Angleterre au début du XXe siècle et la politique anglaise tendant à faire de la livre sterling une monnaie indépendante du dollar atteste que cette conquête n'est pas reconnue comme définitive. Et surtout, le rythme inégal de développement des économies capitalistes qui joue actuellement au détriment des États-Unis et au bénéfice de l'Europe, réduit cette domination. Déjà, le déficit de l'Europe en dollars a disparu. Si la disparité des rythmes de croissance se maintient, elle peut avoir pour effet de réduire la sensibilité des économies européennes aux récessions américaines. Ce point n'est pas encore acquis, bien que la récession de 1958 ait été sensiblement plus marquée aux États-Unis qu'en Europe. Il peut même ne pas se réaliser si la périodicité et l'intensité des récessions s'aggravent aux États-Unis ou si la Grande-Bretagne se replie une nouvelle fois vers une politique de stabilisation monétaire (ce qui aurait pour effet, comme en 1954-1957, de maintenir l'économie britannique en stagnation, et par conséquent, de laisser aux États-Unis le rôle principal dans la détermination des cours mondiaux des matières premières).

Toutefois, il est vraisemblable que la compétition économique entre les deux blocs conduira les États-Unis à développer leur aide aux pays sous-développés. Ce qui aura sur l'économie américaine un certain effet stimulant, même si une partie seulement des dollars détournés d'une consommation pléthorique se convertit en commandes de biens d'équipement adressés à l'industrie américaine. Il est possible également, après la victoire démocrate aux élections présidentielles de 1960, que certains des besoins collectifs insatisfaits (écoles, services publics, etc.), fassent l'objet de nouvelles dépenses budgétaires. Ces deux facteurs suffiraient, au moins pour quelques années, à relancer l'économie américaine. La Grande-Bretagne, de son côté, semble avoir amorcé, en 1958, un retour à la politique expansionniste qui était la sienne jusqu'en 1952-1953.

Ainsi, il n'est pas déraisonnable de penser qu'au cours des cinq ou dix prochaines années, les impulsions récessionnistes venues des États-Unis ne s'aggraveront pas et qu'elles rencontreront un terrain moins sensible, si la croissance européenne demeure plus rapide.

Libre-échange et crises

[Retour à la table des matières](#)

Cette hypothèse reste cependant fragile. En effet, de nouvelles voies de propagation des impulsions récessionnistes ont été établies récemment et il est vraisemblable qu'elles seront élargies dans le proche avenir : il s'agit de la libération des échanges et du rétablissement de la convertibilité monétaire.

Avec la crise des années 1930 et la guerre, le monde capitaliste s'était fragmenté en zones monétaires distinctes. Chaque État européen s'était en outre hérissé de protections douanières ou contingentaires (c'est-à-dire qu'il soumettait toutes les importations à une autorisation administrative). Les frontières politiques se doublaient de frontières financières et administratives. On sait comment l'institution créée pour distribuer l'aide américaine, l'Organisation Européenne de Coopération Économique, entreprit de restaurer progressivement la liberté des échanges à l'intérieur de l'Europe. Parallèlement à ces efforts, le G.A.T.T. (accord sur les tarifs douaniers) tendait à favoriser un désarmement douanier. De premières baisses de tarifs douaniers ont été réalisées. Les contingents d'importation, dans les pays où ils existent encore (comme la France, l'Angleterre, etc.), ne protègent plus aujourd'hui que de rares industries - les plus sensibles à la concurrence, il est vrai. Et, de plus, des progrès réels ont été accomplis vers la libre convertibilité des monnaies.

Pour un pays comme la France, ces changements ont plusieurs significations. Pour une part ils consacrent la fin d'un protectionnisme malthusien ; ils correspondent également au rétablissement de finances extérieures plus solides (réserves de devises, parité plus solide du franc, développement des exportations) ; ils attestent donc les progrès réalisés depuis quinze ans par l'économie française. Mais, en même temps, ils font disparaître certains instruments de politique économique pour leur substituer le libre jeu du marché international : l'Office des Changes, les contingents d'importation n'étaient pas que des armes protectrices ; c'étaient également des moyens de contrôle dont l'État pouvait user pour freiner les mouvements de capitaux, pour orienter les importations selon les besoins réels de l'économie. Effectivement, malgré les erreurs, les abus ou les passe-droits, c'est bien de cette façon qu'ils avaient été utilisés, grosso modo. Leur suppression presque achevée (elle le sera parfaitement lorsque disparaîtront les derniers contingents et les restrictions mineures qui s'opposent encore au libre mouvement des capitaux) accroît la sensibilité de l'économie française aux impulsions venues de l'extérieur : la fuite ou le rapatriement des devises, l'évolution des importations sont rendus à la libre initiative des capitalistes français. Leurs

comportements spéculatifs refléteront et amplifieront tous les déséquilibres, toutes les tensions qui pourront se dessiner dans un secteur quelconque du monde capitaliste où leurs intérêts sont en cause. Qu'une menace économique (ou politique) leur paraisse se former en France et rien ne s'opposera à ce que, en peu de jours, la majeure partie des réserves de change s'évanouisse. Il est certain que la gauche, lorsqu'elle accédera de nouveau au pouvoir devra composer avec cette menace, sauf à l'éliminer ensuite par un coup de surprise. Mais, comme on le verra, le problème va se poser en termes différents d'ici peu d'années avec le Marché commun : le système actuel des changes et des échanges internationaux tend à restaurer la situation qui existait avant la crise de 1929 ; le Marché commun crée une situation tout à fait différente.

Le marché commun, besoin réel ?

[Retour à la table des matières](#)

Le Marché Commun est entré en vigueur le 1^{er} janvier 1958, mais il commence seulement à prendre tournure.

Il répond à un besoin réel dont la nature est économique bien avant d'être politique. Les dirigeants privés et publics des économies européennes se heurtent à des frontières qui découpent le marché en tronçons trop étroits : la grande industrie moderne, celle des États-Unis ou de l'U.R.S.S., s'adresse à de très vastes marchés ; pour utiliser pleinement les ressources actuelles de la technique, elle a besoin de ces débouchés. Production de grande série, technique moderne, grand marché sont trois facteurs liés. Les entreprises européennes les plus concentrées sont virtuellement capables de rivaliser avec leurs homologues américains si leur champ d'action s'élargit. Pour les autres entreprises, cet élargissement peut préparer l'accession à un niveau supérieur de développement.

A ce facteur, s'ajoute évidemment, pour les dirigeants des entreprises privées, le souci de déborder les États, de s'émanciper de la tutelle du capitalisme d'État, pour retrouver dans la « haute mer internationale » leur ancienne liberté de manœuvre.

Néanmoins, beaucoup d'entreprises, même parmi les plus grandes, ont hésité à soutenir les premiers efforts d'intégration européenne. Ce sont les dirigeants politiques habitués depuis la guerre à collaborer dans des organismes internationaux comme l'O.E.C.E. qui les ont précédés. Et, naturellement, les arrière-pensées politiques les plus diverses ont accompagné ces initiatives : certains ont rêvé d'une Europe social-démocrate, d'autres d'une Europe démocrate-chrétienne, etc. Mais il est tout à fait inexact de voir dans

l'adhésion tardive de la bourgeoisie française au marché commun, un quelconque recours au « gendarme allemand » protecteur de l'ordre capitaliste contre un mouvement ouvrier trop puissant. Dans son ensemble, la bourgeoisie française s'est ralliée à ce projet (non sans divisions internes) quand elle a suffisamment mesuré la puissance nouvelle que dix ans d'essor économique lui avaient donnée, c'est-à-dire à un moment où sa crainte du mouvement ouvrier était bien atténuée.

Ces considérations économiques et politiques ont contribué à la délimitation de la petite Europe des Six : l'Angleterre s'en exclut en raison de ses attaches économiques avec le Commonwealth (zone monétaire commune, préférences douanières, etc.) ; la Suisse et l'Autriche se sont tenues à l'écart parce que leur neutralité ne leur permet pas de s'intégrer à un ensemble appelé à prendre un caractère politique ; les pays scandinaves sont moins étroitement liés à l'économie de l'Europe occidentale ; enfin le Portugal et l'Espagne sont des pays relativement sous-développés et économiquement léthargiques qui n'avaient rien à gagner dans cet ensemble.

En définitive, les six États membres du marché commun présentent une certaine similitude : les trois États du Benelux, l'Italie, la France et l'Allemagne sont des nations industrielles développées aux structures économiques et sociales assez voisines. Seules font exception certaines zones sous-développées au sein des États, comme le sud de l'Italie et quelques régions du sud de la Loire.

Plusieurs de ces États et en particulier la France ont apporté en dot à l'Europe nouvelle, ce qui restait de leurs dépendances coloniales. Il est possible que certains initiateurs de l'opération y aient vu l'occasion de renforcer une domination coloniale qui s'effondrait. L'accession des États africains à l'indépendance a mis fin à ces rêves. Sous réserve de quelques difficultés mineures, on peut dire que l'association des États ex-coloniaux au marché commun représentera d'une part, une forme originale de distribution de l'aide économique (si des systèmes stabilisateurs des cours des produits miniers ou tropicaux sont adoptés par le marché commun et si les débouchés réservés à ces produits sont privilégiés, dans l'Europe des -Six) -et d'autre part, une apparente générosité de la France. Car celle-ci doit abandonner au bénéfice de ses partenaires du marché commun toutes les préférences commerciales et douanières qu'elle s'était ménagées outre-mer ; mais, comme l'accession à l'indépendance a pour effet le plus général de soumettre le commerce de l'ancien État colonisateur à la concurrence internationale, la France abandonne ce qu'elle aurait perdu.

Un saut dans l'inconnu

[Retour à la table des matières](#)

La réalisation du marché commun est à peine engagée et ses précédents ne nous apportent que des enseignements limités. Le Benelux a établi, avec bien des limitations, une simple union douanière entre la Hollande, la Belgique et le Luxembourg. Les ambitions du traité de Rome sont plus vastes, puisqu'il

tend non seulement à intégrer les six États en un marché *unique* séparé de l'extérieur par un tarif douanier commun et débarrassé de toute douane intérieure, mais aussi en un marché *unifié* où la libre circulation doit s'étendre également aux hommes -et aux capitaux et où les réglementations fiscales, sociales et autres qui régissent l'activité économique doivent être harmonisées.

Au stade actuel, les premières baisses de tarifs douaniers et les premières réductions de contingents n'ont encore établi aucune différenciation effective entre le Marché commun et les pays tiers puisque le bénéfice de ces mesures a été, en principe, étendu à tous les pays capitalistes ou du Tiers-Monde. C'est seulement au début de 1961 que la mise en place du tarif extérieur commun débutera et que le désarmement douanier et contingentaire cessera de s'étendre automatiquement aux pays tiers. Alors seulement, l'aventure du marché commun sera réellement commencée.

Parler d'aventure à ce propos n'est pas exagéré, car cette tentative d'intégration européenne ne peut être enfermée à l'avance dans aucune prévision raisonnable. La marge d'incertitude est très grande, la gamme des développements économiques et politiques possibles, très vaste. Même pour les entreprises organisées en cartels solides étendant déjà leur emprise sur l'ensemble du marché commun, l'avenir demeure fort incertain.

Chacune des économies va s'ouvrir en quelques années à une concurrence accrue. En effet, malgré les accords déjà conclus entre firmes françaises, allemandes ou italiennes, dans de nombreux secteurs, de la chimie à l'automobile, le marché commun ne deviendra pas sans transition un marché organisé. Chacun des pays membres constitue aujourd'hui un marché organisé, c'est-à-dire soumis à un réseau serré de grandes entreprises industrielles et bancaires où les rapports de force entre groupes financiers se modifient par secousses espacées et où la concurrence ne s'exerce que dans les espaces laissés libres par ce réseau ; chacun également présente, à des degrés divers, un secteur capitaliste d'État imbriqué dans ce réseau. Mais le passage du marché national au marché commun va bousculer les positions acquises, non certes pour laisser la place à une libre concurrence modèle 1850, mais pour donner naissance, à l'échelon européen, à un nouveau réseau d'entreprises « monopolistiques » privées et publiques et à de nouvelles zones de concurrence. Les accords entre entreprises qui se nouent actuellement tentent de préfigurer cette organisation future du marché. Mais le plus souvent, ils demeurent au stade des alliances offensives et ne préjugent pas du résultat ultérieur : l'exemple de l'industrie automobile va le montrer. Quelques grandes compagnies dominent ce marché en France, en Allemagne et en Italie. Deux d'entre elles, Renault et Volkswagen, appartiennent au secteur public, mais la dénationalisation de Volkswagen est en cours. Plusieurs accords de vente (mise en commun des réseaux commerciaux) ou de fabrication, ont été signés. Comme, par exemple, entre Alfa-Roméo et Renault ou entre Simca et Fiat. Mais la structure du marché de l'automobile en 1970 demeure très incertaine : des concentrations, peut-être même des accords de cartels surviendront d'ici là ; des filiales anglaises ou américaines se développeront dans le marché commun, etc. Bref, la partie est loin d'être jouée d'avance. D'ailleurs, l'ouverture du marché commun qui a déjà, à titre préparatoire, stimulé les recherches techniques et les investissements, continuera d'exercer avec une puissance accrue des effets du même ordre. Par conséquent, le type de concurrence qui

se développe au sein même du secteur « monopoliste » du capitalisme (la concurrence par le bureau d'études, par le laboratoire de recherches, par le lancement de produits nouveaux, bref la concurrence par substitution) deviendra plus vif, au moins dans une phase initiale.

On peut estimer que cette phase occupera les quinze prochaines années au moins : c'est seulement vers 1970 que les principales étapes de la mise en commun du marché seront achevées et même si l'accélération qui se dessine aujourd'hui se maintenait, il faudrait plusieurs années avant que la mise au contact rende tous ses effets. Donc, ce n'est pas avant une quinzaine d'années que le marché commun pourra être parfaitement organisé du point de vue capitaliste, c'est-à-dire quadrillé par un réseau de « monopoles » relativement stables.

On a coutume de souligner les faiblesses de l'économie française comparée à sa rivale allemande. Certes, il est vrai que dans le revenu national total, l'industrie concourt pour un tiers en France, pour 36 % en Italie et Pour 44 % en Allemagne ¹.

Il est vrai également que dans la valeur créée par l'industrie, la part du textile atteint 11 % en France contre 7 % en Allemagne ; 11 % et 7 % également pour les industries alimentaires ; mais pour les industries métallurgiques et mécaniques, cette part s'élève à 38 % en Allemagne contre 29 % en France et pour la chimie, 10 % en Allemagne contre 7 % en France. Mais la véritable confrontation ne se mesure pas à ces chiffres : elle dépend du dynamisme comparé des diverses industries (taux d'investissement, création d'industries nouvelles), de la qualité de leurs réseaux commerciaux, de leur faculté d'adaptation à l'évolution de la demande. Elle dépend également, pendant toute la période transitoire, des politiques nationales qui pourront améliorer (ou non) les positions relatives : ainsi, par exemple, si le IV^e plan de modernisation et d'équipement qui doit s'appliquer pendant les années 1962 à 1965 entreprend un sérieux effort de développement des industries mécaniques et électriques françaises (par des financements privilégiés, par la substitution d'initiatives publiques aux initiatives privées défailtantes, etc.), un handicap réel pourra être sensiblement réduit.

À plus longue échéance, il faut bien voir également que le problème se posera de moins en moins en termes de confrontation d'industries « nationales ». Quand le libre mouvement des capitaux et l'harmonisation des conditions fiscales ou autres sera à peu près chose faite, les investissements nouveaux se fixeront en fonction de nouveaux critères de rentabilité. Des capitaux « allemands » ou autres se fixeront en France s'il apparaît plus rentable, compte tenu du niveau des salaires, du coût des transports, etc., d'y

¹ Ces chiffres datent de 1955. La part de l'industrie française dans la valeur ajoutée totale doit être, en 1960, de l'ordre de 35-36 % contre 45 % environ en Allemagne. Ces pourcentages paraissent faibles pour des économies capitalistes industrielles. Mais cela est dû à leur mode de calcul qui, en dehors de l'agriculture et des services, isole comme sources de valeur ajoutée le transport et le commerce. D'autres calculs excluant les services et le commerce révéleraient mieux la puissance de l'industrie ; mais les positions relatives des industries allemande et française demeureraient les mêmes et cela seul importe.

implanter une production nouvelle. Et réciproquement. Autrement dit, les capitaux privés tendront à perdre leur nationalité.

Ceci suppose évidemment que l'harmonisation des législations sociales, fiscales et de toutes les conditions économiques décisives se réalise. Le Traité de Rome en prévoit les mécanismes. Mais il est certain que les étapes et surtout les modalités concrètes de cette unification du marché soulèveront bien des difficultés, des hésitations, des retours en arrière. Cependant, toutes ces variations, toutes ces variantes ne peuvent s'inscrire qu'entre deux limites : ou la rupture et le retour au statu quo ancien (édulcoré en zone de libre-échange) ou la progression vers une unification économique profonde comportant une monnaie commune (ou, comme phase transitoire, une super-monnaie librement convertible en francs, en marks, etc.), une fiscalité et une législation industrielle et sociale compatibles (c'est-à-dire cohérentes entre elles comme le sont les législations d'État aux États-Unis ; à la limite : uniformes). Cette dernière tendance implique un glissement vers une confédération politique. Il est certain que l'exécution du traité de Rome créera objectivement les bases économiques d'un État ou d'une confédération d'États dans l'Europe des Six. On pourra ruser avec cette exigence, user de procédures dilatoires, la dévier, vers des formes équivoques de collégialité, de consultation, etc. Mais elle n'en pèsera pas moins sur toute la vie politique des États associés.

Mutations politiques et sociales

[Retour à la table des matières](#)

Malgré la hâte de certains milieux politiques à créer une Assemblée législative européenne, malgré les tendances à la fusion des trois exécutifs européens (C.E.C.A., Euratom et Marché commun) et au renforcement des pouvoirs de l'exécutif unifié, nous n'en sommes pas encore à ce stade, il s'en faut de beaucoup : si l'intégration économique européenne se poursuit, il faudra quinze ou vingt ans avant que les conditions économiques de la création d'un super-État européen soient réalisées ; et l'on sait, par de nombreux exemples, que les solutions politiques peuvent anticiper sur ces conditions économiques, mais qu'elles peuvent aussi prendre du retard.

Bien avant cette éventuelle mutation des structures politiques, des changements assez sensibles vont affecter les structures sociales. L'intégration économique européenne aura vraisemblablement pour effet de renforcer la poussée vers des formes capitalistes d'organisation dans le commerce ainsi que dans l'agriculture. Toutefois, comme des systèmes protectionnistes existent dans chacun des six pays pour abriter l'agriculture nationale de la

concurrence extérieure, il est probable qu'un système protectionniste commun les remplacera : la Commission exécutive du Marché commun en a déjà fixé les grands traits et, sans entrer dans le détail de ce projet, on peut estimer qu'il apportera à la moyenne paysannerie française un certain répit, ne serait-ce qu'en relevant les prix dont elle bénéficie. (Évidemment, le secteur capitaliste de l'agriculture française en tirera un bénéfice plus important encore.) En contrepartie, les tentatives (maladroites) des gouvernements français pour orienter les productions agricoles vers les débouchés les plus assurés et pour éliminer la surproduction de céréales seront mises à mal. Mais ce pronostic concerne seulement les toutes prochaines années : à plus longue échéance, le processus de différenciation de la paysannerie moyenne et d'éviction des petits paysans semble devoir se poursuivre inéluctablement.

Par ailleurs, la tendance naturelle du développement économique dans le Marché commun sera la polarisation de l'industrie (et de ses satellites : commerce ou services) vers les zones industrielles complexes déjà existantes. C'est à juste titre que l'on a pu définir l'Europe des Six comme une Lotharingie industrielle car, de l'Italie du Nord à la Belgique, la zone prépondérante du Marché commun est déjà dessinée. Toutefois, il est douteux que cette tendance spontanée puisse jouer sans rencontrer des obstacles politiques majeurs : on sait quels efforts brouillons et tâtonnants sont entrepris en Italie et en France pour corriger les déséquilibres régionaux ; on peut tenir pour assuré que les déséquilibres régionaux accrus auxquels donnera spontanément naissance le Marché commun, susciteront des revendications politiques *nationales* qu'il sera difficile d'ignorer. Le développement économique de la Bretagne, du Borinage ou du Mezzogiorno sera demain un problème politique international dans le Marché commun.

Le problème essentiel

[Retour à la table des matières](#)

L'esquisse très sommaire des lignes suivant lesquelles peut évoluer l'aventure européenne appelle plusieurs précisions. Peut-on considérer que l'intégration économique est déjà engagée de façon irréversible ? Quelles modifications des mécanismes profonds de l'économie capitaliste actuelle peut-elle entraîner ?

A ces deux questions, la réponse est politique et non plus économique. En effet, dans la compétition politique et commerciale dont l'Europe est le siège et dont la France, l'Allemagne et la Grande-Bretagne sont les principaux protagonistes, on ne discerne aucune contrainte d'ordre économique qui soit de nature à faire avorter le Marché commun ; bien au contraire, toutes les forces vives des capitalismes ouest-européens sont lancés dans cette voie. Il est vrai qu'une partie importante des dirigeants de l'économie allemande, tout en agissant comme si l'intégration était certaine, hésite à heurter de front les

intérêts anglais. Il est vrai également que toute la capacité de manœuvre dont disposent les dirigeants économiques et politiques anglais est employée à entraver le Marché commun. Mais ce sont, en définitive, les options politiques que prennent (et que prendront) les gouvernements allemand et français qui jouent le rôle déterminant. Jusqu'à présent, ces deux gouvernements qu'animent des motifs très dissemblables, ont tendu à accélérer l'intégration. Les choix décisifs interviendront en 1961 et on voit mal quel retournement subit de position pourrait survenir. Néanmoins tant que le Marché commun ne sera pas enraciné, son échec est possible : c'est dire que la marge de jeu des gouvernements français et allemand qui demeure aujourd'hui entière, ira se rétrécissant. D'ici peu d'années, la rupture ne sera plus possible que par une dislocation brutale, périlleuse pour les économies intéressées.

Les forces politiques de la gauche européenne sont divisées devant ce problème. La conférence tenue à Bruxelles en avril 1959 par les six partis communistes intéressés a estimé qu'à la faveur de la récession (qui, d'ailleurs, s'achevait) il était possible d'intensifier l'action pour faire échec à « l'Europe des cartels » c'est-à-dire pour tuer dans l'œuf le Marché commun. Mais aucune autre possibilité sérieuse n'a été retenue pour faire échec à cette même « Europe des cartels » dans l'hypothèse où l'intégration se poursuivrait. Les autres courants de la gauche, sans se faire d'illusions sur le caractère de l'organisation économique nouvelle, lui sont cependant, en général, plus favorables. Mais, en tout état de cause, il paraît vraisemblable que le mouvement ouvrier européen sera incapable au cours des deux prochaines années de faire pencher la balance. Seul le mouvement ouvrier italien aurait quelque chance d'y arriver (comme le mouvement français avait pu faire avorter la C.E.D.) s'il existait dans les classes dirigeantes italiennes une réelle opposition à ce projet, ce qui n'est pas le cas.

Si le Marché commun se réalise, d'autres problèmes politiques se poseront. On a déjà vu quels choix devraient être faits, d'ici quinze ou vingt ans, pour adapter les structures politiques à la nouvelle organisation économique. Mais, bien avant ces échéances, des choix s'imposeront dans l'ordre de la politique économique. *Le problème essentiel est ici de savoir si l'intégration économique européenne s'accompagnera d'un démantèlement ou d'un renforcement des mécanismes stabilisateurs incorporés à chacune des structures économiques nationales et, notamment, des éléments de capitalisme d'État qu'elles contiennent.* Le traité de Rome se veut libéral. Son application sera-t-elle de même inspiration ?

Il est certain que les éléments stabilisateurs *passifs* se maintiendront et, dans la mesure où ils sont secrétés par l'évolution spontanée du capitalisme se renforceront lentement : importance des couches sociales salariées aux revenus non liés directement aux aléas de la production ; système de transferts sociaux ; stratégie à moyen terme des grandes entreprises (besoin d'information, programmes d'investissement pluri-annuels, autofinancement).

Mais le rôle essentiel revient aux politiques économiques *actives* qui, mettant à profit ces éléments stabilisateurs, utilisent également d'autres possibilités de manœuvre, celles qu'offrent le secteur public de l'économie, l'affectation de crédits budgétaires à des investissements massifs, et, à la

limite, la planification indicative de type français. Il est vraisemblable que les États ouest-européens associés auront la volonté d'éviter les crises, de supporter aussi brillamment que possible la compétition économique avec l'Est, etc. Mais sauront-ils conserver et aménager les instruments dont ils disposent à cette fin ou céderont-ils ce rôle aux « mécanismes naturels du marché » ?

Ce problème se posera sous différentes formes, en de très nombreuses occasions. Les milieux dirigeants, publics ou privés, seront divisés et leurs querelles prendront d'autant plus d'ampleur que le Marché commun est *aussi* un effort du grand capital privé pour se libérer de la tutelle des États actuels. Ces querelles prendront leur tour le plus vif en période de récession lorsque l'action anticyclique se présentera comme une exigence immédiate. A ce moment, trois courants principaux devraient se dessiner : les partisans d'une solution libérale, orthodoxe (un peu de relance ; mais aussi un « assainissement » de l'économie par un certain chômage dépréciant les salaires, etc.) ; les interventionnistes à l'échelon européen (c'est-à-dire les partisans d'un transfert et d'un renforcement à cet échelon des éléments de capitalisme d'État) ; et les partisans du repli national (mélange hétérogène d'éléments capitalistes intimidés ou échaudés par l'aventure et d'interventionnistes déçus par l'insuffisance des instruments d'action supra-nationaux).

Il semble que, dans cette occurrence, la gauche pourrait retrouver une position commune en soutenant, dans un premier temps, le renforcement des moyens d'action à l'échelon européen (et en faisant sentir toute son influence dans leur emploi) ; si cette ligne d'action échouait, ce qui équivaldrait à une aggravation de la récession, le repli national deviendrait alors la seule attitude raisonnable.

Mais pour que les syndicats et les partis en arrivent à concevoir et à combiner une stratégie internationale de ce type, il est grand temps, qu'ils entreprennent de combler leur retard. Les centrales syndicales allemandes, italiennes, françaises et belges n'ont pas encore appris à se connaître ; les internationales syndicales (la C.I.S.L., la C.I.G.L., la F.S.M.) n'ont guère pris d'initiatives à l'échelon européen. Les deux premières (catholique et social-démocrate) n'ont eu, dans la C.E.C.A. et dans les organismes de Bruxelles, qu'une activité bureaucratique de consultations auprès des institutions communautaires. La troisième (où se retrouvent la C.G.T. française et la C.G.I.L. italienne) s'est contentée de dénoncer les périls de l'intégration européenne. Ici également une reconversion syndicale *tenant le Marché commun pour un fait acquis* et transposant à ce niveau les objectifs d'action est indispensable.

L'avenir du capitalisme (1961)
Deuxième partie :
les métamorphoses du capitalisme français

Chapitre douzième

La fuite devant la crise

[Retour à la table des matières](#)

Au terme de cette analyse, la question de la crise ne peut recevoir une réponse parfaitement assurée. Les perturbations, directes ou indirectes, que va provoquer la poursuite de la décolonisation économique, celles que peut entraîner la compétition économique des États socialistes vont se combiner avec les désajustements que l'économie capitaliste provoque elle-même périodiquement. Mais rien ne permet de penser que ces facteurs de crise doivent *nécessairement* converger vers une catastrophe économique générale, ni même vers une dépression profonde semblable à celle des années 1930. Cela tient d'une part aux délais, aux décalages qui décomposeront vraisemblablement l'émancipation économique du Tiers-Monde en une série de chocs, plus ou moins étalés, frappant successivement tel ou tel État capitaliste et non simultanément l'ensemble d'entre eux. Cela tient d'autre part aux mécanismes stabilisateurs incorporés aux structures économiques occidentales et aux politiques stabilisatrices mises en oeuvre par les gouvernements.

Toutefois, ces mécanismes et ces politiques ont une histoire. Ils ne peuvent être considérés comme des acquisitions définitives. La construction européenne, la convertibilité monétaire, le libre-échange tendent aujourd'hui à démanteler certains des protecteurs anti-crisis : tous ceux qui ne jouent efficacement que dans un cadre protectionniste *national*. Et ce démantèlement est à peine commencé : il reste encore beaucoup à démolir en ce domaine, mais on s'y emploie avec ardeur. Toutes choses égales d'ailleurs, on peut considérer que *le risque d'une crise économique profonde sera plus grave dans les cinq ou dix prochaines années qu'ensuite*. En effet, les prochains déséquilibres de l'économie capitaliste mondiale, quelle qu'en soit l'occasion, frapperont les États occidentaux en pleine phase de « déprotection » des économies nationales et de limitation du champ d'action du capitalisme d'État. Ce qui aurait provoqué naguère une récession peut conduire demain à la crise.

Cette possibilité n'a de chance de se réaliser que si les gouvernements des grands États occidentaux s'en tiennent stupidement au néo-libéralisme aujourd'hui prévalent. Si l'inflation demeure l'ennemi principal, si le gouvernement américain continuait à considérer que chaque dollar dépensé par un particulier reçoit ainsi la meilleure affectation possible, si les gouvernements européens s'obstinaient à concevoir leur Marché commun ou leur zone de libre-échange comme le refuge suprême de la libre entreprise, alors cette crise économique deviendrait probable. Mais le repli vers des politiques stabilisatrices *et* nationalistes, l'avance vers des politiques stabilisatrices *et* supra-nationales, le renforcement des éléments de capitalisme d'État aux États-Unis et en Europe sont également possibles.

La monnaie

[Retour à la table des matières](#)

Telle est, du moins, la conclusion nuancée à laquelle conduisent les analyses rassemblées dans les chapitres précédents. Mais il reste encore un certain nombre de facteurs qui pourraient désorganiser l'économie capitaliste et que l'on a jusqu'ici négligés. Les deux principaux paraissent être la monnaie et l'automatisation. Est-ce de ce côté que se présentent les risques de crise les plus graves ?

De tous les mécanismes économiques, le moins connu et le moins maîtrisé est assurément la monnaie. Cette créance circulante, ouvrant à son porteur un titre général sur l'ensemble des biens offerts sur le marché, et garantie par des réglementations diverses qui engagent, en dernière instance, la responsabilité de chaque État, est le refuge suprême des déséquilibres économiques. Sa création, sa circulation, échappent dans une très large mesure à la volonté des gouvernements, même les plus interventionnistes : il n'en va autrement, semble-t-il, que dans les économies intégralement planifiées où la monnaie est

réduite à un rôle subordonné et soumise à un contrôle presque absolu. Dans une économie comme celle de la France, la monnaie se crée partout : la Banque de France, le Trésor, les banques ordinaires, les entreprises elles-mêmes (dans la mesure où elles accordent des crédits à d'autres entreprises) en émettent ; et les porteurs des différents instruments monétaires (du billet de banque à la lettre de change) ont à l'égard de ceux-ci un comportement très variable, conditionné par l'idée qu'ils se font de la situation économique générale. Toutes les réglementations, de l'émission, du crédit, des changes, etc., enserrant le jeu de ces instruments sans les maîtriser. À l'intérieur d'une économie, leur dérèglement est, on le sait, le symptôme principal de l'inflation.

Mais des difficultés nouvelles apparaissent sur le marché international, où les diverses monnaies nationales sont au contact l'une de l'autre. Leur échange, nécessaire au commerce international, entraîne une confrontation continuelle de leurs valeurs respectives. Malgré les taux de change fixes, la parité réelle des monnaies varie et entraîne des réactions spéculatives diverses (trafic d'or, mouvement de capitaux flottants, etc.). Ainsi les tensions inflationnistes nées dans une économie quelconque se propagent vers toutes les autres. Plus la convertibilité est grande, plus facile est la diffusion de ces impulsions. Le principal problème est celui des liquidités internationales. Dans le monde actuel, chaque monnaie nationale est gagée sur un peu d'or et sur des réserves de devises fortes dont la principale est le dollar. Les réserves de devises (déterminées par l'évolution du commerce extérieur de chaque État et par l'appréciation spéculative que portent les détenteurs de capitaux sur la « santé » relative de chaque monnaie) conditionnent la capacité d'importation de chaque État, donc son aptitude à faire marcher sans heurts sa propre machine économique. La France a dû freiner en 1957-1958 sa croissance économique, faute de telles réserves.

Ainsi les désajustements inévitables des réserves de devises obligent les États déficitaires à la dévaluation ou à la mendicité. Dans le premier cas la position du pays est restaurée par une politique d'austérité, à laquelle échappent les éléments capitalistes aptes à faire jouer leurs prix de vente. Dans le second, elle n'est rétablie que par une aide extérieure qui réduit toujours la liberté de manœuvre du gouvernement emprunteur. La France a combiné ces deux politiques depuis que la guerre a ruiné ses réserves de change. Les succès qu'elle enregistre aujourd'hui en ce domaine ont été payés d'une sévère austérité imposée aux salariés et aux paysans. Ils ont également été favorisés par l'évolution générale des rapports commerciaux entre l'Amérique et l'Europe au bénéfice de cette dernière (rapports qui reflètent la croissance économique plus rapide en Europe qu'aux États-Unis).

Si la période du « gap dollar » est achevée, même en France où une suite d'aventures politiques (comme celle de Suez) l'ont prolongée, il est possible que d'ici peu d'années une période inverse s'ouvre. Déjà les réserves américaines sont tombées à un niveau inférieur à celui de 1940. La prolongation de cette tendance obligerait les États-Unis à protéger leur balance des paiements (et leur monnaie) par des mesures propres à réduire leurs dépenses à l'extérieur (aide économique et militaire), leurs investissements (notamment en Europe) ou leur déficit commercial (protectionnisme ou renforcement de leurs exportations). De telles mesures peuvent prendre des formes diverses

entre deux limites extrêmes : un contrôle et une orientation qui impliquent une plus grande intervention étatique ; à l'opposé, une solution « libérale » : couper celles des dépenses que finance l'État et, en premier lieu, l'aide économique. Mais la solution réelle ne peut consister qu'en une relance de l'économie américaine propre à améliorer sa position relative vis-à-vis de l'Europe et du Japon.

Quelle que soit la solution, les économies capitalistes européennes en subiront le contrecoup soit par mévente aux États-Unis (protectionnisme direct) soit par mévente dans le Tiers-Monde (réduction de l'aide) soit enfin par hémorragie de capitaux flottants. À la limite, une dévaluation américaine (c'est-à-dire une réévaluation de l'or) est parfois envisagée. Mais, comme elle bénéficierait à la livre sterling et surtout au rouble, elle paraît peu probable : c'est le dernier recours et il en résulterait une dépréciation de la plupart des monnaies occidentales.

Le « gap dollar » se renverse aujourd'hui puisque les États-Unis voient leurs réserves se réduire. Il peut cependant réapparaître demain. Mais ce n'est pas le seul aspect du problème des liquidités internationales. L'insuffisance globale des liquidités peut également être une source de difficultés.

En 1937, les réserves d'or et de devises détenues par l'ensemble des instituts financiers du monde non socialiste représentaient 65 % du montant total du commerce mondial. En 1950, ce pourcentage est tombé à 50 %. Puis à 34 % en 1957. À cette dernière date on retrouvait presque le niveau de 1928 (Soit 32 %). Ainsi, de 1928 à 1957, la croissance globale des réserves semble avoir accompagné celle du commerce mondial. Mais si ce dernier poursuit sa progression sans être perturbé par une crise et par une guerre semblables à celles qui sont intervenues entre 1930 et 1945, il est probable que les mécanismes monétaires nationaux et internationaux ne seront pas en mesure *d'accroître* les réserves mondiales d'or et de devises au rythme voulu, ni de les *déplacer* de façon à éviter que des « gaps » se forment dans certains États. D'où deux développements probables : d'une part, des obstacles à l'extension du commerce résultant de déficits locaux en devises (avec les réactions protectionnistes, les dévaluations ou les appels au crédit corrélatifs) ; d'autre part, la recherche de mécanismes nouveaux permettant de pallier ces difficultés.

Les systèmes de clearing international comme l'Accord Monétaire Européen, sont l'un de ces mécanismes. Mais leur mise en place suppose l'établissement de liens plus que commerciaux entre les États : dans le cas de l'Europe, c'est l'Aide Marshall et l'O.E.C.E. qui leur ont donné naissance. Ailleurs, il faudra attendre que des expériences politiques importantes comme un plan Marshall pour l'Amérique latine ou la construction de grands ensembles internationaux, en Afrique, soient entreprises pour que de tels systèmes voient le jour.

De ces brèves indications sur les problèmes monétaires, on peut retenir que la monnaie ajoutera, de son propre fait, aux perturbations nombreuses dont souffriront les économies capitalistes, des troubles supplémentaires : mais il est peu probable que ces troubles aient plus d'ampleur demain qu'hier ;

et, déjà, des mécanismes nouveaux propres à les réduire ont été expérimentés. Le capital ne périra pas par la monnaie.

L'automatisation

[Retour à la table des matières](#)

Entre autres traits, le capitalisme a présenté, depuis la guerre, ces deux caractéristiques : l'économie a assimilé beaucoup plus vite qu'avant 1939, les progrès techniques ; et cette modernisation incessante n'a pas eu pour effet un développement massif du chômage.

Les politiques de plein emploi menées avec un succès très inégal par les divers gouvernements ont évité le chômage massif. Ces politiques ne sont d'ailleurs qu'un aspect particulier de l'action anti-crise. Mais d'autres circonstances comme le maintien sous les armes d'importants contingents de main-d'œuvre ont également contribué à réduire le chômage. Et celui-ci, dans certains États au moins, est demeuré fort important : de 4 à 6 % de la population active aux États-Unis et en Italie. En Allemagne occidentale également, les chômeurs ont été, jusqu'en 1960, très nombreux ; mais, ici, le chômage n'était le plus souvent qu'un stade intermédiaire où les populations transplantées de l'Est ou fuyant la R.D.A. sont passées avant de s'intégrer à l'économie nationale. L'Allemagne occidentale approche aujourd'hui du plein emploi, ce qui effraye beaucoup ses capitalistes.

Ce plein emploi ne relève pas d'une définition très exigeante il concerne simplement la population active *spontanée*, la masse des individus que les mécanismes économiques poussent à s'employer, dans l'état actuel des institutions et des mœurs. Il est loin de correspondre au plein emploi effectif de tous les individus *aptés* à travailler. Néanmoins son maintien, même à 95 % comme aux États-Unis, contraste éloquentement avec le chômage massif des années 1930.

Le désarmement, s'il se réalisait par étapes à la faveur d'une longue phase de détente, modifierait quelque peu ces données. Mais il faut considérer l'emploi des soldats démobilisés comme un aspect des problèmes (étalés) de reconversion qui se poseraient alors. Il ne semble pas qu'il y ait, de ce côté, une menace de retour au chômage massif. En est-il de même avec l'automatisation ?

L'automatisation bouleverse les processus de production ¹. Elle substitue aux machines dispersées des chaînes continues où la matière ouvrée subit à la file une série plus ou moins complète de transformations par usinage automatique. Elle se prolonge par la mécanisation et la direction automatique des

¹ Grossin et Vincent, *L'enjeu de l'automatisation* (Éditions Sociales, Paris, 1957).

transmissions et des opérations de manutention, de conditionnement ou de contrôle. Elle réduit à une fonction de surveillance, dévolue à des ouvriers qualifiés ou à des techniciens, l'intervention directe des travailleurs, tout en supposant une main-d'œuvre assez importante pour la préparation du travail (bureau d'études, etc.) et pour l'entretien des machines automatiques.

L'automatisation peut également s'étendre à certains travaux de calcul ou de bureau, dans la banque, la comptabilité, etc. Elle peut enfin s'appliquer aux transports ferroviaires, aux transmissions, etc.

Bref, elle permet d'assurer une production sensiblement accrue avec une main-d'œuvre réduite. De là, à conclure que sa mise en oeuvre entraînera un chômage « technologique » de très grande ampleur et, partant, une contraction des revenus et des débouchés parfaitement contradictoire avec l'extension concomitante de la production, il n'y a qu'un pas - trop vite franchi.

Ce schéma catastrophique n'est pas vraisemblable. Il ignore ou sous-estime trop d'éléments. Pour que l'automatisation puisse effectivement s'appliquer et s'étendre, des délais appréciables sont nécessaires. Délais permettant d'adapter aux conditions techniques d'une production automatisée les actuels processus de fabrication. Délais permettant aux industries nouvelles, productrices de biens d'équipement pour l'automatisation, de se constituer (c'est-à-dire de se construire et de rassembler toute la main-d'œuvre très qualifiée nécessaire à leur activité). Délais nécessaires aux entreprises automatisables pour financer leur rééquipement car l'automatisation se distingue de l'investissement ordinaire par son caractère de « tout ou rien » : on remplace ou on ajoute une machine quelconque dans un atelier sans toucher au reste ; mais si on automatise, tout l'atelier doit y passer d'un coup ; et la présence d'un seul atelier automatisé dans une usine complexe modifie les conditions de production de tous les autres secteurs de l'entreprise : tous doivent s'adapter au rythme automatique pour éviter les à-coups de production.

Ce schéma ignore également les divers mécanismes compensateurs qui, au cours de la longue phase d'automatisation de la production vont faire sentir leurs effets. La série de délais que l'on a évoqués suffit à justifier l'idée que, même bousculés par la concurrence internationale, les économies capitalistes mettront plusieurs décennies pour généraliser l'automatisation. Pendant ce temps des mécanismes compensateurs, mus par des luttes économiques et politiques, ou résultant du jeu même de ces économies corrigeront plus ou moins les effets de l'automatisation sur l'emploi et offriront de nouveaux débouchés à la production accrue : réduction de la durée hebdomadaire du travail, abréviation de la durée de vie active par allongement de la scolarité et des congés ; nouveau développement des services et des autres emplois « improductifs » ; poursuite de la croissance des revenus, y compris des salaires, etc. Certes, il serait naïf d'imaginer que ces compensations se produiront presque automatiquement et qu'elles joueront, à chaque moment, avec une parfaite exactitude. Il y aura effectivement de dures périodes d'adaptation frappant des secteurs entiers de l'industrie, des phases où le chômage s'étendra, etc. Mais ce sont précisément ces déséquilibres qui, par leur ampleur menaçante, détermineront les luttes ou les concessions par lesquelles les mécanismes compensateurs joueront. On peut admettre comme un postulat que les États capitalistes modernes *ne peuvent* et ne pourront plus prendre le

risque d'une crise sociale majeure. En revanche, il paraît difficile d'admettre qu'ils soient incapables de la corriger, sinon de la prévenir. Le développement relativement lent et saccadé de l'automatisation va pousser davantage encore ces économies vers le capitalisme d'État et vers la consommation de masse, c'est-à-dire vers le renforcement des moyens d'action et des pouvoirs de l'État pour stabiliser la croissance et vers la diffusion, imparfaite, inégale, cahotique - mais réelle, de revenus et de consommations en expansion.

Le capitalisme peut digérer la dose d'automatisation qui paraît devoir se réaliser au cours des vingt ou trente prochaines années, mais en poursuivant son évolution actuelle (évolution sur le sens de laquelle on reviendra plus loin). Mais, à la différence des économies socialistes, il ne peut organiser cette automatisation, en guider le développement, en prévoir les conséquences et en tirer le maximum de profit. Ou, plus exactement, il ne peut qu'essayer (par des Prévisions globales, par des plans indicatifs, etc.), de jouer ce rôle. C'est peut-être là un des facteurs les plus manifestes de la supériorité économique du socialisme.

Le coût de la guerre d'Algérie

[Retour à la table des matières](#)

Cette ultime revue des facteurs éventuels de crise serait fort incomplète si, pour la France, on ne tenait compte également de la guerre d'Algérie. L'évaluation du coût de cette guerre a donné lieu à de longues discussions souvent mal engagées. Cette guerre pèse évidemment sur le budget de l'État. Mais son « prix » budgétaire n'a aucune signification : ce qui est une charge pour l'État n'en est pas une pour d'autres éléments de l'économie française que les dépenses de guerre font vivre ; les 1.000 milliards que coûte chaque année l'Algérie ne sont pas perdus pour tout le monde.

La charge que fait supporter cette guerre n'a de sens que si l'on précise qui la supporte. On pourrait, par des études (dont peu d'éléments sont aujourd'hui disponibles), mesurer plus ou moins ce que cette guerre prélève ou apporte, sur le plan économique, aux diverses couches sociales françaises. Mais l'étroite imbrication de cette guerre, de son financement, de ses dépenses, avec tous les autres aspects de la vie économique nationale laisserait peser sur ces recherches de grandes incertitudes.

C'est seulement du point de vue de l'économie nationale tout entière que l'on peut saisir (sinon mesurer) le coût réel de cette guerre. Car l'économie française vit avec elle et toute la question est de savoir comment, sur sa lancée, elle aurait pu *vivre sans elle*, c'est-à-dire en affectant à d'autres emplois les hommes, les usines, les capitaux que la guerre mobilise. Ce conflit

est responsable, à titre principal, de tous les accidents survenus à l'économie française depuis 1956 : l'emballement inflationniste de l'économie en 1956-1957 (avec le prélèvement de 500.000 hommes sur le « marché du travail », la reconversion d'une partie des industries mécaniques vers la production de guerre), l'aventure de Suez et ses conséquences sur l'approvisionnement énergétique du pays, l'épuisement des réserves en devises, puis les deux dévaluations de 1957 et de 1958, les budgets d'austérité, la récession subie sans que l'on puisse disposer d'une suffisante liberté de manœuvre budgétaire pour relancer efficacement la croissance économique, etc. Sans doute, il y aurait eu quelque inflation en 1957 et une récession en 1958, même si l'indépendance de l'Algérie avait été reconnue dès 1955. Mais leur impact eût été beaucoup plus léger (comme dans *les autres* pays européens). La guerre d'Algérie a privé et prive l'État français de sa liberté d'action en économie comme en politique.

L'un des principaux dirigeants du secteur bancaire public a pu énumérer de la sorte, dans un colloque privé, en 1959, les charges actuelles de l'économie française : faire la guerre en Algérie ; constituer une force de frappe ; poursuivre la modernisation de l'industrie métropolitaine pour la maintenir dans le peloton de tête ; remédier au « désert français »¹ ; développer les États de la Communauté et faire progresser spectaculairement l'économie algérienne. Sa conclusion était que « la priorité donnée à l'Algérie se paiera fatalement ». Il est certain, en effet, que cette priorité se paiera - et se paie déjà. Comment ? En accroissant la sensibilité de l'économie française à toutes les perturbations récessionnistes et inflationnistes, comme dans le passé récent. Et en ralentissant nécessairement le rythme de sa croissance. La politique de grandeur nationale conduit à la décadence.

Mais, pour l'ensemble de l'Occident capitaliste, la guerre d'Algérie est, toujours sur le plan économique, un accident local de faible importance. Il n'en irait autrement que si, l'internationalisation du conflit se produisant, des répercussions en chaîne se manifestaient dans les pays arabes (pétrole) ou africains (marchés divers). Alors les autres États capitalistes auraient des raisons économiques pressantes d'étouffer ce conflit (lesquelles viendraient se combiner avec les raisons politiques qui, déjà, les poussent dans le même sens).

La crise et les crises

[Retour à la table des matières](#)

Même si l'on fait abstraction des circonstances particulières à la France, la vie des économies occidentales au cours des prochaines décennies ne peut manquer d'être souvent perturbée. Les secousses politiques, les luttes sociales, les déséquilibres économiques demeureront sa loi. Mais *la* crise économique majeure frappant profondément et de façon quasi simultanée toutes les grandes nations capitalistes ne paraît pas s'inscrire *de façon nécessaire* dans

¹ C'est-à-dire corriger les plus flagrantes inégalités régionales de développement.

cet avenir agité. Il n'est pas impossible qu'un nouveau 1929 se produise : mais ce serait par une rencontre contingente de chocs qu'aucune loi n'oblige à être simultanés et de carences politiques que l'expérience des quinze dernières années rend douteuses. Je tiens pour vraisemblable une chaîne presque continue *de* crises économiques de moindre intensité, associant aux récessions que l'on connaît déjà, des troubles épisodiques (à la Suez), des détournements soudains de courants d'échange, le tout sur un fond d'inflation plus ou moins lente. Je tiens également pour vraisemblable une croissance économique, ni régulière, ni harmonieuse, ni rapide, mais cependant comparable à celle que l'on a observée depuis 1950 (c'est-à-dire depuis la reconstruction des économies dévastées par la guerre). Je tiens enfin pour vraisemblable que cette croissance saccadée aura pour prix de nouvelles mutations institutionnelles au sein des différents États (et peut-être également au niveau de certains organismes internationaux ou intégrés).

Le capitalisme survit aux épreuves qui devraient le terrasser, en les fuyant. Pour assurer la stabilité et le développement de l'économie, les divers États n'hésitent guère à prendre, au petit bonheur la chance, les initiatives les plus imprévues. On sacrifie à ces objectifs jusqu'à certains aspects imprescriptibles de la sainte propriété privée. Le capitalisme d'État (comme structure et comme mécanisme) peut devenir le mode de production *dominant dans* ces États. Déjà il exerce sur le capital privé une influence décisive : c'est lui qui joue, dans la politique de développement, le rôle moteur. C'est lui également qui peut improviser des solutions aux diverses crises que l'avenir prés-enterra. Autrement dit, au lieu d'être un assemblage de hasards ou de décisions partielles et incohérentes, la société économique tend à prendre conscience de soi comme un tout. Le vieil État était la bonne conscience de la bourgeoisie, son ordre social. Le nouvel État devient le noyau de la société capitaliste. Et, par sa propre fuite devant la crise, chaque économie fait croître ce noyau aux dépens de son enveloppe capitaliste privée. Sous un autre angle, on peut dire également que la société, par certains de ses cercles dirigeants (État, grandes entreprises publiques et privées) s'efforce de prendre connaissance de ses mécanismes intimes d'une façon non plus spéculative, mais opérative. Elle le fait non d'un point de vue critique (comme Marx ou les P.C.) mais d'un point de vue « défensif » (comme Keynes, comme mille autres). Elle obtient dans cette direction des succès non négligeables.

Mais où ces succès conduisent-ils les sociétés capitalistes actuelles ?

Chacune d'elles se compose déjà d'un mélange original de capitalisme privé et de capitalisme d'État. Il est vraisemblable que les dosages de ce mélange vont se modifier, au cours des prochaines décennies, avec, à long terme, une tendance assez nette à la prévalence du capitalisme d'État. Chaque accident du développement économique sera l'occasion d'un tel glissement.

Sur cette base économique complexe (d'autant plus complexe que subsistent souvent, comme en France, de larges secteurs de petite paysannerie, d'artisanat ou de petit commerce), les régimes politiques les plus divers peuvent s'établir, du fascisme à la démocratie de type anglais. Il est même permis de penser, comme les timides précédents de 1936 et de 1945 l'ont indiqué, que des orientations plus radicales peuvent également s'y affirmer.

Si elles s'affirment effectivement, une caractéristique nouvelle de notre époque sera peut-être le passage pacifique du capitalisme au socialisme, c'est-à-dire un passage ne dépendant pas, à titre principal, du succès d'une insurrection révolutionnaire. Objectivement et en faisant abstraction des accidents temporaires, on peut considérer que, d'un point de vue économique, le capitalisme est déjà engagé dans une phase de transition vers le socialisme (c'est-à-dire vers la propriété collective des moyens de production). Si l'éventualité politique que l'on vient d'envisager se réalisait, la phase de transition serait également ouverte d'un point de vue politique.

On ne peut conclure cette analyse par un pronostic assuré car plusieurs lignes d'évolution concurrentes sont offertes au monde moderne. Mais la recherche patiente et obstinée de voies nouvelles contournant les menaces de guerre mondiale et de catastrophe économique et cherchant à infléchir la pente actuelle des sociétés capitalistes vers une forme d'organisation plus rationnelle et Plus juste peut précisément ouvrir l'une de ces lignes d'évolution. L'expérience vaut assurément d'être tentée.

L'avenir du capitalisme (1961)

Conclusion

[Retour à la table des matières](#)

La France vit au cœur de toutes les contradictions du monde moderne.

La décolonisation politique du Tiers-Monde ? C'est, pour nous, à la fois l'accession à l'indépendance de douze États africains et la guerre d'Algérie qui entre dans sa septième année.

La décolonisation économique ? La position des intérêts économiques français dans l'ancien empire colonial demeure pratiquement intacte. Mais que de conflits en perspective, pour le pétrole saharien, pour le nickel calédonien, pour l'aluminium de Guinée ou du Cameroun, pour le fer de Mauritanie, etc.

Déjà les jeunes États de la Communauté amorcent le mouvement qui fera éclater ces conflits : aujourd'hui, le Sénégal protège son artisanat et son industrie textile contre les marchandises métropolitaines ; demain, le pétrole saharien deviendra algérien, après demain, la Guinée nationalisera les installations de Fria...

La croissance et la transformation structurelle du capitalisme moderne ? La France a largement participé à l'essor économique de l'Europe depuis la fin de la guerre. Elle s'est libérée du « gap dollar », elle s'est engagée dans la C.E.C.A. et dans le Marché commun. L'américanisation de la société française est en cours. Le niveau de vie s'élève tandis que le mode de vie et les conditions de travail portent la marque des sociétés modernes : rythmes de travail harassants, extension des villes et de leurs servitudes, etc.

Mais surtout, deux particularités distinguent la France des autres nations industrielles capitalistes. D'une part, l'extension récente de l'économie a bousculé une société que les coupes sombres de la première guerre mondiale et le malthusianisme des années 1930 avaient frappée de léthargie ; toutes les tensions sociales internes liées à ce réveil ont été amplifiées par l'existence de catégories sociales nombreuses, attachées à des modes d'activité désuets : d'où le malaise paysan, les révoltes poujadistes. D'autre part, la société française a, plus que toute autre, été orientée dans la voie du capitalisme d'État par les secousses politiques des années 1930 et de l'après-guerre.

La concurrence du socialisme ? la France est avec l'Italie la seule nation capitaliste industrielle qui ait vu se développer et se maintenir un parti communiste puissant. De ce fait, la construction du socialisme en U.R.S.S. a trouvé en France un écho particulier : les traditions politiques du pays le sensibilisaient à cette aventure grandiose ; le parti communiste a fait le reste.

Cette insertion de notre pays dans le monde moderne en fait une caisse de résonance de toutes les luttes, de tous les conflits qui agitent notre temps.

Mais elle peut également en faire un terrain d'élection où se livreront des combats exemplaires : il dépend de la gauche française que notre pays, surmontant ses épreuves présentes, exerce sur le reste du monde un effet en retour qui peut être important. Ceci mérite explication.

Il est possible que la France devienne un pur objet de l'histoire, qu'elle cesse d'y jouer un rôle politique majeur, qu'elle perde toute chance de contribuer, par une démarche originale, à la solution des problèmes modernes. Il est même possible qu'elle devienne une force rétrograde exerçant sur le cours de l'histoire une influence négative comparable à celle qu'exerça naguère l'Allemagne.

La prolongation de la guerre d'Algérie, une éventuelle subversion fasciste et même, la poursuite hautaine d'une politique nationaliste attachée à doter la France d'une « force de frappe », cet instrument moderne d'aventures, sont autant de facteurs propres à infléchir le rôle de notre pays dans cette direction fatale.

Ces menaces obstruent notre horizon et font paraître illusoire les perspectives d'évolution qu'un raisonnement économique très global et portant sur plusieurs décennies a permis de dégager. Mais ces menaces peuvent encore être écartées.

La première condition est évidemment de mettre fin à la guerre d'Algérie. À cet égard, il faut bien voir que, pour le développement économique national, il serait moins dommageable de « perdre » totalement l'Algérie et son pétrole et d'indemniser en quelques années les « petits Blancs » qui se refuseraient à vivre dans une Algérie indépendante, que de laisser se prolonger le conflit. Très schématiquement, on peut dire que cette guerre coûte à l'économie française 1 % de progression en moins sur le produit national brut annuel et 1 ou 2 % de hausse de prix supplémentaire. Cette dose d'inflation et, surtout, ce manque à gagner dans la croissance économique font perdre à la

bourgeoisie elle-même, sans parler des autres classes sociales, plus que la guerre ne peut lui rapporter (c'est d'ailleurs ce calcul qui sous-tend les raisonnements « cartérisistes » sur l'abandon des colonies). Mais cette guerre a désormais sa propre inertie et l'on sait comment elle propage, en France même, des poussées fascistes toujours plus menaçantes. Il n'entre pas dans notre propos d'analyser ici les conditions politiques dont peut résulter la fin du conflit. Mais il est clair que la menace fasciste est désormais assez précise pour que l'instauration d'un régime politique de ce type soit possible (soit tentée) avant l'achèvement du conflit, à l'occasion de cet achèvement (négo-ciation ou internationalisation) ou à sa suite. Les couches sociales menacées par la croissance économique, les boutiquiers poujadistes, peut-être une partie de la paysannerie et les « réfugiés » d'Afrique du Nord peuvent constituer la base de masse d'un mouvement subversif auquel les cadres de l'Armée donneraient un appoint décisif.

Cependant, le fascisme n'est pas inéluctable : c'est, en définitive, d'un rapport de forces politiques que dépend son échec ou son succès. Et même, s'il s'établissait, serait-il durable ? et de quelle nature ? La tentation est grande d'exciper de la croissance économique et de l'intégration européenne pour soutenir l'hypothèse d'un fascisme précaire : la crise et l'autarcie nationaliste ont souvent accompagné les expériences fascistes précédentes. Mais il ne faut pas sous-estimer la force et la contagion d'un tel régime. Le fascisme victorieux en France pourrait s'étendre à la petite Europe : déjà l'ordre moral qui règne depuis le 13 mai ressemble étrangement à la « démocratie » ouest-allemande ; déjà, le système parlementaire italien paraît menacé. A contrario, une nouvelle poussée à gauche, aux États-Unis, en Grande-Bretagne ou en Europe même rendrait plus difficile la stabilisation d'un éventuel fascisme français. Et l'on sait que chacune des secousses données aux structures capitalistes pour relancer l'économie faiblissante a correspondu à une poussée de gauche, du New Deal au travaillisme britannique et au tripartisme français. Il est possible que la victoire démocrate aux élections américaines ait cette valeur ; car les menaces de stagnation qui pèsent sur l'économie des États-Unis rendent nécessaire un gauchissement de l'attitude gouvernementale. Sauf tension internationale aiguë, une poussée à gauche américaine aurait des échos en Europe.

Si la France résout enfin la question algérienne et échappe au fascisme, son insertion dans le réseau complexe des contradictions du monde moderne, aujourd'hui dramatique, pourra prendre alors une tout autre signification. (Sans doute y aura-t-il de difficiles problèmes d'organisation politique interne à résoudre, ne serait-ce qu'en raison du caractère anachronique des institutions créées avec la Cinquième République ¹.)

¹ Il faut bien voir, d'ailleurs, que le non-sens constitutionnel de la Cinquième République ne légitime pas pour autant les institutions politiques antérieures. La Quatrième République avait sauvé, pour l'essentiel, le vieux système d'équilibre politique instauré à la fin du XIX^e siècle : la lente progression du secteur capitaliste voyait ses répercussions sociales atténuées par un Parlement où les classes moyennes et les salariés étaient largement représentés. Avec l'accélération subite de la croissance économique et le développement des fonctions économiques de l'État, le système parlementaire s'est trouvé en porte à faux. Il n'a pu débattre des vrais problèmes (l'organisation économique, la définition des

Ancienne puissance coloniale ayant marqué de son empreinte une grande partie de l'Afrique, la France conserve une chance de jouer un rôle positif dans ce qui est, après l'édification du socialisme, la plus grande aventure de ce temps : l'éveil du Tiers-Monde. Déjà, le glissement à demi calculé, à demi contraint, qui a conduit de l'Empire à la Communauté, apparaît non seulement comme un contre-feu opposé aux revendications nationalistes, mais aussi comme la recherche de liens politiques nouveaux entre États marqués par une même civilisation. Même si, au cours de la période qui nous sépare encore de la fin du conflit algérien, les liens avec les États africains se distendent ou se rompent, il restera possible ensuite de les renouer. Sous quelle forme ? C'est un problème secondaire car les liens politiques formels importent peu en ce domaine : plus ils paraissent serrés, moins ils tiennent. Dans quel but ? Pour le Tiers-Monde - et l'Afrique n'échappe pas à la règle commune - le problème majeur est de réaliser un développement économique rapide. Dès lors, la France comme tous les pays riches aura pour devoir et pour intérêt de procurer à ses anciennes colonies une aide économique correspondant à leurs besoins (biens d'équipement, techniciens, stabilisation des cours pour les produits tropicaux, etc.). En échange, elle peut en attendre non pas le respect des intérêts capitalistes installés dans les États africains, mais simplement la possibilité de substituer à la liquidation brutale de ces intérêts par une nationalisation « à la Suez », une liquidation « à l'amiable » non génératrice d'à-coups pour le développement économique français. Et surtout, elle peut en attendre un débouché immense offert à son industrie lourde (fourniture de biens d'équipement) et une garantie d'approvisionnement en matières premières. Même si ce débouché et cette garantie coûtaient cher aux finances publiques françaises, ils seraient assurément préférables aux aléas d'une décolonisation économique brutale. De même que le Plan Marshall a été bénéfique pour l'économie américaine autant que pour les économies européennes, de même une aide économique intelligente peut être profitable à la fois à l'économie française et à celle des États africains.

Nation industrielle capitaliste, dotée d'un secteur public déjà très important et pratiquant un interventionnisme d'État assez poussé, la France peut prolonger son expérience en ce dernier domaine et offrir par là un exemple à d'autres nations capitalistes. Les récessions et les poussées inflationnistes, caractéristiques du capitalisme moderne, se poursuivront. Pour les surmonter, de nouvelles entreprises du capitalisme d'État se révéleront indispensables. Mais si le caractère général de ces tentatives empiriques pour écarter les menaces de crise économique est partout le même, leur contenu et leur portée peuvent être très différents. On peut renflouer une économie à grands renforts de dépenses militaires ; on peut atteindre le même résultat en finançant la construction d'autoroutes ou de logements, d'écoles ou d'hôpitaux, ou encore en stimulant le développement de branches industrielles nouvelles. On peut réorienter la demande par une politique de transferts dont la signification peut être très variable (ponctions fiscales, retraites, assurances, etc.). On peut enfin prendre au hasard des initiatives éparses ou tendre à les coordonner en fonction d'un plan. Sous tous ces aspects, le développement des expériences

objectifs de la politique économique, etc.) que par ricochet, à partir des récriminations des couches sociales attachées au statu quo. Demain, un retour pur et simple au vieux parlementarisme serait une erreur dramatique. Ici également, la gauche devra, pour sa part, être capable d'innover.

françaises pourrait, s'il répondait aux objectifs traditionnels de la gauche, prendre valeur d'exemple dans une recherche qui présenterait simultanément un double sens : pour une croissance équilibrée de l'économie ; pour une socialisation progressive de cette économie.

De l'intervention armée de 1919 aux années de la guerre froide, la France a manifesté à l'égard de l'U.R.S.S. et des autres États socialistes une hostilité rarement démentie. C'est pourtant ce même pays qui a, de 1789 à 1871, largement influencé par ses révolutions l'image que présente aujourd'hui le monde, et qui garde aujourd'hui dans les nations socialistes, un crédit certain : les traditions révolutionnaires de la France sont connues de tous les écoliers soviétiques. C'est dire qu'une France s'arrachant aux délires de la guerre froide, refusant les aventures militaires et cherchant à coopérer avec le monde socialiste, pourrait mener dans l'actuel dispositif des forces mondiales, un jeu politique indépendant et bénéfique. Le rôle que détiennent aujourd'hui, à leur manière, la Yougoslavie ou l'Inde, pourrait, demain, devenir le sien, mais avec des moyens combien plus puissants. Une telle réorientation n'ouvrirait la porte à aucune agression militaire soviétique, car elle ne modifierait pas l'équilibre profond des forces (l'équilibre de la terreur), sauf à favoriser la recherche du désarmement. Elle aurait en outre une influence assurément favorable sur le « dégel » de l'U.R.S.S.

Mais revenons en 1960. Il est certain que le tableau idyllique qui vient d'être brossé à grands traits relève de l'utopie, non seulement parce qu'il suppose remplies des conditions aussi difficiles à réaliser que la paix en Algérie, l'éloignement des menaces fascistes et le regain d'influence des forces de gauche, mais aussi parce qu'il suppose, une fois ces conditions remplies, un concours de circonstances favorables assez peu probable : aucune aggravation de la tension Est-Ouest, aucune crise aiguë liée à la décolonisation économique, aucune crise économique profonde et, sur le plan national, une gauche assez forte et assez unie pour surmonter les tensions politiques internes qu'une telle réorientation entraînerait.

Les luttes politiques françaises des années 1960 et 1970 ne se dérouleront sans doute pas dans ce climat « détendu » et, aussi favorable que soit leur issue, leurs répercussions internationales seront contrariées par d'autres facteurs : on a assez dit de quels conflits notre temps était gros.

Cependant, il reste que l'avenir est moins lourd de menaces qu'il ne paraît. Contrairement aux apparences, nous ne vivons pas dans une époque où la crise et la guerre dessinent notre avenir inéluctable, et dans un pays où la guerre d'Algérie et le fascisme scellent notre destin. Ces menaces sont réelles, mais les premières ne représentent qu'une possibilité parmi d'autres, je crois l'avoir montré, et les secondes ne sont que des menaces immédiates. La France de 1965, celle de 1975, peuvent connaître d'autres problèmes, d'autres possibilités. Encore faut-il disposer à cette fin de moyens politiques adéquats.

La gauche française a fait faillite. Elle a déposé son bilan, le 13 mai 1958. Au sein d'un pays à demi anesthésié par un début d'américanisation des conditions de vie et bercé par les discours sibyllins d'un consul anachronique, elle essaie de se retrouver. Tous ses démons l'assaillent, les querelles de

chapelles, les vieux rêves de 1936. Elle résiste difficilement à ses tentations coutumières : le privilège des bouilleurs de cru, la retraite du combattant la font encore courir.

Mais des milliers d'hommes solides, formés par les partis, les syndicats ou d'autres organismes (le Centre des jeunes agriculteurs par exemple) cherchent des voies nouvelles, des formes nouvelles d'action et de propagande. Le présent livre veut être une contribution à cette recherche, en présentant dans ce qui me paraît être leur éclairage véritable, les grands problèmes économiques d'aujourd'hui et de demain. Mais des contributions du même ordre devraient, sans se soucier des idées reçues, poser clairement d'autres problèmes tout aussi importants : quelles institutions politiques faudra-t-il promouvoir ? quels types de partis politiques faut-il former ? quelles fonctions doivent remplir les syndicats ? quel programme économique adopter ? quelle stratégie faut-il mettre en oeuvre pour guider l'évolution sociale ? vers quelle fin, c'est-à-dire vers quel type de socialisme ?

Et surtout, il convient que, parallèlement à ces recherches et aux discussions qui, nécessairement, doivent les accompagner, on expérimente, on laisse au mouvement spontané toutes les chances d'explorer des solutions nouvelles. La recherche confuse d'actions nouvelles pour renforcer l'action contre la guerre d'Algérie est un exemple à méditer. La gauche - celle des organisations - guidée par ses divisions anciennes et par vingt ans de stalinisme ou d'anticommunisme, ne croit qu'aux appareils centralisés. Chaque organisation se transforme en État dans l'État. Mais la vie se retire de ces moules préfabriqués. Les partis communiste et socialiste ont perdu beaucoup de leur substance. Le P.S.U. n'a pas encore fait ses preuves et l'on ne sait s'il échappera à cette sclérose. Dans les syndicats, des pousses nouvelles percent difficilement les cloisons multiples. Et, faute d'être guidés, les jeunes - quand ils accèdent à la conscience politique - fuient ces mornes églises, cherchent leur voie, prennent des risques. L'avenir appartient aux syndicats et aux partis qui sauront encourager et conduire avec souplesse les mouvements spontanés dont les étudiants ou les jeunes agriculteurs donnent aujourd'hui l'exemple, dans des domaines très différents, et qui sauront donner à ces mouvements des objectifs réels, c'est-à-dire adaptés aux conditions objectives qu'offre le monde moderne : celui des faits, non celui des idées reçues.

L'avenir du capitalisme (1961)

Annexe

Le « classement » de la population totale en 1954

[Retour à la table des matières](#)

Le tableau des classes sociales et des groupes sociaux présenté au chapitre IX (pp. 184-185) dérive du classement de l'ensemble de la population française en catégories socio-professionnelles, établi par l'Institut national de la Statistique et des Études économiques, d'après les données du recensement de 1954. (Voir Études statistiques, no 1, 1958, pp. 6-7.)

Il est bien évident que les catégories socio-professionnelles retenues par l'I.N.S.E.E. ne peuvent conduire à une évaluation des classes sociales qu'au prix d'un certain nombre de choix plus ou moins arbitraires.

Pour permettre au lecteur d'en juger - par comparaison avec l'étude de l'I.N.S.E.E. - ces choix sont résumés dans le tableau ci-dessous (au verso de cette page). Le cadre est le même que pour le tableau des pages 184-185 et dans chaque « case » sont indiquées, par leur numéro, les catégories socio-professionnelles retenues (C.S.P.) ; le cas échéant, une fraction entre parenthèses signifie qu'une partie seulement de la C.S.P. a été prise en compte dans la case considérée.

Le « classement » de la population totale en 1954

Classes		Bourgeoisie	Classes moyennes « traditionnelles »	Classes moyennes « inférieures »	Classe ouvrière	Paysannerie
Groupes						
1	CSP	21 (2/10) 26 (2/10) 99 (1/20) 34 (1/20)				
2	CSP	26 (1/4) 21 (1/4) 99 (1/20)				
3			CSP 30 et 32 34 (19/20) 35			
4	CSP	26 (11/20) 94 (1/3) 21 (11/20) 27 (1/20) 99 (2/10)	CSP 33 80 81			CSP 02 (1/2) 01 (1/10)
5			CSP 22 et 23 27 (19/20)	CSP 43 44 45		
6			CSP 41 et 42 94 (2/3) 96 (1/8) 95 (1/2) 99 (2/10)	CSP 51 et 52 53 et 82	CSP 60 61 62	CSP 02 (1/2) 01 (9/10) 00
7				CSP 70 et 72 95 (1/2) 99 (1/10) 96 (1/5)	CSP 63 et 64 65 et 66	CSP 03 et 93 99 (2/10)
8				CSP 71	CSP 67 et 68 99 (2/10) 96 (27/40)	CSP 1